|  |
| --- |
| Gérard PIERRE-CHARLES  (1973)  Radiographie d’une dictature  HAÏTI ET DUVALIER  Préface de Juan Bosch.  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par *Wood-Mark Pierre*, bénévole, étudiant en sociologie à la Faculté des sciences humaines à l’Université d’État d’Haïti et membre du comité de direction du Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haïti,

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_pierre_wood-mark.html).

à partir de :

Gérard PIERRE-CHARLES

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier.**

Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1973, 205 pp. Édition refondue et augmentée. Préface de Juan Bosch.

[Autorisation formelle accordée par la directrice du CRESFED, Madame Suzie Castor, de diffuser ce mémoire, en accès libre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Boite_aux_lettres_clair Courriel : Dr Suzy Castor : [sucastor@gmail.com](mailto:sucastor@gmail.com)

Directrice du Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 15 septembre 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac



Cet ouvrage est diffusé en libre accès à tous grâce à une entente de partenariat entre le REJEBECSS-Haïti (Le Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haïti) et le CRESFED (Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement), entente entérinée le 11 juillet 2019.



Boite_aux_lettres_clair Courriels : Dr Suzy Castor : [sucastor@gmail.com](mailto:sucastor@gmail.com)

Directrice du Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement

Rency Inson Michel : [rencyinson@gmail.com](mailto:rencyinson@gmail.com)

coordonnateur du REJEBECSS-Haïti

Tania Pierre-Charles : [tanpicha04@yahoo.com.mx](mailto:tanpicha04@yahoo.com.mx)

Lunie Yvrose Jules : [lunijyrfa@gmail.com](mailto:lunijyrfa@gmail.com)

Elise Golay : elisegolay@gmail.com



de gauche a droite: Tania Pierre-Charles, responsable de projet au CRESFED; Wood-Mark Pierre, responsable relations publiques REJEBECSS; Suzy Castor, directrice du CRESFED; Lunie Jules, Officier de projet au CRESFED.

Merci aux universitaires bénévoles  
regroupés en association sous le nom de:

**Réseau des jeunes bénévoles  
des Classiques des sciences sociales  
en Haïti**.

Un organisme communautaire œuvrant à la diffusion en libre accès du patrimoine intellectuel haïtien, animé par *Rency Inson Michel* et *Anderson Layann Pierre*.

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/Réseau-des-jeunes-bénévoles-des-Classiques-de-sc-soc-en-Haïti-990201527728211/?fref=ts>



Courriels :

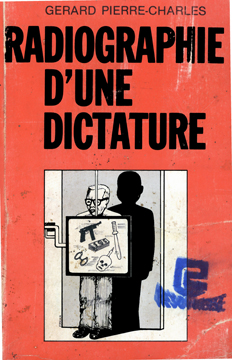
Rency Inson Michel : [rencyinson@gmail.com](mailto:rencyinson@gmail.com)

Wood-Mark PIERRE : [pierrewoodmark@gmail.com](mailto:pierrewoodmark@gmail.com)

Ci-contre : la photo de Rency Inson MICHEL.

Gérard PIERRE-CHARLES

Radiographie d’une dictature.  
*Haïti et Duvalier*



Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1973, 205 pp. Édition refondue et augmentée. Préface de Juan Bosch.

Du même auteur

*L'économie haïtienne et sa voie de développement*, Éditions G.-P Maisonneuve et Larose, 1967

*Sociologia de la Opresion*, Santiago de Chili, 1973

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[i]

GÉRARD PIERRE-CHARLES

RADIOGRAPHIE  
D’UNE  
DICTATURE

HAITI ET DUVALIER

Préface de JUAN BOSCH

(Edition refondue et augmentée)

[ii]

Titre original : Haïti :

*radiografia de una dictadura*

Tous droits de traduction, de reproduction et d’adaptation  
réservés pour tous les pays.

® Editorial Nuestro Tiempo, Mexico, 1969,  
pour l’édition espagnole

® Éditions NOUVELLE OPTIQUE, Montréal, 1973,  
pour la traduction française

Boîte Postale 1824, Succursale B, Montréal 110,  
Qué. Canada H3B 3L4

[iii]

À tous les militants et martyrs

de la lutte pour la libération d’Haïti

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier**

Table des matières

Juan Bosch, [Préface](#radiographie_preface): Haïti, Duvalier et l’Amérique [iv]

Pierre-Charles Gérard, [Préface à l’édition française](#radiographie_preface_ed_fr) [ix]

[Préface à l’édition haïtienne](#radiographie_preface_ed_ha), 1986 [xiii]

[Prolégomènes à l’étude du cas d’Haïti](#radiographie_prolegomenes) [xvii]

Chapitre I. [Histoire clinique du duvaliérisme](#radiographie_chap_I) [30]

1. [*Antécédents socio-politiques*](#radiographie_chap_I_1) [30]

2. [*La gestation*](#radiographie_chap_I_2) [32]

3. [*La crise de 1956-1957*](#radiographie_chap_I_3) [34]

4. [*La prime jeunesse*](#radiographie_chap_I_4) [38]

5. [*La métamorphose*](#radiographie_chap_I_5) [41]

Chapitre II. [Le phénomène duvaliériste et sa caractéristique : la violence](#radiographie_chap_II) [46]

1. [*La farce de la démocratie « style occidental*»](#radiographie_chap_II_1) [47]

2. [*Les apports du big stick*](#radiographie_chap_II_2) [49]

3. [*La terreur comme structure du pouvoir*](#radiographie_chap_II_3) [51]

A. Les Tontons Macoutes : leur portrait [52]

B. La répression, arme aveugle [54]

Chapitre III. [Idéologie et politique de classes](#radiographie_chap_III) [57]

1. [*La « Révolution duvaliériste »*](#radiographie_chap_III_1) [57]

a) La propagande coloriste [58]

b) Le binôme populiste-arriviste [60]

c) L’anti-commiunisme [61]

2. [*Composition de classes*](#radiographie_chap_III_2) [63]

3. [*Politique économique anti-populaire et désastreuse*](#radiographie_chap_III_3) [64]

a) La « coopération bilatérale » [64]

b) La machine fiscale [66]

c) Les dépossessions [67]

d) Bilan d’un long régime [68]

Chapitre IV. [Le duvaliérisme et les autres forces sociales](#radiographie_chap_IV) [71]

1. [*La bourgeoisie : mariage d’intérêts*](#radiographie_chap_IV_1) [71]

2. [*L’armée : complice-victime et victime-complice*](#radiographie_chap_IV_2) [73]

3. [*Le clergé*](#radiographie_chap_IV_3) [76]

4. [Les syndicats](#radiographie_chap_IV_4) [78]

5. [Les étudiants](#radiographie_chap_IV_5) [80]

Chapitre V. [La papadocratie, forme de gouvernement médiéval](#radiographie_chap_V) [82]

1. [*Mégalomanie*](#radiographie_chap_V_1) [83]

2. [*Mysticisme*](#radiographie_chap_V_2) [86]

3. [*Machiavélisme*](#radiographie_chap_V_3) [88]

4. [Servilisme, terreur, corruption](#radiographie_chap_V_4) [91]

Chapitre VI. [Contexte historique et géographique](#radiographie_chap_VI) [99]

1. [*Soutien inconditionnel de Washington*](#radiographie_chap_VI_1) [100]

2. [*Impact du castrisme et alliance avec Trujillo*](#radiographie_chap_VI_2) [103]

3. [*Le dilemme de Kennedy : Papa Doc ou qui d’autre ?*](#radiographie_chap_VI_3) [107]

4. [*De Bosch à Balaguer*](#radiographie_chap_VI_4) [109]

5. [*Les aventures nationalistes de Papa*](#radiographie_chap_VI_5) *Doc* [114]

6. [*Le double jeu de Washington*](#radiographie_chap_VI_6) [117]

Chapitre VII. [À la recherche des causes premières](#radiographie_chap_VII) [120]

1. [*Prédominance d’une agriculture archaïque de caractère féodale*](#radiographie_chap_VII_1) [120]

2. [*De la stagnation au recul économique*](#radiographie_chap_VII_2) [123]

3. [*Du parasitisme, considéré comme système*](#radiographie_chap_VII_3) [127]

4. [*Renforcement de l’emprise impérialiste*](#radiographie_chap_VII_4) [129]

Chapitre VIII. [Cause de la continuité duvaliériste](#radiographie_chap_VIII) [135]

1. [*La faillite de l’opposition traditionnelle*](#radiographie_chap_VIII_1) [136]

2. [*L’entrée en scène de l’opposition nouvelle*](#radiographie_chap_VIII_2) [142]

3. [*Les communistes perdent leur première grande bataille*](#radiographie_chap_VIII_3) [147]

4. [*La Pax duvaliériste*](#radiographie_chap_VIII_4) [152]

5. [*Les recommandations de Rockfeller*](#radiographie_chap_VIII_5) [156]

6. *L*[*a mini-danse des dollars*](#radiographie_chap_VIII_6) [160]

Chapitre IX. [Le bâtard de la papadocratie](#radiographie_chap_IX) [166]

1. [*Le néo-duvaliérisme : système politique*](#radiographie_chap_IX_1) [167]

2. [*Le tandem bourgeoisie-impérialisme*](#radiographie_chap_IX_2) [171]

3. [*Modernisation de l’appareil répressif et pseudo-libéralisation*](#radiographie_chap_IX_3) [177]

4. [*Une politique économique de vente aux enchères*](#radiographie_chap_IX_4) [180]

Chapitre X. [Les perspectives : révolution ou famine](#radiographie_chap_X) [183]

1. [*Les forces politiques*](#radiographie_chap_X_1) [185]

2. [*La révolution : nécessité historique*](#radiographie_chap_X_2) [196]

[Bibliographie sélective](#radiographie_biblio) [201]

[iv]

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier**

PRÉFACE

HAÏTI, DUVALIER  
ET L'AMÉRIQUE.

Par Juan BOSCH

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le peuple Haïtien a à son actif une révolution phénoménale, la plus complexe des temps modernes, la seule qui fut à la fois une guerre sociale d'esclaves contre leurs maîtres, une guerre raciale de noirs contre blancs et mulâtres, une guerre civile des noirs et mulâtres du nord et de l'ouest contre les mulâtres et les noirs du sud ; une guerre internationale, contre les Espagnols et les Anglais et Une guerre d'indépendance d'une Colonie contre une Métropole. Cette guerre aux multiples aspects n’aurait pu se faire sans de grands leaders et l'accord résolu des masses ; Haïti put compter avec ces deux facteurs.

Les masses suivent leurs leaders quand ces derniers adoptent une attitude conséquente face aux nécessités et aux désirs de celles-ci ; aussi dans l'histoire de la révolution haïtienne - 1791-1803 - les leaders doivent-ils principalement attirer notre attention.

Comment Haïti a-t-elle pu donner au XVIIIème siècle des dirigeants aussi extraordinaires qu'un Toussaint Louverture, l'un des trois génies politiques de l'histoire des Amériques. Un Dessalines, un Christophe, un Pétion, qui, à l'exception de Pétion ne savaient ni lire ni écrire quand débuta la révolution ? Ce qui veut dire que les facultés naturelles de ces hommes dépassèrent leur état d'ignorance ; leur niveau de connaissance s'éleva de telle façon qu'ils occupèrent une place toute particulière dans l'histoire américaine. N'importe quel analphabète peut être un héros s'il en a le courage, mais il n’est pas facile pour un analphabète de se transformer à la fois en héros, leader de masses et homme politique de génie. Tel fut le cas de Toussaint Louverture.

Ce phénomène trouve son explication dans des conditions spécifiques propres au peuple Haïtien et on peut dire que les grandes personnalités historiques représentent à la fois ce qu'il y a de meilleur [v] et de pire chez ce peuple dont elles ont emprunté l'essence. Un peuple qui a façonné Toussaint Louverture est un peuple extraordinaire.

Et comment se fait-il, dans ce cas qu'Haïti se trouve aujourd'hui dans une pareille situation ? Comment expliquer que ce peuple supporte et dans une certaine mesure soutient la dictature de François Duvalier ?

La réponse à cette question est donnée dans ce livre de Gérard Pierre-Charles. Pierre-Charles explique les causes de la situation haïtienne à partir d'une base solide, une étude statistique socio-économique qu'il présente dès la première page ; dans un tableau sobre, il nous informe que le revenu per capita de son pays est de $63 dollars et que le budget du gouvernement est de $24 millions (dollars) par an pour une population de 5 millions d’habitants, ce qui revient à dire que la dépense publique annuelle n'atteint même pas $5. par habitant ; que la consommation annuelle d'électricité est de 24Kwh et celle de lait 7 litres per capita ; que la mortalité infantile atteint 204% ; l'espérance de vie 34 ans ; et que l'analphabétisme touche 92% d'adultes.

Quand il étudie Duvalier, principal bénéficiaire du régime qui maintient en Haïti cet état de choses, Pierre-Charles dit que « le caractère pathologique du phénomène Duvalier naît de la débilité fondamentale et de la déformation de l'infrastructure de la société haïtienne », et que le cas de Duvalier « peut bien correspondre à un degré déterminé de crises des sociétés pré-capitalistes soumises aux conséquences désastreuses de leurs structures internes et aux effets de la crise du système capitaliste mondial ».

En effet, c'est là, le nœud du problème actuel en Haïti, et de tant d'autres pays latino-américains qui se débattent dans des crises permanentes, bien qu'à des niveaux différents de celle dont souffre Haïti. Le monde capitaliste a évolué selon un schéma de développement que nos pays n’ont pas connu et ne peuvent connaître parce que leurs conditions de colonies plus ou moins évidentes ne leur ont pas permis de s'adapter aux facteurs sociaux qui dans d'autres pays – l'Europe et les États-Unis – ont constitué le moteur du développement. Nous pourrions illustrer cette situation en rappelant l'exemple du Mexique, le pays le plus avancé d'Amérique Latine qui fut précisément le seul à avoir fait une révolution qui porta au pouvoir la bourgeoisie nationale ; et encore, cette révolution eût lieu en 1910, c'est-à-dire 120 ans après la révolution française et 270 ans après le début de la révolution anglaise. Ce qui nous amène à dire en passant, que si la révolution mexicaine avait eu lieu en 1965, 1966 ou en 1967, elle aurait été écrasée par les forces du Pentagone, ou échouée comme celle de Bolivie, de par la conjoncture politique propre à l'Amérique Latine.

[vi]

La structure sociale, économique et politique qui maintient Haïti dans un état de pré-capitalisme est expliquée de façon magnifique par Gérard Pierre-Charles au chapitre VII de son livre. Tout ce chapitre doit être lu avec la plus grande attention par ceux qui s’intéressent non seulement au cas d'Haïti, mais aussi à celui plus général de l'Amérique Latine : ce que Pierre-Charles expose dans ce chapitre s'applique avec plus ou moins de force à bon nombre de nos pays, pour expliquer soit des phénomènes actuels, soit des phénomènes historiques, dont certains très récents. Pierre-Charles, qui est marxiste, ne s'est pas laissé abusé par le bavardage manichéiste d'un marxisme sous-développé qui durant des années et des années a posé le problème de nos pays en termes de bourgeoisie exploiteuse et de prolétariat révolutionnaire ; quand en Amérique Latine, à de rares exceptions près, il a eu et il y aura toujours dans une grande proportion des centres politico-économiques oligarchiques, des nations à prédominance petite-bourgeoise où le prolétariat représente seulement une fraction réduite de la population, tandis que dans une proportion égale ou supérieure on y rencontre des parasites, des chômeurs, et des gouvernements petits-bourgeois consacrés à la tâche sans avenir de transformer l'ordre oligarchique en ordre bourgeois par des voies pacifiques. Ils prétendent faire une omelette sans casser d'œufs. Ce fondement socio-économique du retard latino-américain explique un siècle et demi d'échecs dans l'entreprise d'établissement d'un système de démocratie représentative dans nos pays. La démocratie représentative est l'expression politique d'une société bourgeoise, et à de rares exceptions, la société en Amérique Latine n 'a pas réussi à s'organiser autour de la bourgeoisie.

L'oligarchie est un bloc formé par les propriétaires terriens, les commerçants, les agents impérialistes, le clergé, les petits bourgeois de la bureaucratie civile et des forces armées ; et les faibles bourgeoisies latino-américaines sont entraînées sur le terrain politique, par ce bloc puissant. Sur le plan sociologique, le noyau le plus nombreux, celui des commerçants de nos pays - composé d'un pourcentage très élevé d'étrangers - ne peut être considéré comme bourgeois mais comme pré-bourgeois ; ce noyau restera à l'intérieur du bloc oligarchique, et non du côté de la bourgeoisie, tant que celle-ci ne parviendra pas à substituer par une production nationale, l'emprise étrangère et tant que la base foncière » de l'oligarchie ne sera pas détruite, car ses importations dépendent des fournisseurs étrangers et ses exportations dépendent des propriétaires fonciers nationaux.

Le commerçant de l'Amérique Latine est, pour cette raison, un agent des intérêts étrangers et un allié naturel des propriétaires fonciers nationaux. Quand à la petite bourgeoisie de la bureaucratie civile et des forces armées, son but est de s'approprier le pouvoir politique pour acquérir les richesses et non pas pour transformer l'état [vii] de choses ; pour atteindre ce but, elle vit dans un état permanent d'aventurisme et est le ferment des coups d'état. Une bourgeoisie solidement établie, qui dominerait la vie sociale, économique et politique d'un pays Latino-américain ne patronnerait ni n'accepterait des coups d'état militaires, car la bourgeoisie a besoin d'une stabilité politique et sociale pour atteindre ses buts : gagner richesse et puissance : en revanche, l'oligarchie ne peut tolérer un régime dominé par la bourgeoisie, car celle-ci devrait nécessairement transformer les structures de base du système de « latifundio », comme cela se fit en France au XVIIIème siècle et au Mexique en 1935 ; elle devrait faire face au commerce en prenant le marché aux produits américains ; elle devrait obliger la petite bourgeoisie militaire et bureaucratique à se discipliner, à se soumettre à la stabilité bourgeoise, à être docile et à abandonner ses aspirations à conquérir des positions sociales et des richesses par des aventures politiques.

Dans un aucun pays d'Amérique Latine, on ne peut voir mieux qu'en Haïti, ce fondement politico-social du problème latino-américain, décrit de façon magistrale par Gérard Pierre-Charles.

Cette description est une prouesse de l'intelligence si on tient compte du fait qu'en Haïti aucune étude sociologique appropriée n'a été faite pour parvenir à une interprétation correcte des phénomènes socio-politiques ; je crois qu’on n'y a pas non plus mené à bien les recherches de fond, qui sont indispensables pour tirer des conclusions parce qu'il réunit une série de conditions qui font de lui un cas exceptionnel. Dans ce sens, Gérard Pierre-Charles répond à la tradition haïtienne et aux caractéristiques de son peuple, qui est profond, travailleur et sobre.

Mais ce livre, en plus des mérites que je viens de souligner, contient des pages véritablement pathétiques. Haïti n’est pas un pays qui se développe, mais un pays qui repasse par des étapes qu’ 'il avait dépassées il y a des années. Il engendre chaque jour, plus de problèmes que de moyens pour les résoudre. Haïti s'est tellement converti en un exemple de « société en régression », opposée au concept de « société en voie de développement » - que depuis 1963, j'ai appelé « haïtianisation » le processus qui a consisté pour un certain pays d'Amérique Latine à faire un bond dans leur développement pour se mettre ensuite à reculer.

Pierre-Charles pense avec raison que « le cas d'Haïti préfigure l'avenir des pays d'Amérique Latine et du Tiers-Monde qui n’ont pas réussi à se libérer des entraves féodales et rompre le carcan asphyxiant de la domination étrangère. Dans les conditions actuelles d'affaiblissement du système capitaliste mondial, la crise des structures internes dans les pays dépendants entraîne non seulement une aggravation de la misère des masses, mais aussi la violence déchaînée par les classes dirigeantes menacées. La République d'Haïti en est arrivée à cette étape ».

[viii]

Je serais d'accord avec cette proposition pour la majorité des pays d'Amérique Latine, mais je changerais le terme « féodales » pour « oligarchiques », parce que « féodales » n'est pas approprié à la situation latino-américaine ; et je serais également d'accord pour ce qui est de l'Amérique Latine dans son ensemble et dans ce cas sans le moindre changement avec la phrase qui se trouve à une autre page : « la situation socio-économique et politique d'Haïti, étant donné son degré de décomposition, porte en son sein les germes de sa propre transformation. » Ici, il n'est pas besoin ni de « subversion externe » ni d'intervention de « puissances étrangères ». « De même que du fumier naît la vie nouvelle, la crise sociale haïtienne engendre les éléments de sa solution ». N'a-t-on pas vu cette situation à Cuba, où il se produisit une révolution sans qu'interviennent ni la « subversion externe » ni les « puissances étrangères » ?

Comme dans ce livre, il est question de moi, à plusieurs reprises, et cela à cause des crises répétées sous le gouvernement Duvalier dans lesquelles se vit impliquée la République Dominicaine en 1963, il faudrait que je raconte maintenant comment le Pentagone organisa l'invasion du Général Léon Cantave, qui partit pour Haïti de la base nord-américaine de Ramey, à Porto-Rico et entra à Saint-Domingue à mon insu donc sans mon autorisation avec l'aide des chefs militaires dominicains, exécutant les ordres de la mission militaire yankee à Saint-Domingue ; et il faudrait que je raconte aussi comment cette mission militaire profita de la conjoncture de la défaite de Cantave en Haïti pour déclencher le coup d'état de 1963 contre le gouvernement que je présidais. Mais là n’est pas notre propos. Le livre de Gérard Pierre-Charles est une étude faite pour présenter l'actuelle Haïti aux yeux de l'Amérique, et non pour parler des confits dominico-haïtiens fomentés non en vue d'attaquer la dictature de Duvalier, mais pour en finir avec un régime démocratique qui refusait de se plier au Pentagone.

Le lecteur a ce livre entre les mains. Je lui demande d'y accorder la plus grande attention ; bien que l'action se passe en Haïti, les forces qu'on y décrit sont aussi celles qu’on trouve à la base du drame latino-américain.

*BENIDORM, 11 février 1969.*

[ix]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

PRÉFACE  
à l’édition française

Par Pierre-Charles GÉRARD

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans sa version originale, ce livre a été rédigé au cours de l’année 1968, dans un effort systématique d’analyse du phénomène socio-politique haïtien dans sa totalité causale-structurelle, son contexte historique et conjoncturel et ses perspectives d’avenir.

Ce fut une entreprise difficile étant donné les complexités du champ d’étude, lui-même semé de tant de zones obscures et l’étape de développement de la science sociale haïtienne qui n’est pas encore sorti de sa préhistoire métaphysique ou subjectiviste. À quoi il faut enfin ajouter la difficulté de disposer, dans l’éloignement de l’exil, de la luminosité et des instruments qui auraient pu donner à cette analyse toute la précision que suggère le terme de radiographie.

Les événements survenus en Haïti depuis 1968, culminant avec la mort de François Duvalier et 1’« intronisation » de son fils à la Présidence à Vie, ont montré que cet ouvrage (lequel pourrait paraître passionné même aux yeux du lecteur latino-américain à cause de la brutalité de son univers) n’était pas seulement une pâle image de l’horreur de la situation. Il était aussi un moyen indispensable pour comprendre la trajectoire dynastique du duvaliérisme et les conditions telluriques – peut-être sans précédent dans le monde – dans lesquelles le peuple haïtien doit mener sa lutte pour la liberté.

Il y a très peu de moments dans l’étude des sociétés globales où l’histoire immédiate fournit les éléments de validation de certaines catégories analytiques ou prévisions théoriques. Les faits survenus en Haïti depuis la publication de ce livre ont construit un terrain d’expérimentation exceptionnel pour vérifier la validité de quelques hypothèses fondamentales :

1) La crise structurelle de la société dépendante haïtienne donne lieu à un processus de dégradation économique. Dans le champ socio-politique elle engendre cette situation de malaise [x] et de mécontentement que les classes dirigeantes sont incapables de résoudre avec les moyens traditionnels, ce qui les oblige à trouver des formules neuves de plus en plus violentes. Le duvaliérisme en tant que fascisme de la dépendance et du sous-développement est une expression de cette crise.

2) Comme expression institutionnelle de la crise d’une société dépendante, le duvaliérisme se présente pour les classes dirigeantes comme une nécessité historique engendrée par les structures internes historiquement liées au capitalisme mondial.

La crise structurelle interne ne peut être comprise que dans le cadre de la crise du centre hégémonique. De plus, l’expression institutionnelle de crise, c’est-à-dire le duvaliérisme, est aussi une nécessité pour le centre dominant : elle représente la convergence des intérêts du statu quo interne et du statu quo de la domination-dépendance dans le cadre concret des relations entre Haïti et les États-Unis.

3) Le duvaliérisme étant un régime de force, qui méconnait les droits les plus élémentaires de l’homme, la lutte contre lui ne peut revêtir qu’un caractère de force. Pour qu’elle puisse pleinement incorporer les aspirations au progrès de la communauté, cette lutte doit en même temps dévoiler les structures d’où émerge le phénomène duvaliériste, c’est-à-dire le système économico-social existant, vu dans sa totalité nationale et dans le cadre de la relation de domination-dépendance.

Pour circonscrire avec plus de précision cette hypothèse, nous avons essayé de mettre à jour notre analyse en y intégrant l’étude de l’évolution politique récente, en restructurant le chapitre VIII de la version originale, en ajoutant le chapitre IX, et en présentant une esquisse des perspectives futures telles qu’on peut les évaluer dans le présent moment historique.

D’autre part, l’histoire récente a mis en évidence l’insuffisance de certaines prévisions :

*En premier lieu*, nous n’avons pas pu prévoir le continuisme dans sa forme grotesque mais efficace à court terme. Pour un analyste de la réalité haïtienne, cette solution apparaît a posteriori en parfait accord avec la logique duvaliériste. Mais personne en Haïti ou à l’extérieur n’a pu la prévoir malgré les intentions annoncées par le dictateur depuis 1965 de « remettre le pouvoir à la jeunesse ». La mort souhaitée mais imprévisible de Papa Doc semblait ouvrir des perspectives, dans le pire des cas : « un duvaliérisme sans Duvalier » dont l’instauration reviendrait, sous les directives nord-américaines, à l’armée, à quelque caudillo de l’appareil gouvernemental. En imposant « la formule du duvaliérisme avec le junior », le malicieux Papa Doc a renversé toutes les prévisions et, à ce qu’il paraît, a forcé la main à l’Oncle Sam qui contre mauvaise fortune fit bonne mine.

De même en appréciant le rapport des forces politiques en Haïti en 1968 et en mettant en relief l’existence d’une gauche [xi] clandestine, combative, susceptible de déterminer ou d’influencer sensiblement le futur immédiat, nous sommes tombés dans l’erreur de considérer à court terme le changement social inévitable. Ceci nous a amené à valoriser cette étape de lutte sans voir d’autre issue que celle du triomphe, en dépit des difficultés énormes d’une lutte qui s’annonçait longue. Cette vision rencontrait le désir national de voir la patrie se redresser, mais elle ne recouvrait pas tout l’éventail des possibilités politiques.

En tant qu’haïtien, directement mêlé à la conjoncture nationale, nous ne pouvions pas, en dépit de notre souci de rigueur objective et de notre désir de capter la vérité historique, produire une œuvre froide imprégnée d’académisme et qui se refuserait à prendre parti. Nous ne pouvions pas non plus étaler une vision romanesque et brutalement réaliste comme le livre de Graham Greene et sa version caricaturale dans « Les Comédiens » de Peter Glenville. Nous ne pouvions pas enfin produire un témoignage journalistique comme le « Papa Doc et les Tontons Macoutes » de B. Diedrich et Al Burt, et jamais une étude comme celle de Robert Rotberg, « *Haïti : the Politics of squalor*», ouvrage animé d’un esprit néocolonialiste et mettant à nu, un complexe de culpabilité métropolitaine, niant toute capacité de développement autonome à la société haïtienne. Notre travail ne pouvait être un examen aseptisé, réalisé avec le souci de ne pas se brûler les mains, ni un cri d’amertume paternaliste ou humaniste, ni un acte de solidarité avec une cause lointaine, ni enfin un journal intime, amer et chargé d’espérance style Anne Frank, retraçant dans la réclusion les événements vécus ou les sentiments éprouvés.

Notre ouvrage a voulu refléter les souffrances et la lutte multiforme d’une génération : de la désapprobation muette de l’arbitraire à la contestation impuissante et désarmée, l’élaboration d’une critique globale du système perçu dans sa caducité interne et ses connexions externes, la reconnaissance intuitive ou dialectique de la nécessité de la violence rebelle ou révolutionnaire pour arriver à l’exercice de la critique des armes. De plus, l’ouvrage a voulu exprimer l’acte d’accusation et de rébellion de la « génération de 60 », cette jeunesse dont les yeux s’ouvrirent au monde par les échos de la révolution cubaine et qui, dans les ténèbres de l’oppression et à partir des luttes étudiantes débutantes, vit défiler la guerre d’Algérie, Patrice Lumumba et l’indépendance de l’Afrique, le début de la marche des noirs américains, la résistance héroïque du peuple vietnamien, la croisade guérillera de Camillo Torrès et la stature gigantesque du Che. Génération sacrifiée, frustrée, décidée à lutter « HASTA LA VICTORIA SIEMPRE ». Le duvaliérisme l’a mise devant l’alternative du sauvetage individuel par l’émigration, la zombification collective ou la rébellion collective.

L’ouvrage s’inscrit donc dans la ligne d’une entreprise scientifique en vue de comprendre le régime duvaliériste dans [xii] sa genèse, son fonctionnement et sa nature et le faire connaître dans sa totalité à tous ceux qui par expérience vécue ou au niveau de l’information en ont eu une perception partielle, souvent brutale mais par trop superficielle.

La recherche et la diffusion scientifique sont ici œuvre militante pour une science sociale au service de l’homme et, du peuple haïtiens et qui se veut d’éclairer la marche de notre communauté vers sa libération et le progrès social et d’y contribuer pleinement.

*Gérard Pierre-Charles*

[xiii]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

PRÉFACE  
à l’édition haïtienne

Par Pierre-Charles GÉRARD

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ce livre écrit en 1967-1968 est à la fois une œuvre de révolte, d'amour et de foi.

Révolte contre l'abjection qu'a signifié la dictature duvaliériste depuis son installation en 1957, et qui nous avait conduit à lutter contre ce régime en tant que syndicaliste, militant estudiantin et révolutionnaire. Révolte entretenue dans l'exil, qui s'est amplifiée au fur et à mesure que croissait l'oppression dégradante de notre peuple avec ses rivières de sang, ses himalayas de cadavres et ses flots de corruption. Révolte des hommes et des femmes de ma génération, alors dans la vingtaine. Révolte de milliers de patriotes et démocrates, de diverses tendances (républicaine, bourgeoise, catholique, nationaliste, anti-impérialiste, socialiste, communiste) dressés dans une lutte héroïque pour la conquête de la liberté. Une œuvre d'amour pour l'Haïti souffrante et de foi illimitée en la jeunesse, les ouvriers, les paysans ; et ceux qui ont combattu sans trêve, avec toutes les armes du courage et du don de soi au cours de la grève des étudiants, à Dame-Marie au sein du mouvement Jeune Haïti, dans la résistance et le combat communiste au Limbé, à La Tremblay, à Cazale, à Port-au-Prince.

Ces “hommes souterrains" mis en scène par Dostoïevski qui “se sont plongés dans les entrailles de la terre pour élever un chant triste à la joie", au futur, à la justice, au bonheur de leur peuple. Ces initiateurs de progrès, inconnus, méconnus, souvent incompris et récriés qui ont donné leur contribution et ont inspiré l'entreprise grandiose de libération.

Le déchoukaj que vient de réaliser le peuple est un hymne à ses capacités créatrices. Il exalte du même coup la conviction de tous ceux qui n'ont jamais cessé de croire à sa capacité de [xiv] réaliser de grandes choses. Cette œuvre démontré que notre peuple porte en lui des ressources suffisantes pour assumer sa totale libération. Les formes nouvelles du combat populaire, les mouvements de masse, la participation de nouveaux groupes et acteurs sociaux qui ont secoué la charpe de plomb de la dictature sont le fruit d'une longue résistance populaire et d'une accumulation historique, au cours de laquelle les meilleurs fils du pays ont réaffirmé sans trêve leur volonté d'inscrire Haïti dans une perspective de lumière. Leurs gestes, anonymes ou connus, ont provoqué des phénomènes de conscience imperceptibles ; ils ont eu leur incidence sur la réflexion patriotique, sociale et nationale et ont contribué à faire progresser la conscience politique et l'organisation de notre communauté. A travers ce processus, il a été possible au peuple de s'élancer à la conquête du bunker duvaliériste. Ainsi l'œuvre des déchoukeurs d'aujourd'hui, loin d'être une génération spontanée a prolongé celle invisible mais ineffaçable des pionniers d'hier.

Cette radiographie a été faite de loin, au moyen de projecteurs analytiques, sur la base d'un réel vécu au sein du peuple comme ouvrier de l'usine Ciment d'Haïti. Un réel reconstruit sur la foi d'incontestables témoignages de militants, de la consultation de la presse haïtienne ou étrangère de l'époque et surtout des documents des organisations révolutionnaires qui luttaient clandestinement dans le pays. Certes, il lui a manqué la vision du “dedans" du pouvoir, car nous n’avons jamais eu à tremper de près ni de loin avec le duvaliérisme... Nous ne pourrions prétendre percer les secrets de palais d'autant plus que même les déçus et les renégats du pouvoir n'ont jamais eu le courage d'écrire leurs mémoires ou leurs confessions.

L'ouvrage a vu le jour en avril 1969 en sa version espagnole. François Duvalier écuma de rage quand Claude Cinéas, alors Secrétaire d'ambassade à Mexico, voyagea spécialement à Port-au-Prince pour lui apporter ce présent... C'était le temps où la machine de mort tonton macoute broyait, même de loin, tous ceux qui osaient lever la tête, l'arme ou la plume contre l'oppression...

La version française du livre publiée à Montréal en 1973 permit d'étendre notre analyse aux débuts du régime de Jean-Claude Duvalier. Puisque rien, ni personne, ne pouvait être pire [xv] que Papa Doc, ce changement suscita chez beaucoup un soupir de soulagement et bien des illusions... tandis que le pouvoir inventait de nouveaux pièges afin d'engloutir les aspirations du peuple à la démocratie et au mieux-être. Faire le point sur la signification réelle de cette succession permettait de comprendre que l'essence même du pouvoir absolu condamnait cette manœuvre à n'être qu'un simple replâtrage. Un cauchemar d'autant plus persistant que la légitimité et l'aide des “grands amis” étrangers paraissait convertir la dictature en un phénomène naturel, une horreur taillée à la mesure de notre pays d'illettrés, de chômeurs et de soi-disant inconscients... Il ne restait plus à notre bon peuple que de supporter son sort et aux secteurs et individus les plus “intelligents" d'en profiter à pleine bouche.

Une décade de plus, de Jeanclaudisme n'a fait que confirmer les présages. Le bilan de catastrophe s'est étendu à tous les aspects de la vie nationale. Aujourd'hui, plus que jamais, il apparaît que ce bilan d'échec va au-delà des Duvalier. C'est la capacité même du système de dépendance et de domination oligarchique d'assurer au peuple démocratie et bien être qui est mise en question.

Hormis quelques légères retouches pour réparer certaines erreurs d'information, de perception ou d'appréciation, ce livre est présenté dans sa version originale. Il ne prétendait pas être une œuvre de documentation, ni faire l'historique de ce règne, ni percer l'obscurité de ses actes... Il prétendait comprendre et faire comprendre l'essentiel : situer le duvaliérisme et ses mécanismes de domination dans la dimension sociologique haïtienne et dans le cadre de ses relations internationales. Et aussi, déduire de l'analyse des faits le chemin de la libération qui est présenté en dernière page, avec la nécessité première de déraciner le régime. De nombreuses études postérieures, réalisées en Amérique latine et dans le domaine des Sciences Sociales en général, après l'instauration du fascisme au Chili, en Argentine, Uruguay, etc., de même que des commentaires et critiques de nombreux amis haïtiens ont contribué à confirmer la justesse de certains aspects de notre analyse, les insuffisances d'autres. Aujourd'hui que ce livre, banni hier, peut être édité en Haïti, nous l'offrons comme un élément de plus du grand débat national... à cette heure du choix.

[xvi]

Écrivant cette présentation sur la terre d’Haïti, de retour d’un exil de 26 ans, comment ne pas me sentir fortement ému dans ces retrouvailles qui culminent la communion que nous avons sentie durant toutes ces années avec les combattants de l’intérieur, avec le peuple haïtien. Comment ne pas sentir du coup le vide laissé par tous ceux qui sont tombés sur les parcours, et ils sont tellement nombreux ces visages, ces profils d’amis et de camarades !. Comment ne pas être plus que jamais convaincu que le peuple haïtien, entraîné dans ce grandiose mouvement de prise de conscience, de prise de parole, de prise en main de ses droits, arrivera à assumer son destin et le destin souverain de la nation.

*Port-au-Prince, le 18 mai 1986*

[xvii]

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier**

Prolégomènes  
à l’étude du cas d’Haïti

« Qui ne doute devant l’effort à accomplir

Devant l'étalage d’un monde à construire et à reconstruire

Quant la pourriture fébrile le ronge

Jusqu’à la synthèse

Jusqu’à son dédoublement profond. »

Rony LESCOUFLAIR, poète emprisonné.

(*Notre Amour, Le Temps et les Espaces*).

[Retour au sommaire](#sommaire)

Il est évident que la république d’Haïti présente une situation très particulière dans le cadre du continent, pour tout observateur de la réalité latino-américaine.

Il faut d’abord souligner qu’il existe en Haïti un régime politique unique en Amérique Latine, celui mis en place par François DUVALIER, dont le profil exotique et sinistre est déjà connu du monde entier. Le pouvoir aux mains d’un dirigeant appelé officiellement Président à vie dépasse tout ce qu’a pu connaître le continent durant ce siècle en fait de systèmes politiques et institutionnels. Ni le Généralissime Trujillo au cours de ses trente et une années de dictature en République Dominicaine, ni son homologue Somoza au Nicaragua n’ont eu le cynisme de se proclamer président à vie. Quant à leur confrère paraguayen le Général Alfredo Stroessner, il s’est efforcé de sauver les apparences sous le couvert d’élections périodiques.

En outre, les méthodes instaurées par la dictature haïtienne ont un cachet propre, non seulement par le caractère paternaliste du surnom de : « Papa Doc », mais surtout par le côté éminemment terroriste du régime des Tontons Macoutes. Tout cela, à l’intérieur d’une autocratie dans laquelle Monsieur le Président jouit d’un pouvoir sans limites, digne de l’époque moyenâgeuse.

[xviii]

Un autre trait caractéristique du pays est sa réalité économique. Rien de mieux pour présenter l’aspect pathologique de ce cas qu’une fiche signalétique embrassant le triple aspect économique, social et culturel d’Haïti.

|  |  |
| --- | --- |
| Population en 1968 | 5 millions d’habitants |
| Superficie au Km carré | 27.750 |
| Densité démographique | 185 hab. au Km carré |
| Revenu per capita | 63 dollars |
| Exportation per capita | moins de 7.10 dollars par an |
| Budget national | $24 millions par an |
| Population rurale | 90% |
| Consommation d’électricité | 24 Kwh per capita |
| Calories quotidiennes | 1800 |
| Médecins | 1 pour 15.000 habitants |
| Taux de mortalité infantile | 204% |
| Espérance de vie | 34 ans |
| Analphabétisme | 92% |
| Taux de scolarisation effective | 16,65% des enfants d’âge scolaire |

(Données de 1966-1967)

Ce tableau intimement lié à la réalité d’hier et d’aujourd'hui, définit pleinement le régime économique et social, un régime de capitalisme rachitique, caractérisé par la domination étrangère ; un régime arrivé au point culminant de sa crise et que la dictature ou la présidence à vie ne sauraient sauver d’une mort inéluctable ; un régime enfin de plus en plus impuissant à assurer un niveau de vie décent à une population menacée de famine. Non de cette famine chronique qui tiraille les entrailles et dont un grand nombre d’haïtiens souffre depuis longtemps, mais de celle qui tue des milliers d’hommes, de femmes, et d’enfants, comme conséquence de la détérioration continue d’une économie rachitique desservant une population de cinq millions d’êtres humains. L’analyse de la problématique haïtienne dans son évolution ne peut donc nous conduire qu’à de dramatiques conclusions :

le régime socio-économique et le système politique en vigueur portent en eux la famine comme unique perspective d’avenir ; et tôt ou tard, le peuple devra trouver une alternative autre que la mort par inanition.

Le cas haïtien se détache toutefois du contexte latino-américain et même de celui du Tiers-Monde. On admet généralement que le taux d’accroissement de la production brute annuelle de l’Amérique Latine est de 4%, et que comparé au rythme d’accroissement démographique qui est de 3%, il représente un accroissement réel de 1%, ce qui traduit en effet, un rythme de développement très lent. Et même si l’actuelle situation [xix] doit aboutir au dénouement inévitable que l’on sait, il reste encore à l'Amérique Latine quelque chemin à parcourir dans le cadre de ses structures actuelles. Entre temps, les classes dirigeantes peuvent encore se permettre de tromper, leurrer et manœuvrer les moins favorisés.

Le tableau est sombre pour l’ensemble du Tiers-Monde ; le cycle infernal du sous-développement, de la domination étrangère, du néo-colonialisme et des rapports archaïques de production se fait de plus en plus menaçant.

Pour Haïti les choses sont encore et déjà pires et on résiste à utiliser le concept de pays en voie de développement. Après une période de dix ans d’équilibre dans la stagnation, la production est maintenant entrée dans un processus irréversible de régression. Jusqu’en 1962, son taux d’accroissement économique était de 2%. Ce qui, comparé au rythme des autres pays de l’Amérique représente, l’un des plus bas, surtout si l’on tient compte du fait que le taux de croissance démographique du pays qui nous intéresse était de 2% durant la même période. En 1967-1968, la production haïtienne per capita atteint 63 dollars soit six fois moins la moyenne latino-américaine, et dix fois celle de Cuba à la veille de la Révolution et des nations les plus développées d’Amérique Latine comme l'Uruguay, 585 dollars, l’Argentine 635 et Je Vénézuela 880 dollars.

Inutile donc de nourrir des illusions sur un hypothétique progrès, fruit de l’évolution naturelle. Après 160 ans d’indépendance, Haïti a épuisé toutes ses possibilités de progrès et n’a plus les moyens d’offrir à son peuple ne fut-ce qu’un minimum de bien-être. Son cas préfigure l’avenir de ces pays d’Amérique Latine et du Tiers-Monde qui n’ont pas réussi à se libérer des entraves de la féodalité et rompre le carcan asphyxiant de la domination étrangère. Dans les conditions actuelles d’affaiblissement du système capitaliste mondial, la crise des structures dans les pays dépendants entraîne non seulement une aggravation catastrophique de l’appauvrissement des masses, mais aussi la violence aveugle des classes dirigeantes menacées.

Depuis bien des années, la presse internationale se penche sur le cas d’Haïti. Que ce soit par des dénonciations sporadiques ou des informations fragmentaires en marge des événements, elle est arrivée à communiquer à l’opinion publique le sentiment de malaise qui règne dans cette lointaine île des Caraïbes. Mais hélas, ce n’est qu’une partie de la réalité ; l’autre partie est cachée par une véritable conspiration du silence organisée, surtout après la Révolution Cubaine, par les protecteurs du régime duvaliériste et les ennemis de Cuba ; l’opposition étant loin de faciliter une campagne d’information à l’échelle internationale. Ces derniers temps cependant, la nature particulière des événements qui se sont déroulés en Haïti a contribué à attirer l’attention de l’opinion publique internationale, [xx] vulgarisant ainsi dans les Amériques les traits les plus marquants du régime duvaliériste.

Déjà, à la réunion des présidents latino-américains à Punta Del Este en avril 1967, le Docteur Duvalier était le seul absent de tous les chefs d’État du continent. La presse internationale rappelle qu’il était impossible au président d’Haïti de sortit en toute sécurité de son palais où il était gardé jour et nuit. Sur sa table de travail, un pistolet 45 ; les rares occasions, où il sort de sa forteresse, sa garde prétorienne et son fusil mitrailleur ne le quittent jamais. Dans de telles conditions, quel serait le motif suffisant pour le faire sortir de son antre ?

Peu après, Haïti vint occuper une place de premier plan dans les informations du continent. Le 14 avril 1967, à l’occasion du soixantième anniversaire du dictateur ; plusieurs bombes éclatèrent à Port-au-Prince. D’après les rumeurs, il s’agissait d’un complot militaire.

Le 8 juin, 19 officiers de la garde présidentielle furent fusillés. Duvalier, lui-même dirigeait le peloton d’exécution, obligeant son gendre, le Colonel Max Dominique à tirer sur ses compagnons d’armes [[1]](#footnote-1). Ce gendre, désigné comme le chef du complot, bénéficia toutefois de la magnanimité de son beau-père et s’exila avec son épouse, Marie Denise DUVALIER. Le chef de la police du palais, le Major Jean TASSY et bon nombre d’officiers entièrement soumis au dictateur, durent se réfugier avec leur famille dans des ambassades étrangères (au total 108 personnes). Quatre ministres, parmi lesquels celui de l’intérieur, furent appréhendés et dépouillés de leurs biens.

L’exécution des 19 officiers et l’exil du gendre et de la fille du tyran firent découvrir à l’opinion internationale la dictature de « Papa Doc ». La fièvre des informations atteignit son paroxysme le 20 juillet, lorsqu’une dépêche de l’A.F.P., en provenance de Saint-Domingue, annonça l’assassinat du Président DUVALIER. La nouvelle eut l’effet d’une décharge électrique dans les cœurs de milliers d’expatriés. Le Département d’État dépêcha des navires de guerre dans les eaux territoriales d’Haïti.

Le 1er août, l’Ambassadeur d’Haïti à Washington dénonçait les accords inter-américains sur le droit d’asile signés par Haïti. Et même du sein de la pudique O.E.A., toujours soucieuse de « laver le linge sale en famille », s’élevèrent de nombreuses voix contre la décision duvaliériste.

[xxi]

Le Gouvernement du Chili, par l’intermédiaire de son sous-secrétaire aux relations extérieures, Oscar PINOCHET, dénonça le caractère arbitraire de la mesure. Le Gouvernement de l’Équateur annonça la rupture de ses relations diplomatiques avec Haïti, considérant que ce pays « avait violé les principes de droits de l’homme et des conventions internationales qui régissent les Nations civilisées ».

L’Ambassadeur d’Haïti au Mexique, après dix ans au service du gouvernement, démissionna avec fracas. Au cours d’une conférence de presse, il accusa Duvalier d’avoir instauré en Haïti « la paix des cimetières ». Puis ce fut au tour des ambassadeurs haïtiens à Paris et à Saint-Domingue. Les rats abandonnaient le navire en danger. On eut alors l’impression que le Gouvernement de Duvalier approchait de sa fin. Le flux des nouvelles sur Haïti se maintenait encore au moment de la sortie spectaculaire du film de Peter Grenville d’après le roman de Graham Greene : « Les Comédiens ». Ce film montrait en termes réalistes, les aspects les plus brutaux de la tragédie haïtienne : dictature, terreur, misère, désespoir. Une succession d’images terribles, dignes d’un documentaire. Plus de vingt ans après Nuremberg, le souvenir des camps de concentration et des fours crématoires nazis revenait à l’écran, avec cette fois pour cadre une république des Caraïbes où la Gestapo s’appelait « Les Tontons Macoutes » et la victime, un peuple assoiffé de justice et de liberté.

Au début de 1969, la gauche fit son apparition sur la scène nationale comme une force susceptible de mener à bien la lutte armée contre la dictature.

La répression, dirigée par des conseillers de l’Agence Centrale d’intelligence des U.S.A., la C.I.A., et des bérêts verts envoyés de toute urgence des U.S.A., s’abattit sur les communistes et sur certains secteurs de l’église catholique. A la mi-avril, la presse internationale se faisant l’écho des informations diffusées par le gouvernement haïtien annonçait l’anéantissement d’un quartier général communiste dans les montagnes de Boutiliers près de Port-au-Prince, et l’élimination d’une trentaine d’éléments « subversifs » [[2]](#footnote-2).

Peu après on apprenait d’Haïti que des perquisitions et arrestations systématiques opérées à Port-au-Prince, Pétion-Ville, [xxii] Cap-Haïtien et en d’autres points du territoire, avaient conduit à la capture de nombreux révolutionnaires parmi lesquels Joseph RONEY, Arnold DEVILME, respectivement Secrétaire Général et Secrétaire adjoint du P.U.C.H. Un décret promulgué le 28 avril par la Chambre des Députés, disposait de la peine de mort contre « tous les citoyens reconnus coupables d'activités communistes et tous ceux qui auront prêté assistance, de n’importe quelle nature, à des citoyens se dédiant à des activités communistes ».

Au milieu de ce climat de tension qui, exacerbant la terreur, faisait trembler la population, se propagea à travers les lourdes portes du Palais, la nouvelle selon laquelle DUVALIER aurait souffert d’un infarctus du myocarde. La question de la succession présidentielle commença à être agitée, dans les coulisses. La fille du président, Marie Denise DUVALIER, et son gendre Max Dominique, récemment revenus d’exil, apparurent du coup comme les détenteurs du pouvoir. En même temps, Clovis DESINOR, Ministre depuis des années, commençait à se profiler comme le dauphin appuyé officiellement par l’ambassade Américaine. Des bateaux de guerre nord-américains furent envoyés près des côtes haïtiennes. Le long de la frontière, l’armée dominicaine mit ses troupes en état d'alerte.

Les conjectures se poursuivirent pendant des semaines sur l’état de santé du dictateur, alors qu’approchait la date fixée pour l’arrivée à Port-au-Prince de Nelson ROCKEFELLER, envoyé du Président NIXON en Amérique Latine. 48 heures avant cette visite, la presse duvaliériste annonça que le Comité Central du Parti Unifié des Communistes (P.U.C.H.) avait été liquidé à la suite d’une opération victorieuse menée par les forces gouvernementales contre les révolutionnaires, retranchés dans une maison de l’Avenue Martin Luther King. Le gouvernement publia les noms des 22 communistes abattus au cours de. L’opération entre autres ceux de : Jacques JEANNOT, Gérald BRISSON, Gérard WADESTRANDT, Niclerc CASSEUS et Daniel SANSARICQ, importants leaders communistes [[3]](#footnote-3).

L’arrivée de ROCKEFELLER fut une apothéose pour patron et valet, et le gouverneur de New York, devant l’efficacité anti-communiste de « Papa Doc » promit de lui ouvrir la vanne des dollars.

Un mois plus tard, le 2 juillet, la presse haïtienne signalait la mort de Raymond Jean FRANÇOIS, autre membre du Comité [xxiii] Central du P.U.C.H., abattu dans les rues du Cap Haïtien.

La tête de Jean François fut tranchée à l’hôpital Justinien de cette ville et amenée au Palais National pour identification.

Le 16 août, un décret officiel proclamait l’expulsion de 10 prêtres accusés d’avoir collaboré avec les communistes au sein d’une organisation clandestine catholique dénommée « Haïti Progrès ». Ces prêtres, parmi les plus brillants du clergé national, étaient du Séminaire Collège Saint-Martial, un des plus importants établissements d’enseignement supérieur du pays. Le directeur du Séminaire, le Père Antoine ADRIEN était du nombre. Selon les termes du décret, cette mesure prise afin d’éviter de livrer ces prêtres à la rigueur de la justice haïtienne et dans le but de « sauvegarder les valeurs de la civilisation chrétienne contre l’infiltration des doctrines extra-continentales ».

Pendant ce temps, les cris de victoire des autorités coïncidaient avec le silence des agences de presse nord-américaines.

À la suite des conciliabules DUVALIER-ROCKEFELLER, le mot d’ordre semblait être « black-out sur Haïti ». Le gouvernement se sentant plus fort que jamais prit des « mesures de clémence  » sans précédent. Dans une manœuvre pour confondre l’opinion publique et désamorcer la solidarité internationale en faveur des détenus politiques haïtiens [[4]](#footnote-4). Il en libéra quelques-uns qui durent témoigner publiquement « leur gratitude au Président à Vie ».

La crise continuait cependant, et la lutte multidimensionnelle du peuple haïtien se poursuivait sans trêve.

Au début de janvier 1970, s’infiltra en Haïti, en provenance de la République Dominicaine, un groupe de patriotes dirigé par Fred BAPTISTE et son frère Rennel, lutteurs inlassables qui avaient combattu dans les rangs des constitutionnalistes dominicains en 1965. Ce groupe fut annihilé en quelques jours.[[5]](#footnote-5) Le [xxiv] gouvernement haïtien et les agences de presse maintinrent le plus grand silence autour de ces faits. Le nom d’Haïti n’apparût plus aux chroniques de nouvelles jusqu’au moment où se fit entendre de la rade du Port-au-Prince l’écho des canons de certaines unités de la marine haïtienne.

Le 24 avril, en effet, trois bateaux des Gardes-côtes en mutinerie bombardaient le Palais Présidentiel, le Commandant, Octave CA YARD, jusque-là, homme de confiance de Duvalier dirigeait le soulèvement. En moins de 24 heures, il apparut que cette mutinerie était en fait un complot avorté. Le Colonel CAYARD, ses vedettes et leur équipage, se dirigèrent vers la base navale nord-américaine de Guantanamo, pour solliciter l’asile politique qui leur fut refusée, ce qui les obligea à mettre le cap sur Porto Rico.

Duvalier et ses fidèles, une fois remis de leur panique entreprirent des représailles massives : les T.T.M. envahirent les rues répandant la terreur chez les parents et les amis des mutins, dont les maisons furent pillées. De hauts fonctionnaires, y compris 5 députes et des officiers de l’armée, furent révoqués, arrêtés, assassinés ou durent se réfugier dans des ambassades’ Le soulèvement fut qualifié de « tentative marxiste-léniniste, d’instauration d’un régime communiste en Haïti ».

Au début de 1971, Haïti attira de nouveau l’attention et fut l’objet jusqu’à la fin du mois de mai, d’un flot de nouvelles incessantes, invraisemblables, exotiques, annonçant l’intention du dictateur de remettre le pouvoir à son fils de 19 ans.

Un peu partout ces faits sensationnels, suscitèrent l’opinion simpliste mais révélatrice selon laquelle rien ne saurait surprendre, venant du royaume de Duvalier ; tandis que les observateurs plus perspicaces voyaient se refléter dans l’horreur de la situation haïtienne et les lunettes noires du « Papa Doc », les métamorphoses monstrueuses (de l’espèce hitlérienne ou mussolinienne) que subissent les classes dirigeantes quand elles marchent dans le sens opposé à l’histoire.

Le 2 janvier 1971, dans son discours à l’occasion du Jour des Aieux, Duvalier annonça sa décision de remettre le pouvoir à un successeur qui serait bientôt présenté à la nation. « Depuis bientôt six ans, je n’ai cessé de répéter à l’occasion, que le moment venu, je remettrais le pouvoir à la Jeunesse...

Mes intentions étaient sincères... Elles sont devenues décisions fermes au fur et à mesure que les années ont passé... Nous savons tous que César Auguste à dix-neuf ans prenait en mains le destin de Rome et que son règne demeure « le siècle d’Auguste »... Toutefois, à cette Jeunesse Haïtienne, que J’ai décidé de faire l’Héritière du Pouvoir Politique, le temps venu, J’offrirai et proposerai un leader ».

[xxv]

La presse donna un caractère officiel à une campagne commencée, en sous mains, quelques semaines auparavant, et tendant à exalter les vertus exceptionnelles du fils du dictateur.

Elle fit savoir, à cor et à cris, que le jeune Duvalier, inscrit depuis trois mois à la Faculté de Droit à Port-au-Prince, « avait réalisé quelques tournées sur le territoire de la République au cours desquelles il avait été chaleureusement acclamé par les masses de l’arrière-pays ». Venus des « neuf départements géographiques » des messages d’adhésion au « successeur désigné » affluèrent à Port-au-Prince. Des chefs militaires, des fonctionnaires civils se solidarisèrent avec la décision « d’assurer la continuité de la révolution duvaliériste ». Des milliers d’affiches furent distribuées à la Capitale et dans les villes de provinces, montrant le « Père Spirituel », courbé sous le poids des ans, posant une main sacramentelle sur l’épaule d’un énorme mannequin aux yeux effarouchés et au profil d’eunuque turc. Au bas de cette photographie figurait la légende : « Voici le jeune leader que je vous ai promis ».

Le dictateur avait annoncé la mise en marche « d’un processus constitutionnel » devant donner un caractère légal à la transmission de pouvoir. La Chambre des Députés, fut donc convoquée en session extraordinaire, pour amender une nouvelle fois la constitution. L‘âge minimum pour être éligible à la Présidence était traditionnellement de 40 ans. Par un vote unanime la Chambre abrogea cet article de la constitution avec la même docilité qu’elle l’avait faite en des occasions antérieures, pour prolonger le mandat de Duvalier ou le proclamer « Président à Vie ». L’âge minimum constitutionnellement prévu pour être élu président fut ramené à 20. Le choix du Successeur désigné fut ratifié de façon tout aussi unanime par les législateurs ; et le peuple à son tour fut convoqué à un plébiscite pour le 31 janvier afin d’approuver la décision dynastique. Les résultats de cette farce furent de 2.239.916 oui, et aucun non. [[6]](#footnote-6)

Le 8 mars, le tyran eut une longue entrevue avec l’Ambassadeur des États-Unis d’Amérique, Monsieur Clinton KNOX qui partit peu après pour Washington. Durant les jours suivants, il fit chercher, de France, sa fille Marie-Denise et son gendre, le Colonel Max Dominique. Il dicta des instructions détaillées à l’illustre héritier et à ses plus fidèles sujets. Ces préparatifs terminés, il pouvait mourir tranquille.

[xxvi]

Le 22 avril, on annonça officiellement le décès de DUVALIER, survenu la nuit antérieure. Avec lui disparaissait le satrape le plus sanguinaire et le plus néfaste qu’Haïti ait connu au long de son histoire agitée. La presse internationale, de façon unanime, souligna la paranoïa de cet homme qui sema la mort et la destruction en utilisant la terreur, la corruption et la tromperie. Les haïtiens poussèrent spontanément un soupir de soulagement. Dans certains quartiers de Port-au-Prince, le peuple, paré de couleurs vives, envahit les rues, aux cris de « A BAS DUVALIER ». Mais il fut rapidement refoulé.

De DUVALIER Père à DUVALIER Fils, l’appareil de répression restait intact. Et la frustration fut immédiate. Le tyran, mort tranquillement dans son lit avait une « fin glorieuse » que ne connut aucun des grands criminels de l’histoire contemporaine, Hitler, Mussolini, Somoza, Trujillo, qui, d’une façon ou d’une autre, avaient reçu leur châtiment.

Ce même jour, dans une atmosphère de terreur, de mystère, de tension et d’intrigues, mélange curieux de la cour des Borgia et des hautes sphères du syndicat du crime de Chicago des années trente : visage patibulaire, revolvers dégainés, mitraillettes crispées, fracs de cérémonie, encens, élégance sophistiquée, véritable tableau surréaliste, émergeant des ténèbres du Palais, entrecoupés par les flashes des photographes venus d’un peu partout, la figure obèse de l’héritier de « PAPA DOC ». Il allait prêter serment comme Président de la République.

Dehors, aux alentours du Palais, le peuple grave et silencieux prêt à faire éclater sa joie, pour la disparition du tyran et sa colère face à cette nouvelle imposture, mais impuissant, dissimulant ses sentiments, maintenu en respect par les hordes de TTM et par un déploiement d’armes de toutes sortes. « Il y avait bien plus d’armes que de gens devait déclarer plus tard un journaliste étranger, rendu sur les lieux pour l’enterrement ».

Autour de l’île, renforçant l’appareil d’intimidation interne, des unités navales de la marine de guerre des États-Unis, furent dépêchées de toute urgence dans les eaux territoriales haïtiennes pour « garantir l’ordre et éviter des infiltrations d’exilés ». Sur la frontière, les tanks de l’infanterie dominicaine étaient en état d’alerte. Par mer et par terre, les protecteurs et alliés accouraient pour défendre l’ordre duvaliériste.

Journalistes, romanciers et cinéastes, ont fixé pour l’opinion publique, de manière superficielle ou caricaturale l’image d’Haïti dans le monde d’aujourd’hui. Ils ont même ébauché le cadre de « la rébellion humaine », en Haïti comme une perspective presque inexistante, lointaine, réduite au désespoir. Cette nation des Caraïbes semble s’enfoncer, après plus d’un siècle et demi d’une indépendance si héroïquement conquise, offrant au [xxvii] monde un spectacle de cannibalisme politique et d'un échec fracassant.

Et cela, alors que dans le Tiers-Monde les peuples africains, après des siècles de colonisation, entrent dans la phase de conquête de leur personnalité raciale nationale, au moment où la Cuba socialiste se lève, à quelques kilomètres d’Haïti, avec l'orgueil d’être une nation et souveraine, satisfaite d’avoir fait de grandes choses et au moment où 20 millions de Noirs d’Amérique du Nord se réveillent et revendiquent le droit à la dignité, en exprimant leur volonté de ne pas continuer à être une force primitive au service d’une société qui ne les accepte pas en tant qu’hommes. Tandis qu’à St-Domingue, la jeunesse patriote se lève en armes contre l’oligarchie militaire et résiste héroïquement aux assauts de 40.000 marines... Dans toute l’Amérique Latine, des luttes populaires, des manifestations de masses, des mouvements estudiantins et d’héroïques combats de guérilleros, montrent un progrès certain de la conscience nationale et le renforcement du mouvement révolutionnaire. A l’autre bout du monde, le Vietnam se dresse comme l'expression la plus achevée de la ténacité et témoigne des capacités d’une nation en lutte pour sa libération.

Pour le peuple haïtien se pose la nécessité historique de la « lutte pour un changement ». La réalité nationale impose cette nécessité ainsi que l’étape actuelle des luttes de libération dans le monde. N’importe quel homme de n’importe quelle latitude et de n'importe quelle idéologie, peut comprendre qu’un peuple ne veuille plus continuer à vivre dans l’abjection.

À l’étranger, on pense souvent qu’il n’existe pas d’hommes ni d’organisations capables d’affronter victorieusement la dictature duvaliériste et de résoudre les terribles problèmes du développement économico-social d’Haïti. Ce sentiment est partagé par certains secteurs de l'opinion haïtienne. De là, deux attitudes : croire que tôt ou tard, Haïti est destinée à être une sorte de fidéicommis de l’O.E.A. ou des Nations-Unies, à avoir un statut semblable à celui de Porto-Rico ou des îles Bahamas ; ou bien, penser que le degré de maturité de la crise haïtienne ouvre la voie à des « idées étranges » telles que des interventions de CUBA et du « communisme international » de nature à subvertir l’ordre de l’hémisphère.

La première attitude est une extrapolation de la mentalité colonialiste ou assimilée. Elle ne résiste pas à la logique du développement historique, qui a fait de notre siècle celui de l’émancipation de l’homme. En outre, l’expérience de 20 ans d’occupation nord-américaine en Haïti a démontré que l’intervention étrangère n’a pas réussi à « revêtir la misère haïtienne des oripeaux de Porto-Rico ». Bien au contraire, cette intervention est à la base du phénomène duvaliériste et de la crise haïtienne d’aujourd’hui.

[xxviii]

La tâche principale du peuple haïtien, est d’arracher les racines du phénomène duvaliériste, et lutter en même temps, contre la tentative de réduire à nouveau Haïti au statut de protectorat. Étroitement liée à cette tâche, s’impose celle de libérer une communauté de la famine, la maladie et la mort prématurée, de transformer un pays sous-développé, très pauvre et médiéval en une nation moderne.

La prise de conscience de la nécessité de ce changement est une étape naturelle et inévitable du processus de la crise.

Aucune société ne peut progresser dans un tel déséquilibre. Aucun homme ne peut supporter éternellement d’être privé du droit fondamental de travailler, de manger, de s’habiller. Aucune mère ne peut accepter de voir 2 ou 3 de ses enfants mourir en bas âge, faute d’alimentation et de soins.

La situation socio-économique et politique d’Haïti, étant donné son degré de décomposition, porte en son sein les germes de sa propre transformation. Ici, il n’est pas besoin de « subversion externe » ni d’intervention de « puissances étrangères »... De même que du fumier naît la vie nouvelle, la crise sociale haïtienne engendre les éléments de sa solution. C’est une loi historique qui a déjà eu une explication concrète au cours de l’évolution du pays. Quand les esclaves de Saint-Domingue ne purent supporter davantage la vie bestiale que leur imposaient la terreur et le fouet du colon blanc, ils prirent les armes contre les toutes puissantes armées napoléoniennes, réalisant la première révolution victorieuse d’esclaves dans l’histoire de l’humanité.

Karl Marx, le fondateur du communisme scientifique, n’était pas encore né. Cependant, les esclaves comprirent d’eux-mêmes la nécessité de détruire l’appareil économique, politique et militaire du système esclavagiste, et de nationaliser tous les biens des anciens colons afin de conquérir la terre et la liberté.

La dialectique de la Révolution en Haïti se pose à partir de prémisses objectives créées par la réalité économique et politique. Il n’y a d’autre remède que la lutte armée révolutionnaire.

C’est elle uniquement qui pourra balayer la dictature des « tontons macoutes », mobiliser les masses, la jeunesse et la Nation toute entière, à l’instar de la première indépendance, pour accomplir cette tâche colossale qu’est la construction d’une vie véritablement humaine en Haïti.

Face à ce projet, l’intention des États-Unis d’intervenir contre tout mouvement populaire de nature à menacer le statu quo. C’est Ary Moléon, un journaliste américain proche du Département d’État qui faisait remarquer, dans un cable diffusé de Washington, le 24 juin 1968 : « La grande crise haïtienne qui approche inexorablement, peut avoir une très grande portée dans les relations politiques des 21 autres nations du continent.

Dans les milieux proches de l’administration américaine, on souligne que le cas échéant, cette crise serait immédiatement [xxix] soumise à l’Organisation des États Américains. Cependant, le problème est celui de l’inefficacité de 1’O.E.A, comme certains disent avec une très grande puérilité. L’O.E.A., ne peut prendre des décisions de son propre chef. Ce sont les gouvernements américains qui les approuvent, et l’on craint ici qu’ils ne fassent preuve d’hésitation dans une conjoncture qui exigerait l’adoption de mesures urgentes. Dans les sphères autorisées, on pense que l’opinion mondiale ne tolérerait pas le spectacle d’un bain de sang en Haïti sans qu’une action immédiate soit entreprise. »

À la vérité, ce sang, le duvaliérisme le fait couler depuis trop longtemps déjà. Devant la perspective d’une action populaire, Washington montre clairement sa décision d’empêcher Haïti de prendre en mains son destin, de là, l’appui cynique au duvaliérisme d’hier et d’aujourd’hui. Si l’épisode de Nuremberg devait se reproduire en Haïti, cela répondrait à la légitime soif de justice de veuves, orphelines et survivantes des familles assassinées. Toutefois, l’objectif de l’inévitable révolution haïtienne n’est pas la vengeance, mais la sauvegarde de la Patrie et la construction de la Nation. La plus dramatique, toutefois, est que tout effort du peuple haïtien pour se libérer de la terreur duvaliériste risque de provoquer une riposte brutale de la botte yankee.

Cependant, l’objectif humain de la Révolution haïtienne est si noble sa nécessité historique si inexorable, que l’effort se poursuivra coûte que coûte. « Depuis des années, toutes les fois qu’une nouvelle vient d’Haïti, elle arrive imbibée de sang » écrivait le poète René DEPESTRE.

Dès 1959, en frontispice du roman « L’espace d’un cillement » de Jacques Stephen Alexis on pouvait lire : « Il ne faut pas s’y tromper, cette histoire annonce des massacres ». Mort violente d’hommes assassinés au fer rouge, mort lente de corps écartelés par la torture ou par la faim dans les cachots ; hommes abattus à genoux ou tombés combattant, le bilan doit être de 10,000 victimes. Éclaboussures de chair humaine, épisodes tryptiques, rébellions muselées, telle est la réalité haïtienne de ces dernières années. Et comme toile de fond de cette tragédie, la crise d’un régime économique et social, l’éclatement d’un système qui veut en vain faire marcher l’histoire à reculons.

Haïti est à l’heure du choix : continuer à être un royaume de « tontons macoutes », c’est-à-dire de terreur, de corruption, d’ignorance, de soumission, ou entreprendre la longue et difficile lutte pour la conquête du socialisme.

[30]

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier**

Chapitre I

HISTOIRE CLINIQUE  
DU DUVALIÉRISME

« O mon Pays si triste est la saison

qu'il est venu le temps de se parler par signes »

Anthony Phelps

[Retour au sommaire](#sommaire)

On a pu constater au cours de ces dernières années la débilité morbide ou la force monstrueuse du gouvernement de Duvalier, rongé par ses propres contradictions et malformations organiques. Cette débilité et cette monstruosité ne sont autre chose que le résultat d’une maladie congénitale. Mais avant de chercher les racines du mal, analysons d’abord les antécédents immédiats, l’évolution et les caractéristiques du duvaliérisme.

1.- Antécédents socio-politiques

La dictature de François Duvalier porte en elle, depuis ses origines la marque de l’occupation américaine en Haïti (1915-1934).

Au moment du départ des Marines, Duvalier âgé de 27 ans, s’était déjà ouvert à la politique lorsque les américains décidèrent de libérer le territoire de leur présence militaire. Il avait été non seulement l’un des témoins mais aussi, d’une certaine façon, l'un des nombreux acteurs du vaste mouvement nationaliste qui avait permis de chasser l’occupant.

Deux des principaux leaders de ce mouvement, Sténio Vincent et Jean Price Mars, exercèrent une influence capitale sur sa formation, son style et son œuvre.

[31]

Politicien professionnel, Sténio Vincent avait orienté sa campagne électorale en 1930 dans le sens des revendications nationalistes de la quasi-totalité du peuple haïtien. Mais une fois élu, il lui tourna le dos et se montra le digne continuateur des « marines » et ce, même après leur départ. Brillant intellectuel, démagogue et ancien diplomate, il réunissait les qualités et la finesse d’une formation politique à l’européenne. À cela s’ajoutait une profonde connaissance des traditions politicardes et satrapiques accumulées en Haïti durant plus d’un siècle d’indépendance.

Duvalier se fixa comme objectif d’être un fidèle disciple de son père spirituel Sténio Vincent à qui, une fois élu président, il dédia sa première visite officielle. Vincent, était, en effet, l’un des rares chefs d’État haïtiens ayant quitté le palais national sans y avoir été forcé par un coup d’État, une insurrection ou un complot.

Alors que Sténio Vincent passerait pour le père politique de Duvalier, le titre de maître à penser conviendrait mieux au Docteur Jean Price Mars, sous l’influence duquel le jeune Duvalier put faire ses premières armes intellectuelles. Père du mouvement de la Négritude, Price Mars publia en 1928, « Ainsi parla l’Oncle » qui ne tarda pas à acquérir la force d’un manifeste du nationalisme haïtien. Il y défendait les valeurs culturelles d’Afrique et la culture nationale contre les valeurs imposées par l’Occident blanc.

L’école ethno-sociologique de Price Mars s’enrichit des études de Jacques Roumain [[7]](#footnote-7), tête de file du marxisme haïtien. Après de brillantes études ethnologiques au Musée de l’Homme en France sous la direction de Paul Rivet, Roumain retourna en Haïti, où malgré ses origines aristocratiques, il sut se rapprocher du peuple pour observer ses goûts, ses coutumes, sa vie quotidienne. En 1940, il fonde l’institut d’Ethnologie où Duvalier travailla. Peut-être de ses rapports avec Roumain, Duvalier reçut-il quelques notions éclectiques de Marxisme, qu’il ne sut pas digérer. Toujours est-il qu’il se rendit vite compte des avantages d’une déviation des buts scientifiques de l’ethnologie à des fins politiques et d’une utilisation des structures socio-culturelles de l’institution religieuse du vaudou comme instrument du pouvoir. Duvalier collabora aussi à la « Revue Indigène » et à la fondation du groupe culturel des « Griots ».

En 1940, Duvalier est membre de la Mission Sanitaire Américaine en Haïti. Il évoluera dans ce secteur pendant plus de dix ans pour accéder au poste d’aide du major James W. Dwinel du corps médical de la marine américaine. Lejeune médecin [32] jouit déjà d’une autorité suffisante pour entreprendre la course à la première magistrature de l’État. Plusieurs de ses fidèles partisans étaient d’ailleurs des employés du service coopératif Haïtiano-Américain de Santé Publique.

2.- La gestation

[Retour au sommaire](#sommaire)

Sous le gouvernement d’Élie Lescot, vers les années 40-41. Duvalier entra comme assistant au bureau d’Ethnologie. Ancien ministre de Vincent à Washington, Lescot était absolument inconnu dans le pays. Sa désignation comme président fut le résultat d’un jeu trouble entre le Département d’État, le président Vincent et le dictateur Dominicain Trujillo à la solde duquel il avait travaillé.

De tous les mandataires de la période post-américaine, Lescot fut le moins capable. À l’instar du généralissime Trujillo, il nomma son fils Gérard Lescot ministre des Affaires Étrangères et son autre fils Roger devint un haut gradé de l’Armée. Il s’entoura en outre des représentants les plus attitrés de la haute bourgeoisie, offrant ainsi à l’élite mulâtre superbe et pleine de préjugés, le monopole presque complet des fonctions publiques et tous les avantages du pouvoir, excluant ainsi la classe moyenne et les puissants groupes de la féodalité noire de toute participation.

Une telle politique ne pouvait que provoquer le mécontentement de l’intelligentsia noire et de la classe moyenne qui revendiquaient le pouvoir. À cela s’ajoutaient l’abandon systématique des richesses du pays aux entreprises nord-américaines, les difficultés d’approvisionnement dues à la guerre mondiale, un processus de militarisation de la vie publique et privée et le piétinement des droits du citoyen. Tout ceci atteignit son point culminant à la fin de 1945. Mais les idées démocratiques avaient déjà gagné du terrain et de Stalingrad à San Francisco, il n’était plus question que de liberté. Cette vague devait emporter les dictatures de Maximilien Hernandez au Salvador et de Jorge Ubico au Guatémala.

En Haïti, une jeunesse rebelle, avec à sa tête de jeunes communistes comme Jacques Stéphen Alexis, René Dépestre et Gérald Bloncourt leva le drapeau de la lutte contre Lescot et réussit à entraîner les foules. Une grève générale et d’importantes manifestations de rue s’ensuivirent. Lescot devait être renversé le 11 janvier 1946 et remplacé par une junte militaire.

L’armé et les politiciens de la classe féodale et de la classe moyenne noire surent récupérer ce vaste mouvement populaire. Dumarsais Estimé, ancien Ministre de l’Éducation du [33] gouvernement Vincent et grand propriétaire terrien de l’Artibonite, fut porté au pouvoir le 16 août 1946. « La Classe », c’est-à-dire l’alliance des féodaux et de la petite-bourgeoisie noire, lança comme principale revendication le thème de « bourgeoisie noire », décevant ainsi les grandes espérances populaires du mouvement de janvier.

Mais l’élan populaire de 46 avait profondément marqué la société haïtienne et la culture aussi bien que le folklore connurent un développement sans précédent. Il en fut de même des idées populistes, syndicalistes et socialistes. Les masses ne purent cependant canaliser cet essor démocratique et révolutionnaire.

Sur le plan théorique, deux organisations proclamaient leur adhésion au marxisme : Le P.C. fondé en 1934 par Roumain, mort en 1944, n’avait pu s’implanter à cause du retard politique généralisé, la persécution anticommuniste, la faiblesse de la classe ouvrière, l’absence d’une direction politique capable, la difficulté objective d’organisation d’un parti prolétarien dans un tel contexte. Le Parti Socialiste Populaire dirigé par Etienne Chartier et Anthony Lespès parvint à réaliser un remarquable travail démocratique et de formation idéologique, à partir de son journal La Nation.

Ceci n’empêcha pas toutefois les idées révolutionnaires de parvenir aux masses ouvrières et paysannes, en particulier celles de Port-au-Prince. On vit alors apparaître des syndicats ouvriers qui se firent les organes des revendications économiques et sociales d’un prolétariat encore naissant mais déjà actif. Les manifestations et les meetings des communistes ou du leader populaire Daniel Fignolé, président du Mouvement Ouvrier Paysan (MOP), constituaient de véritables tribunes où les idées de justice sociale, de lutte des classes et de démocratie agitaient les masses et les incitaient aux démonstrations populaires et aux grèves. Citons comme preuve le fameux « Rouleau Compresseur » du MOP qui mettait en branle des dizaines de milliers de fils du peuple.

À cette époque, nous retrouvons Duvalier, fidèle collaborateur et ami intime de Fignolé au sein du MOP. Il est encore à ses côtés en 1946 comme Sous-Secrétaire au Ministère du Travail dans le premier cabinet d’Estimé appelé « Cabinet de Coalition ». Ce n’est que plus tard, lorsque Fignolé, en conflit avec la ligne gouvernementale anti-démocratique, démissionne que Duvalier deviendra son ennemi mortel, abandonnant par le fait même le Mouvement Ouvrier Paysan.

Le Sous-Secrétaire au Ministère du Travail est alors nommé Secrétaire d’État à la Santé Publique et devient un des hommes de confiance d’Estimé. En 1947, il dirige la répression d’une grève d’étudiants en médecine. Homme taciturne, il évite de se montrer brillant et préfère le rôle de conseiller fidèle se consacrant au travail idéologique. Il publie en 1948 avec la collaboration de Lorimer Denis « La lutte des classes à travers l’histoire d’Haïti », sorte de manifeste du duvaliérisme dans toute sa grandiloquence et sa pauvreté. Sous ce titre pompeux, se cachait l’une des armes les plus efficaces de la duperie duvaliériste [34] parmi cet arsenal démagogique : la division de la société en deux classes : les noirs et les mulâtres.

Le coup d’État du 10 Mai 1950, réalisé par le Général Paul Eugène Magloire envoya en exil le leader de « la Classe », Dumarsais Estimé. Presque tous les intellectuels estimistes et les nouveaux bourgeois noirs nés de la danse des millions de 1946-1950 se plièrent à l'autorité du Général de Division. Duvalier fut un des rares qui préférèrent « jouer leur vie ». II entra dans la clandestinité, non point militante mais attentiste, se terrant jusqu’à la fin de la « contre-révolution. » Et comme il n’avait aucune activité subversive contre Magloire, il ne fut pas poursuivi. Selon les bruits qui circulèrent à Port-au-Prince, pendant sa période de réclusion, il était sous la protection du redoutable chef de la police en fonction alors, le colonel Prosper.

Le fait de ne pas avoir voulu collaborer avec Magloire, lui ouvrit l’antichambre du Palais et quand l’ancien président Estimé mourut à New York, (apparemment empoisonné), Duvalier put prendre sa place : il devenait le nouveau leader de « la Classe ».

3.- La crise de 1956-1957

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les années d’après-guerre avaient apporté à Haïti « une grande prospérité ». Alors qu’en 1940-1945, la valeur moyenne annuelle des exportations était de 15 millions de dollars, en 1946-50, elle atteignit près de 40 millions. Le café (75 à 80% des exportations) se vendait bien. Le sisal occupait une place importante dans le commerce d’exploitation. Haïti parvint à se placer au troisième rang dans le monde pour la production de cette fibre.

De 1946 à 1949, le budget réservé aux dépenses publiques passa de 12 millions à 21 millions de dollars. L’euphorie de la « nouvelle classe dominante se manifesta de la façon la plus grandiose, par la construction de la « Cité de l’Exposition ». Les festivités du bicentenaire de la fondation de Port-au-Prince attirèrent des milliers de touristes... Les affaires, à tous les niveaux, ressentirent les effets bénéfiques d’un afflux multiforme de devises... La « bourgeoisie noire » commença à se constituer réellement, sur la base du pillage des revenus publics et la réalisation de bonnes transactions.

Bien entendu, le peuple continuait à vivre dans la misère la plus terrifiante. Le recensement de 1950 révélait 89.5% d’analphabètes. Cependant, le gouvernement d’Estimé avait fait une grande impression sur la population pour avoir « apporté au pays, la prospérité, construit un pont ici, un marché là ; pour [35] avoir réalisé la libération financière », en payant à la First National City Bank, une dette qui datait de 1922.

Magloire bénéficia encore plus des impondérables. En effet, en 1954, à la suite de la guerre de Corée et grâce à la hausse des prix des matières premières agricoles (principalement le sisal, matière stratégique) le chiffre des exportations pointa à un niveau inégalé : 54 millions de dollars. Les dépenses publiques atteignirent 38 millions et les ressources budgétaires dépassèrent le montant des prévisions. L’excellence des relations entre Haïti et les États-Unis se traduisit par des emprunts de l’ordre de 30 millions de dollars. Une politique de dépenses illimitées, la construction d’édifices publics et l’édification du barrage de Péligre sur l’Artibonite créèrent de nouveaux emplois. La bourgeoisie noire ex-estimiste s’unit à la bourgeoisie mulâtre traditionnelle pour se partager le gâteau... en invitant la petite-bourgeoisie noire aussi bien que mulâtre. En 1954, la célébration des fêtes de 150ème anniversaire de l’indépendance revêtit un faste digne des temps du roi Christophe. Le généralissime Paul Eugène Magloire couvert de médailles, inaugura les monuments aux Héros de l’indépendance, et la Cathédrale des Gonaïves, berceau de l’indépendance, tandis que Madame Magloire, éclatante d’or et de perles, présidait la « Foire aux Étoiles » à Port-au-Prince.

Le militarisme comme institution et philosophie du pouvoir acquit une force jamais atteinte avant l’occupation américaine. L’armée sembla parvenir à son apogée et constituer un bloc monolithique né de l’union de la bourgeoisie mercantile mulâtre, et des classes moyennes noires et mulâtres. Mais la chute brutale, en 1955, du prix du sisal et du café ouvrit les premières fissures dans l’édifice magloiriste. En particulier, la bourgeoisie et les féodaux mulâtres sentirent que le moment était venu de prendre la place de leurs collègues noirs représentés par Magloire. Le sénateur Louis Déjoie, industriel dynamique appartenant à l’aristocratie mulâtre, prit la tête du mouvement vers la fin du mandat constitutionnel de Magloire fixé au 15 mai 1956. « Cancon fê »\* manœuvra pour présenter son ministre des finances Clément Jumelle comme dauphin officiel. En fait, il prétendait demeurer au pouvoir comme devait le démontrer sa tentative de coup d’État le 6 Décembre 1956.

L’opinion publique avait déjà été suffisamment sensibilisée à la propagande de Déjoie, de Jumelle, qui se faisait passer pour un candidat indépendant et de Daniel Fignolé, leader des masses de Port-au-Prince qui après avoir collaboré avec Magloire en 1950 avait été humilié et arrêté. Duvalier de sa cachette se joignit au mouvement. La réponse du peuple à la prétention de Magloire fut la grève générale. L’armée ne put résister à la protestation populaire, unanime et organisée.

Une de ces factions obligea Magloire à démissionner. Ainsi commençait le processus de division de l’institution militaire. [36] Selon la malice populaire, le 13 décembre 1956, au moment de s’en aller en exil, le dictateur déchu aurait déclaré ironiquement : « Je leur laisse un cigare allumé aux deux bouts... » En effet, c’était le début de la crise qui devait ouvrir l’ère des Tontons Macoutes.

La campagne électorale postérieure à la chute de Magloire atteignit une violence inhabituelle, assumant le caractère d’une véritable lutte de classes entre les trois grandes catégories sociales représentées par les candidats à la présidence.

Louis Déjoie, malgré ses liens étroits avec les milieux d’affaires des États-Unis était l’un des rares entrepreneurs haïtiens engagé à développer une industrie locale d’importance, celle des huiles essentielles. Il obtint l’appui des négociants d’origine étrangère, la quasi-totalité de la bourgeoisie mulâtre, et une grande fraction des propriétaires terriens. Grâce à l’influence régionale des commerçants et des propriétaires terriens, il parvint à avoir une influence politique à l’échelle nationale.

François Duvalier leva alors le drapeau d'un « estimisme » « revu, corrigé et augmenté ». Il s’appuya sur la classe des propriétaires terriens et sur les cadres de l’administration estimiste ; ce qui lui assura une véritable force politique dans tout le pays. Utilisant la propagande « coloriste », il parvint à mobiliser la petite-bourgeoisie noire en quête d’ascension sociale. Mais sa carte décisive fut l’armée, plus précisément les cadres militaires noirs, qui sous le gouvernement de Magloire n’avaient pas réussi à s’enrichir. Il ne manqua pas non plus de se faire rappeler au souvenir de ses anciens chefs de la Mission Sanitaire Américaine, qui le recommandèrent chaleureusement au Département d’État.

Daniel Fignolé, dirigeant du MOP - la seule organisation politique plus ou moins permanente depuis 1946 - était le seul candidat dont la force politique était fondée sur les masses et non sur l’influence des dirigeants régionaux ou provinciaux. Fignolé avait derrière lui le prolétariat, les chômeurs des quartiers pauvres et la masse paysanne de la région de Port-au-Prince et même de quelques soldats cantonnés dans la capitale. Il lui manquait des cadres intellectuels et une projection nationale. Il était comme un général sans officiers qui entraînerait des centaines de milliers d’hommes et de femmes enthousiasmés, fanatiques. Malgré l’origine sociale de ses partisans et ses discours révolutionnaires qui le faisait tant apprécier par les masses, Fignolé, leader populiste avec une auréole de communiste, croyait aveuglément aux illusions de la « démocratie représentative ». Il ne sut pas aller au-delà de la démagogie.

Enfin, Clément Jumelle essayait de ramener à lui la plus grande partie possible de l’ancienne force magloiriste dans l’armée, les secteurs féodaux et la bureaucratie. Il avait la réputation d’être un administrateur compétent et d’être assisté d’un [37] « brain trust » de technocrates. Son but était de profiter de ce côté imprévu de la politique pour récupérer le rang de ministre ou (pourquoi pas ?) réaliser son rêve présidentiel.

Le système politique implanté par l’occupation américaine n’avait jamais souffert d’une crise aussi grave. Les conflits d’intérêts et les revendications sociales, le déchainement des passions politiques, la lutte pour une fonction publique, tout contribua à miner les « institutions » de la « démocratie représentative » qui depuis 1915 avaient eu la vie sauve. Et ceci à un moment où la Constitution du 25 Novembre 1950 avait introduit deux importantes innovations dans le système politique : l’élection par suffrage direct du président de la République et le droit de vote des femmes.

Le suffrage direct perturbait le fonctionnement du système, conçu jusqu’alors comme le jeu d’une minorité de politiciens (députés et sénateurs) qui vendaient secrètement leur vote au plus offrant et constituait une intrusion bouleversante dans le jeu discret des minorités dirigeante. Les tensions s’aiguisèrent tant, que de décembre 1956 à mai 1957 quatre gouvernements provisoires tentèrent vainement de trouver la formule apte à satisfaire la revendication populaire en faveur d’élections « libres, honnêtes et démocratiques ».

Chaque candidat essayait de rallier les gouvernements provisoires successifs tandis que l’armée divisée essayait de se maintenir dans une neutralité hypocrite et formelle.

Cette attitude ne devait pas durer longtemps. Le 25 mai, deux factions ayant respectivement à leur tête le général Cantave, Chef d’État-major et le colonel Pierre Armand, chef de la police, se livraient bataille à coups de canon « pour défendre les principes » prétendaient-ils. En fait, il s’agissait de prise de position politique en faveur des deux principaux adversaires de l’enjeu électoral : Duvalier et Déjoie.

Celui-ci paraissait déjà à deux pas de la victoire tant par sa force politique que par la conjoncture du moment.

Alors, Duvalier opéra une magistrale manœuvre politique : il suggéra la nomination de Fignolé comme président provisoire, Fignolé l’enfant terrible, seul capable de rétablir la paix dans les rues à un moment où les masses, profitant des dissensions au sein de l’armée avaient pris d’assaut la capitale avec la complicité de la garnison.

Comme président provisoire, Fignolé avait objectivement miné sa candidature à la présidence de la République. Il écarta de l’armée les officiers déjoistes impliqués dans la rébellion du 25 mai dégageant ainsi la voie aux cadres duvaliéristes qui occupèrent les postes clés avec, à leur tête, le général Kébreau, l’homme fort du moment.

[38]

Le fœtus avait déjà accompli le cycle complet de sa gestation et on arrivait à la phase de l’enfantement. Duvalier se préparait à cet événement depuis décembre 1956. Par des contacts secrets avec Prio Socarras (ex-Président de Cuba), il obtint des armes et de l’argent pour ses partisans, qui constituèrent le noyau des Tontons Macoutes.

Le général Kébreau s’empressa de réunir les officiers que lui recommanda Duvalier et de neutraliser Fignolé le plus rapidement possible. Dans la nuit du 14 juin 1957, un groupe d’officiers armés de mitraillettes fit irruption dans le conseil des ministres que présidait Fignolé et procéda à son arrestation. Cette même nuit, sur le quai isole d’une fabrique de ciment, on l’embarqua à destination des États-Unis.

Ainsi fut renversé, sans que ne soit tiré un seul coup de feu, sans une manifestation populaire, l’homme qui en 1957 mobilisait des masses impressionnantes à Port-au-Prince. Le lendemain matin, quand on sut que le professeur et sa famille voguaient sur les eaux des Caraïbes, la réaction populaire fut spontanée : des milliers de personnes se précipitèrent dans les rues. Mais déjà le général Kébreau, chef du « Conseil Exécutif de Gouvernement », avait la situation en mains et surtout disposait de beaucoup d’armes. Du 15 au 16 juin, les quartiers populaires de la Saline, Bel-Air, Saint-Martin furent le théâtre d’horribles massacres. L’armée dut décréter le couvre-feu dès 6 heures du soir afin d’évacuer les cadavres. On ne sut jamais le nombre des victimes. L’opposition l’évalua à trois mille.

Kébreau fut baptisé le « Général Thompson » parce que la mitraillette de cette marque se convertit en symbole des trois mois durant lesquels il prépara et réalisa les élections du 22 septembre. Les purges dans l’armée se poursuivirent systématiquement, frappant les officiers déjoistes ou jumellistes et la garnison fignoliste. Les partisans des ex-candidats commencèrent à remplir aussi les prisons.

Avec des Thompson en guise de forceps, naquit le monstre. Officiellement le nouveau président avait été élu par 700 000 voix. Trois députés de l’opposition accédèrent à la Chambre Législative, formée de 58 membres.

4.- La prime jeunesse

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le « gouvernement constitutionnel de l’honorable docteur François Duvalier » inaugura son mandat le 22 Octobre 1957.

Dans son programme d’action politique figuraient les points suivants :

1. - Lutte contre le chômage, la misère et la faim par une [39] augmentation rationnelle de la production, grâce à une participation directe de l’État et à l’apport des capitaux privés haïtiens et étrangers.

2.- Remaniement de notre statut économique et financier en instituant plus d’organisation et de travail technique dans l’Administration Publique.

3. - Remaniement du Corps Social de l’arrière-pays par une participation de toutes les élites nationales à la direction des affaires de l’État.

4. - Élimination de toutes les formes d’oppression ou de servitude de la Pensée et des libertés citoyennes.

5. - Intégration dans un plan bien articulé et à l’échelle nationale de la solution du problème des illettrés absolus et du développement de l’Hygiène Publique rurale.

6. - Inscription dans les normes constitutionnelles conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme, de l’égalité des personnes des deux sexes, sous sa triple forme juridique, politique et économique.

7. - Resserrement des liens historiques unissant les États-Unis d’Amérique du Nord et la République d’Haïti, les deux plus vieilles Démocraties du Nouveau-Monde, en créant un climat profitable au développement économique réel des nations haïtiennes et nord-américaines dans la dignité et le respect mutuels.

8. - Fortifier nos relations avec tous les pays par une politique empreinte de dignité, de logique, de bon sens, de compréhension historique et psychologique réciproque. 9. - Sauvegarder et maintenir les grandes traditions historiques qui ont assuré le prestige et la grandeur de l’Armée Haïtienne.

10. - Création d’un statut légal mettant les fonctionnaires de l’État à l’abri des aléas de la politique.

11. - Amélioration des conditions physiques de vie du Peuple Haïtien par la construction des cités populaires rurales et urbaines.

12. - Maintenir et respecter les accords ou traités qui lient Haïti et les Puissances Amies.

Tout pour une nouvelle Haïti dans l’Unité Nationale qui assure la force, le Progrès et Bien-Être ».

Peu de mois après avoir instauré son gouvernement, Duvalier commença à démontrer le pur verbalisme de son programme. Le divorce fut évident entre sa pratique et les points 4 et 10 du programme. Les employés publics dont certains [40] avaient 10 à 20 ans de service, furent destitués et remplacés par des duvaliéristes. Même les juges perdirent leur inamovibilité au profit de magistrats inconditionnels. Des pressions de tout genre commencèrent contre la presse d'opposition. Les journaux « Foi Sociale », « Mopisme Intégral » (fignoliste) ; « Haïti Miroir » « Indépendance » (déjoiste), « Le Patriote » (jumelliste) en furent les victimes. Dans les derniers mois de 1957 un commando d'hommes masqués et armés pénétra de nuit dans le local de « Foi Sociale », roua de coups les employés et emporta l’édition qui était sous presse.

Les organes de l’opposition protestèrent. Le gouvernement laissa entendre qu’il n’avait rien à voir avec l’intrusion nocturne de ces individus non identifiés. Mais peu après, Madame Hakim Rimpel, rédactrice du journal féminin « L’escale » était arrachée de nuit à son domicile, rouée de coups et violée par des individus masqués. Lorsqu’une bombe placée par des mains mystérieuses éclata dans les ateliers du « Patriote », le gouvernement accusa le directeur du journal, Antoine Petit.

Le peuple commença à identifier ces malfaiteurs nocturnes à des personnages du folklore, les tontons macoutes, sorte de père fouettard haïtien.

Durant cette période, les abus étaient encore modérés. Les citoyens appréhendés sans mandat d’arrêt passaient 2 ou 3 mois en prison et couraient la chance de recouvrer leur liberté.

Beaucoup d’opposants eurent ainsi la vie sauve et partirent pour l’exil soit par leurs propres moyens soit sous le couvert d’une ambassade. Louis Déjoie et ses plus intimes collaborateurs choisirent cette dernière solution et se réfugièrent à l’ambassade du Mexique ; ce qui valut à l’ambassadeur, César Garizurieta, d’être déclaré persona non grata. Jusqu’alors, peu de gens avaient été assassinés dans les rues ou étaient morts des suites de tortures. On tenait encore compte de l’opinion publique. Quand sous l’initiative personnelle de Duvalier, il fut présenté à la Chambre des Députés la proposition de changer le drapeau bleu et rouge avec les armes de la République pour le remplacer par un emblème noir et rouge orné d’une pintade, le gouvernement se heurta aux protestations des divers secteurs de la société et oublia pour un moment cette idée grotesque.

Pour châtier les ennemis politiques trop dynamiques durant la campagne électorale (comme les officiers déjoistes compromis dans les événements du 25 Mai) le nouveau régime décida de les juger. 1958 fut l’année des grands procès politiques.

Yves Bajeux, Franck Léonard, Holbert Christophe, Anthony Henrickson furent traduits devant des tribunaux militaires et les trois premiers condamnés à mort le 25 août. Les journalistes Georges Petit, Albert Ocenad et Daniel Arty furent condamnés à 5 ans de prison et le député Franck Séraphin à 3 ans. Peu après, ils bénéficièrent d’un arrêté de grâce du Président de la République.

[41]

Pour ces procès déclarés politiques, la sentence émanait du Palais National. Les apparences constitutionnelles étaient toutefois gardées et on notait même une certaine préoccupation légaliste : un décret promulgué au début du mois d’août suspendait un certain nombre de garanties constitutionnelles, comme la non-rétroactivité de la loi en matière pénale et l’abolition de la peine capitale. Ce modus operandi essentiellement illégal semblait respecter un postulat important du fonctionnement de la « démocratie représentative » : l’existence d’un pouvoir juridique indépendant de l’Exécutif.

En outre, le simple fait de suspendre ces articles laissait entendre que la nouvelle constitution, écrite sous la dictée de Duvalier, continuait d’être la loi suprême de la nation et serait de nouveau en vigueur une fois passé l’orage politique. C’était encore la « démocratie représentative » telle qu’interprétée et appliquée en Amérique Latine et la domination de classe de la bourgeoisie pour assurer la « légitimité » de son hégémonie politique.

Afin de prouver sa vocation démocratique, le régime naissant s'engagea à organiser un parti gouvernemental, semblable au Parti Dominicain utilisé si habilement par Trujillo dans la république voisine. L’organisation officielle du Parti Unité Nationale fut décidée. On aurait dit que le Président voulait inviter tous les partisans à la direction du pays.

Ces maladies infantiles du fascisme furent rapidement dépassées à mesure que la résistance du peuple grandissait et que le démagogue Duvalier se rendait compte de son impuissance et de son incapacité à assurer la « paix sociale » dans l’espace réduit de la démocratie représentative latino-américaine et qui devint trop étroit pour ses rêves d’éternité.

5.- La métamorphose

[Retour au sommaire](#sommaire)

On put facilement reconnaître les symptômes des troubles psycho-pathologiques du gouvernement de l’honorable docteur, sociologue et ethnologue qui se révéla « de fer », plus que ne l’avait été « Cançon Fê » après 6 années au pouvoir. Les cadavres apparaissaient dans les rues et l’on se racontait à voix basse les dernières atrocités des Tontons macoutes dirigés par Barbot. Fait significatif : le général Thompson Kébreau, soupçonné de conspiration fut délégué comme ambassadeur auprès du Saint-Siège et il n’avait vraiment rien d’un enfant de chœur !

Le régime s’éloignait à peine de ce qu’on pourrait appeler son « cadre clinique normal » car le processus de fascisation qui allait engendrer le monstrueux règne des tontons macoutes ne se manifesta qu’en 1959, lorsque les forces les plus saines du [42] pays conscients du danger [[8]](#footnote-8), réorganisèrent la vie politique sous forme de groupements démocratiques : l'Association des Employés de Banque, (AEB) l’Union Nationale des Maîtres de l’Enseignement Secondaire (UMNES) l’Union Nationale des Étudiants Haïtiens. (UNEH)

On ne sut jamais où il fut transporté. Cet épisode est relaté dans le roman de Graham Greene et dans le film « Les Comédiens ».

Ces groupes avaient la particularité de n'être pas taxés « d’oppositionnels » puisqu’y militaient des gens connus comme duvaliéristes. La mobilisation s'était réalisée sur la base de « la défense des intérêts de ses membres et la lutte pour la démocratie. »

L’association des Employés de Banque fut dissoute à son premier conflit avec le gouvernement. L'UMNES déclencha une grève à caractère revendicatif. Le ministre de 1’Édu'cation le révérend Père Jean-Baptiste Georges décida la dissolution de l’Association, l'incarcération des dirigeants et la révocation des membres les plus actifs.

Entre temps, une sourde opposition commençait à s'agiter au sein du Sénat au moment même où le président fut frappé d’un infarctus du myocarde. Duvalier établit une corrélation entre cette agitation et l’éclatement de plusieurs bombes à Port-au-Prince. Six sénateurs furent destitués en septembre 1959 et durent quitter le pays ou se réfugier dans des ambassades. Un seul Yvan Emmanuel Moreau, osa rester il disparut peu après [[9]](#footnote-9).

La victoire de Fidel Castro et des combattants de la Sierra Maestra renforçait à l’extérieur l’opposition haïtienne, lui donnant une force morale. La défaite de Batista semblait présager la fin des dictatures de Trujillo et de Duvalier. Face à ces dangers, Duvalier intensifia ses mesures de sécurité. Les TTM entraînés déjà publiquement et sans masques depuis l’été 1958 émergèrent officiellement. Le 22 septembre 1959, lors de la célébration du 2ème anniversaire du gouvernement de Papa Doc, ils parurent aux côtés des troupes régulières. Leur formation [43] technique avait été assurée par la mission militaire américaine et les officiers de confiance de Duvalier. Le processus de fascisation entra dans sa phase d’accélération. Les assassinats se multipliaient et la liste des disparus s’allongeait : Edner St-Vil, Clairveaux Rateau, Georges Rigaud, Watson Telson, Antoine Templier et des dizaines d’autres. La presse fut totalement soumise. De nombreux journaux d’un duvaliérisme inconditionnel (Oedipe, Panorama) et les organes représentatifs de la presse (le Matin, le Nouvelliste) furent journellement couverts de communiqués, de discours, de déclarations officielles ayant perdu tout droit à la critique, au blâme ou même à la simple suggestion. « La Phalange » journal du clergé catholique réussit par son habileté jésuitique à survivre jusqu’à la fin de 1960, date à laquelle la police occupa les locaux.

Le 7 avril 1961, l’exécutif publia un décret annulant le mandat de tous les parlementaires, passant outre la constitution de 1957 fixant ce mandat à 6 ans. Les élections furent fixés au 22 Octobre et seuls les duvaliéristes, citoyens éligibles, purent briguer les 58 sièges disponibles à l’unique Chambre Législative puisque par décision de Duvalier, le Sénat, foyer d’une constante résistance cesserait d’exister. Cependant Monsieur le Président désirait plus que le choix de nouveaux parlementaires.

Sur tous les bulletins de vote, imprimés au nom des divers candidats paraissait invariablement cette légende « Docteur François Duvalier, Président ». Après le dépouillement du scrutin, le gouvernement annonça que « le nom du président figurait sur tous les votes émis ». Ce qui démontrait le désir de la « population de tout le territoire de la République » de le réélire pour une « nouvelle période de six ans. » Ce plébiscite improvisé donna 1 328 000 voix à Papa Doc.

Ce système d’application du suffrage universel allait beaucoup plus loin que celles utilisées par les « gorilles » latino-américains. Même les protecteurs nord-américains du régime, particulièrement Kennedy, commencèrent à le soupçonner. En matière administrative surtout, le gouvernement se caractérisait par la faillite financière, la mauvaise gestion des fonds publics et l’évidente incapacité à soulager la situation misérable des masses.

Le Gouvernement de « la Classe » se métamorphosait en version créole du fascisme dans une nation sous-développée et coloniale.

Au début de l’année 1963 commença en Haïti une période de crise. Les changements survenus chez les voisins dominicains se répercutèrent en Haïti. Après l’assassinat de Trujillo et la longue période d’instabilité qui s’ensuivit, le professeur Juan Bosch accéda à la présidence. Ennemi par vocation de la dictature haïtienne, c’était le démocrate rêvé pour Kennedy à une époque où sa méfiance ne faisait que s’accentuer à l’égard du régime des Tontons Macoutes.

[44]

En Haïti, la tension montait.

L’opposition et le Département d’État se rappelait alors que le premier mandat de Duvalier, son mandat « constitutionnel » s’achevait le 15 mai 1963. Les pressions diplomatiques et propagandistes pour obliger le Docteur Duvalier à réanimer la constitution de 1957 et à obtempérer à ses dispositions furent mises en branle.

Le 26 avril, une tentative de rapt du fils de Duvalier, Jean-Claude échoua piteusement. Il réagit avec toute la violence qui le caractérisait : une vague d’assassinats déferla sur Port-au-Prince et les rangs de l’armée s’éclaircirent. Quelques 70 officiers, dont certains membres de l’État-Major, durent demander asile aux ambassades.

Le 15 mai approchait et Washington ne semblait pas se laisser intimider. Le vieux politicien, rusé et machiavélique, crut sage de notifier qu’il quitterait le pays à la date indiquée.

Mais le jour venu, les spectateurs de ce jeu burlesque n’en crurent pas leurs yeux : non seulement Duvalier n’abandonnait pas le pouvoir mais encore il passait à l’offensive en se rebellant contre ses maîtres des États-Unis. La mission militaire américaine fut expulsée et l’ambassadeur des États-Unis, M. Raymond Thurston, déclaré persona non grata. C’était la rupture, L’armée fut purgée de nombreux officiers suspects, c’est-à-dire non-duvaliéristes, des non « inconditionnels », ceux qui avaient des liens avec l’ambassade américaine ou simplement qui étaient considérés comme indépendants.

L’horizon politique semblait suffisamment dégagé. Bien entendu, le régime n’avait aucune perspective mais beaucoup d’obstacles avaient été surmontés. Obsédé par le pouvoir, tourmenté par quelque vieux rêve impérial, Duvalier n’hésita pas à franchir une nouvelle étape, celle de la lutte contre d’éventuels concurrents.

Et voici le témoignage de la Commission Internationale des Juristes :

« Au mois d’avril 1964, sous l’instigation du gouvernement lui-même, des rumeurs commencèrent à courir quant à la possibilité de nommer François Duvalier Président à Vie. Paul Blanchet alors ministre de l’information, déclara que le Dr. Duvalier était très attentif aux manifestations publiques qui lui demandaient de garder le pouvoir, et au désir exprimé par des officiers supérieurs de l’armée de le voir prêter serment comme président à vie. À la fin du mois d’avril, une seconde manifestation fut organisée à Port-au-Prince pour demander au Dr Duvalier d’accepter la présidence à vie de la République. S’adressant au peuple, le Dr Duvalier déclara : « Regardons un peu l’histoire des gouvernements réactionnaires, ce sont eux qui ambitionnent le pouvoir pour l’utiliser contre le peuple ; mais, dans le cas [45] présent, c’est le peuple qui s’adresse à un homme pour lui demander de conserver le pouvoir... et il doit le conserver... Je ne suis pas un ambitieux, mais un révolutionnaire ».

Pour donner un vernis de légalité à ces ambitions politiques, la Chambre Législative entièrement soumise au pouvoir exécutif, et transformée pour la circonstance en Assemblée Constituante adopta le 25 mai une nouvelle constitution dans laquelle une disposition expresse octroyait au Docteur Duvalier le titre de Président à Vie.

L’Assemblée Constituante adopta un décret aux termes duquel l'article 197 de la Nouvelle Constitution nommant François Duvalier président à vie devrait être soumis à la ratification populaire dans un délai de quinze jours. La farce électorale, habilement préparée permit que le référendum prévu par le décret ait lieu le 14 juin. Selon les renseignements officiels, ce référendum donna un résultat de 2. 800. 000 voix pour le président et 3.234 contre. Après que la Chambre Législative eut pris connaissance des résultats officiels du référendum du 14 juin et eut adopté la proclamation officielle comme amendement à la nouvelle Constitution le 21 juin, le président de la Chambre, promulgua la Constitution de 1964. Cette proclamation eut lieu au Palais Législatif, et la cérémonie d’investiture officielle du président à vie au palais National le 22 juin 1964.

Par décision de L’Assemblée, le docteur Duvalier est déclaré inconditionnellement Président à Vie pour s’être constitué « Leader Incontestable de la Révolution, Apôtre de l’Unité Nationale, Digne Héritier des Fondateurs de la Nation Haïtienne... »

À cette étape de son évolution, la dictature de Duvalier acquérait un élément de plus, et très significatif en comparaison des autres tyrannies latino-américaines du XXème siècle. A la différence des régimes de Ubico, Trujillo ou Stroessner, celui de Papa Doc se couvrait le visage d’un masque constitutionnel à vie.

Avec le duvaliérisme se manifestait toute une catégorie sociologique illustrant les déformations institutionnelles de la dégradation économique et de l’oppression politique dans les conditions d’une société parvenue à la crise extrême de ses structures socio-économiques. Le caractère pathologique du phénomène Duvalier naît de la débilité fondamentale et de la déformation de l’infrastructure de la société haïtienne. Les traits caractéristiques de ce phénomène méritent d’être approfondis. Ils paraissent correspondre à un degré déterminé de crise des sociétés précapitalistes, soumises aux conséquences désastreuses de leurs structures internes et aux effets de la crise du système capitaliste mondial.

[46]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre II

LE PHÉNOMÈNE DUVALIÉRISTE  
ET SA CARACTÉRISTIQUE :  
LA VIOLENCE

« J'ai l'angoisse des ténèbres cramponnés à ma nuque

J'ai la chaleur des coups ignorée sous ma peau

Que le soleil se lève et bouscule ma peur »

Rony Lescouflair, poète emprisonné

[Retour au sommaire](#sommaire)

François Duvalier descend d’une longue lignée de dictateurs qui, presque sans interruption, durant un siècle et demi dirigèrent les destinées de la République d’Haïti.

Cependant son gouvernement se distingue des autres par l’utilisation illimitée de la violence, une violence aveugle qui surgit comme un cauchemar. Durant un demi-siècle, les haïtiens ne virent rien de semblable, et même pendant le XIXème siècle durant la période d’Haïti Toma[[10]](#footnote-10) les satrapes militaires ne firent rien qui n’ait été égalé ou dépassé par Papa Doc.

La dictature Duvaliériste dépasse par son contenu la tradition haïtienne. Elle surgit à un moment où se trouve en jeu la survivance même du régime économico-social et du système politique. Jamais au cours des nombreuses crises qu’Haïti a connues, la structure de la société n’a connu un tel degré de putréfaction et une incapacité si notoire à résoudre les problèmes du pays. C’est ce qui explique la médiocrité du système « dit de classe sur lequel est basé le gouvernement duvaliériste, et la précarité de ses rapports avec les autres secteurs sociaux ».

[47]

Comme la plupart d’entre eux avait conquis la présidence à la suite d’une insurrection triomphante, ils n’avaient de compte à rendre à personne, jusqu'au moment où une nouvelle insurrection remettait en route le cycle de la « révolution triomphante ».

En plus, de cette obsession de grandeur, les gouvernements haïtiens furent formés à l’école du militarisme. Les institutions militaires, surgies dans le feu de la guerre d’indépendance, restèrent hypertrophiés après 1804 pour faire face au danger d’un retour offensif des français. Elles se convertirent en une gigantesque machine d’oppression. Cette structure militariste, en temps de paix comme en période insurrectionnelle, avait un pouvoir de coercition sans limite sur la population (levées de troupes, réquisitions d’aliments ou de bétails, exécutions sommaires). Les généraux de division, commandants de place et même les chefs de section rurale exerçaient un pouvoir discrétionnaire, qui rendait tout à fait précaires les fondements de la société civile.

Il y avait bien entendu une constitution, un pouvoir législatif élu, et parfois la succession présidentielle était le produit d’élections « honnêtes et sincères ». Mais le choix était toujours fait par des forces autres que la volonté populaire. La farce électorale venait seulement ratifier la nomination faite par l’homme fort du moment : le général ou le commandant de garnison qui avait ses troupes cantonnées dans la capitale. Le cas le plus typique se présenta en 1902, quand Anténor Firmin, brillant juriste aux idées libérales, fortement appuyé par tous les hommes de sa génération, fut vaincu par le général Nord Alexis, octogénaire quasi-analphabète, propriétaire terrien soutenu par l’armée et la classe féodale. Firmin dût s’exiler, destin inévitable de tous les candidats vaincus.

1.- La farce de la démocratie  
« style occidental »

[Retour au sommaire](#sommaire)

Cette réalité du militarisme et du despotisme a toujours été cachée avec soin par une façade constitutionnelle qui a facilité en Haïti, comme dans toute l’Amérique Latine, le jeu de la « démocratie représentative », afin de tromper les masses populaires.

Pendant ses 143 années d’indépendance avant « l’ère Duvalier », Haïti avait déjà eu 10 constitutions différentes, sans compter les nombreux amendements à la loi suprême apportés par les 32 « Présidents constitutionnels » qui se sont succédés au pouvoir. Ces changements ont facilité la suspension des garanties individuelles, la possibilité pour l’exécutif de méconnaître les attributions des autres pouvoirs et, en dernier lieu, la prorogation du mandat présidentiel et la nomination de présidents à [48] vie. Cependant, dans leurs principes généraux, les constitutions haïtiennes restaient imprégnées de l’essence « républicaine ».

La devise « Liberté, Égalité, Fraternité », a toujours été inscrite en frontispice de ces constitutions et sur tous les documents officiels ; de même que les principes proclamés dans la Déclaration des Droits de l’Homme (1789) ou par les jacobins de 1793.

Et à chaque amendement constitutionnel, les principes démocratiques étaient perfectionnés ; législateurs et citoyens sachant d’avance le sort qu’allaient avoir ces réaffirmations de la démocratie formelle. À la fin du siècle dernier l’un de nos hommes d’état les plus lucides Edmond Paul, écrivait dans ses « Études Politiques » ; Nos législateurs en nous dotant périodiquement de nouvelles constitutions, ne tiennent pas compte de nos us et coutumes... Certes, les lois qu’ils nous font sont admirables. Elles ont seulement un défaut : elles n’ont pas été faites à nos moeurs... elles flottent sur le corps social ».

De fait, la formule de la démocratie occidentale, telle qu’elle se pratique en France Républicaine ou aux États-Unis a toujours été en Haïti une falsification grossière et facile. Et nos présidents ont beau afficher le titre de « Président Constitutionnel de la République », en règle générale, ils ne croient jamais en a Constitution « émanée de la souveraineté populaire ». Ils respectent rarement les dispositions introduites, parfois sur leur propre instigation, par des législateurs à leur dévotion, surtout en ce qui concerne la fin du mandat présidentiel et la non-réégibilité. Se maintenir au pouvoir a toujours été leur obsession constante, et, par la même, l’origine des nombreuses insurrections qui permettaient de « justifier » les mesures d’exception, depuis les emprisonnements arbitraires jusqu’aux exécutions sommaires.

Malgré toute cette longue tradition de démocratie falsifiée et de constitutionnalisme prostitué, avec Duvalier, Haïti s’est vue devant un phénomène nouveau : le cynisme avec lequel le dictateur a assassiné le constitutionnalisme aux cris de « Vive la Constitution », et sa mégalomanie qui servait de toile de fond à l’obsession du pouvoir permanent.

L’Article 196 de la Constitution de 1964 proclame : « le citoyen docteur François DUVALIER, chef suprême de la Nation Haïtienne, ayant provoqué pour la première fois depuis 1804 une prise de conscience nationale à travers un changement radical, du point de vue politique, économique, social, culturel et religieux en Haïti, est élu Président à Vie afin d’assurer les conquêtes et la permanence de la Révolution Duvaliériste, sous l’étendard de l’Unité Nationale... ».

[49]

2- Les apports du *big stick*

[Retour au sommaire](#sommaire)

Haïti a accédé à l’indépendance au milieu d’une violence sans limites : violence de l’esclave contre son maître, violence d'une classe opprimée contre une classe d’oppresseurs qui se confondait avec le pouvoir colonial, violence de l’africain amené à Saint-Domingue et qui parce qu’il se sentait déjà enraciné dans une terre irriguée par sa sueur et de son sang voulait en expulser l'étranger venu d'Europe, enfin du noir humilié contre le blanc tout puissant.

Lutte de classe, lutte raciale, lutte pour la liberté contre les oppresseurs : le tout cristallisé dans une guerre de libération nationale. Dans de telles conditions, la nouvelle classe dirigeante, noire et mulâtre, héritière du pouvoir économique et politique des colons esclavagistes, était, elle aussi, marquée par l’hypothèque de la violence. Et sur cette violence repose les antagonismes entre les féodaux noirs et les féodaux mulâtres et la tâche permanente des uns et des autres d’opprimer les masses noires, insatisfaites de ne pas avoir conquis avec la « liberté de corps » une situation économique qui leur eut permis de se sentir libres. Les puissances étrangères, aussi bien l’ancienne métropole que l’Allemagne, l’Angleterre et les États-Unis profitèrent de cette situation. Haïti était un marché sûr pour les fournisseurs d’armes. C’était aussi un terrain facile pour les aventuriers qui désiraient faire fortune rapidement et profitaient de luttes intestines pour s’enrichir et retourner dans leur pays d’origine.

À mesure que le régime féodal était secoué par des crises chaque fois plus fortes, la violence revêtait un caractère plus brutal. De 1908 à 1915, sept présidents se succédèrent ; ils avaient tous été les victimes d’une ou d’autre insurrection. Le dernier, Vilbrun Guillaume Sam, avant de se réfugier au Consultât de France ordonna le massacre de tous les prisonniers politiques enfermés au Pénitencier National. Résultat : 163 tués. L’exécutant : le général Charles Oscar Étienne.

La colère populaire éclata avec fureur. Le Président Sam et le général Oscar furent arrachés au Consultât et écartelés dans les rues de Port-au-Prince.

Les États-Unis qui dès le début du siècle avaient manifesté dans le cadre de leur politique du Big Stick leurs prétention ? annexionnistes à l’égard d’Haïti ne tardèrent pas à débarque ! leurs marines en Haïti. Le prétexte classique était celui de protéger « les vies et les intérêts nord-américains » en Haïti. C’était le 28 juillet 1915.

C’est encore la violence que nous retrouvons à travers cette période de l’histoire haïtienne qui dura 19 ans. Elle devint alors l’instrument de la domination politique et économique. Après avoir dissout trois fois de suite le corps législatif, les [50] baïonnettes yankees se constituèrent un parlement totalement servile. Les patriotes engagés dans la défense du territoire national allaient périr en masse. Durant le soulèvement, dirigé par Charlemagne Péralte (1918-1920), 12,975 paysans perdirent la vie, ce qui constitue aujourd’hui encore, l’épisode le plus sanglant de la violence exercée par l'impérialisme contre les nations latino-américaines. Cependant à partir de 1920, une fois institutionnalisé le statut colonial, la problématique de la violence se posa en termes plus subtiles. Les marines organisèrent la « Garde d’Haïti » et formèrent les dirigeants et cadres de l’administration néo-coloniale. L’appareil de la domination étant suffisamment fort pour s’imposer, la violence cessait d’être une nécessité permanente.

La période présidentielle de Borno s’écoula à l’ombre de la paix américaine. Celle de Vincent (1930-1941) combattue par de larges secteurs de la population représentait la formule typique de l’administration néo-coloniale, héritage des marines. Ici l’utilisation de la force se limita à quelques décisions anticonstitutionnelles comme la révocation de sénateurs élus et leur remplacement par d’autres, ou la persécution du leader de l’opposition Jolibois qui fut enfermé dans un asile d’aliénés : l’arrestation de nombreux journalistes et du dirigeant communiste Jacques Roumain. Encore que tout ceci fut effectué dans le cadre de certaines formalités légales.

Le gouvernement de Lescot profita de sa déclaration de guerre fanfaronne contre les puissances de l’Axe pour instaurer en Haïti un régime paramilitaire. Il s’attribua par décret les pleins pouvoirs, suspendit les garanties constitutionnelles et transféra aux tribunaux permanents de justice militaire le pouvoir de juger toutes espèces de délits. En fait, cet appareil d’intimidation n’impliquait pas un déploiement systématique de la force répressive. On eut la preuve en Janvier 1946. Les secteurs démocratiques, brisant les restrictions gouvernementales descendirent dans les rues pour exiger « les quatre libertés ». Une grève politique déclenchée par les étudiants, prit une ampleur nationale et l’appareil gouvernemental de Lescot s’effondra au bout de cinq jours. Les périodes d’Estimé et de Magloire présentèrent les mêmes caractéristiques. Ce furent des gouvernements forts, soutenus par de puissants secteurs de la classe dirigeante noire et mulâtre, jouissant de l’appui de l’armée jusqu’au moment de leur chute. Mais leur force objective et les conditions économiques et financières favorables, leur permettaient de rester dans le cadre de la répression légaliste. Malgré les mesures arbitraires contre le Mouvement Ouvrier et Paysan (MOP) et les organisations étudiantes pendant les gouvernements d’Estimé et de Magloire, il y eut peu d’arrestations ou des crimes politiques. L’affaire Viau et l’assassinat de la Famille Désinor se convertirent en de véritables scandales nationaux.

Le système colonial établi par l’occupation nord-américaine continua à fonctionner, avec les institutions et les [51] principes de la « démocratie représentative », toujours en accord avec les intérêts des puissants secteurs des classes dirigeantes et de classe moyenne des villes.

3.- La terreur comme structure du pouvoir

[Retour au sommaire](#sommaire)

Avec le gouvernement du 22 septembre 1958, ces instruments de domination se révélèrent insuffisants et désuets.

L’ethnologue Duvalier allait trouver dans la préhistoire de l’espèce de nouveaux instruments pour ramener la communauté haïtienne au règne de la barbarie.

La première innovation du régime fut l’utilisation de la force brutale comme seul et suprême argument. Le pouvoir ne se contentait pas de faire observer les lois, mais aussi de soumettre toutes les volontés à l’omnipotence du maître et de ses représentants à tous les niveaux. L’arbitraire remplaça la légalité et la force du droit remplaça le droit de la force.

Le régime ressuscita des pratiques tribales, esclavagistes et féodales. Il fit disparaître les fondements du gouvernement républicain, et les trois pouvoirs d’État selon la formule de Montesquieu, base de tout gouvernement moderne n’existèrent plus.

Les pouvoirs législatifs et judiciaires perdirent leur autonomie et furent absorbés par l’exécutif personnifié par le monarque tout-puissant. Le pouvoir personnel déplaça toutes les institutions, contrôla tous les aspects de la vie nationale et même de la vie privée des citoyens. Le chef de l’État, autorité suprême spirituelle et mystique devenait en fait chef de Tribu.

Le phénomène de la terreur apparut alors comme l’instrument fondamental et structurel du pouvoir. Ce n’était plus la crainte de l’autorité ni la force de coercition qui caractérisaient les rapports avec le pouvoir mais la terreur qui traumatise la population, paralyse les volontés, perturbe les consciences et prostitue la personnalité. Le résultat : des centaines d’assassinats perpétrés parfois en plein jour et sous les yeux de la foule ; des disparitions de suspects, des représailles exercées contre les proches parents des inculpés et l’exposition publique des restes de certaines victimes.

C’est avec des tableaux à la Frankenstein que Graham Greene a représenté une république de cauchemar dominée par le sinistre personnage de Papa Doc, une république au peuple bon enfant, soumis, meurtri, victime du jeu des TTM qui ne sont rien d’autre que les tristes personnages d’un drame qu’ils ne comprennent pas. Toutefois, il est difficile en dépit des évocations romanesques et littéraires de se représenter la vie sous le règne des Tontons Macoutes. Les narrations, dénonciations [52] et images de la vie quotidienne ont beau être des plus réalistes, elles ne suffiront jamais à refléter la réalité et son horreur.

Au royaume des Tontons Macoutes, Duvalier maître absolu, peut répéter à l'instar de Louis XIV : « L'État, c’est moi ».

Encore que les monarques absolus de cette époque étaient toujours assistés d'un conseiller, d'une éminence grise, qui au besoin pouvaient les empêcher de commettre le pire. Avec Duvalier rien de semblable, d'ailleurs il le dit lui-même : « Le Président à Vie n’a pas besoin de collaborateurs mais de valets ».

A. Les Tontons Macoutes : leur portrait

« Le Tonton Macoute », est un valet, un mercenaire, un tueur. Il a reçu son pouvoir de « Papa Doc ». Quelle que soit la catégorie de ce serviteur - ministre ou simple agent - c’est sa philosophie et il ne l'oublie jamais.

À l’intérieur de cette forme de violence, se distinguent diverses catégories, correspondant à des types sociaux bien différents :

1) Les « Macoutes », propriétaires terriens ou notables à l’échelle régionale, qui exercent la terreur dans leurs zones respectives et réussissent à monter les échelons de la hiérarchie. Exemples : Zacharie Delva, André Simon, et des commerçants de Port-au-Prince comme Eloïs et Koury, convertis en chefs de la répression.

2) Les militaires qui se sont identifiés au TTM et agissent comme tels : d’anciens sous-officiers, parvenus au grade supérieur comme Gracia Jacques ; de jeunes officiers ambitieux en quête de fortune rapide, serviteurs inconditionnels de Duvalier, qui commettent toutes sortes de monstruosités, comme Harry Tassy, récemment fusillé ; des individus anormaux, complexés, au comportement et au tempérament de délinquants, qui ont trouvé dans le macoutisme et dans l’armée, le moyen de satisfaire leurs instincts criminels maladifs (Jean Tassy, Sony Borges).

3) Des individus des diverses origines sociales, assoiffés d'autorité et de pouvoir, enclins à la criminalité. On retrouve dans cette catégorie, aussi bien des individus de la classe moyenne (des étudiants entrés à l’université grâce à leur dévotion à Papa Doc) que des paysans, qui investis du titre du « Tonton Macoute » peuvent terroriser la population dans leur province et exercer leur autorité, ou des échantillons du « Lumpen » forçats devenus de redoutables et tout puissants personnages comme Boss Peintre, Ti Cabiche, et Taïfer.

4) Des personnages également de diverses origines sociales constituent la quatrième catégorie : elles sont amenées à jouer ce triste rôle par opportunisme, par la nécessité de gagner leur pain, ou même par celle de se protéger de quelque menace proférée par un TTM mieux connu. Leur entrée à la Milice, les [53] immunise dans une certaine mesure et garantit leur subsistance et celle de leur famille. Cette catégorie est peut-être la plus importante. Les individus qui la constituent remplissent les fonctions « d'épouvantail à moineaux », ils défilent dans les manifestations officielles, mais sans grande foi dans le régime, sans être disposés à risquer leur vie pour le défendre, et plutôt prêts à sortir des rangs à la première rude épreuve.

La force de frappe du duvaliérisme se recrute dans les trois premières catégories. De là viennent ces personnages portant jour et nuit chapeau et lunettes sombres, que Graham Greene a peint de façon si magistrale.

Le trait caractéristique de tout « Macoute » véritable est l’arrogance. Parfois cette attitude suscite des conflits avec les soldats de l’armée régulière... qui en sortent toujours perdants.

Elle est si caractéristique qu'elle peut tirer d'affaire quiconque aurait l’audace de l’adopter ! Il faut parler fort, sur un ton déterminé, le regard provocateur, et la menace à fleur de lèvres, tout en laissant apparaître ou imaginer une certaine protubérance au niveau de la taille ; à l’endroit où doit se loger le tout-puissant pistolet.

Le personnage historique qui ressemble le plus au Tonton Macoute est le membre de la Gestapo ou de SS Hitlérienne. Le corps même des TTM (connu sous le nom officiel de Volontaires de la Sécurité Nationale) est une imitation créole de la Gestapo hitlérienne ou des V.S.N. de Mussolini [[11]](#footnote-11). Il a les mêmes fonctions. II est au-dessus de la loi et de toute hiérarchie ou institution. Comme le soulignait un document du Parti d’Entente Populaire : « tous les instruments de la violence réactionnaire, tous les organismes du pouvoir ont été entièrement « macoutisés ». L’armée, les prisons, les tribunaux, la presse, les écoles, l’université, rien n’a pu être sauve. La macoutisme, c’est la violence réactionnaire et pro-impérialiste, portée à son comble dans cette phase ultime de la crise générale de l’économie et de la société haïtiennes.

Le Tonton Macoute a carte blanche contre n’importe quel citoyen [[12]](#footnote-12). Un frôlement, une altercation dans la rue avec un TTM peut avoir la mort comme conséquence. Des questions personnelles, des sujets sentimentaux, le désir de récupérer une somme d’argent prêtée à un « macoute » dans l’embarras, le refus [54] d’une faveur, sont des motifs plus que suffisants pour mettre en marche l’implacable machine.

B. La répression, arme aveugle

Il y eut également des victimes par erreur. Il est arrivé qu’un citoyen, portant le même nom ou un nom consonant à celui d’une personne recherchée par la police, soit appréhendé, torturé, assassiné. Cette pratique de « tuer » d’abord, « vérifier » ensuite a donné lieu à de véritables génocides.

L’exemple de la famille François Benoît, est bien connu.

Le Lieutenant Benoît était rentré depuis quelques mois de la zone américaine du Canal de Panama où il avait suivi un cours d’entraînement antiguérilla, recevant un brevet de tireur émérite, quand se produisit, en 1963, la tentative d’enlèvement du fils de Duvalier. Le dictateur pensa qu’il avait participé à l’attentat parce que les gardes de corps avaient été touchés avec une extraordinaire précision.

Quand les agents duvaliéristes arrivèrent au domicile de Benoît, pour l’arrêter, celui-ci était absent. Ils assassinèrent tous ceux qui s’y trouvaient : membres de la famille, amis, domestiques. La maison fut ensuite incendiée.

Benoît s’était réfugié à l’Ambassade dominicaine. On sut par la suite que le coupable avait été Clément Barbot, le chef des TTM, qui conspirait contre Duvalier...

Mais le crime le plus monstrueux commis par le duvaliérisme est sans aucun doute, celui perpétré contre la famille Sansaricq, dans la ville de Jérémie : en août 1964, un groupe de 13 jeunes gens en provenance des États-Unis, débarqua dans la zone de Jérémie. Dès qu’il eut reçu la liste des « débarqués », Duvalier ordonna le massacre de leurs parents résidant pour la plupart dans la ville de Jérémie. En une seule nuit quelque quatre-vingt personnes furent égorgées de sang-froid, entre autres, les familles Drouin et Villedrouin.

D’autre part, de l’Ambassade d’Haïti au Mexique, parvint le nom de Daniel Sansaricq, étudiant dans la capitale mexicaine, comme présumé membre de l’expédition. Sans enquêter sur la véracité de l’information, Duvalier déchaîna sa folie criminelle contre la famille Sansaricq qui habitait également à Jérémie. Pierre Sansaricq, un commerçant apolitique, fut enlevé de son domicile avec toute sa famille. Personne n'échappa au massacre, ni une vieille paralytique ni un enfant de deux ans.

Au total, treize personnes furent égorgées en pleine rue. Les macoutes pillèrent le domicile et les magasins des Sansaricq.

Les représailles ont pris l’ampleur d’un système. En règle générale, même les exilés s’abstiennent de prendre une position ouverte contre le régime : ils craignent pour la vie de leurs parents. Cette panique a créé une psychose dans le milieu des émigrés et des étudiants. L’atmosphère de terreur qui règne en [55] Haïti sature aussi le cœur du compatriote qui a réussi à fuir le royaume des TTM.

Représailles, prises d’otages, viols de femmes, incarcérations sans procès, assassinats de sang-froid, massacres de familles entières, telles sont les armes de l’arsenal répressif duvaliériste, qui fonctionnent avec une violence terrible. Et comme cet appareil n’emploie pas les techniques policières modernes pour atteindre un activiste, il faut frapper diverses personnes suspectées ou dénoncées. Et l’escalade de la terreur arrive à paralyser la grande masse de la population.

Les forces répressives de Papa Doc agissent de préférence la nuit. Plusieurs voitures, généralement bourrées de civils, s’arrêtent devant la maison de la victime. Le vacarme des portières qui se ferment s’unit au retentissement des portes enfoncées à coup de crosse. La maison est cernée par des agents armés. Les coups de feu en l’air sèment l’angoisse parmi tous les habitants du quartier.

Les chefs de la brigade en opération sont généralement des individus du plus haut rang de la hiérarchie répressive : Clément Barbot, qui fut l’organisateur du corps des TTM ; Eloïs Maître successeur de Barbot, (il devint le maître absolu des vies et des biens) ; Luc Désir, chef de la Police Secrète, et quelques-uns des officiers les plus criminels comme Tassy, Borges, Beauvoir.

Celui chez qui on est « descendu », a été dénoncé comme « Kamoquin » (opposant). Quelles sont les charges précises retenues contre lui ? Personne ne sait. Pas même les « justiciers » qui n’ont besoin d’aucun mandat judiciaire. Ils entrent de force. Ils maltraitent tous ceux qui se trouvent dans la maison. Ils s’emparent de tout ce qui se trouve à portée de main : argent, bijoux, et emmènent leurs victimes vers une « destination inconnue » au milieu des cris désespérés de l’épouse, de la mère, ou des soeurs...

Alors on voit diminuer un peu l’angoisse des familles voisines. Mieux vaut la croix funéraire dans la maison voisine que dans la sienne propre a-t-on l’habitude de dire en Haïti. Ainsi pensent les citoyens les plus « honorables », les plus « chrétiens ».

Et le lendemain on commente en chuchotant : « ils ont emmené untel. Quel malheur ! » Et c’est alors pour les parents de longues heures d’attentes dans les couloirs des centres de répression pour obtenir des renseignements sur le sort du prisonnier. Mais personne ne sait rien, ni ne connaît le nom de « cette personne », à moins que les parents ne soient assez riches pour offrir une forte récompense à quelque autorité influente. Et même alors, ils n’arrivent pas à savoir grand-chose. Un disparu de plus. Peut-être est-il encore en prison ? L’espoir ne fait-il pas vivre ? Peut-être a-t-il été assassiné dans la banlieue de la ville, à Maïs Gâté ou au Morne à Cabrits ; [56] peut-être est-il en prison ? Cette dernière hypothèse réanime l’optimisme de ceux qui ne veulent pas croire au pire.

Au royaume des TTM, la prison n’est pas seulement l’antichambre de la mort ; c’est déjà l’enfer. Les rares survivants, parlent du « Buchenwald » nazi, car celui qui entre à Fort Dimanche se considère déjà comme mort. La rigidité cadavérique est attendue jour après jour. Chaque nuit l’enterrement est remis à plus tard, ou décidé par un gardien ou un haut chef macoute.

Les conséquences de tortures endurées la première nuit, la malnutrition, la diarrhée, la tuberculose et le désespoir sont quelques-unes des différentes méthodes par le bourreau ou le fossoyeur. Le prisonnier périt dans le « bureau de police » ou bien dans le sous-sol du Palais, au cours des interrogatoires interminables, ou bien on le fait disparaître dans les alentours de la ville, dans les terrains vagues, à Fort-Dimanche, ou bien à petit feu dans les cachots infects.

D’où la possibilité pour Duvalier de se glorifier de ne pas avoir de prisonniers politiques. En 1966, il accéda à la requête de Commission Internationale des Droits de l’Homme, de recevoir en Haïti un observateur chargé d’enquêter sur la situation des prisonniers politiques. Il se donna seulement la peine de faire transporter les quelques détenus politiques vivants à l’ancienne Académie Militaire et dans les souterrains de Fort Dimanche. L’ennuyeux visiteur put constater qu’il n’y avait pas de prisonniers politiques, en dépit des nombreuses dénonciations parvenues à la Commission.

Il n’y avait rien là de surprenant. Après s’être réfugié à l’Ambassade du Brésil, en mai 1967, le Colonel Jean Tassy, l’une des voix les plus autorisées parmi ceux qui plongèrent leurs mains dans le fleuve de sang haïtien, révéla seulement qu’au quartier général de la police de Port-au-Prince, le nombre des morts s’élevait à 2.053. Aucun témoignage ne pourrait être plus éloquent : pendant 10 ans, Tassy fut l’un des principaux bourreaux et devint le chef de la police spéciale du Palais...

Les Haïtiens assurent que « seulement après » on pourra faire le bilan de ceux qui sont tombés.

[57]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre III

IDÉOLOGIE ET  
POLITIQUE DE CLASSES

« Le ciel s’est oxydé, l’amour passé au laminoir.

Il a poussé des champignons sur les étoiles.

Et la nuit sent le renfermé ».

Anthony PHELPS, poète exilé.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Plus que tous les gouvernements qui l’ont précédé, le gouvernement de Duvalier a utilisé conjointement aux armes de la violence matérielle, celles du discours idéologique pour confondre et tromper le peuple à qui il a été historiquement interdit d’accéder à l’alphabétisation, voire à l’éducation politique. Les rares organisations qui ont jusqu’à présent essayé d’entamer un travail politico-idéologique n’ont malheureusement pu atteindre qu’un noyau très réduit de la population.

La propagande idéologique duvaliériste s’efforce en premier lieu de présenter le régime comme l’application d’une doctrine révolutionnaire, afin de masquer une politique réactionnaire et capitulatrice. Elle essaie en outre de cacher le désastre administratif qui est en fait le bilan de plus d’une décade de pouvoir absolu.

1- La « Révolution duvaliériste ».

[Retour au sommaire](#sommaire)

Sur l’arsenal idéologico-politique de Papa Doc flotte le drapeau de ce que l’on appelle « la Révolution Duvaliériste » dont le docteur fait un fréquent usage, surtout dans les moments de crise. Il sert aussi au petit monde des Comédiens, qui l’emploie rarement avec conviction mais presque toujours avec efficacité.

[58]

Cette révolution si difficile à reconnaître peut toutefois être identifié à la lumière de quelques-uns de ses éléments constitutifs parmi lesquels :

a) la propagande coloriste

b) le binôme populiste-arriviste

c) l’anticommunisme.

a) La propagande coloriste

Nous retrouvons ici la bannière utilisée de tous temps par l’oligarchie noire dans sa lutte contre les commerçants mulâtres pour le contrôle du pouvoir politique. Le facteur coloriste a d’ailleurs exercé une influence primordiale dans la lutte entre les minorités urbaines tout au cours de l’histoire politique du pays.

Le mulâtre jouissait toujours de toutes les prérogatives politiques, économiques et sociales tandis que la petite bourgeoisie intellectuelle ou commerçante noire faisait de son mieux pour lui donner le pion.

C’est dans cette perspective qu’au cours des années 1956-57 l’on vit Duvalier brandir contre Déjoie, le candidat de l’aristocratie mulâtre, l’étendard du pouvoir noir. Son arme principale dirigée aussi bien contre ce dernier que contre l’ex-gouvernement Magloire, fut la dénonciation du mépris affecté par les mulâtres à l’égard des « noirs authentiques ».

La question de couleur devint une sorte de cheval de Troie contenant toutes les aspirations et frustrations de la classe moyenne assoiffée de fortune, de vengeance ou simplement d’une vie meilleure. Les propriétaires terriens ou notables aspirant au pouvoir politique y trouvèrent aussi leur part. Il est un fait que, si l’on compare la composition du gouvernement de Duvalier à celle du gouvernement de Lescot en se référant aux cent premiers personnages, on remarque une nette prédominance des noirs « authentiques » sur les mulâtres. Ce fait est signalé par les idéologues du régime comme le plus grand témoignage de la « Révolution ». Mais on retrouve aussi parmi les bénéficiaires actuels de la situation un nombre considérable de « blancs » appartenant à la colonie des affairistes étrangers installés en Haïti, ainsi que de nombreux membres de l’oligarchie traditionnelle.

Dans de telles conditions, la devise du « pouvoir aux noirs » n’est qu’un palliatif au fait que le pouvoir soit passé des mains des maîtres traditionnels, les mulâtres, à ceux des non moins traditionnels, mais plus dynamiques maîtres noirs. Les masses éternellement dépossédées et opprimées se demandent où est la différence, car blancs ou noirs ils restent toujours ses bourreaux. Le facteur social de la couleur représente finalement le produit d’une réalité sociale, économique et historique se définissant [59] fondamentalement en termes de classes. Alors et alors seulement on pourra arriver au concept scientifique du mot « classe » que le duvaliérisme s’est toujours efforcé d’éviter.

Le colorisme duvaliériste trouve ses origines dans le vaste mouvement de la négritude qui naquit à Paris à la fin de la seconde guerre mondiale. En effet, quelques intellectuels africains et antillais, révoltés par la discrimination dont eux et leurs frères de race étaient victimes organisèrent un mouvement de protestation utilisant la littérature comme moyen d’expression.

C'était la découverte et l’affirmation des valeurs culturelles africaines. C’est ainsi qu’Aimé Césaire, Léopold Senghor, Alioune Diop, les animateurs de cette nouvelle école littéraire à projection sociale, rallièrent à leur mouvement une importante fraction d'intellectuels africains et antillais formés selon les canons de la culture française, mais déjà en rébellion contre la dépersonnalisation de leur propre culture.

Après plus d’un siècle de rupture politique avec la France, Haïti restait encore, pour la plupart des membres de l’élite, une « province culturelle de la France ». Cependant, déjà en 1928, le docteur Price-Mars avait arboré le drapeau d'une négritude avant la lettre. Mais il fallut l’après-guerre pour que ce courant se manifestât avec force. Les plus éminents intellectuels et poètes de l’époque, René Depestre, Jean Brierre, Jacques Stephen Alexis, Roussan Camille, se firent l’écho de leurs frères africains du Quartier Latin. Sur le terrain politique, les nouveaux « élus » de la révolution de 46, s’appliquèrent à enfler le phénomène jusqu’à lui donner les dimensions d’une « révolution sociale ». L’estimisme accorda sa préférence aux « authentiques », cette nouvelle catégorie sociale d’intellectuels noirs de classe moyenne qui estimait avoir droit aux faveurs de la « révolution ».

C’est alors que l’idéologue Duvalier se découvrit une vocation d'apôtre, d’applicateur des codes éthiques de la négritude.

Combien de déclarations n’a-t-il fait, au nom de la race !...Le 21 août 1958, en recevant l’insigne et le diplôme de l’Ordre de Pionniers du Libéria, Duvalier parla d’un idéal de grandeur pour la race noire et pour « cette terre africaine dont Haïti est un morceau dans la méditerranée américaine ».

Mais à la longue, négritude et démagogie duvaliériste se confondirent à un point tel que l’on se demanda, si l’œuvre de destruction systématique des valeurs nationales entreprise par le duvaliérisme ne s’était pas inspiré de ce mouvement. Est-ce peut-être pour cela que le père de la négritude, le docteur Jean Price-Mars se sentit obligé à l’âge de 92 ans, de prendre ses distances vis-à-vis de la version duvaliériste de la négritude. Dans une retentissante lettre ouverte au professeur René Piquion, il dénonça, en présentant la question de couleur sous son vrai jour, le caractère peu scientifique de cette ligne idéologique qui a prétendu faire de l’histoire d’Haïti une histoire de mulâtres et de noirs, et le mythe de « l’authentique ».

[60]

b) Le binôme populisme-arrivisme

Un ministre de l’Éducation en mission en Europe rencontre aux Champs-Élysées un autre duvaliériste connu et s’exclame : « Tu vois mon ami ce que Duvalier a fait pour nous... sans lui, jamais nous ne nous serions rencontrés à Paris ! » Cette anecdote illustre bien ce qu’on appelle « la Révolution duvaliériste ». C’est l’accession de certaines couches des classes moyennes à des positions qui leur permettent de jouir de privilèges en leur seule qualité de duvaliéristes. Cette politique s’exprime par un ensemble d’attitudes et de réflexes caractéristiques qui constitueraient un sujet d’or pour une étude de psychologie du comportement, avec l’arrivisme comme dénominateur commun des groupes sociaux en question.

Qu’il s’agisse du « Lumpen » qui a réussi à avoir un revolver et une carte de milicien ou du négociant en café devenu député, qu’il s’agisse de l’intellectuel hier en chômage, aujourd’hui fonctionnaire ou diplomate ou du jeune homme de la basse classe moyenne promu étudiant en médecine et boursier à l’étranger, ils se sentent tous orgueilleux d’être arrivés ; et ce salut, ils le doivent à Papa Doc. Comment ne pas comprendre alors qu’ils exercent un zèle souvent excessif pour exprimer leur gratitude à leur bienfaiteur.

Ces facilités et avantages œuvrent avec efficacité dans le cadre du sous-développement de la société haïtienne. De telles opportunités ne sont pas offertes par le commerce ou l’industrie. Ces individus deviennent donc, des « tontons macoutes » intellectuels, agents potentiels de la répression duvaliériste.

Dans de nombreux cas, l’individu des classes humbles ou du « lumpen » n’a même pas obtenu une amélioration de ses conditions matérielles. Pour lui, la « Révolution Duvaliériste » c’est le droit de porter un pistolet, de terroriser n’importe quel notable non identifié au régime et la possibilité d’agir à sa guise, en véritable hors la loi, c’est se sentir « quelqu’un », et c’est ça la Révolution.

Pour le « grand-nég » [[13]](#footnote-13) des couches moyennes urbaines, le propriétaire terrien, personnage de l’arrière-pays, la pleine identification à la « Révolution Duvaliériste » prend une signification concrète : elle lui permet de construire une villa à Delmas, à Petion-Ville, à Bourdon, quartiers riches autrefois réservés à la bourgeoisie traditionnelle ; d’acheter plusieurs automobiles dernier modèle, d’envoyer ses enfants étudier à l’étranger. Son « statut » social change effectivement ; et ses chances augmentent à mesure qu’il monte dans la considération de Papa Doc, ou de l’appareil répressif.

[61]

c) L 'anticommunisme

La philosophie de la révolution de la « Nouvelle Haïti » s’inspire des sources idéologiques les plus hétérogènes. Le doctrinaire Duvalier a cité à n’en plus finir Mustapha Kémal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne comme son guide idéologique. Bien qu’on ne perçoive aucun nationalisme conséquent dans la pratique politique duvaliérienne, on pourrait penser que le fait de choisir Atatürk comme « mascotte » intellectuelle corresponde à une certaine aspiration nationaliste. Mais Duvalier a également souvent cité comme guide idéologique, Joseph de Maistre, et celui-ci est bien connu pour être le représentant le plus rétrograde de la pensée monarchiste et théocratique opposée aux idées de la Révolution Française... Néanmoins, Duvalier s’auto-proclame révolutionnaire. « Un de ces révolutionnaires qui apparaissent tous les 50 ou 75 ans ».

Ainsi donc, il est très difficile de discerner dans les déclarations de Duvalier ce qui est pure démagogie de ce qui est confusion ou essence doctrinale. Il n’y a de conséquent dans le duvaliérisme que l’anticommunisme conçu comme une pratique politique.

Au début Duvalier confia des postes importants à certains de ses partisans réputés « marxistes ». Les frères Jules et Paul Blanchet, des intellectuels opportunistes qui se faisaient passer pour des communistes, furent appelés au cabinet présidentiel.

Hervé Boyer, économiste diplômé d’une université française, qui avait fait montre semble-t-il d’une certaine sympathie pour la gauche durant ses années d’études au Quartier Latin, assuma la charge de Ministre des Finances. Dès lors, avec ces trois « marxistes » dans la poche, sans parler des nombreux membres d’un groupement douteux qui se faisaient passer pour communistes, Papa Doc pouvait frapper les intellectuels progressistes en fonction des exigences de la défense de son royaume.

En 1958, une des accusations lancées contre l'Union des Maîtres de l’Enseignement Secondaire, afin de la dissoudre, fut celle d’être une « organisation communiste ». Les persécutions de 1960 contre les étudiants en grève, et même contre l’archevêque de Port-au-Prince se firent sous le signe de l’anticommunisme. Duvalier et son ministre de l’intérieur du moment, Jean Magloire, ressortirent les pires lois anticommunistes promulguées par le gouvernement de Vincent et Estimé contre les premiers cercles socialistes haïtiens.

Dans la presse et sur les ondes gouvernementales, l’anticommunisme revêtait le ton le plus vulgaire et le plus abominable. Les communistes étaient accusés de « subvertir l’ordre », d’attenter à la liberté et de menacer l’intégrité du « monde libre ». Les militants n’allaient pas seulement finir en prison, mais étaient aussi torturés et assassinés de sang-froid.

[62]

Une des notes confidentielles sur la politique du gouvernement, envoyées aux chefs des missions diplomatiques haïtiennes à l’étranger, sous le titre « le Gouvernement de F. Duvalier est résolument anticommuniste » [[14]](#footnote-14) : dit textuellement : « Si l’on veut comprendre le caractère des relations haïtiano-américaines dans l’ordre politique, il faut se référer à l’anticommunisme fondamental du Gouvernement Haïtien sous la présidence du Grand Humaniste qu’est son Excellence l’Honorable Docteur François Duvalier ».

Le Gouvernement Haïtien (qui en Amérique Latine rompit le premier avec le régime marxiste-léniniste du Premier Ministre Fidel Castro), n’a jamais marchandé son concours et son appui au Leader du Monde Libre qu’il considère, à juste titre, comme le dernier rempart contre le déferlement de la « barbarie communiste ». Il en a donné la preuve aux diverses conférences interaméricaines où il fallait au Grand Ami la quatorzième voix qui devait faire pencher la balance de son côté. Il en fut ainsi à Punta del Este en février 1962 où le vote d’Haïti décida de la mise au ban de Cuba du système interaméricain menacé par la subversion communiste... « Il en a été de même aux délibérations tant du Conseil de Sécurité que de l’Assemblée Générale des Nations Unies. Qu’il se fut agi de la non admission de la Chine Communiste... jamais la solidarité de la République d’Haïti n’a fait défaut à la République étoilée. » Et en signalant le danger que représentent pour l’Amérique Latine, les fauteurs de trouble entraînés à Cuba, en Tchécoslovaquie et soutenus par la Chine et l’Union Soviétique, le document souligne : « L’objet de ces agitateurs est de transformer les structures sociales de l’Amérique Latine et d’instaurer dans notre continent l’ère communiste ». « Ce qui exige que les missions à l'extérieur soient fidèles au mot d’ordre du Chef qui est la vigilance sur tous les fronts et au devoir d’informer la Chancellerie qui se propose à ce sujet de mener par leur intermédiaire une vaste enquête sur la subversion castro-communiste, son organisation, les fins qu’elle vise ».

Ce document ne saurait être plus explicite en ce qui concerne l’anticommunisme du régime, qui se manifeste par ailleurs, dans toute sa rigueur, dans les lycées, universités et centres de travail sous la supervision des techniciens de l’ambassade des U.S.A. Les mouvements étudiants, les organisations syndicales et coopératives indépendantes sont réprimées. On pourchasse systématiquement les citoyens connus pour leurs idées socialistes. Les aspirations populaires sont étouffées, le peuple de plus en plus opprimé. L’anticommunisme sert à assurer la survivance du duvaliérisme et du régime socio-économique en vigueur.

[63]

2- Composition de classes

[Retour au sommaire](#sommaire)

Une analyse de la composition sociale du gouvernement permet d’en faire ressortir certaines lignes de force. Cette composition apparaît à l’examen de l’origine sociale et de la place occupée dans 1’activité économique par les individus les plus représentatifs et les plus favorisés par le régime : ministres membres des pouvoirs législatif et juridique, hauts personnages de l’appareil répressif, préfets de départements, directeurs d’organismes « décentralisés », ambassadeurs, etc..

En prenant pour base le chiffre 100, nous avons :

|  |  |
| --- | --- |
| Propriétaires terriens régionaux et grands spéculateurs [[15]](#footnote-15) | 40% |
| Politiciens professionnels, fonctionnaires de carrière riches professionnels (avocats surtout) issus des classes moyennes et hautes | 30% |
| Éléments issus de secteurs moyens et populaires promus par le duvaliérisme | 15% |
| Commerçants d’origine étrangère et de la bourgeoisie « comprador » | 10% |
| Intellectuels | 3% |
| Industriels | 2% |

Le gouvernement de Duvalier représente donc l'alliance des féodaux locaux, des couches bureaucratiques et des secteurs nationaux du commerce, sans compter les opportunistes des classes moyennes, sous la direction personnelle et exclusive de Papa Doc.

La « Révolution Duvaliériste » a favorisé effectivement la fraction la plus rapace de la classe féodale. Grâce à leur participation au pouvoir, les propriétaires terriens ont renforcé leur position économique, en dépouillant les petits paysans, et en expulsant les propriétaires terriens non duvaliéristes. Parmi ces piliers du duvaliérisme, on peut citer des personnages comme Jean Julmé, ex-ministre de l’intérieur, propriétaire terrien de Grand Bois et de la Croix-des-Bouquets, Fritz Moïse, latifundiste du Sud-Est, Charité Louis, propriétaire des grandes superficies dans l’Artibonite et Weber Kersaint, propriétaire terrien du Sud, député depuis 1957.

La bourgeoisie mercantile et surtout le secteur d’import-export d'origine étrangère a profité de façon considérable de la [64] « Révolution Duvaliériste ». Ses représentants - Baboun, Kawly, Madsen, Assali, Deeb, Hage - ont renforcé leurs positions dans le commerce d'importation. Ils disposent de privilèges spéciaux dans le domaine de la contrebande et de la distribution de certains produits (ciment, huile, tissus, etc..) Ils ont aussi contribué à la faillite de certains secteurs de la bourgeoisie mercantile non identifiés au duvaliérisme, augmenté leur participation politique, leur prestige social et leur intégration à la vie haïtienne, tout en demeurant légalement des étrangers, ou des citoyens nord-américains afin de mieux assurer leur éventuelle retraite.

Quant aux individus de classes populaires et de la basse classe moyenne promus par le duvaliérisme, ils n’ont réussi à récolter que les miettes du festin : ils sont en marge des processus de production et des canaux de distribution. Dans le meilleur des cas, leurs bénéfices n’acquièrent pas un caractère permanent, étant donné l’instabilité de leur condition qui dépend des hauts et bas de leur « côte politique » chez le « Père Spirituel ».

La « Révolution Duvaliériste » représente donc une entreprise d’accaparement des privilèges du pouvoir, par une fraction des classes dirigeantes, la fraction noire, qui au moyen de la terreur et du vol a réussi à renforcer sa position économique, et défend férocement le « statu quo » traditionnel, la structure de la société semi-féodale et semi-coloniale, en s’appuyant sur l’élite traditionnelle d’une part et sur les couches les plus opportunistes de la population d’autre part.

3.- Politique économique  
anti-populaire et désastreuse

[Retour au sommaire](#sommaire)

Il convient de préciser que la « politique économique » du duvaliérisme ne suit pas une ligne consciente et conséquente, en vue d’un but déterminé. C’est plutôt - et en cela elle reste dans la tradition administrative haïtienne - un ensemble de mesures administratives et financières et de pratiques routinières qui exercent dans un sens ou dans l’autre une influence sur la marche des finances publiques et la situation économique de certains groupes de la population. Cette politique est de nature pragmatique et vise en général la résolution de tel ou tel problème, ou à faire face à une conjoncture déterminée.

a) La « coopération bilatérale ».

L’essence de la politique économique de Duvalier, c’est le rêve de faire d’Haïti, un deuxième Porto Rico [[16]](#footnote-16). Mais cette aspiration a aussi un contenu pragmatique. Les investisseurs nord-américains viendraient développer les industries, et monsieur le [65] président exercerait les fonctions d’administrateur et d’agent répressif.

Tant que ce rêve tînt debout, c’est-à-dire jusqu’au « Kennedy Round », la recherche angoissante d’investisseurs étrangers constitua l’aspect le plus important de la politique économique du régime, après la « coopération bilatérale ».

Cette coopération fut établie de 1958 à 1963 par le gouvernement haïtien et la « United States Organization Mission » (USOM), par l’intermédiaire d’un organisme appelé « Haytian American Development Organization (HADO). Deux grands projets élaborés principalement par des techniciens nord-américains bénéficièrent du financement de Washington : a) le projet « Poté Colé » de développement régional, qui prétendait intégrer, moderniser et commercialiser l’économie agraire d’une vaste zone - 3.250 kilomètres carrés de meilleures terres du pays, 12% du territoire et de la population nationale - et favoriser l’éducation par le « développement communautaire » ; b) je projet d’irrigation et de Développement de la Vallée de l’Artibonite (ODVA) axé sur la production du riz afin d’éliminer son importation et parvenir à l’exporter.

Ces « deux pôles de développement », qui se proposaient de donner un élan à l’économie dans son ensemble, succombèrent du fait des contradictions de la structure économique haïtienne, et du contenu historique de l’expérience duvaliériste, comme nous le verrons plus loin.

Dès lors, Papa Doc et les mieux préparés de ses collaborateurs durent faire travailler leur méninge pour remplacer le « brain trust » nord-américain, et surtout, remplir le grand vide laissé par l’aide des U.S.A. Ainsi, peu après la rupture de la « coopération » décidée par le président Kennedy, au moment où l’indignation nationaliste de Duvalier atteignait un ton sensationnel, on annonça un plan structuré de développement économique, appelé « le démarrage ». « Ce plan d’urgence - soulignait Duvalier dans son message du 22 mai 1963 - est la nouvelle et nécessaire « loi de salut » et exige la mobilisation de tous les Haïtiens et de tous ceux qui aiment Haïti, pour faire valoir toutes les ressources du pays, dans une large coopération nationale ».

Ce plan élaboré sur la base de données recueillie par la Mission OEA-CEPAL-BID, envoyée en 1961 par l’Alliance pour le Progrès, prévoyait la somme fantastique de 70 millions de dollars comme montant annuel des investissements, pour augmenter la production nationale brute de 5%.

On lança le « Mouvement de Rénovation Nationale », la « Campagne de Certificats de Libération Économique, et de nombreuses initiatives destinées à assurer le financement du plan... bien qu’en réalité il s’agissait d’assurer le fonctionnement du budget des dépenses publiques.

[66]

b) La machine fiscale

« L’équilibre du budget » a toujours constitué en Haïti la préoccupation principale de l’Exécutif. Grâce à l’aide nord-américaine, Duvalier réussit à se libérer de cette préoccupation dès les premières années de son gouvernement. Un don annuel de sept millions de dollars permettait d’équilibrer le petit budget national de 30 millions de dollars. Mais l’interruption de cette aide entraîna la formulation de tout un ensemble de mesures fiscales qui permettraient de pourvoir aux nécessités budgétaires et extra-budgétaires.

On mit alors en marche une lourde machine d’imposition. Les taxes sur tous les biens de consommation triplèrent ou quadruplèrent [[17]](#footnote-17). Une curieuse institution naquit : la « Loterie de Libération Économique ». Tous les salariés - de l’industrie, du commerce ou de l’administration publique - toutes les entreprises commerciales et industrielles furent obligés à acheter des « certificats de libération » à un prix qui représentait un dixième des salaires ; en échange, ils participaient au tirage de la loterie qui permettait de gagner une automobile, un réfrigérateur, etc.

Alors, la pratique des petites loteries se généralisa. Financées par des commerçants, des usuriers et des fonctionnaires de différentes catégories, elles se fondaient sur les listes des numéros gagnants de la loterie de Cuba, dont les résultats étaient captés à la radio. Le gouvernement officialisa ces jeux de hasard (« borlette », déformation du mot espagnol boleta) en percevant en retour des impôts sur leur fonctionnement. Le moment arriva où la « borlette » commença à faire concurrence à la « Loterie Nationale » et à créer une infinité de conflits entre les « macoutes » et la population. Le gouvernement se trouva alors dans l’obligation de l’interdire. Cependant, l’activité économique de type nerveux engendrée par ce jeu avait atteint de si vastes couches de la population qu’il continua à fonctionner, clandestinement.

Dans tous les domaines, les charges fiscales d’imposition augmentèrent. Les produits agricoles, les articles de consommation massivement importés devinrent de plus en plus chers, ce qui fit augmenter les impôts sur les revenus personnels.

D’autre part, les articles de luxe d’importation demeuraient exempts de taxes pour « attirer le touriste » et les entreprises industrielles les plus importantes continuèrent à jouir d’exemptions douanières.

Pour augmenter ses revenus, le gouvernement institua les « Contributions de Solidarité », et une série de gabelles abusives et médiévales. Selon le journal clandestin « Voix du Peuple », le [67] chef de section rurale de la plaine Cul-de-Sac obligea les paysans à payer 3 gourdes et demi en cas de décès d’un des membres de leur famille et 3,25 pour le permis d’inhumer. L’agent agricole réclame dix, vingt ou trente gourdes pour la permission de couper un arbre. L’agent fiscal fait payer deux, trois fois ou plus le droit d’assise aux marchés et perçoit des impôts qui parfois représentent le tiers de la valeur des marchandises.

Étant donné le caractère médiéval, coercitif et anarchique de tels impôts, la population ignore si l’argent recouvré va réellement au Trésor Public ou dans les poches des fonctionnaires et agents duvaliéristes. Souvent le TTM exige, par des menaces ouvertes, le paiement d’une contribution « volontaire ». Autant de pratiques de perception fiscale qui rappellent la Chine des Mandarins.

Par ces moyens forts, le régime a cherché à faire face à ses obligations financières immédiates. Le résultat en a été un déséquilibre budgétaire accentué. En 1962-63, le total des revenus de la République atteignait 26.5 millions de dollars et les dépenses 27.2 millions. En 1963-64 les chiffres respectifs furent de 21.18 et 23.8. Les employés des services publics restaient deux ou trois mois sans recevoir de salaires.

Cette politique s’orientait aussi vers des travaux d'envergure comme « Duvalier-Ville » et l’aéroport international de Port-au-Prince. Ces deux grandes œuvres ont été portées aux nues comme étant le fruit de l’effort national ». Elles ont facilité, en fait de scandaleux transferts de « pouvoir d’achat » du secteur public au secteur privé duvaliériste.

Comme conséquence tragique de cette politique les charges fiscales devinrent de plus en plus lourdes pour les secteurs populaires et les couches moyennes, les acculant à une plus grande misère.

c) Les dépossessions

C'est un aspect très peu connu de la politique duvaliériste malgré les dénonciations réitérées des organisations clandestines proches de la réalité paysanne.

Sous le règne duvaliériste, on a assisté à un transfert considérable de la propriété agraire : de nombreuses terres sont passées des mains de certains latifundistes traditionnels à celles de latifundistes duvaliéristes et hauts fonctionnaires. Les terres de l’État ont été accaparées et celles des paysans font l’objet de constantes offensives de dépossession.

Ce mouvement commença en 1958 dans l’une des régions les plus prospères du pays, le bassin du fleuve Artibonite, pour s’étendre à tout le territoire, avec une force particulière dans la vaste plaine du Cul de Sac, et aux alentours de Port-au-Prince.

[68]

Les publications clandestines ont souvent signalé les duvaliéristes influents comme de grands accapareurs de terres dans tout le pays. Les grands « macoutes » locaux sont des monopoleurs, mais il leur arrive parfois d’être dépouillé par des collègues plus influents.

Toute la force d’intimidation et de répression de l’appareil duvaliériste a été mise au service de cette politique de rapine. Ces contradictions économiques entre la paysannerie et les latifundistes ont accentué les prémisses objectives à la mobilisation politique des paysans. L’arrière-pays si souvent exalté par la démagogie officielle est la victime la plus éprouvée de la « Révolution Duvaliériste ». De là, les manifestations de mécontentement de la paysannerie dans tout le pays : dans l’Artibonite en août 1966 ; dans la plaine du Cul de Sac, en permanence depuis 1967 ; dans le Nord à la fin de 1967 et en 1968 ; dans le sud, dans la région de Jérémie au cours des premiers mois de 1968.

d) Bilan d'un long régime

On dit que l’enfer est pavé de bonnes intentions. Tôt ou tard, quand le duvaliérisme se verra la proie du feu infernal de la révolution populaire, il aura à son actif un grand nombre de plans, de projets et de programmes qu’il n’a jamais pu réaliser. Il est peu probable qu’un tel actif puisse réduire la terrible responsabilité de l’incurie de plus de dix ans de gouvernement.

Il est possible que le rêve du pouvoir à vie ait été suscité dans l’esprit de Duvalier [[18]](#footnote-18) par cette vision menaçante. Ancien intellectuel aux « idées progressistes », pendant de nombreuses années, il déclara nourrir de grandes ambitions pour le destin de son pays et de sa race. Une fois au pouvoir, il put se rendre compte qu’il n’avait réalisé aucun des plans ou aspirations qu’il voulait léguer à la postérité.

1) Dès son accès à la présidence, il reconstitua le « Grand Conseil Technique » organisme destiné à faire des recherches en vue d’élaborer et planifier tout ce qui concerne le développement économique. Les technocrates les plus connus des rangs duvaliéristes, en firent parti. De fait, le « Grand Conseil Technique » devint un nid de sinécures pour fonctionnaires grassement rétribués.

[69]

2) En 1959, le Gouvernement annonça à cor et à cri une campagne nationale d’alphabétisation et créa de nouveaux impôts pour son financement. Quatre ans plus tard, le plan n’avait toujours pas été mis en application. En 1963, fut créé l’Office Nationale de d’Éducation Communautaire (ONEC) dont l’un des buts était de favoriser l’éducation des adultes. En 1967 quand on fit le bilan de l’activité de l’ONEC, on s’aperçut qu'elle n’était parvenue à éduquer que 60.000 adultes.

Seulement 16.65% des enfants haïtiens en âge scolaire allaient à l’école en 1966. L’accroissement démographique et le rythme lent de création d’écoles ont donné à Haïti la caractéristique peut-être unique au monde, d’être un pays où le nombre d’analphabètes augmente chaque année au lieu de diminuer. 89% d’analphabètes en 1950 ; ce pourcentage est monté actuellement à 92%.

3) Au milieu de l’année 1959, quand Cuba entreprit sa réforme agraire popularisant aussi cette pratique en Amérique Latine, Duvalier pensa également promulguer sa loi de réforme agraire, éblouissant projet préparé par quelques « techniciens » qui le conclurent sans tenir compte des nécessités paysannes et sans savoir en quoi consistait exactement une réforme agraire.

4) Le projet ne sortit jamais des archives. 4) 1959-60 fut décrétée « Année du Salut Économique ». Le salut viendrait du Nord, sous la forme d’une aide budgétaire de 7 millions de dollars. L’année 1960-1961 fut celle de « la Bataille Économique à Gagner ». En janvier 1962 on créa un « Conseil Permanent d’Action de Libération Économique » (CPALE).

5) C’était l’époque où la coopération bilatérale était à son apogée, c’est-à-dire que chaque ministre avait son « conseiller » yankee. 5) En mai 1963 naquit le plan de « démarrage », déjà cité, et le 1er juillet 1963 fut créé le Conseil National du Développement et de la Planification (CONADEP), avec à sa tête le Président de la République lui-même. Sur les 70 millions de dollars en investissements annuels prévus dans le cadre de ce plan grandiose, on n’a pu atteindre pour l’année 1964-65 qu’un investissement total de 1.200.000 dollars. Au cours de l’année 1966 le CONADEP dût renoncer à ses projets d’investissements et resta dans l’attente d’une hypothétique aide « massive » promise par l’ALPRO.

Pour justifier autant d’échecs le régime a évoqué à plusieurs reprises les cyclones qui se sont abattus sur Haïti avec une singulière violence - L’« Ines » en 1963, le « Flora » en 1964 - ruinant ainsi en grande partie la récolte du café. La vérité c’est que ce bilan négatif traduit l’incapacité et le gaspillage systématique qui caractérise l’État policier haïtien, l’inefficacité de tout un régime. Et en profondeur, la crise de structure d’une société semi-féodale et semi-coloniale.

[70]

De ce point de vue, le phénomène Duvalier n’a pas son équivalent dans toute l’Amérique Latine contemporaine. Au cours de ses trente ans de gouvernement, Porfirio Diaz a contribué à établir les bases du développement économique du Mexique moderne. Au Vénézuela le Général Vicente Gomez, en livrant aux compagnies nord-américaines le pétrole vénézuélien, favorisa le développement d’une infrastructure économique qui contribua à la naissance du capitalisme dans le pays (un capitalisme tributaire de l’impérialisme). Après 31 ans de dictature en République Dominicaine, Rafaël Léonidas Trujillo put s’enorgueillir d’avoir donné à sa nation une période de prospérité avec un développement industriel important, surtout dans le domaine de l’exploitation sucrière. La dictature de Fulgencio Batista, à Cuba, coïncida avec une époque d’activité économique, financière et touristique intense, qui permit quelques réalisations spectaculaires, comme le tunnel de La Havane, que le gouvernement pouvait présenter comme un fruit de sa gestion. La dictature de Duvalier n’a à son actif aucune œuvre d’infrastructure, aucune réalisation importante, rien qui puisse alimenter sa démagogie, ou même donner à « l’ère duvaliériste » le vernis d’un mal nécessaire... Papa Doc eut beau consentir à hypothéquer le pays au capital nord-américain, le bilan de son gouvernement reste tragiquement négatif. On pourra tout au plus porter à son crédit le pavage de l’Avenue Dessalines à Port-au-Prince (sept kilomètres), la construction de l’aéroport de la capitale, d’un local moderne pour le bureau central des Contributions Fiscales et d’un édifice des plus modernes pour le Quartier Général de Police. La dictature ne peut pas se glorifier d’avoir fait davantage.

[71]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre IV

LE DUVALIÉRISME ET  
LES AUTRES FORCES SOCIALES

« Tout un peuple affligé de silence

se déploie dans l’argileux mutisme des abîmes

et s’inscrivant dans les rétines

le mouvement ouateux a remplacé le verbe.

La vie partout est en veilleuse »

Anthonv PHELPS, poète exilé.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le type particulier de rapports maintenus avec les différents groupes sociaux du pays - la bourgeoisie, l’armée, le clergé, la classe ouvrière, le secteur étudiant - a constitué un des traits sui generis du phénomène Duvalier.

Aucune de ces forces n’a appuyé le régime, mais aucune ne l’a combattu de façon conséquente et continue, malgré les conflits ou escarmouches qu’elles lui ont livré durant certaines périodes. Autour de la grande force centripète que constitue la terreur macoutique s’est établi un équilibre très spécial.

Dans le schéma des rapports avec le gouvernement, ces secteurs n’interviennent pas non plus comme « groupes de pression ». Ils sont absorbés ou dépersonnalisés. La terreur, seule force de cohésion, est décisive dans la dynamique de l’équilibre. Elle agit avec efficacité justement par sa capacité d’anéantir les divers groupes qui ont tenté d’organiser leurs impulsions à l’action.

1. La bourgeoisie : mariage d'intérêts

[Retour au sommaire](#sommaire)

La politique du gouvernement en ce qui concerne la bourgeoisie peut se résumer en deux tendances qui correspondent [72] aux deux moments du processus de consolidation qui mène à la Présidence à vie.

a) Déplacement d'un secteur de cette bourgeoisie qui s’était liée trop étroitement aux adversaires de Duvalier ou qui avait manifesté par la suite, trop d’indifférence ou d’hostilité.

Certains éléments de ce secteur sont en exil ou bien ont vu se détériorer leur situation économique. Les couches de la bourgeoisie connues comme anti-duvaliéristes déclarés ou clandestins ont été éliminées ou dépouillées de leurs biens. b) Flatteries, concessions, avantages pour l’ensemble de la bourgeoisie mercantile qui en est venu à appuyer le régime de gré ou de force.

Dans ses rapports avec la bourgeoisie, Duvalier a utilisé la technique de la carotte et du bâton : lui montrant les avantages de la collaboration, et le danger - mortel - de l’opposition. Mais on ne peut dire que la bourgeoisie dans sa majorité a vraiment soutenu le régime. Elle ne s’est pas intégrée au pouvoir, bien qu'elle l’appui et en tire profits. En règle générale, elle essaie de ne pas avoir de problèmes avec le gouvernement qui constitue une garantie contre l’agitation ouvrière, le syndicalisme, etc. Les plus gros capitalistes d’Haïti et les entrepreneurs des grandes firmes impérialistes, ceux qui se consacrent à l’importation et à l’exportation, sont des étrangers : Madsen (Danois), Reimbolt (Allemand), Brandt (Anglo-Jamaicain), Assali (Syrien). Ils ont compris, dès les débuts, les avantages que pourraient leur apporter un rapprochement du gouvernement. C’est dans cette optique, qu’en 1960, Brandt [[19]](#footnote-19) finança la construction de l’Avenue J-J. DESSALINES, au coût de $2 millions. Les autres ont toujours répondu « présent » à tout appel de « solidarité » économique lancé par le gouvernement.

Les autres représentants de la bourgeoisie commerçante, surtout les membres de l’aristocratie traditionnelle, ont dû se résigner. Souvent, lorsque les affaires périclitent, ils ont le privilège de recourir à Duvalier. Ils reçoivent alors une enveloppe cachetée. En outre, leurs meilleurs clients sont les hauts fonctionnaires du régime. Mais objectivement, la crise économique et la baisse des affaires, l’augmentation des impôts, la corruption administrative, la ruine de l’économie nationale dont autant de facteurs qui ne font pas coïncider les intérêts de la bourgeoisie à ceux du régime duvaliériste. Plus par intérêt, cette bourgeoisie soutient Duvalier par obligation. Et récemment s’est ajouté un autre élément : le fantôme de la révolution populaire, la peur de l’avenir. Entre temps, les bonnes affaires ont créé la solidarité.

[73]

Quant au secteur duvaliériste de la bourgeoisie, peu important, il s’est livré corps et âme. Il est formé principalement de commerçants syriens et libanais qui dominent le commerce du textile et jouissent depuis un demi-siècle d’une position privilégiée, sans s’être pour autant intégrés à la vie nationale. Ces commerçants étrangers de même qu’un certain secteur haïtien de cette bourgeoisie commerçante, ont réussi à occuper des positions importantes dans l’administration publique (ministres, ambassadeurs, consuls) et des positions politiques stratégiques pour arrondir leur fortune. Tel est le cas des Baboun, Kawly, Elias Cassis ou du banquier Clémard Joseph Charles.

En résumé, les contradictions qui ont opposé la bourgeoisie à Duvalier n’ont pas dépassé la force de cohésion qui l’a rendu solidaire du régime. Elle n'est donc pas la force qui maintient Duvalier au pouvoir. Elle s’est plutôt mise au service du duvaliérisme et fait partie intégrante du bloc hégémonique qui reconnaissent en Papa Doc le défenseur et le garant le plus sûr du régime socio-économique d’exploitation.

2.- L'Armée :  
complice-victime et victime-complice

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le régime duvaliériste, régime de violence, ne s’appuie pas non plus sur l’armée. C’est précisément parce qu’il est né d’une césarienne effectuée par les mitraillettes du Général Kébreau, que Duvalier tira toutes les leçons de cette capacité de l'Armée de faire et de défaire les gouvernements.

Arthur Espaillat, qui pendant longtemps fut le chef des services secrets de Trujillo, rappelle comment, quelques mois avant que Kébreau eût assuré le siège présidentiel à Duvalier, le Généralissime commença à faire naître chez le Général haïtien l’idée d’un coup d’état contre Duvalier. « Trujillo faisait davantage confiance aux militaires de carrière » observe Espaillat. Nous avons déjà dit que les ambitions de Kébreau ont été rapidement neutralisées. Après lui, trois autres Chefs d’État-Major prirent le chemin de l’exil. Le dernier d’entre eux, le Général Boucicaut se réfugia dans une ambassade étrangère.

L’institutionnalisation du corps des *Tontons Macoutes* n’a eu, au début, d'autre visée que celle de neutraliser l’armée traditionnelle. De nombreux membres de l'armée, de différents grades, participèrent à ce processus d’auto-neutralisation. Ce furent les militaires duvaliéristes de la première heure, ou des opportunistes désireux d’accumuler rapidement une fortune. De nombreux officiers de carrière, haut placés, assistèrent, impuissants, à ce processus. Duvalier ne tarda pas à les éloigner. Il condamna au même sort de nombreux inconditionnels qui avaient contribué à entrainer les Tontons Macoutes et qui mêlés à eux participèrent aux rafles et assassinats nocturnes.

[74]

Dès le début, il y eut des frictions, de la méfiance, et des conflits pour des questions de compétence et d'autorité, entre la garde prétorienne et l'armée de métier. Il y eut des excès de langage et d’orgueil de la part des « civils » qui avaient acquis plus d’autorité et regardaient avec mépris ou même insultaient parfois des officiers supérieurs. D’où les sentiments de frustration et les susceptibilités foulées aux pieds des militaires qui, jadis, tout-puissants, devaient à présent se courber devant des civils.

Mais ces conflits n’aboutirent jamais à une rébellion. C’est sans doute une preuve de plus de l’habileté machiavélique du « Chef suprême des Forces Armées » et des « Volontaires de la Sécurité Nationale »[[20]](#footnote-20). Cependant les conflits ouverts ne manquèrent pas. Le plus connu et le plus significatif survient le 11 Février 1967, lorsqu’un tueur duvaliériste tout puissant connu sous le nom de Ti Bobo fut abattu par un caporal de l’armée qu’il avait auparavant outragé. Duvalier ordonna des « funérailles officielles » pour Ti-Bobo qui fut décoré post-mortem de l’ordre Jean-Jacques Dessalines, la plus haute décoration du pays. L’État-Major de l’Armée au complet dût assister aux funérailles.

Les conflits de l’armée avec la direction « duvaliériste » ont été abondantes. Au cours de la dizaine d’années de l’ère duvaliériste, plus de 200 officiers ont été victimes de la politique d’épuration systématique. Quelques-uns pour n’avoir pas été de l’avis de Duvalier en 1957-58, d’autres pour avoir eu la renommée d’être « incorruptibles » ou indépendants, beaucoup enfin, pour avoir été soupçonné de manque de loyauté ou de participation directe à des complots.

Ces purges prirent une ampleur extraordinaire à la suite du ; complot d’Avril 1963 et frappèrent plus de 70 officiers. La majorité des pourchassés eut le temps de fuir à l’étranger ; d’autres comme le lieutenant Max Paris, les colonels Multidor et Turnier, furent assassinés dans un débordement de violence.

En novembre 1966 eut lieu une nouvelle opération de « nettoyage ». Les militaires poursuivis à cette occasion furent accusés de complicité avec un groupe d’exilés qui préparaient une invasion. Vingt et un officiers furent radiés et parmi eux les frères John et Daniel Beauvoir, ainsi que le colonel Roger Nelson.

Tous trois avaient un long passé de brutalité dans l’armée et avaient été des duvaliéristes de la première heure. Les plus compromis, les frères Beauvoir, réussirent à se réfugier dans une ambassade étrangère. Leurs maisons furent saccagées et leurs biens confisqués.

[75]

En Mai-Juin 1967, une nouvelle purge, la plus sanglante, se termina par l’exécution de 19 officiers.

Cette politique systématique vis-à-vis de l’armée lui enleva son prestige et réduisit notablement sa force politique. Peu d’officiers jouissent de la sympathie de la population et sont susceptibles de récupérer une conjoncture politique au profit de l’armée. Et en même temps que Duvalier dégradait les officiers de carrière, il facilitait l’ascension de jeunes sous-officiers ambitieux et inconditionnellement attachés à sa personne. Cette manœuvre a provoqué à un niveau déterminé une certaine fusion entre les TTM et l'armée. D’anciens soldats qui jouaient en même temps le rôle privilégié « d'exécuteurs directs des décisions de Papa Doc », ont accédé au grade d'officier. Sans avoir passé par une académie militaire, sans prestige social, ils sont placés aux points stratégiques de la hiérarchie de l’armée et du corps des TTM. Le colonel Gracia Jacques, chef de la Garde Présidentielle, les colonels Breton Claude et Luc Pierre-Louis, chefs militaires des Casernes Dessalines sont des quasi-analphabètes.

Il est naturel que cet aspect de la politique duvaliériste ait préoccupé Washington. Bien que l’armée ait été la force organisée capable de garantir le maintien du système, elle ne put fonctionner comme telle pour renverser Duvalier. D’autre part, cette force n’est pas aussi bien organisée que le désire Washington. La majorité des officiers et des hauts-gradés révoqués avaient étudié dans des académies militaires. Certains s’étaient spécialisés aux États-Unis, en se distinguant par leur zèle et du point de vue technique, ils constituaient la charpente de l’armée professionnelle. La politique de Duvalier réussit à détruire cette charpente, dans son aspect hiérarchique, en faisant accéder à des grades ad honorera, sans tenir compte du tableau d'avancement, quelques-uns de ses inconditionnels.

C’est ce qui explique que l’armée n’ait jamais apporté à Duvalier un appui total et inconditionnel. Les cadres de l'armée s'appuient sur la structure duvaliériste pour subsister, et cela donne l’impression que dans son ensemble elle soutient Duvalier.

La différence entre cette situation et celle de la dictature de Trujillo est radicale. À Saint-Domingue, les Forces Armées constituaient la charpente du pouvoir de Trujillo ; dans l'Haïti de Duvalier, elles ont plutôt joué le rôle de point d’appui, pour finir par constituer une sorte de revêtement extérieur lézardé. Là aussi le phénomène Duvalier sort du cadre général des dictatures militaires latino-américaines et se rapproche plutôt du fascisme hitlérien.

[76]

3.- Le Clergé

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le rôle et l'attitude du clergé face au régime actuel d’Haïti sont assez singuliers. On trouve ici le contre-pied des attitudes habituelles de l’Église Catholique face aux dictatures du même genre.

Dans l’Espagne franquiste, comme en République Dominicaine, on a assisté dans les premières années, à un appui total du Clergé, suivi d’une longue période de collaboration, pour aboutir à une attitude de prudence, débouchant, selon le cas, sur la réserve, l’attente ou la rupture de certains milieux de l’Église ou de celle-ci dans son ensemble.

En République Dominicaine, après avoir longtemps soutenu le Benefactor, l’Église fut la première institution, jouissant d’une relative immunité pour déclarer la guerre à la dictature de Trujillo. L’homélie de l’Archevêque de Saint-Domingue, en Janvier 1960, condamnant le trujillisme fut le prélude à la marche funèbre du dictateur dominicain.

En Haïti, l’Église Catholique a été la première institution à dénoncer les abus du gouvernement et à souffrir de la répression duvaliériste. Dès 1957-58, aussi bien du haut de la chaire que dans les colonnes de sa presse, et même dans une lettre pastorale de Monseigneur Poirier, Archevêque de Port-au-Prince, elle blâma les premiers actes d’arbitraire du régime, en particulier une incursion de la police à la cathédrale de Port-au-Prince pour réprimer violemment des citoyens qui manifestaient leur opposition en priant « pour le salut de la Patrie ». Cette position s'expliquait, en partie, par l’appui du clergé à la candidature de Louis Déjoie, opposée à celle de Duvalier. Mais en même temps, elle correspondait aux aspirations démocratiques d’un large secteur de la population. Certains prélats français furent expulsés dont l’Archevêque Poirier.

Jusqu’alors pour montrer qu’il jouissait de l’appui d'un secteur du clergé, Duvalier avait nommé successivement deux prêtres haïtiens ministres de son gouvernement. Plus tard, le Père Jean-Baptiste Hilaire, chapelain du Palais National, se convertit en un véritable Tonton Macoute en soutane.

En 1960, lors de la grève des étudiants, comme la jeunesse universitaire catholique se solidarisait avec le mouvement, le gouvernement accusa l’Archevêque Poirier d’avoir fait don de sept mille dollars aux « étudiants communistes ». Ceci servit de prétexte à l’expulsion, le 24 Novembre 1960, de cet Archevêque français d’origine et à l’interdiction du journal catholique « La Phalange », Duvalier fut excommunié par le Saint-Siège. Peu de mois après, Monseigneur Rémy Augustin, citoyen haïtien et l’évêque français Monseigneur Robert, ainsi que de nombreux ecclésiastiques, étaient expulsés manu militari. Par décision [77] gouvernementale, le Grand Séminaire pour la formation prêtres, cessa de fonctionner.

Trois ans après, la persécution atteignit Monseigneur Angénor, régent de l’Episcopat et duvaliériste connu. Pour avoir osé réclamer lors d’un sermon, d’une manière fort modérée, la libération des prisonniers politiques, il fut démis de ses fonctions épiscopales et condamné à la résidence surveillée. Cette même année 1964, 18 jésuites canadiens furent expulsés.

Les relations diplomatiques entre le Vatican et Haïti restèrent en suspens. Et à l’intérieur du pays quelques prêtres se mirent à coopérer à la lutte contre le dictateur.

Le 11 août 1966, une mission spéciale du Vatican, avec à sa tête Monseigneur Antonio Samora, Secrétaire d’État de la Sacrée Congrégation, arriva en Haïti, afin de négocier un accord entre le Saint-Siège et le gouvernement de Duvalier, en vue de normaliser la situation officielle de l’Église d’Haïti. Une nouvelle hiérarchie catholique, nommé par Duvalier, parmi les prêtres haïtiens, garantissait la cordialité nouvelle des rapports entre l’Église et l’État.

Ainsi, après une décade de blâmes et de froideur envers la dictature, le clergé catholique entra dans une ère de coopération qui constituait une victoire pour Duvalier. La presse officielle ne rata pas cette occasion ; et Duvalier dans un message, le 26 Octobre 1966, donna libre cours à son enthousiasme pour un tel triomphe, « victoire de sa foi en les plus hautes valeurs spirituelles et transcendentales de la civilisation haïtienne, humaine et chrétienne. » Il déclara en cette occasion : « Éclairés comme nous le sommes par le Saint-Esprit, Sa Sainteté le Souverain Pontife Paul VI et Moi, bien persuadés de nos responsabilités nous ne pouvions nous permettre d’agir selon notre intuition ou nos seules passions. Rendons grâce au Très Haut de nous avoir permis d’accomplir notre haute mission envers le peuple et la nation haïtienne. » Peu après, à l’occasion de la remise des lettres de créance du nouveau Nonce Apostolique, il s’écria : « En toute humilité, nous considérons la cérémonie d’aujourd’hui comme une nouvelle preuve de la légitimité de notre cause. » Et bientôt, la nouvelle hiérarchie ecclésiastique formée d’évêques haïtiens, nommés par Duvalier et approuvés par le Vatican, s’alignait sur les positions officielles et l’Archevêque de Port-au-Prince, Monseigneur Ligondé, la plus haute autorité de l’Église Catholique haïtienne, surgissait comme un fervent serviteur de la dictature, ami personnel de Duvalier, prêt à faire exercer la répression sur les membres non-alignés du clergé.

Les concessions de l’Église ont fait le jeu de Duvalier, mais la profonde signification de cet appui au régime ne peut passer inaperçue : l’Eglise, comme l’ensemble des citoyens, comme tous les autres groupes de pression, a été terrorisée par le « Père [78] Spirituel ». La répression et la menace de coups encore plus féroces ont ébranlé le ressort de cette institution, incluant la plupart des membres du bas clergé qui ont la possibilité de connaître de près les souffrances du peuple.

Préoccupée par sa survivance, spécialement au moment où l’implantation des missions protestantes financées par les États-Unis, acquéraient une force extraordinaire, l’Église a préféré ouvrir ses bras au régime et sacrifier sa solidarité à la cause populaire.

4.- Les Syndicats

[Retour au sommaire](#sommaire)

La classe ouvrière syndiquée est le « groupe de pression » qui le plus longtemps possible et de la façon la plus conséquente, a joué son rôle dans l’ère duvaliériste.

Jusqu’en 1957-58, il n’existait pas en Haïti de mouvement syndical organisé, conscient de ses intérêts et indépendant du pouvoir politique. Le mouvement syndical, né en 1946, s’était laissé entraîner par le populisme de Daniel Fignolé. Peu à près, il tomba sous la férule officialiste des gouvernements d’Estimé et de Magloire. D’autant plus qu’il avait à sa tête à ce moment des leaders non formés et corrompus. Â la chute de Magloire en Décembre 1956, les premiers véritables syndicats apparurent avec une nouvelle orientation et des revendications de classe. Le 18 Août 1958 se constitua l’Union Intersyndicale d’Haïti, regroupant les principaux syndicats. Apolitique, l’Union se fixait pour objectif la défense des intérêts et même un anti­duvaliérisme. Cette position, soutenue depuis le début par la majorité de la classe ouvrière, assura pendant un certain temps à l’UIH une certaine immunité. C’était encore l’époque où le système duvaliériste essayait de paraître comme une version tropicalisée de « démocratie représentative ».

L’UIH développa d’intenses efforts de mobilisation et concentra son action sur la défense des intérêts professionnels, les salaires et les revendications économiques des travailleurs. Mais les affrontements directs (syndicats-patrons) donnaient lieu à certains heurts avec les agents gouvernementaux de conciliation qui se rangeaient souvent du côté du patronat. Il ne s’agissait pas, cependant, de conflits directs avec le pouvoir, mais de défense des intérêts acquis des travailleurs [[21]](#footnote-21). La classe ouvrière arracha quelques conquêtes. L’UIH surgit comme une force ouvrière autonome liée à la masse des travailleurs. [79] Et certains leaders syndicalistes pro­gouvernementaux durent accepter l’orientation définie plus haut.

La gauche révolutionnaire travaillait à tous les niveaux de l’Union. Les victoires obtenues par l’UIH, son implantation dans la classe ouvrière à l’échelle nationale étaient renforcés par de nombreuses activités éducatives et culturelles réalisées par des militants communistes.

Grâce à sa tactique de non-affrontement direct, l’UIH put se consolider, en profitant dans une certaine mesure, de la démagogie officielle. Se retranchant derrière son apolitisme, elle se refusa en maintes occasions à signer des manifestes de soutien à Duvalier. En même temps, son bulletin « Auberge » appuyait la Révolution Cubaine et dénonçait l’impérialisme, à l’époque où la dictature avait déjà la mainmise sur toutes les institutions. Ne pouvant compter sur l’appui de l’UIH, le gouvernement sollicita celui de syndicalistes corrompus qui n’avaient pas le soutien de la classe ouvrière.

À la mi-décembre 1963, l’UIH dénonça dans son journal, la concession faite par le gouvernement, de grandes étendues de terres à une compagnie américaine, le HACOR, et les dépossessions dont avaient été victimes les paysans du Nord. Peu après, elle déclencha une grève de solidarité avec les travailleurs d’une manufacture de tabac appartenant à des Nord-Américains. Ces travailleurs réclamaient de meilleurs salaires.

C’était peu après Assassinat de J. F. Kennedy et Duvalier négociait la reprise des relations avec Washington. L’une des garanties offertes fut l’interdiction de l’UIH et l’arrestation de ses dirigeants. Un arrêt de la Cour Suprême donna un caractère juridique et légal à cette interdiction. Les locaux de l’UIH furent forcés et saccagés. Les 13 dirigeants incarcérés « légalement », ne furent pas torturés et aucun d’eux ne fut assassiné [[22]](#footnote-22). Peu après la Fédération des Syndicats Chrétiens devait elle aussi disparaître.

Les syndicats continuèrent à exister. Le duvaliérisme ne parvint pas à réorganiser le mouvement syndical avec des hommes à sa solde, peut-être par manque d’hommes acceptant de s’y prêter et peut-être aussi à cause du discrédit absolu des leaders pro-gouvernementaux. Même s’il ne s’intégra pas à la structure du pouvoir terroriste, le mouvement syndical devint une force dans un dynamisme interne, incapable de mener la moindre lutte. Dans sa démagogie paternaliste, le gouvernement promulgua un « Code du Travail François Duvalier » qui démontrait « l’immense préoccupation du Chef de l’État pour la classe ouvrière ». Il lui suffisait dorénavant de pouvoir disposer en des occasions déterminées d’une longue liste de « dirigeants [80] syndicaux » qui souscrivent pleinement à la politique du Président à Vie et condamnent « les activités des apatrides ».

La masse des travailleurs n’accepta même plus de participer au traditionnel défilé du 1er Mai. Elle ne faisait plus confiance à la bureaucratie syndicale et ne croyait plus, à la possibilité de mener avec celle-ci des luttes proprement économiques. Le duvaliérisme est pour elle, la stagnation des salaires depuis des années, l’augmentation du coût de la vie et des impôts.

Sur le plan politique, les ouvriers comme le reste de la population sont terrorisés. Ils savent qu’il n’existe aucune possibilité de lutte syndicale légale. Seulement la minorité la plus avancée à découvert la possibilité et l’existence d’une lutte clandestine qui va au-delà des revendications économiques et y prend part activement.

En résumé, on ne peut pas dire que le mouvement syndical appuie Duvalier. Celui-ci utilise les dirigeants corrompus et opportunistes, en les faisant parler au nom de la classe ouvrière. Et comme le mouvement syndical est extrêmement faible, et qu’il n’existe pas en son sein une hiérarchisation qui rende la classe ouvrière solidaire de l’attitude des dirigeants - ou qui l’oblige à obéir aux directives - les déclarations de ceux-ci sont un simple moyen de propagande dont profite le gouvernement. Si le duvaliérisme n’a pas réussi à « macoutiser » le mouvement syndical, il a cependant réussi à le neutraliser, à étouffer son esprit revendicatif, à le réduire au silence par la terreur et en préconisant la nécessité d’une collaboration entre le capital et « les forces vives du travail », collaboration dont le patronat tire l’essentiel des avantages. Il ne s’agit, somme toute, que de créer un climat favorable à l’épanouissement des investissements étrangers rêvés.

5.- Les étudiants

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le milieu étudiant a été l’objet d’une pénétration policière systématique. L’admission à l’Université est conditionnée de façon à permettre au gouvernement d’avoir des inconditionnels dans les rangs de chaque promotion, chaque école ou faculté. En 1960-61, pendant la grève des étudiants, cette politique appliquée depuis la période électorale fut évidente. Tous ceux qui échouèrent aux examens d’entrée de la Faculté de Médecine ou de l’École polytechnique furent appelés à être briseurs de grèves. On leur offrit la possibilité de poursuivre leurs études en prenant la place des étudiants grévistes. Certains étudiants plus zélés furent enrôlés dans la Milice Universitaire avec pour mission d’espionner leurs camarades. Ce processus de « macoutisation » de l’université reçut une consécration légale au début de [81] 1961 dans le décret établissant les « règles de fonctionnement de l’Université d’État d’Haïti.

De chaque étudiant, on exigeait une profession de foi duvaliériste en guise d’examen d’admission. Il devait se chercher un parrain dans les hautes sphères gouvernementales. Même et surtout quand il n’avait pas la réputation d’être duvaliériste, c’était une condition sine qua non à son admission[[23]](#footnote-23). Cette politique, ajoutés à la répression permanente, a démantelé et découragé, le milieu étudiant. L’idée d’une association universitaire est inconcevable. Pour se gagner l’appui des étudiants, le gouvernement doit souvent recourir aux mesures les plus grossières, comme de choisir un ou plusieurs inconditionnels pour prononcer en certaines occasions des hommages au « Grand intellectuel, Réformateur de l’Université et Protecteur des étudiants », ou de féliciter Monsieur le Président pour son anniversaire (Jour de la Gratitude Nationale), ou de célébrer certaines victoires politiques.

Le duvaliérisme a procédé froidement et de façon calculée, à la neutralisation des « groupes de pression » connus dans les « démocraties représentatives » comme les régulateurs et les correcteurs de conduite du pouvoir établi. Dans le cas de la presse, il s’est complu à l’embrigader sous le drapeau officiel. L’armée a été privée de sa force et de son autorité. Les groupes étudiants et ouvriers ont été tout simplement démantelés.

On peut donc parler, vu les conditions historiques du phénomène Duvalier et son mode de consolidation spécifique, de l’inefficacité en soi des pressions de type traditionnelles. Face à ce régime dur et inflexible, il n’existe aucun moyen pour lui arracher des concessions et des victoires partielles. Le changement ne peut être alors que total et radical. Et le problème est d’attaquer le régime dans ses racines profondes. Ainsi en décide la nature des mécanismes d'oppression et de répression mis en marche par ce gouvernement.

[82]

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier**

Chapitre V

LA PAPADOCRATIE,  
FORME DE GOUVERNEMENT  
MÉDIÉVAL

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le gouvernement du docteur François Duvalier, a revêtu des formes tellement insolites, et a présenté des particularités si spécifiques, transcendant tout ce que nous connaissons en Amérique Latine en fait de dictatures, qu’il est indispensable, pour caractériser la tyrannie duvaliériste, de recourir à un néologisme : la Papadocratie.

L’histoire de notre Amérique abonde en autocraties absurdes avec leurs déformations coutumières ; mégalomanie, corruption, népotisme. La dictature du Docteur Gaspar Rodriguez Francia, au Paraguay, serait la plus classique dans ses méthodes. Il gouverna son pays, de l’indépendance en 1814 à 1840 avec une cruauté teintée d’une pointe de mysticisme. Il se faisait appeler : Le Suprême. Au Guatémala, la dictature de Manuel Estrada Cabrera [[24]](#footnote-24) a également marqué l’histoire politique du continent de 1890 à 1920. Dictateur libéral et cultivé, il était d’un tel raffinement, dans sa cruauté, qu’on pût lui coller l’étiquette de « génie satanique ». Toutefois, lorsqu’apparût la tyrannie de Papa Doc [[25]](#footnote-25) tout ce que l’Amérique avait connu, en plus d’un siècle et demi de dictature, sembla terne. Trujillo lui-même, qui régenta la République Dominicaine pendant 31 ans n’a pas fait montre d’autant d’originalité.

Si l’on peut parler de paternalisme, chez le vénézuélien Juan Vicente Gomez, de cruauté mystique, chez le docteur Francia, du Paraguay, d’intellectualisme satanique, en ce qui concerne le guatémaltèque Estrada Cabrera et de mégalomanie monstrueuse pour caractériser le Général Rafaël Leonidas Trujillo de la République Dominicaine, il est impossible de réduire la tyrannie duvaliériste à quelques épithètes, de camper Duvalier en un seul trait de plume. Toutes les catactéristiques des grandes dictatures latino-américaines : mégalomanie, mysticisme, machiavélisme, se retrouvent, dans la Papadocratie.

[83]

I. Mégalomanie

[Retour au sommaire](#sommaire)

Il est bien connu que Rafaël Leonidas Trujillo s’affublait de titres pompeux et les plus incroyables, depuis ceux de « Premier Maître », Docteur « Honoris Causa », « Titulaire d’une chaire d’économie politique » jusqu’à ceux de « Généralissime », « Maître des vies et des biens » : ce fut lui qui suggéra le slogan : « Dieu et Trujillo », slogan longtemps officiel en République Dominicaine.

Duvalier et les idéologues de sa « révolution » se sont efforcés d’imiter en ce sens, le dictateur dominicain. Depuis 1957-58, chaque jour, à huit heures du matin - heure où les drapeaux sont hissés au haut des édifices publics - la radio officielle diffuse une longue tirade historique en l’honneur du « Chevalier sans peur et sans Reproche, héritier de l’idéal dessalinien, l’honorable Citoyen, le Docteur François Duvalier ».

Un deuxième pas consista en la construction dans la banlieue de Port-au-Prince d’une « cité ouvrière » baptisée « Cité Simone O. Duvalier ». La Première Dame de la République », devint bientôt « Première Marie-Jeanne d’Haïti1 ?

En 1958, une photographie diffusée par les agences de presse internationales montra le dictateur coiffé d’un casque d’acier : il venait d’acquérir le titre de « Chef Suprême et Effectif des Forces Armées d’Haïti, des Forces de Police et des Volontaires de la Sécurité Nationale ». [84] Et, pour comble, ce « Roi Soleil des Tropiques » [[26]](#footnote-26) devait déclarer dans un discours : « Je suis la Nouvelle Haïti. Vouloir me détruire, c'est vouloir détruire Haïti. C’est par moi qu’Haïti respire, et c’est pour elle que j’existe » (5 août 1958). Et toujours dans la même optique : « Je suis le drapeau haïtien, un et indivisible », phrase qui domine en lettres rouges et lumineuses la baie de Port-au-Prince.

En 1960-61, sans doute pour ne pas se sentir en infériorité par rapport à son émule de la République voisine, le dictateur entreprit la construction de Duvalier-ville, à 35 kilomètres de la capitale. Ne répondant à aucune nécessité économique concrète, ni à un développement industriel régional, cette ville resta une cité fantôme. Les contribuables en firent les frais.

À cette époque, le surnom de « Papa Doc » était officiel. Quand Duvalier organisa son « plébiscite », le 22 mai 1961, pendant la manifestation populaire préparée pour la circonstance le ministre de la propagande fit distribuer des milliers de petits chapeaux de paille, avec la légende « Vive Papa Doc ».

En juillet 1964, on publia à Port-au-Prince le « Catéchisme de la Révolution », produit de la plume d’un « doctrinaire » de premier rang, Jean M. Fourcand. La population revenait à peine de la surprise occasionnée par le coup « à vie », quand le Service de Propagande de la Présidence entreprit de distribuer d’élégantes brochures sur la couverture desquelles apparaissait le nouveau drapeau rouge et noir imaginé par le dictateur, et les portraits du Président à Vie et de son Honorable Épouse.

Dans le premier chapitre de la brochure, on lisait :

- « Qui est Duvalier » ?

R. Duvalier est le plus grand Patriote de tous les temps, L’Émancipateur des masses, le Rénovateur de la Patrie Haïtienne, le Champion de la Dignité Nationale, le Chef de la Révolution et le Président à Vie d’Haïti.

- « Quel autre nom peut-on donner à Duvalier ?

R. Duvalier est aussi le digne héritier du sang et de l’idéal dessalinien, fait Président pour notre salut.

- « Qui sont Dessalines, Toussaint, Christophe, Pétion et Estimé » ?

R. Dessalines, Toussaint, Christophe, Pétion et Estimé sont cinq fondateurs de la nation qui continuent à vivre en F. Duvalier...

[85]

Le Chapitre VI disait :

- « Pourquoi est-il Président à Vie » ?

R. Duvalier est Président à Vie pour continuer son œuvre pour le bien du peuple, pour le bonheur d’Haïti, cette Patrie chérie qu’il veut nous offrir dans toute sa Beauté, dans toute sa Grandeur, Forte et Digne de Nos Ancêtres, respectée par ses enfants et par l’étranger... »

-« Comment se nomme l’unique Chef reconnu par le peuple haïtien comme son Sauveur, et l’unique Femme qui est à ses côtés et à qui le peuple a donné le titre de « La Première Marie-Jeanne de la République » ?...

-« Quels sont ceux qui veulent que Duvalier soit Président à Vie » ?

R. L’Armée Populaire 2) La Milice Civile 3) Les Commerçants 4) Le Clergé 6) L’Université 7) Les Syndicats 8) La Magistrature 9) Les Cultes Protestants 10) Les Cohortes Duvaliéristes de la capitale et la province 11) La Nation Haïtienne toute entière.

Après avoir loué la bonté et la gloire du Père Spirituel, le « Catéchisme » développait le chapitre des Sacrements Duvaliéristes, les Dix Commandements du Duvaliérisme, les Actes de Foi et d’Espérance en Papa Doc, les litanies à la Gloire du Président à Vie... Les adjectifs et superlatifs de l’adulation ne suffisaient pas pour déifier Papa Doc.

Il n’est pas surprenant de voir des partisans d’un dictateur en arriver à de telles extrémités. Mais qu’un chef d'État, qui se prétend doctrinaire et intellectuel accepte et officialise une telle propagande, voilà une caractéristique des plus flagrantes de déformation pathologique. N’importe quel dictateur moyennement équilibré aurait emprisonné pour manque de loyauté, un adulateur qui aurait été aussi loin dans ses louanges.

En 1966, on publia les « Œuvres Essentielles du Docteur Duvalier ». Ce précis de discours, d’écrits, de phrases « célèbres » et consignes du leader de la « Révolution », fut distribué par des délégations spéciales de la Garde Présidentielle dans les écoles, bureaux publics, usines et quartiers. Chaque secteur social fut convié à donner son opinion au sujet de cette œuvre monumentale du doctrinaire. Peu de temps après, aux épreuves du baccalauréat du mois de juillet, les thèmes de dissertation historique furent des fragments de l'œuvre du Président-Historien que les étudiants durent commenter et discuter.

En janvier 1967, un décret officiel annonça la frappe de monnaies d’or pour un total de deux millions de dollars, avec l’effigie du Président à Vie, pour la commémoration de l’An X de la Révolution. Quelques mois plus tard, sortit, dans une édition de luxe, le « livre rouge » du Président Duvalier.

[86]

2.- Mysticisme

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans un discours prononcé le 3 août 1958, après avoir fêté un triomphe sans gloire contre les huit assaillants des casernes « Dessalines », Duvalier déclara : « Aucune force au monde ne peut m’empêcher de jouer mon rôle historique, puisque je fus élu par Dieu et par le Destin. » Il utilisait ainsi une arme nouvelle de domination, en plus d’une occasion il insista : « Je dois ce pouvoir à Dieu... » « aux dieux titulaires d’Afrique » « pour le bien de la race et de la nation ». La propagande officielle ajouta à la longue liste de titres du chef de l’État, celui de « Père Spirituel ».

Le mythe du pouvoir spirituel de Duvalier, largement propagé, apparu comme étroitement lié aux mystères du Vaudou [[27]](#footnote-27) ce qui lui a permis de s’accrocher au pouvoir.

II est probable que cette renommée vienne de l’intérêt ethnologique qu'il a montré pour le Vaudou, intérêt accompagné d’une initiation aux pratiques cérémoniales, ou bien même qu’il crût fortement au vaudou et en soit devenu un adepte fervent. Il se peut surtout que ce « mysticisme » fasse parti d’un déséquilibre paranoïaque [[28]](#footnote-28), qui portait le docteur Président dans ses moments de sublimation à croire vraiment qu’il avait un rôle à jouer en tant que du Destin ou en tant que super-homme doué de pouvoirs exceptionnels ; ce qui l’entraînait à se comporter comme le guide choisi par lui-même, s’imposant aux autres par le sang et le feu. Déjà depuis son passage à la clandestinité, [87] Duvalier commença à diffuser l'idée de sa « mission historique » « d'héritier » d'Estimé. Sans aucun doute, il se sentait déjà un élément assez important de l'appareil estimiste et il tachait d'en persuader les autres estimistes. Que cette fonction fut le résultat d'un choix surnaturel, était d'une portée psychologique extrêmement positive. De là l’expression mystique qui commença à caractériser la physionomie et les manières du docteur Duvalier qu’on présentait comme un homme avec une vie intérieure profonde, qui se consacrait à la méditation et communiquait en permanence avec des forées surnaturelles. Mais l’aspect de Papa Doc qui a le plus retenu l'attention, surtout à l’étranger, c’est celui du redoutable prêtre vaudou. Cet aspect a alimenté un courant permanent de propagande à bon marché, avec des détails fantastiques, et stupides, et a prétendu réduire le drame du peuple haïtien à la question de Vaudou.

Il est certain que de nombreux « hougans » ont eu accès au Palais National ; mais il n’y avait là rien de nouveau car en Haïti, le Vaudou et la politique ont toujours été liés, comme dans d’autres pays, le mariage se fait entre religion (catholique ou protestante) et politique. L’aspect nouveau était que ces visites revêtaient un caractère officiel, sans dissimulation ni mystère comme auparavant. Le Président lui-même a montré un intérêt inexplicable pour des questions de détails intimement liés à la superstition. Par exemple, le premier monument qu’il fit construire à Port-au-Prince fût le « Calvaire » lieu saint du catholicisme et aussi du Vaudou. La préoccupation du Président pour cette œuvre fût si grande que le peuple établit une relation entre celle-ci et quelque « promesse » vaudouiste, et vit dans le nouveau calvaire une possible source de puissance spirituelle [[29]](#footnote-29).

Cependant, bien que ces incidents et certaines déclarations de Duvalier portent à penser qu’il est un fanatique du Vaudou, de nombreux facteurs font penser le contraire ; à savoir qu’il ne croit pas au Vaudou mais l’utilise comme instrument de domination politique.

Dans chaque localité ou région rurale les « hougans » sont toujours des personnages influents, craints et respectés. Leur prestige spirituel est une source de considération sociale et de puissance. Souvent ils joignent à cette force celle que leur octroie leur condition de grands propriétaires terriens dont dépendent [88] de nombreux métayers. Aussi le « hougan » est un pion politique important de la mécanique de domination des féodaux haïtiens. Duvalier s’est appuyé dans ses premiers temps sur les structures socio-institutionnelles du culte religieux vaudouiste qui constituent en fait des structures de domination. Cela lui a permis en même temps de disposer d’un instrument de duperie sur une partie de la population noyée dans les croyances vaudouistes, et qui par surcroît, tend traditionnellement, à considérer le chef d’état comme un homme doté de « pouvoirs » extraordinaires. Duvalier a contribué sciemment à diffuser le mythe de son pouvoir spirituel. Mais l’influence, l’efficacité de cette arme politique ne doivent pas être exagérées comme l’on fait certains publicistes, mûs par l’aspect « sensationnel » du vaudou et qui implicitement établissent une relation entre la barbarie du régime politique duvaliériste et le caractère « diabolique de cette secte de nègres ».

En fait les pratiquants du culte ont été fortement atteints dans leur croyance par la politique d’imposition du régime. Pour chaque cérémonie, et en fonction de son importance, il faut payer un impôt très lourd ; ce qui a obligé certains temples à cesser de fonctionner depuis des années. De plus, même les sanctuaires du Vaudou ne sont pas à l’abri des actes arbitraires des TTM.

Les armes les plus effectives du duvaliérisme sont la violence sans pitié et la terreur qu’elle engendre.

3.- Machiavélisme

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’aptitude à tirer les ficelles de la politique nationale est un mérite que personne ne peut enlever au dictateur haïtien. Il s’est révélé un prestidigitateur qui dirige parfaitement le petit monde politique de son pays. Ce monde comprend quelques cent mille citoyens dépendants plus ou moins consciemment de la politique, et plus ou moins pour ou contre le régime. Mais les activistes de ce micro monde ne peuvent être que quelques milliers de personnes. Celles-ci constituent précisément l’« univers et l’humanité » sur lesquels règne ce que Maurice Duverger, dans sa « Sociologie Politique », appelle la « micro politique ». Les qualités individuelles, l’habileté, l’ambition, la soif de pouvoir et de « représentation sociale », la fourberie acquièrent une importance démesurée dans la conduite politique. La maîtrise du « jeu » politique, la connaissance de la psychologie du comportement des individus et des petits groupes sont le secret de l’efficacité des instruments du pouvoir : la répression, la persuasion, la corruption.

[88]

François Duvalier, le « sociologue », l’homme politique, qui, de la profession d’obscur médecin de campagne, s’est élevé au rang de Président à Vie, a su connaître à fond ce monde et le gouverner d’une façon qui aurait rempli de satisfaction et de jalousie « le Prince » de Machiavel.

Cette comparaison peut paraître abusive, mais il ne faut pas oublier que la société haïtienne actuelle, par son degré de développement objectif, ressemble plus qu’aucune autre société européenne à l’Italie féodale dans laquelle Machiavel synthétisa ses secrets de l’art et la science de conserver le pouvoir. La formation intellectuelle de type classique européen de n’importe lequel de nos « princes » bien voués, trouve un terrain dans lequel l’apparition d’un Machiavel est plus favorable encore.

De plus, le docteur Duvalier a eu sur « le Prince » l’avantage de pouvoir unir aux principes du machiavélisme européen les vieilles et fertiles traditions des satrapes haïtiens, et les leçons non moins utiles des dictateurs latino-américains.

Une des règles de l’équilibre de Papa Doc au pouvoir a été de maintenir la discorde entre ses propres partisans. Les clans minuscules et les petits chefs s’affrontent dans des querelles intestines et souvent pour des intérêts contradictoires, mesquins ou importants [[30]](#footnote-30). L’autorité du « prince » est l’élément de l’union, la pièce sans laquelle l’édifice manquerait de cohésion.

Le corollaire de cette politique de « diviser pour régner » c’est que chaque petit groupe, ou chaque personnalité influente sait qu’il doit son autorité, son existence même à la générosité du « prince ». Tout pouvoir vient du « prince » à qui les privilégiés doivent montrer leur gratitude. Fidèle à cette règle, Duvalier a choisi ses ministres, députés et dignitaires parmi les individus généralement dépourvus de toute représentativité ou de prestige personnel. De cette manière la fidélité est inconditionnelle et beaucoup plus solide.

Tel a été le point de départ de l’élévation d’individus sans préparation aux plus hautes charges publiques. Eloïs Maître, Gracia Jacques, Zacharie Delva (parmi les plus importantes personnalités du régime) sont presque analphabètes. Appartiennent à une catégorie analogue, Luckner Cambrone, ex­ministre des Travaux Publics ex-premier ministre, et tout puissant secrétaire de Duvalier, et des dizaines d’autres fonctionnaires. Ils doivent tout à la bonté du « prince ». Ceci assure à Papa Doc la qualité d’homme unique.

[90]

Duvalier n’a pas de second, n’accepte aucun « Adjoint ». Les présidents de la Cour Suprême et de la Chambre des Députés ont été successivement destitués, et remplacés par des individus incapables et sans aucun relief. De cette manière, Duvalier se garantit contre les ambitions possibles d’un « adjoint ». L’Hitler antillais n’a pas besoin d'un Goering ! [[31]](#footnote-31)

Cette politique est encore plus effective dans l’armée. Après avoir changé cinq fois de chef d’état-major, Duvalier a accordé sa préférence au militaire le plus connu pour sa balourdise, le général Gérard Constant qui occupa de 1963 à 1970 le poste de chef d’état-major, sans exercer effectivement aucun commandement et sans avoir accès aux dépôts d’armes.

Dans ses rapports avec ses courtisans les plus dévoués, Duvalier applique la maxime de Machiavel selon laquelle « les hommes doivent être ou caressés ou écrasés ; ils se vengent des injures légères et ils ne le peuvent quand elles sont très grandes ; donc, quand il s’agit d’offenser un homme il faut le faire de telle manière qu'on ne puisse redouter sa vengeance ».

Quand un des courtisans manifeste une certaine froideur, trop d’indépendance ou d’ambition, Papa Doc l’humilie de la façon la plus brutale, de manière à ce qu’il lui soit soumis. Duvalier a l’habitude de gifler même ses ministres. Et il essaie d’avoir des témoins, hauts fonctionnaires et simples manœuvres. Ainsi tout le monde sait que le ministre Untel a été giflé par son Excellence. Il est arrivé que ce châtiment soit administré en plein conseil des ministres.

C’est toute une stratégie. Après l’offense ignominieuse, le serviteur, qui n’a jamais le courage de se suicider, est la proie du désir obsessionnel de reconquérir les faveurs de César. Et en accordant de nouveau ses faveurs au courtisan en disgrâce, César fait une fois de plus la démonstration de sa générosité et de sa toute-puissance. Ils sont nombreux les cas de fonctionnaires qui, après avoir été destitués, emprisonnés et maltraités, officiellement pour vol ou trahison, reviennent quelques mois plus tard occuper un poste de responsabilité. Ce sont des inconditionnels engagés à démontrer leur gratitude et leur fidélité sans limites.

Suivant les anciennes traditions du féodalisme haïtien, les paysans asservis ont l’habitude d’appeler « papa » le vieux latifundiste de la région. Ce paternalisme archaïque se reflète dans les institutions politiques. Le chef d’État devient le « bon papa » qui se montre généreux avec son peuple. On a un exemple sans équivoque de cette générosité au cours de festivités officielles, après le « Te Deum » du jour de l’indépendance ou de celui du [91] Drapeau. Le cortège présidentiel traverse les quartiers populaires en jetant des pièces de 5, de 20 et de 50 centimes à la foule. Et des hommes et des enfants se précipitent, au cri de « Vive Papa Doc », pour se disputer avec fureur les pièces, tandis que les luxueuses « Cadillac » suivent rapidement.

Ceci est le traitement que reçoit le peuple depuis l’occupation yankee en Haïti et depuis le gouvernement de l’ineffable Vincent. Avec Duvalier, le « Papa Président » occasionnel s’est institutionnalisé en « Papa Doc ». Sans aucun doute cette appellation familière et paternaliste, fut imaginée par quelque serviteur enthousiaste de Duvalier et reçut l’approbation de ce dernier. C’est surtout une façon de simuler l’appui populaire, bien que cet appui soit un facteur dont Duvalier fasse peu de cas pour se maintenir au pouvoir.

Le machiavélisme de Duvalier se manifeste aussi dans sa politique extérieure, comme on le verra plus loin non seulement par son attitude de Maître Chanteur à Punta del Este, au moment de la Conférence Interaméricaine de 1961, mais aussi en de nombreuses autres occasions, face à Trujillo, son ami et bienfaiteur, et surtout dans ses rapports intimes avec le Département d’État.

Les diplomates étrangers accrédités à Port-au-Prince connaissent trop bien les méthodes de cette politique féline de dictateur, qui alterne les prévenances et les pressions de toutes sortes dans le jeu délicat de gagner des « amis » dans la colonie diplomatique de la capitale. Et quand ce jeu se révèle inefficace dans les rapports directs avec un ambassadeur, Duvalier n’hésite pas à recourir au scandale international.

4.- Servilisme, terreur, corruption

[Retour au sommaire](#sommaire)

Comme nous l’avons déjà dit, Papa Doc n’a pas de collaborateurs et ne se soucie pas d’en avoir. Il a seulement des serviteurs. Et le jour où l’un de ces laquais manifeste la moindre intention de limiter ou de mettre des conditions à ses services, il subit le traitement de ses pires ennemis. Duvalier a dit dans l’un de ses discours : « la reconnaissance est une lâcheté ». Aucun de ses inconditionnels n’attend de lui, de la gratitude ou de la pitié. Le servilisme doit être total et inconditionnel.

L’un des plus fameux panégyristes du duvaliérisme, Jean Magloire, publia pendant des années dans son journal Œdipe, cette maxime : « L’haïtien qui n’aime pas le docteur Duvalier, est un ennemi dangereux de sa patrie ».

C’est ainsi que doit être le duvaliériste : entier. Il doit donner tout son appui, applaudir des deux mains... et égorger les « Kamokins », les opposants. Celui qui manifeste de la réserve ou [92] de la froideur devient suspect ; celui qui cherche à s’écarter de la ligne peut payer de sa vie cette trahison. Il s’agit d'un pacte avec le diable : une fois contracté, personne ne peut le violer. C'est la politique de la « Maffia ».

De l’assassinat, des vols, des abus commis en commun, sous le même drapeau, naît une solidarité fondée sur la complicité, sur la peur du châtiment collectif.

L’étrange pratique d’injurier avec les mots les plus grossiers, d’une façon hystérique, ses fidèles, obéit au même but : les asservir. Certains des ex-courtisans de Duvalier qui ont eu le rare privilège de l’approcher dans ses moments de colère, comparent les éclats de rage du sexagénaire aux crises d’hystérie d’Hitler décrites par ses biographes.

La terreur imposée imprime sa forme aux réactions psychologiques du servilisme : tel est le diagramme du plus important facteur agglutinant, de la force centripète qui assure le fonctionnement de l’appareil duvaliériste. L’efficacité de ce fonctionnement est garantie à tous les niveaux par la corruption qui lubrifie les différentes pièces de l’engrenage...

Le 22 juin 1967, à l’occasion du troisième anniversaire de la Présidence à Vie, Duvalier prononça un discours peut-être unique dans l’histoire politique, quelques semaines après l’exécution de 19 officiers de sa garde présidentielle.

Nommant tour à tour les officiers exécutés, comme un instituteur faisant l’appel de ses élèves. « Major Harry Tassy, où êtes-vous ? Venez aux côtés de votre Bienfaiteur... Absent... Capitaine Donald Manigat... Absent... » Et après les avoir tous nommés sur un ton funèbre, il déclara, triomphant et cynique : « Ils ont été passés par les armes ». Et, après avoir fait l’appel des officiers réfugiés dans les ambassades, il ajouta : « Ils m’ont tous abandonné après avoir profité des faveurs de César ». Cette confession de la bouche même du Père Spirituel explique le rôle que jouent les faveurs de César dans le dessein de maintenir éternellement le règne des « Tontons Macoutes ».

En novembre 1966, quand les frères Beauvoir, officiers de l’État-Major, se réfugièrent dans une ambassade étrangère, Duvalier ordonna la nationalisation de leurs biens. La presse officielle publia alors une liste de ces biens et Duvalier en profita pour dénoncer les abus, les irrégularités et les vols commis par ces « traitres » qui avaient abusé de sa confiance. La vérité, c’est que ces deux officiers, tout comme les autres courtisans du Président à Vie, avaient seulement profité « des faveurs de César ».

Ces faveurs sont de nature variée et couvrent un vaste champ. Ce sont des récompenses pour les « responsabilités » assumées, car le « Prince » connaît bien la règle : « Telle est la nature des hommes, qu’ils s’attachent autant pour les services qu’ils rendent que par ceux qu’ils reçoivent.

[93]

Il donne carte blanche à ses serviteurs les plus proches pour s’enrichir. Ce n’est plus seulement la bourgeoisie noire qui devient plus forte, mais tous les inconditionnels, noirs, mulâtres et « arabes », de sa cour. Des individus auparavant pauvres comme Job, détiennent aujourd’hui des fortunes fabuleuses et vivent dans les villas. C’est le cas d’un grand nombre de duvaliéristes « de la première heure », des officiers inconditionnels de l’armée et des hauts fonctionnaires. Quelques postes, spécialement privilégiés, assurent une fortune rapide : la direction des entreprises décentralisées, comme la Régie du Tabac, celle du Ciment et des Huiles et la Loterie Nationale. Elles furent instituées en 1950-55 et constituent « les comptes non fiscaux du Gouvernement », lesquels atteignent plusieurs millions de dollars par an et ne sont pas comptabilisés au budget officiel.

Par l’intermédiaire de ces entreprises, des avantages sont dispensés aux partisans les plus influents. Quand l’un d’entre eux veut obtenir une « rente spéciale » de l’État soit pour couvrir les frais d’un voyage à l’étranger, soit pour construire une maison, Duvalier, parfois en personne, lui assure cette faveur, ou le réfère au directeur d’une entreprise « décentralisée ».

Le devoir du « Prince » envers ses favoris est rempli de cette manière. Et le directeur de l’organisme indiqué s’efforce de ne pas être accusé de « mauvaise foi » et de ne pas s’exposer aux représailles d’un TTM mécontent parce qu’on a réduit le montant fixé par « Papa Doc » en personne.

Ces « faveurs » s’expriment aussi sous la forme de concessions aux duvaliéristes les plus dynamiques, à ceux qui font preuve du plus grand esprit d’initiative dans les affaires. Clémart Joseph Charles, directeur de la Banque Commerciale d’Haïti, devenu financier du régime, soutenu par des négociants nord-américains, est peut-être le prototype de ces favorisés. Avant l’arrivée de Duvalier au pouvoir, Clémart venait d’amasser une fortune considérable, sous la forme de commissions substantielles, à la suite d’un scandaleux trafic entre l’État haïtien et une compagnie téléphonique anglaise. Clémart, en bon « homme d’affaires » parvint à gagner la confiance du nouveau Président en administrant quelques affaires « délicates » de hautes personnalités du régime. On lui concéda un édifice de la Banque Nationale, afin qu’il y établisse sa Banque Commerciale d’Haïti, et après quelques années, il était devenu l’homme d’affaires numéro un du régime [[32]](#footnote-32), associé de certains grands dignitaires duvaliéristes et de plusieurs firmes nord-américaines, et directeur copropriétaire de 27 entreprises commerciales et industrielles.

La contrebande est une des sources du vol institutionnalisé. Les flibustiers du commerce, les marchands syriens, libanais, [94] italiens et nord-américains qui règnent sur le marché d’importation et de distribution des produits étrangers en profitent pleinement.

Les « faveurs de César » touchent les niveaux les plus bas de la hiérarchie « macoutique ». Outre leurs privilèges « par droit de conquête » dans les moments difficiles, ils reçoivent « des enveloppes cachetées », démonstration de la « générosité de Papa Doc ».

La corruption ne se limite pas au favoritisme. Elle dispose d’autres moyens pour récompenser ses fidèles, payer ses mercenaires, enrichir les partisans et le chef, pervertir des citoyens qui ne veulent pas se compromettre avec le régime, et surtout la jeunesse afin de l’éloigner des valeurs de dignité, du patriotisme et de la contestation violente.

Plusieurs dirigeants syndicaux eurent la chance d’être libérés après deux ans de prison. Bien qu’ils ne furent jamais jugés et n’aient commis d’autre délit que d’organiser une grève de caractère strictement professionnel, ils durent leur libération à la « sollicitude paternelle » du « Protecteur de la Classe Ouvrière ». À leur sortie du pénitencier, ils furent conduits au Palais pour saluer et remercier « Papa Président » qui remit à chacun d’entre eux une enveloppe avec une certaine quantité d’argent. Naturellement, la recommandation de se tenir tranquille ne manquait pas. Ni celle de se taire... [[33]](#footnote-33) La politique de « l’enveloppe cachetée » fonctionne aussi pour certains membres de la bourgeoisie mulâtre traditionnelle qui ont vu leurs affaires baisser par la crise économique générale et par la concession de toutes sortes de privilèges aux secteurs duvaliéristes. Afin de s’assurer l’appui des gens les plus représentatifs de cette bourgeoisie, Duvalier, à l’occasion, leur remet des sommes d’argent considérables.

La corruption domine toute l’administration publique. Pour régler n’importe quel problème (affaire douanière, autorisation de voyager à l’étranger, libération d’une personne emprisonnée) il faut donner une gratification au fonctionnaire le plus influent. Pour obtenir un emploi, il faut abandonner un ou deux mois de salaire au « courtier ». Tout s’achète, tout se vend. L’Haïti d’aujourd’hui ressemble étrangement à la Chine de Tchang Kai-Chek et au Vietnam de Ngo Ding Diem. La corruption et la terreur sont la charpente, le ciment de l’édifice duvaliériste, et aussi les instruments devant rompre la volonté de lutte du peuple et aliéner la conscience collective nationale.

[95]

D’où procède le caractère particulier de la dictature de François Duvalier ?

Le motif invoqué le plus souvent pour expliquer la nature de la tyrannie de Papa Doc se réfère aux caractéristiques psychopathologiques observées et attribuées à Duvalier : mégalomanie, cruauté innée, frustration intellectuelle d’un homme conscient de l’échec de ses rêves de grandeur, réactions provenant du fait de se sentir enfermé dans le cercle vicieux de la criminalité. Les hypothèses ne manquent pas en ce qui concerne un déséquilibre neurophysiologique à la suite de l’infarctus du myocarde subi par le Président en 1959, ni les allusions aux croyances et pratiques vaudouistes d’un initié dominé par l’esprit de Baron Samedi, le dieu du sang et de la mort...

Les haïtiens et les étrangers qui ont connu Duvalier à l’époque où il était un intellectuel inquiet et cultivé, ou un médecin de campagne engagé tout entier à son travail tel un bénédictin, s’étonnent profondément de l’évolution de cet homme et de son attitude présente. D’autres, comme Daniel Fignolé, dont il fut le collaborateur intime dans les années 1944-47, au sein du Mouvement Ouvrier Paysan, dénoncèrent au peuple, dès le moment où il fut candidat, les dangers que comporterait l’arrivée au pouvoir de Duvalier, « homme cynique et rusé ».

Il est possible que celui qui ait le mieux réussi à faire la synthèse de ces observations psychologiques sur le comportement et le caractère de l’exotique Papa Doc, soit Juan Bosch, l’ex-mandataire dominicain. Dans son livre « Saint-Domingue, crise de la démocratie en Amérique Latine », Bosch écrit :

« Duvalier correspond à un type psychologique que l’on trouve dans les sociétés primitives : celui d’un homme que la jouissance d’un pouvoir de n’importe quelle nature, remplit d’un orgueil démesuré qui jour après jour transforme son aspect physique ; elle le raidit, lui donne l’apparence d’une marionnette qui se redresse au point qu’on croit qu’elle va tomber sur le dos ou s’envoler ; en même temps les paupières s’abaissent, le regard devient froid, acquiert un éclat quasi magique, le visage se fige, le ton devient de plus en plus impérieux et cependant plus bas et plus frémissant ».

« Chez ces êtres, la conscience du pouvoir amène des transformations physiques. Ils créent autour d’eux une espèce d’atmosphère de sorcellerie ; et comme ces changements extérieurs correspondent en fait à des changements intérieurs plus profonds, ils deviennent insensiblement imperméables à tout sentiment humain, jusqu’à ne plus être que le réceptacle de passions incontrôlées. Ils deviennent dangereux, refusant de se considérer comme des simples humains, mortels et faillibles ». « Pour vérifier mes dires, il suffit de comparer une photographie de Duvalier en 1955 à une photographie faite en 1964. [96] Ce sont deux hommes différents, version haïtienne des deux Dorian Gray d'Oscar Wilde »...

« Ce sont des fous munis de pouvoirs, comme Hitler le fut dans une toute autre dimension. » Cette caractérisation faite par le professeur Bosch à qui « la folie de Duvalier » donna d’assez nombreux problèmes pendant son mandat présidentiel en République Dominicaine ne manque ni de pittoresque, ni de vérité.

Cependant ce portrait psychologique est insuffisant. Bien qu’il se réfère aux sociétés primitives comme terrain propice à la naissance de tels types d’hommes, il fait une esquisse imparfaite du cadre socio-économique et historique où naquit le phénomène Papa Doc.

Ce n’est pas un hasard si la République Dominicaine et Haïti dont les conditions économiques et politiques évoluèrent de façon parallèle, ont eu le rare privilège d’engendrer, à un quart de siècle de différence, des monstres aussi semblables que le Benefactor Trujillo et le Président à vie Duvalier. Les pays aux structures économico-sociales les plus archaïques, sont ceux qui en Amérique Latine se sont distingués par leurs dictatures « exotiques » : le Guatémala de Estrada Cabrera et de Ubico, le Nicaragua des Somoza, le Paraguay où Stroessner règne depuis 1953.

Le fascisme créole - version sui generis de l’ordre hitlérien - correspond à un type de société féodale ou semi-féodale où les moyens légaux traditionnellement utilisés par les secteurs gouvernementaux se révèlent insuffisants et désuets pour garantir l’ordre. Les menaces qui pèsent sur les structures archaïques proviennent moins de la bourgeoisie en tant que classe ascendante, qui a objectivement intérêt à un changement structural, et par conséquent à une « démocratie bourgeoise ». Elles naissent surtout de la poussée des couches populaires, de leurs revendications actuelles ou possibles et de la crainte de leur prise de conscience.

Ce fascisme créole [[34]](#footnote-34) est une déformation, une excroissance [97] du régime économique et politique correspondant aux sociétés dépendantes latino-américaines. Il apparaît dans les dernières étapes de la dégénérescence de la structure féodale quand le capitalisme comme projet de développement se voit incapable de faire face à la rébellion des masses, selon les formes de gouvernement et d’oppression correspondant à la démocratie bourgeoise. Les classes dominantes doivent donc recourir à de nouveaux mécanismes, méthodes et normes de domination. L’état de type corporatif fonctionne sur la base de l’exercice illimitée de la violence, usant de plus, les moyens modernes de contrôle et de répression mis à sa disposition par l’impérialisme.

La papadocratie est l’un des modèles les plus représentatifs du fascisme dans la dépendance et le sous-développement. Elle s’implante dans les structures de la formation socio- économique dépendante et précapitaliste haïtienne et constitue la forme la plus centralisée et violente du système d’oppression de classe et de domination politique dans une société elle-même soumise à la domination impérialiste. Elle vient ainsi constituer la forme politique de la domination impérialiste sur Haïti.

Ce fascisme s’est présenté avec des nuances propres, dans certains pays les moins développés de l’Amérique Latine. Peut-être s’étendra-t-il sous la forme du « gorillisme » ou de dictatures civiles ultra réactionnaires à certains pays plus développés, au fur et à mesure que s’approfondira la crise des structures et se renforcera la prise de conscience des masses. Le régime brésilien actuel semble être assez proche par ses moyens et méthodes du modèle duvaliériste. Au fur et à mesure que le système traditionnel de domination et de dépendance se révélera insuffisant aux oligarchies pour maintenir le « statu quo », le fascisme créole se profilera sur le continent, se caractérisant par la violence extrême de ses moyens d'oppression, la nécessité de sortir du cadre de la légalité formelle traditionnelle, afin de mettre en œuvre de nouveaux instruments de domination. Elle aura recours à des personnages ou groupes représentatifs des intérêts des divers secteurs des classes dominantes, de leurs contradictions et revendications de classe, leur crainte de la révolution [98] populaire et qui par des méthodes nouvelles et violentes devront imposer leur hégémonie, sur les autres fractions des classes dominantes et leur domination sur l’ensemble de la nation, en parfaite concordance avec l’impérialisme et le bloc des classes dominantes.

La papadocratie est la version la plus primitive, et peut-être la plus authentique, de ce fascisme des sociétés dépendantes latino-américaines.

[99]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre VI

CONTEXTE HISTORIQUE  
ET GÉOGRAPHIQUE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Il est impossible de comprendre l’alpha et l’oméga du phénomène Duvalier sans se référer aux conditions caribéennes, latino-américaines et internationales d’où surgit et évolua ce phénomène. Si la putréfaction engendrée par la crise des structures et des institutions haïtiennes lui a constitué un terrain de culture très spécial, d’autres éléments cependant, conditionnels et nutritifs de type externe, sont intervenus également.

Il faut situer le fait politique haïtien dans le contexte international postérieur à 1957 et en particulier dans le cadre de la crise du système capitaliste mondial. Cette crise se manifestait déjà par la préoccupation de l’impérialisme face au nouveau rapport de forces, qui dans le continent latino-américain avait suscité l’expérience Arbenz. Elle s’exprimait économiquement par des dépressions successives qui se répercutèrent, après la guerre de Corée, sur les prix des matières premières et des produits agricoles au détriment des nations dépendantes.

La Révolution Cubaine représenta aussi un facteur fondamental. Le continent latino-américain sortait de son sommeil séculaire. Les transformations radicales effectuées par Cuba et l’ère de « diplomatie ouverte » inaugurée par Fidel Castro étaient venues perturber le vieux jeu des relations de domination et de dépendance entre Washington et les républiques latino-américaines, relations jusque alors masquées par la formule [100] trompeuse du panaméricanisme. Confronté à cette nouvel ! réalité, Washington essaya de sauvegarder sa domination politique sur les différents pays du continent par l’intermédiaire d’un gouvernements de « démocratie représentative », mais ne tard'6 pas à s’appuyer sur des régimes forts.

1. Soutien inconditionnel de Washington.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Duvalier, l’ancien employé de la Mission Sanitaire des États-Unis en Haïti, inaugura son administration sous le signe des relations cordiales avec les États-Unis. L’ambassade Américaine à Port-au-Prince et le Département d’État étaient satisfait de l’habileté avec laquelle Duvalier et son parrain, le gouvernement populiste de Fignole. Pour cette raison, peu de jours après son accession au pouvoir, les organismes nord-américaines d’aide concédèrent a la nouvelle administration un prêt d’un demi-million de dollars premier tranche d’une aide de trois millions et demi convenue lors d’un précèdent accord.

Bien vite un nuage vint assombrir ces relations : la mort de Shilbay Talamas, de nationalité américaine, sous les tortures endurées au quartier de la police. [[35]](#footnote-35)

L’ambassade Gérard Drew exigea, de la part des autorités haïtiennes, des excuses au gouvernement américain, le châtiments des responsables de l’assassinat, et une indemnisation pour la famille de la victime ». Le gouvernement haïtien refusa de satisfaire à la demande nord-américaine et la rumeur d’un débarquement possible des « Marines » circula. Le département d’État suspendit son aide financière. Duvalier marchanda quelques mois, en tête a tête avec l’ambassadeur Drew, mais ne tarda pas à capituler, en présentant ses excuses, en châtiant les coupables et en payant l’indemnisation de 100 mille dollars à l’épouse de Talamas. L’hebdomadaire time (7 février 1958) reconnut que c’était la plus importante indemnisation payée pour un individu, à la suite de négociations diplomatiques. S’il devait payer d’aussi de fortes indemnisations pour chaque haïtien assassiné, le docteur Président serait peut-être devenue un agneau en Haïti et Haïti aurait été épargnée de l’horrible boucherie réalisée par les TTM. Mais Talamas était nord-américain ; un Nord-américain vaut bien une messe ! Et avec cette messe de 100 mille dollars, Duvalier s’assurait les flots de dollars qui ne tardèrent pas à affluer au profit de son régime.

[101]

La confirmation de ces « excellentes relations » eut lieu le 18 novembre 1958, Jour de l’Armée et anniversaire de Vertières, la victoire décisive de la guerre d’indépendance en 1803. Ce jour-là Duvalier, qui arborait déjà le titre d’« Héritier de l’idéal Dessalinien », déclara dans son langage caractéristique : « l’Armée et le Peuple, indissolublement liés, sont les instruments légaux de la défense des droits intégraux de la nation. Pour que l’Armée remplisse cette mission historique elle doit recevoir une préparation technique adéquate. Cela sera en partie, l’œuvre de la Mission Militaire Nord-Américaine ».

Peu après, la Mission Militaire arrivait sous les ordres du colonel Robert D. Heinl, accompagnée d’une mission navale et aérienne. Ces missions entraîneraient l’armée régulière, et les groupes paramilitaires qui devinrent le noyau des TTM. En même temps, elles se chargèrent d’équiper la « nouvelle armée » en armement moderne [[36]](#footnote-36). L'autorité des membres de cette mission s’exercait en dehors de toute hiérarchie. Le colonel Heinl passait les troupes duvaliéristes en revue aux côtés du Président. Les sergents et les caporaux américains donnaient des ordres aux officiers haïtiens.

Le 6 mars 1959 le Président déclara : « En disposant d’abondantes et d’importantes ressources, les États-Unis accomplissent le devoir d’aider les nations nécessiteuses... Il faut comprendre qu’ils font de cette aide une forme d’investissement pour le maintien et le triomphe de la paix... » « Dans le cadre de ce travail, le gouvernement et le peuple haïtiens ne cessent d’être l’objet de la plus haute et de la plus attentive sollicitude de la part du gouvernement et du peuple américains ». Il rappela ensuite les différentes demandes d’aide faites par son gouvernement au président Eisenhower, pour faire face à une « grave situation financière, insurmontable sans une aide immédiate », et il annonça triomphalement : « Mon appel a été reçu avec attention, nos généreux voisins y ont répondu... » Duvalier cita les points du nouveau programme de collaboration :

1) une aide budgétaire de six millions de dollars annuels, par l’intermédiaire de l’international Coopération Administration (ICA).

2) La possibilité de disposer de cinq millions grâce au Fond Monétaire International.

[102]

3) l’octroi de deux millions de dollars pour financer la première année d’un programme de développement agricole (projet « Poté Colé »).

4) 1,800,000 dollars comme aide technique afin de financer les activités des différents organismes bilatéraux (agriculture, finance publique, eau potable).

5) 2,130,000 dollars pour financer certains projets spécifiques : routes, ponts, irrigation, photographie aérienne, eau potable pour Port-au-Prince.

6) d’autres emprunts, d’un total de 5,6 millions de dollars, de la part de l’« Eximbank » et du « Development Loans Fund », pour le grand projet d’irrigation de la vallée de l’Artibonite. (O.D.V.A.).

7) aide du « Fonds Monétaire International » et de la « United States Opération Mission » (USOM) pour l’élaboration du budget national (1959-60).

8) envoi de techniciens nord-américains au ministère des finances et à toutes les autres branches de l’administration, pour aider le gouvernement. Ces techniciens seront choisis par des firmes nord-américaines spécialisées et payées par le Département d’État.

Après avoir rendu public cette longue liste, Duvalier, inspiré, ajouta en s’adressant à la population de Cap Haïtien : « Voici, chers concitoyens, l’aide que nous apporte le leader de la paix américaine et mondiale... Quand le Président Roosevelt léguait à l’humanité le fameux Évangile des Quatre Libertés, il ne pensait sans doute pas qu’il incomberait à son grand soldat, le général Dwight D. Eisenhower, d’utiliser le message de son Évangile pour le mettre aujourd’hui au service du peuple et du gouvernement haïtiens, avec toute la générosité de son grand peuple... »

« Les relations haïtiano-américaines - poursuivit le Président - entrent, sous le signe de la plus large et totale collaboration, dans une nouvelle phase de dynamisme historique... »

En effet, l’aide américaine prit un caractère massif. L’homme qui allait s’acharner plus tard à se faire passer pour un nationaliste irréductible, avait livré une fois de plus le pays au maître yankee. Les Marines conseillaient l’armée, des techniciens yankees doublaient les fonctions de chaque ministre ou haut-fonctionnaire des services publics. Les idéaux pour lesquels avaient lutté toute une génération d’haïtiens (exposé en particulier dans le « Petit Impartial », la « Revue Indigène », dont Duvalier fut collaborateur) étaient trahis au nom d’une « paix » qui avait déjà coûté des centaines de cadavres. Et le prétexte de la « menace castriste » n’existait pas encore. La livraison du pays à l’étranger se manifestait comme l’essence de la philosophie politique du duvaliérisme.

[103]

La revue « Time » informait le 12 janvier 1962 que les U.S.A. avaient déjà donné au gouvernement 30 millions de dollars. L’aide nord-américaine atteignait 13.5 millions de dollars (45% du budget national) uniquement comme contribution à l’équilibre du budget de 1961. L’existence de la Cuba révolutionnaire près du régime putréfié des TTM fut un élément de plus en faveur de l’aide massive, malgré le caractère corrompu, inepte, dilapidateur de l’administration duvaliériste qui n’était déjà plus un secret pour personne.

Duvalier montra sa décision de profiter au maximum de l’occasion. Il offrit la baie de Môle Saint-Nicolas pour l’installation d’une base militaire nord-américaine [[37]](#footnote-37). Mais peu après, insatiable et non satisfait du rythme de « l’afflux massif de dollars » exigé, il reprocha à John F. Kennedy, de ne pas aider suffisamment Haïti menaçant de « devoir choisir entre les deux grands pôles d’attraction du monde » (discours de Jacmel, 21 juin 1960).

Une fois que le boss nord-américain eût mis de nouveaux moyens financiers à la disposition du régime, on n’entendit plus jamais parler de cette fameuse alternative.

L’administration duvaliériste avait reçu, à titre de dons, 48 millions de dollars au cours des années 1960, 1961 et 1962. De 1958 à 1962, le montant de (dons et emprunts), atteignait 70 millions de dollars. Ni avant, ni après l’occupation nord- américaine aucun gouvernement haïtien n’avait obtenu une telle aide des États-Unis.

Mais l’argent avait principalement été employé à renforcer le corps des TTM, à construire des résidences de 80 à 100 mille dollars, (avec piscines et matériaux importés d’Europe), à importer des automobiles de luxe, à faire de nombreux transferts de fonds dans les banques suisses...

La « coopération totale » se vit affectée par différents facteurs parmi lesquels l’impact du castrisme.

2. Impact du castrisme  
et alliance avec Trujillo.

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’impact du castrisme sur l’Amérique Latine est évident. Non seulement il engendra un réveil des masses et des organisations patriotiques et révolutionnaires, mais il mit aussi en alerte les oligarchies et l’impérialisme, disposés à empêcher à tout prix la libération du continent.

[104]

En Haïti, les manifestations de l'influence de la Révolution Cubaine sur les secteurs les mieux disposés à écouter le message révolutionnaire ont été étouffées par l’écrasante machine dictatoriale. C'est sur les milieux du pouvoir qu’on ressentit davantage l’impact de cette révolution et l’obligation d’établir de nouveaux mécanismes de défense et instruments de domination.

Pour apprécier la force de l’impact castriste sur le régime de Papa Doc, il faut signaler quelques antécédents.

Carlo Prio Socarras, alors ennemi de Batista, avait aidé économiquement le candidat Duvalier lors de sa campagne électorale [[38]](#footnote-38). Cependant, peu de mois après son arrivée au pouvoir, Duvalier obtint, la confiance de Batista, alors en lutte contre les rebelles de la Sierra Maestra en s’engageant à couper les contacts avec Socarras et les exilés Cubains. Batista lui concéda un emprunt de quatre millions de dollars par la voie du Banco de Colonos de Cuba. Mais les relations avec Socarras se poursuivaient. Quelques Haïtiens expatriés avaient obtenu asile dans la Cuba de Batista et commençaient à faire de l’agitation contre le régime haïtien, de là, naîtra la préoccupation de Duvalier pour l’avenir de Cuba.

Le 13 août 1958, cherchant à réaffirmer de façon notoire son amitié pour Prio Socarras, Duvalier dit dans un discours : « De l’autre côté de la cordillère, j’entends, comme un coup de clairon, les accents des descendants de José Marti et de Maceo. Nos frères cubains... ont donné spontanément leurs vies pour venir en aide à l’immense cohorte du Duvaliérisme et écraser n'importe quel assaut des apatrides qui essaient de reconquérir les positions qu’ils ont perdues. Je m’en réjouis du plus profond de mon âme... »

Mais le matin même de la fuite de Batista, Monsieur le Président se rendit compte que ces fameux « descendants de Marti » étaient des gens dangereux. Les haïtiens exilés à Cuba commencèrent à bénéficier de l’enthousiasme, la sympathie et la solidarité du peuple cubain. De la Havane, ils organisèrent des émissions radiophoniques qui jouaient un important rôle d’agitation contre la dictature. On commença à parler en Haïti d’une prochaine invasion d’exilés, avec la participation des membres de l’importance « colonie » d’haïtiens, coupeurs de canne à sucre émigrés à Cuba.

Fidel Castro jouissait déjà d’une immense popularité en Haïti. Lorsque les « barbudos » de l’ambassade de Cuba à Port au [105] Prince sortaient dans les rues, ils étaient entourés par le peuple, qui leur manifestait son admiration sous différentes formes. D'autre part, les forces démocratiques haïtiennes commençaient à s’organiser sous l’impulsion des idées de la Révolution Cubaine.

Des organisations politiques de gauche surgirent. Sous le nom de parti Communiste Quisqueyen, un groupe d’activistes commença à réaliser des actes de sabotage, en participant en même temps à l’organisation du mouvement ouvrier.

Le Parti Démocratique Populaire, une autre organisation de la gauche, fondé dès 1953 fit sentir sa présence sur le terrain politique. Le Parti d’Entente Populaire, fondé par l’intellectuel communiste bien connu, Jacques Stephen Alexis, suscita l’enthousiasme de la jeunesse avec son « Programme de la Nouvelle Indépendance ». Le mouvement étudiant prit un essor sans pareil, et devint dès 1960 une force combattante.

Dans de telles circonstances, Duvalier comprit parfaitement que la Cuba rebelle constituait un mauvais exemple pour les masses haïtiennes, et que de dangereux nuages venant de l’autre côté du Canal du Vent, large seulement de 78 kilomètres, planaient sur son gouvernement.

Alors, il chercha sur qui s’appuyer. L’armée ne lui inspirait pas confiance ; de nombreux officiers étaient encore déjoïstes ou jumellistes, certains de ceux qui l’avaient porté au pouvoir, comme le général Kebreau, commençaient à manifester leur « déloyauté ». Le corps des T.T.M, en formation, servait à réprimer un peuple désarmé, mais n'avait pas encore suffisamment assimilé les enseignements de la Mission Militaire nord-américaine.

Le seul appui qui s’offrait au dictateur haïtien était celui de son voisin, le généralissime Rafaël Leonidas Trujillo. Le tyran dominicain se sentait aussi menacé par l’exemple de la lutte implacable contre les dictatures que donnait la Révolution Cubaine. Les groupes de patriotes dominicains qui débarquèrent peu après à Constanza - le 14 juin 1959 - avaient été entrainés à Cuba.

Dès les derniers jours de 1958, Trujillo, son frère Hector, et Duvalier préoccupés par l’avenir, oubliant leurs querelles antérieures, s’étaient secrètement réunis à Jimani, pour « élaborer des plans d’assistance technique et d’échange culturel » et pour condamner, par la même occasion, le « communisme international et toutes les autres formes d’oppression... » Ces accords ne tardèrent pas à avoir un caractère concret : « coopération militaire [106] et policière pour protéger le territoire de l’île de n’importe quel mouvement subversif et militaire fomenté ou préparé à Cuba ». En fait, il s’agissait d’un pacte bilatéral contre Cuba. Alors que le dictateur dominicain donnait à ce pacte un sens plus large qui lui permettait d’user du territoire haïtien contre l’île révolutionnaire, Duvalier, plus prudent, lui donnait une interprétation plutôt défensive : protéger son régime de n’importe quelle invasion cubaine. Comme il ne disposait pas de marine de guerre, ni d’avion de combat, il demanda à Trujillo d’assurer les reconnaissances aériennes et navales du territoire haïtien. Les avions à réaction dominicains survolaient Haïti, pendant que les bateaux surveillaient les côtes. La police bien organisée de Trujillo se mettait au service du dictateur haïtien.

Le pacte resta en vigueur durant toute l’année 1959. Mais ce ne furent pas les services de l’armée dominicaine qui empêchèrent les actions de l’opposition haïtienne réfugiée à Cuba. Ces actions ne purent jamais s’organiser, étant donné l’inefficacité des politiciens qui la composaient, dans leur majorité des opportunistes et démagogues, nostalgiques des positions perdues mais incapables de risquer leur vie dans une action militaire.

En 1960, surgirent les graves difficultés du Généralissime avec Romulo Bétancourt, 1’O.E.A. et la C.I.A. ; conséquence de l’attentat que Trujillo organisa contre Bétancourt. La Conférence des Ministres des Relations Extérieures des pays de l’Amérique Latine réunie à San José (Costa Rica) déclara la « guerre » au dictateur dominicain. Les États-Unis et la plupart des nations latino-américaines suspendirent leurs relations diplomatiques avec la République Dominicaine et approuvèrent les sanctions économiques prises contre elle, comme par exemple, la réduction de son quota sucrier sur le marché des U.S.A.

Tout semblait indiquer que les jours de Trujillo, l’ancien « marine » du corps expéditionnaire des États-Unis en République Dominicaine et fidèle serviteur de Washington durant de nombreuses années, étaient comptés.

L’astucieux président d’Haïti n’attendit pas que son protecteur tombât en disgrâce pour s’éloigner et éviter de « se brûler » avec une amitié trop compromettante. Déjà avant la chute du généralissime, il lui avait tourné le dos, en s’alignant avec les « républiques du continent » dans leur sanction contre le régime de Trujillo, afin de restaurer la « démocratie représentative » en République Dominicaine. Et, lorsque l’édifice de Trujillo s’effondra, il offrit ses services à quelques hauts personnages dominicains en difficulté, les autorisant à se réfugier en Haïti pour échapper à la colère du peuple dominicain. Parmi ces réfugiés, figurait Johny Abbes Garcia, le dernier chef des Services Secrets de l’Armée trujilliste.

[107]

3. Le dilemme de Kennedy :  
Papa Doc ou qui d'autre ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

Quand le président John F. Kennedy arriva à la Maison Blanche, le 18 janvier 1961, deux grands problèmes se posaient dans le cadre de la politique latino-américaine : l’élimination de la « dictature » castriste, c’est-à-dire l’écrasement par n’importe quel moyen de la Révolution Cubaine, et l’élimination de la Dictature de Trujillo, le « loup blanc ».

Ce sacrifice du plus discrédité des tyrans américanophiles constituerait le prix à payer pour établir les bases morales de la doctrine de la « démocratie représentative », si chère au président Kennedy et « aux démocrates » Bétancourt et José Figuéres.

Les deux opérations furent mises en marche presque en même temps par la C.I.A. L’administration Kennedy soutint les plans. L’invasion de Cuba se prépara dans les fins fonds de la forêt guatémaltèque, et l’assassinat de Trujillo, dans la capitale dominicaine elle-même.

Le débarquement à la Baie des Cochons, le 16 avril 1961, fut un échec retentissant. Le peuple cubain mit en miettes les plans « ultra-secrets » de Washington. La Révolution Cubaine en sortit plus affermie. Mais en République Dominicaine la machine de mort mise en marche contre Trujillo avançait, incontrôlable. Le fidèle ami des U.S.A., devenu bouc émissaire reçu le coup de grâce le 30 mai 1961.

Malgré cette preuve éclatante de la décision du président Kennedy de garantir la « démocratie représentative », l'opinion libérale aux États-Unis et en Amérique Latine ne se montrait pas pleinement satisfaite. Les crimes du dictateur haïtien commençaient à être connus à l’étranger. Sa décision, le 22 mai 196 U de proroger son mandat présidentiel jusqu’en 1967, alors qu’il devait s’achever le 15 mai 1963, avait déplu à Washington. L’administration Kennedy ne tarda pas à manifester un certain mécontentement dans ses relations avec Papa Doc, qui ne respectait même pas le minimum des normes de la « démocratie représentative ». En même temps, les milieux bétancouristes faisaient pression pour l’adoption de mesures contre Duvalier.

Après la Conférence de Punta del Este, en août 1961, la tension entre Washington et Port-au-Prince augmenta. On s’en souvient, la Conférence avait été convoquée pour condamner Cuba et l’exclure du Système Interaméricain.

La délégation haïtienne prit dès le début une position pseudo-nationaliste et de non-intervention, en se situant du côté des « indépendants » de l’assemblée. Au moment du vote final, le Chancelier René Charlmers se montra disposé à négocier le vote haïtien. Et en effet, il vendit ce qui n’a pas de prix et [108] le maître acheta ce qu’on ne peut acheter qu’au prix de sa dignité.

Voici comment Schlesinger, conseiller de Kennedy, relate ce honteux épisode de la carrière d’un gouvernement sans scrupules, disposé à tout vendre : « ... Il y avait douze votes sûrs en faveur de notre politique intransigeante, mais parmi les dissidents se trouvaient les plus grands pays de l’hémisphère : le Brésil, l’Argentine, le Chili et le Mexique, de même que la Bolivie et l’Equateur. L’Uruguay et Haïti semblaient indécis. « Le Ministre des Relations Extérieures d'Haïti, conscient de la valeur de son vote, fit remarquer à Rusk, avec prudence, qu’il représentait un pays pauvre qui avait désespérément besoin d'aide, et que naturellement, ce besoin conditionnerait son vote. Si les États-Unis, qui, depuis un certain temps ne se montraient plus intéressés à aider Haïti en raison de la dictature de Duvalier, acceptaient de financer certains projets... Rusk s’esquiva, mais plus tard il envoya au chancelier haïtien un message dans lequel il disait que bien que par principe les États-Unis ne conditionnaient pas leur aide économique aux agissements politiques, Haïti ayant elle-même établi ce rapport, elle devait comprendre que toute prochaine aide tiendrait compte du rôle qu’elle jouerait désormais à Punta del Este. « ... en dernière instance nous acceptâmes le chantage, nous engageant à reprendre notre aide pour la construction de l’aéroport de Port au Prince ». Logan et Needler rapportent à ce sujet que le Secrétaire d’État Dean Rusk faisant son état de dépenses, au soir de l’expulsion de Cuba de l’OEA, écrivait : « petit déjeuner : 2 dollars, déjeuner, avec le Délégué haïtien : 2.8 millions ».

Un an après, en août 1962, Washington prit l’initiative de suspendre l’aide à Haïti, et la presse nord-américaine déclencha une violente campagne contre Duvalier. Cependant en Octobre, au cours de la crise des Caraïbes, Kennedy envoya au dictateur une lettre très fraternelle sollicitant « l’appui de l’armée haïtienne et des « Volontaires de la Sécurité Nationale (c’est-à-dire les T.T.M.) pour la sauvegarde du Monde Libre et la défense de l'Hémisphère Occidentale ».

Cette démarche de conciliation fut suivie de nouvelles pressions de l’opinion publique nord-américaine, de l’opposition haïtienne réfugiée à New-York et du gouvernement dominicain de Bosch.

La machine de conspiration du Département d’État fut mise en marche. Le colonel Heinl, chef de la Mission Militaire, et quelques membres de l’ambassade américaine se chargèrent de l’affaire. Plusieurs hauts chefs militaires reçurent des instructions, [109] des garanties et de l’aide pour mener à bien l'opération [[39]](#footnote-39).

Dès le mois d'août 1962, Duvalier pressentant un complot obligea le colonel René Boucicault, chef de l’État-Major, à se réfugier dans une ambassade étrangère. Mais la conspiration ne s'arrêta pas. En Avril 1963, tout était prêt pour le coup d’État Militaire.

En attendant, deux des anciens opposants à Duvalier lors de la campagne présidentielle, Daniel Fignolé et Louis Déjoie, avaient été chargé de diriger à Porto Rico un gouvernement haïtien en exil, comme premier pas vers la constitution d’une coalition capable, selon le Département d’État, d'assurer le post-duvaliérisme.

Dans de telles circonstances, Duvalier adopta la « ligne dure », dénonça l'intervention nord-américaine dans les affaires intérieures d’Haïti, expulsa le chef de la Mission Militaire et déclara persona non grata l'ambassadeur des États-Unis, Raymond Thurston.

Mais déjà le Département d’État avait fait marche arrière.

Bien qu’il disposa d'un gouvernement fantôme, formé par deux haïtiens, à Porto Rico, il ressentait de façon tragique l’absence d’un bras fort, capable d’assurer la succession en Haïti.

L’armée avait été déjà affaiblie. L'équipe Déjoie-Fignolé était en effet, fragile et inconsistante. Les politiciens qui s'agitaitent aux États-Unis manquaient de véritable force politique...

Devant la crise de l’opposition haïtienne traditionnelle et la fragilité des structures institutionnelles, Kennedy préféra rompre toutes relations avec Duvalier.

4.- De Bosch à Balaguer

[Retour au sommaire](#sommaire)

Vers 1963-64, le seul homme paraissant jouir encore de la confiance du State Department et seulement parce qu'on voyait en lui, une possible solution à la crise de succession de Duvalier, était Léon Cantave, ex-chef d’état-major de l’armée haïtienne (1956-57) et réfugié aux États-Unis.

Ce fut pendant la période présidentielle de Juan Bosch que la République Dominicaine devint la base opérationnelle d’où Cantave attaqua plusieurs fois Duvalier. La dernière invasion de Cantave eut quelque rapport avec le coup d’État dirigé contre Bosch et ce dernier le reconnut. Peut-être était-ce là un stratagème [110] mû par des fils invisibles et des mains expertes dans le but de destituer Juan Bosch. Cette invasion survenue trois jours avant la chute de Bosch, fut le dernier chapitre de l’hostilité officielle du gouvernement nord-américain envers Duvalier.

En même temps s’entrouvrait de nouveau la perspective d’une étroite coopération entre Duvalier et l’oligarchie de Reid Cabrai, Garcia Godry et Joaquim Balaguer. Sans aucun doute, le dictateur haïtien n’avait pas apprécié d’un bon oeil l'instauration d’un gouvernement à démocratie représentative dans le voisinage de son fief. Bosch avait la réputation de démocrate et de libéral, d’être un ami de Bétancourt et de Kennedy. Même quand les exilés haïtiens à Santo Domingo commencèrent à s’agiter, les relations entre les deux gouvernements gardèrent un aspect formel jusqu’en avril 1963.

À la fin d’avril 1963, des forces répressives duvaliéristes violèrent l’immunité de l’ambassade dominicaine à Port-au-Prince, voulant arracher de cette mission diplomatique où il s'était réfugié, le lieutenant François Benoît soupçonné de participation à une tentative de rapt des enfants du dictateur. Cette atteinte à la souveraineté dominicaine souleva l’indignation à Santo-Domingo. La situation politique en Haïti était des plus instables. Bosch voulut profiter de cette conjoncture pour forcer la main à Duvalier. Les troupes dominicaines furent mobilisées et reçurent l’ordre de se diriger vers la frontière. Les avions militaires dominicains survolèrent la capitale haïtienne.

Selon l’ex-mandataire dominicain dans son livre déjà cité, cette manœuvre visait à exercer la plus grande pression possible sur Papa Doc, à lui donner l'impression d’une attaque imminente de l’armée dominicaine beaucoup mieux entraînée et équipée et, en faisant bombarder plusieurs points du territoire haïtien par l’aviation, contre laquelle Duvalier n’avait aucune défense, Bosch était sûr que le dictateur haïtien s’enfuirait.

Mais ce calcul méconnaissait totalement le style politique propre à Duvalier qui dans son obsession de garder le pouvoir, ne se laisserait intimider, que par une force extrêmement violente qui l’écraserait sans pitié. En outre, comme le conflit dominicano-haïtien éclatait peu après l’échec du complot du Département d’État, Bosch fut désigné dans les milieux révolutionnaires comme un instrument de la politique yankee, ce qui affaiblit sa position vis-à-vis de l’opinion dominicaine, haïtienne et internationale.

Enfin, l’ambassade des U.S.A. freina délibérément l’aventure anti-duvaliériste de Bosch. L’ambassadeur Martin assura à ce dernier que la chute de Duvalier était imminente et qu’un avion de la KLM attendait déjà le mandataire haïtien à Port-au- Prince pour le conduire en Algérie où Ben Bella lui avait offert l’asile politique. De plus, les généraux dominicains, manipulés sans aucun doute, refusèrent de marcher sur la frontière haïtienne lorsqu’ils en reçurent l’ordre, sous prétexte que les camions [111] de l’armée manquaient de jantes de réserve et étaient inutilisables.

Duvalier sortit plus fort de cette épreuve. Mais Bosch s’était montré à ses yeux comme l’ennemi principal. Les mouvements des exilés haïtiens s’intensifiaient entre New-York, Santo Domingo et Caracas. Sous le commandement des militaires dominicains, non loin de Santo Domingo, fonctionnaient des camps d’entraînement anti-duvaliéristes.

Dans de telles circonstances, il était normal que Duvalier utilisa tous les moyens disponibles pour renverser Juan Bosch, encore qu'il soit difficile de déterminer quelle fut la nature de sa participation dans le coup d’état. Il avait des contacts étroits avec de hauts chefs militaires dominicains par l’intermédiaire de Johny Abbes Garcia, ancien chef des Sercices Secrets Dominicains, et d’autres partisans douteux de Trujillo, réfugiés en Haïti. Dans une conférence de presse, en janvier 1968, à des journalistes étrangers, il déclara qu’il avait travaillé trois ans à l’installation de Balaguer, alors expatrié aux États-Unis, à la présidence de la République Dominicaine.

L’un des premiers gestes du triumvirat présidé par Reid Cabrai qui prit le pouvoir le 23 septembre 1963 fut d’obliger les exilés haïtiens, qui s’étaient faits remarquer par leurs activités antiduvaliéristes sous le gouvernement antérieur, à abandonner le territoire dominicain. Le 10 octobre 1963, à peine deux semaines après le coup de force, le « Listin Diario » annonçait l’expulsion d’un certain nombre de réfugiés qui avaient participé à l’expédition de Cantave, et dont l’activité anti-duvaliériste était connu. Cette concession commentait le « Listin Diario », « faisait partie d’un arrangement qui conduirait au rétablissement des relations diplomatiques avec le gouvernement haïtien ».

Cependant, en République Dominicaine le sentiment anti­duvaliériste était puissant, même dans certains milieux officiels qui n’avaient rien à voir avec le libéralisme de Bosch. La sympathie pour la cause anti-duvaliériste contribua à empêcher l'accomplissement total des mesures contre les haïtiens. Le père Jean-Baptiste Georges et Pierre Rigaud, dont l'expulsion avait été décidée, purent y demeurer et garder leur liberté d'entrée et de sortie en République Dominicaine. Cette générosité du triumvirat était certainement inspirée par Washington. Mais les relations diplomatiques furent renouées.

Déjouant la vigilance du gouvernement, et sous la protection de certains secteurs officiels, un groupe de patriotes réunis sous le nom de « Forces Armées Révolutionnaires Haïtiennes », (FARH) et dirigé par Fred Baptiste, utilisa le territoire dominicain comme point de départ d’une expédition qui pénétra en Haïti le 29 juin 1964, dans le but de déclencher une guerre de guerrillas. Mais les autorités dominicaines intervinrent pour leur couper les vivres. Et lorsque, sans munitions et démoralisés, ces guerrilleros passèrent la frontière, de retour en République [112] Dominicaine, ils furent arrêtés, maltraités et sur le point d'être assassinés.

Le gouvernement de Reid Cabrai, suivant les instructions de la C.I.A., poussa à l’extrême les mesures de vigilance et d’intimidation contre les réfugiés haïtiens. Cette situation dura jusqu’en Avril 1965, quand l’insurrection dominicaine vint ouvrir d’autres voies à la coopération fraternelle des deux peuples.

De nombreux haïtiens luttèrent sur les mêmes barricades que la jeunesse patriotique de Saint-Domingue. Quelques-uns payèrent de leur vie leur attitude fraternelle et courageuse dans la défense du territoire dominicain [[40]](#footnote-40).

Le gouvernement haïtien s’intéressa profondément à l’évolution des événements et le Chancelier Charlmers, partit précipitamment pour Washington, afin de joindre sa voix au chœur des réactionnaires dominicains qui réclamaient l’intervention des États-Unis en République Dominicaine. Des émissaires des militaires dominicains allèrent à Port-au-Prince pour solliciter l'appui de Duvalier au cas où la situation prendrait une tournure favorable aux constitutionnalistes.

Il est indubitable qu’avec le triomphe du mouvement, dirigé par le colonel Caamano, les jours de la dictature de Papa Doc auraient été comptés et le retour de Bosch à la présidence aurait ouvert d'immenses possibilités à la lutte des forces démocratiques "haïtiennes. Le gouvernement ne manqua pas de rappeler à Washington que la cause de l’ordre et de la tranquillité en Haïti était intimement liée à l’accès à la présidence de la République Dominicaine de Joaquim Balaguer.

L’arrivée au pouvoir de Balaguer fut accueillie avec une très grande satisfaction à Port-au-Prince. À la veille de son accession à la présidence, l’ex-secrétaire d'État de Trujillo avait publiquement exprimé sa décision de maintenir des relations amicales avec le régime voisin. Pour les démocrates haïtiens réfugiés à Saint-Domingue l’insécurité se fit si évidente qu’un certain nombre d’entre eux durent partir pour le Vénézuéla et la France.

Un des premiers actes de l’alliance Duvalier-Balaguer fut à signature, le 20 janvier 1967, d’un contrat annuel sur l’envoi le 20 mille travailleurs haïtiens aux centrales sucrières dominicaines. En commentant cet accord, le journal dominicain « El popular » souligna :

[113]

« L’arrivage de ce premier contingent de 20 mille haïtiens constitue une véritable traite des Noirs dans cette seconde moitié du XXème siècle. Ses promoteurs ne sont pas, comme au XVIIIème siècle les roitelets et les chefs de tribus africaines, mais le sinistre roi, mal élu d'Haïti, François Duvalier, apôtre de la Négritude... »

« L'émigration des travailleurs haïtiens n’exprime pas seulement le drame de la race la plus exploitée au cours de l’histoire humaine, mais pose aussi sur le terrain idéologique, la problématique de la nation opprimée sur un plan nouveau : l’exploitation d’un pays arriéré par un autre tout aussi sous-développé ».

Selon les clauses du contrat, en marge des salaires payés aux manœuvres le gouvernement haïtien recevait une surpaye de 10 dollars par tête, et de 49 dollars pour le contrat de chaque travailleur. Soit un total de 1.380 000 dollars, qui n’allaient pas au budget officiel haïtien mais dans les poches des hauts dignitaires chargés du négoce. Pour les nouveaux négriers... et les directeurs d’entreprises sucrières dominicano-nord-américaines qui payaient des salaires dérisoires aux travailleurs haïtiens, cette traite des noirs constituait une excellente affaire. Les oligarchies des deux républiques avaient de quoi se féliciter de la coopération fraternelle établie sous l’aile protectrice des États-Unis.

Cette coopération s’étendit sur le terrain politique. En Février 1967, cinq exilés haïtiens furent remis aux autorités duvaliéristes. L’opinion publique dominicaine éleva une protestation énergique et unanime. Balaguer dut exiger de Duvalier, le retour de ces exilés en République Dominicaine. Dès lors, tous ceux qui étaient connus pour leurs activités anti-duvaliéristes furent poursuivis. Les révolutionnaires Camille Montero et Daniel Sansaricq, furent arrêtés, accusés de se trouver illégalement en République Dominicaine. Après une grève de faim et un grand mouvement de solidarité des milieux progressistes dominicains, ils furent mis en liberté mais expulsés de Saint-Domingue.

Le pacte Balaguer-Duvalier constitua, un instrument puissant de l’effort des deux régimes pour maintenir leur joug sur les peuples haïtien et dominicain.

Cependant, dès la fin de 1967 on commença à observer chez Balaguer une tendance à réduire la coopération avec le duvaliérisme à un niveau surtout policier. Le 30 août 1967 le gouvernement dominicain prit unilatéralement la décision de fermer la frontière ouverte jusqu’alors aux touristes dominicains. Peu avant la « zafra » de 1967-68, il signala aux autorités haïtiennes qu’il lui était impossible de recevoir les coupeurs de canne conformément à l’accord conclu. Duvalier s’irrita. En janvier 1968, au cours d’une conférence de presse, il montra sa surprise face à cette mesure unilatérale.

[113]

Il est probable que l’attitude de Balaguer ait été inspirée par la nécessité de limiter la fuite des devises durant la crise que traversait alors l’économie dominicaine. Probablement ce fut une mesure politique : le libre passage entre les deux pays favorisait les contacts et la coopération entre révolutionnaires haïtiens et dominicains.

Quoiqu’il en fut, de légers nuages vinrent assombrir le ciel de l'alliance Balaguer-Duvalier. Cela apparut au moment de l’invasion qu’affronta le régime haïtien le 20 mai 1968. En dénonçant l’ingérence étrangère dans les affaires de son pays, l’ambassadeur haïtien à Washington insinua que la République Dominicaine avait concentré des troupes sur la frontière commune aux deux pays.

En réalité, tout semblait indiquer, que Balaguer adopterait la même politique que Duvalier lorsque le régime de Trujillo fut sur le point de s’écrouler : garder ses distances et tendre la main aux nouveaux fantoches que choisirait Washington et au cas où la situation haïtienne évoluerait sous l'action des courants populaires et nationalistes, le régime dominicain n’hésiterait pas à utiliser son territoire et ses forces de répression contre la lutte de libération du peuple haïtien.

5. Les aventures nationalistes de Papa Doc.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Pendant l’année 1963, quand les rapports entre le régime haïtien et le gouvernement de Kennedy étaient arrivés à leur plus bas niveau, Duvalier se tourna vers le Général de Gaulle.

Jules Blanchet ministre sans porte-feuille et homme de confiance, fut désigné comme ambassadeur spécial au Marché Commun. Le gouvernement haïtien multiplia ses offres à la France et aux pays du Marché Commun les invitant à combler le vide laissé par les bailleurs de fonds officiels des U.S.A. Il sollicita même de la France, l’envoi d’une mission militaire qui remplacerait celle des États-Unis, récemment partie.

Mais l’orgueilleux De Gaulle ne pouvait accepter les « dépouilles » laissées par l’Oncle Sam et ne fit pas cas de ces propositions. La France était trop occupée à l’organisation et au perfectionnement de son appareil néocolonial dans les pays africains récemment libérés. L’intégration de ces pays au Marché Commun laissait peu de place à Haïti, qui, d’un point de vue économique et politique, n’intéressait ni la France, ni les autres pays du Marché Commun. Au contraire ces pays, acheteurs habituels de café haïtien, avaient le plus grand intérêt à équilibrer leur balance commerciale avec Haïti, faible importatrice de produits européens manufacturés. Cela impliquait des restrictions dans les achats européens en Haïti.

[115]

Le pays qui accorda le plus d’attention aux appels angoissés d'Haïti fut la République Fédérale Allemande. Un plan dont le montant total était d'un million de dollars appelé « Don du Président Lübke », fut appliqué en tant que projet pilote d'aide aux pays sous-développés. La Misereor, fondation sociale de l’épiscopat allemand collaborait à ce plan.

Certains secteurs de l'opposition de droite aux U.S.A. signalèrent alors la possibilité que Duvalier, désespéré, pourrait recourir aux pays socialistes, ce qui ouvrirait les portes au « communisme international ». Ils se rappelaient le discours de Duvalier à Jacmel en 1961, quand le dictateur mentionna l’alternative de 1'« autre pôle » dans le cas où l’aide américaine ne serait pas aussi importante qu’il l’aurait désiré. Quand vint, pourtant la diminution de cette aide, Duvalier se garda bien de se tourner vers le monde socialiste. Il tendit désespérément la main vers le Japon, le Mexique, Israël et le Canada avec l’espoir d’obtenir une aide ou des investissements.

Sur le plan des affirmations verbales, cette période de « vaches maigres » et de pression nord-américaine se caractérisa par l’épanouissement des formules oratoires, nationalistes, et même anti-américaines.

Les dénonciations faites par la presse des USA des crimes et exactions duvaliéristes, des violations de la sacro-sainte « démocratie représentative » en Haïti, furent présentées par la démagogie gouvernementale comme une « attitude raciste contre la première république noire du monde » [[41]](#footnote-41).

La propagande officielle présenta comme du racisme ou de l’ingérence dans les affaires haïtiennes, tout ce qui était froideur et hostilité de certains milieux nord-américains. Les idéologues du régime se référèrent plus d’une fois à « l’orgueil du Noir incompris », aux « origines nationalistes du Premier État Noir ». Des concepts comme ceux de « l'autodétermination », de la « non-intervention dans les affaires des autres pays », furent arborés si violemment qu’ils réussirent à créer une confusion sur les véritables motifs du conflit entre Duvalier et les États-Unis.

D'autre part, dans sa politique internationale, le gouvernement essayait de démontrer un intérêt spécial pour l’Afrique.

Cette politique « africaniste » se manifestait dans les déclarations des délégués haïtiens aux Nations Unies, et dans un grand nombre de discours du dictateur. Il ne ratait pas une occasion d’exprimer sa solidarité avec les noirs des États-Unis ou d’envoyer aux nations africaines de chaleureux messages exaltant la race commune. En même temps, il établissait des relations diplomatiques [116] avec de nombreux états. Haïti devenait, après Cuba le pays d’Amérique Latine ayant le plus grand nombre de missions diplomatiques en Afrique. Certains chefs d’États africains furent invités à visiter Haïti [[42]](#footnote-42). Le summum de cette politique fut, sans doute, l'arrivée à Port-au-Prince en avril 1967 de l’empereur d’Éthiopie, Hailé Selassié, qui fut reçu avec un torrent de discours sur les liens historiques entre « les deux nations noires les plus anciennes du Monde » [[43]](#footnote-43).

Dans la pratique, « l’africanisme » de Duvalier a fait défaut aux africains toutes les fois qu’ils en ont eu besoin. Une mission du Front de Libération de l’Algérie Combattante qui parcourut en 1960 l’Amérique Latine pour réclamer la solidarité des pays du Continent put le constater au cours des débats sur le problème algérien aux Nations-Unies. Naturellement, elle se rendit en Haïti, pays qui avait aussi lutté héroïquement contre le colonialisme français. Elle fut reçu avec froideur et dut repartir sans que sa demande ait reçu aucune attention.

Cet africanisme a un contenu purement démagogique et doit en fait se comprendre comme faisant partie de la politique abjecte de dépersonnalisation des noirs haïtiens, pratiquée par Papa Doc. En flattant les nouvelles nations africaines, Duvalier croit pouvoir compter avec leur appui décisif en toute situation où leur aide morale lui serait utile. Et en même temps, il satisfait sa vanité maladive en se faisant passer pour l’incarnation vivante des noirs Louverture et Dessalines, forgerons de l’indépendance nationale.

De nombreux dirigeants africains, et même certains qui n’ont rien de révolutionnaires, mais dont le concept de négritude est moins négatif que celui de Duvalier, ont compris cette vérité. Léopold Sedar Senghor, président du Sénégal, l’apôtre bien connu de la négritude, à partir des années 1963-64, a manifesté, sa froideur devant les professions de foi africaniste de Duvalier. Et la décision du gouvernement du Dahomey d’autoriser le tournage de « The Comedians » sur son territoire, après avoir [117] rompu ses relations diplomatiques avec Haïti, a eu sans doute la même signification.

6. Le double jeu de Washington.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Peu de semaines après l’assassinat de Kennedy, un nouvel ambassadeur américain, Timmons Benson, arriva à Port-au-Prince. La sortie forcée de son prédécesseur, Raymond Thurston, avait été suivie de la suspension des relations diplomatiques entre les États-Unis et Haïti. Washington hissait le drapeau blanc, et faisait la paix avec le régime des T.T.M. Cette démarche du nouveau président des U.S.A. fut accompagnée par la recherche de formes originales et discrètes de coexistence et de coopération avec le gouvernement haïtien.

En premier lieu, l’aide nord-américaine fut reprise, mais non avec autant d’importance qu’à l’époque de la « coopération totale ». Ceci par crainte de se compromettre tout à fait avec un régime pourri et impopulaire. Le gouvernement haïtien pour sa part, le 10 mars 1964, réitérait son désir d’octroyer un traité préférentiel et d’assurer un climat favorable aux investissements américains.

Washington trouva alors la formule d’aide qui devint un sérum vital pour le gouvernement de Duvalier. L’ancien chef de la Mission Militaire des U.S.A., Robert Heinl dans un article intitulé « Haïti Next mess in the Caribbean » publié dans « The Atlantic » en novembre 1967, écrivait : « Les pressions sur Duvalier diminuèrent peu après la mort de Kennedy. L’ambassadeur des U.S.A. revint à Port-au-Prince, avec l’ordre de se lier d’amitié avec Duvalier en vue de se substituer au chargé d’affaires qui avait tenu cette place depuis plusieurs mois ». Selon Heinl, le Département d’État commença à encourager le tourisme vers Haïti, autorisa un emprunt de 2.6 millions de dollars pour alimenter Port-au-Prince en eau potable, et une aide financière pour construire une raffinerie de pétrole (ce qui ne put se faire étant donné l’inefficacité et la corruption du régime). Au début de 1964, lorsque Washington reçut à nouveau un ambassadeur haïtien, le président Johnson salua son entrée d'un communiqué officiel de la Maison Blanche : « Les États-Unis attendent anxieusement une profonde coopération et une solidarité avec le gouvernement d’Haïti ».

La coopération s’intensifia de façon remarquable. Mais ai lieu d’opérer ouvertement comme auparavant, elle fut dissimulée. Officiellement, ce n’est pas le gouvernement des États-Unis qui aide la monstrueuse dictature de Papa Doc, mais de nombreuses fondations et organismes interaméricains ou internationaux. Le témoignage du colonel Heinl est éloquent : « derrière [118] la façade du CARE nous avons aidé Haïti dans des termes proposés par Duvalier et qui avait été refusés par Kennedy [[44]](#footnote-44). Ainsi les États-Unis, par l’intermédiaire des secteurs internationaux publics ou privés, ont empêché l’effondrement financier du régime ». De 1963 à 1968 l’aide de l’USAID sous diverses rubriques a atteint une moyenne de 4.4 millions de dollars l’an. L’Agence Internationale pour le Développement dans le cadre de son Programme de Nutrition (Loi 480) distribue des aliments sous le couvert de la CARE. La B I D octroya entre 1963 et 1966, de son « Fonds pour les Opérations Spéciales », 42 millions pour des « projets d’assainissement » et d’éducation... Ce Fonds spécial provient directement du gouvernement des États-Unis et s’octroie à de faibles taux d’intérêt, ou se distribue sous forme de donations.

Le montant de cette aide peut sembler faible, mais il équivaut au cinquième ou au sixième du budget national. Celui de la coopération militaire n’a pu être calculé. Ici, plus que dans les autres branches, le camouflage est parfait. Quand à la fin de l’année 1967, une mission du Comité Interaméricain de Défense visita Port-au-Prince, on put se rendre compte que ce pays occupait une bonne place dans les budgets de la « défense continentale ».

La politique de coopération définie par Johnson se refléta immédiatement au sein du Comité de l’Alliance pour le Progrès. Plusieurs missions du C.TA.P., envoyés en Haïti, avaient faits d’innombrables rapports pour signaler la détérioration, catastrophique de la situation économique et l’incapacité de l’appareil administratif [[45]](#footnote-45). Aussi, au cours de l’année 1967 (document du 19 janvier 1968) l’ALPRO décida de passer outre l’incapacité et la corruption gouvernementales et de fournir une aide massive qui atteindrait 4 millions de dollars pour les années 1968-69-70 afin d’assurer en premier lieu la construction du complexe hydro-électrique de Péligre, dont le financement assuré par l’Eximbank (35 millions de dollars en 1952-56) constitua un scandale financier.

[119]

En définitive, l’aide des États-Unis, les promesses de nouveaux prêts ont contribué à nourrir au moyen d’un sérum vital sinon d'une « injection massive », le régime des T.T.M en alimentant en même temps les rêves d’éternité du tyran Mais cette politique est seulement une variante du jeu de Washington vis-à-vis d'Haïti. L’autre est l’attitude du Département d'État envers les politiciens de l’opposition de droite, exilée aux États-Unis. Cette politique inaugurée peu après l’accès de Duvalier à la Présidence mais qui prit un caractère plus concret avec Monsieur Johnson, a consisté à appuyer successivement des personnalités et groupes d’opposition, nourrir chez eux des ambitions présidentielles, et dans la grande masse des émigrés, l’espoir que les U.S.A. allait renverser le régime duvaliériste.

Les services de sécurité (F.B.I., C.I.A.) pouvaient ainsi contrôler les divers mouvements, recruter ou infiltrer des agents dans leur sein et élaborer avec eux des opérations conspiratives ou des projets d’invasions, dont les plans, inévitablement, parvenaient aux mains de Duvalier.

Mais il existait aussi une préoccupation réelle, celle de préparer une figure ou une organisation de rechange capable de contribuer à assurer le statu quo, au cas où Duvalier serait renversé ou disparaîtrait, et qui serait utilisé, en définitive contre la lutte de libération du peuple haïtien.

Le Département d’État comprit, surtout après 1963, que de par la structure institutionnelle de la dictature de Papa Doc, il était presque impossible de trouver dans son sein l’homme ou les hommes capables d’assurer un post-duvaliérisme sans changements fondamentaux, c’est-à-dire capables de garantir la survivance du régime. Dans ce sens, il entreprit une recherche désespérée au sein de l’opposition réfugiée à l’étranger, afin de trouver le groupe ou l’individu politiquement apte à devenir un pion du jeu américain en Haïti. Mais la crise de la structure socio-politique haïtienne est si profonde qu’elle a aussi atteint les couches non-duvaliéristes des classes dirigeantes, et cette recherche s’avère infructueuse. D’où en définitive l’appui inconditionnel au duvaliérisme.

[120]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre VII

À LA RECHERCHE  
DES CAUSES PREMIÈRES

« Maintenant tu sais, comme moi, ce qu’il y a dans le ventre de la misère, ce qui fait que les merveilles de notre terre n’appartiennent pas aux nègres et aux négresses comme nous ; tu sais pourquoi chaque jour, il y a de nouvelles larmes dans les yeux, pourquoi les hommes abandonnent leur terre natale, pourquoi les maladies ravagent notre peuple, pourquoi les fillettes deviennent femmes... »

Jacques S. ALEXIS, écrivain assassiné.

[Retour au sommaire](#sommaire)

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L’ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s’élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuel ».

Ces lois du matérialisme historique énoncées par Marx, dans sa « Critique de l’Économie Politique », aident à la compréhension scientifique de la problématique haïtienne.

Comme instrument de recherche d’une causalité cachée derrière la brume idéologique engendrée par le régime et le développement socio-culturel qui lui est propre, elles permettent de dégager les traits fondamentaux de la formation sociale haïtienne, à l’abri des interprétations obscures et de l’agnostisme qui résultent souvent de l’observation subjective des sociologues, journalistes ou techniciens étrangers et, naturellement de beaucoup d’intellectuels haïtiens.

1. Prédominance d’une agriculture archaïque  
de caractère féodale.

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’économie haïtienne est dans son étape pré-capitaliste. Le secteur « moderne », industriel, fournit 12% du produit national [121] brut. La classe ouvrière représente 13,9% de la population active, soit environ 100 mille personnes, dont le 1/3 appartient au prolétariat industriel.

Le secteur fondamental de l’économie, à savoir le secteur agricole, présente des aspects marquants de féodalisme, comme la grande propriété travaillée par des paysans assujettis, la forme féodale de rémunération du travail en nature - rarement en espèces - et l’existence d’une masse importante de paysans sans terre.

Le mode de production représentatif de l’ensemble de l’économie, est donc pré-capitaliste. Près de 90% des cinq millions d’haïtiens vivent sous la domination directe et l’influence inhérente à ce type d’organisation anachronique et rétrograde de l’activité économique.

Comment et dans quelle mesure cette réalité économique influence, détermine ou contribue à définir la genèse du duvaliérisme ?

Des techniques agricoles à caractères presque médiévales, une faible productivité, un bas niveau de commercialisation des produits agricoles, une économie de subsistance dans un large secteur de la population rurale, un niveau de vie infra-humain de la paysannerie : telles sont les caractéristiques les plus marquants de l’agriculture haïtienne révélateurs de la structure archaïque de l’économie rurale et qui influent évidemment sur la problématique générale de l’agriculture. Mais là ne sont pas les causes de ce féodalisme nées des conditions d'un régime économique et social donné. Et ce sont précisément les traits de ce régime qu’il faut définir, en analysant la distribution de la propriété dans l'agriculture haïtienne : 1.15% des exploitations agricoles couvrent plus de 13 hectares et appartiennent aux « latifundistes » et à l'État. Elles occupent les 66.62% des terres cultivées. Les petits propriétaires occupent des lopins de moins de 2 hectares qui constituent 70% du total des exploitations agricoles et couvrent à peine 10% de la surface cultivable. Les agriculteurs moyens disposent des 30% de la totalité des exploitations et occupent une superficie de 23% des terres cultivées.

**Distribution de la propriété rurale en Haïti**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Superficie des exploitations | % de la totalité des exploitations | % de surfaces cultivées |
| jusqu’à 2 ha | 2 à 10 ha | plus de 10 ha |
| 69.27 | 29.55 | 1.15 |
| 10.2 | 23.18 | 66.62 |

[122]

Ces chiffres révèlent le déséquilibre et les contradictions économiques et sociales existant dans la branche principale de l'économie. Les grandes propriétés sont exploitées par métayage ou affermage par les paysans sans terre. Le surproduit obtenu n’est pas investi dans l’agriculture afin d’améliorer les méthodes de culture (achat d’engrais, de fertilisants, travaux d’irrigation), il finance les dépenses de consommation et de luxe des citadins « latifundistes ». Les grands propriétaires refusent d’investir pour exploiter leurs terres en friche. La propriété de type féodal et la forme d'exploitation qui lui correspond, sont la cause principale du retard dans l’agriculture et déterminent les rapports sociaux, l’organisation sociale et le système politique dans son ensemble.

Même dans les petites fermes le mode de production conserve des caractéristiques pré-capitalistes (existence de petits fermiers, méthodes archaïques, manque de crédit, économie de subsistance). Le résultat est d’abord économique (niveau extrêmement bas de productivité et de monétarisation), mais aussi social et politique : la dépendance du petit propriétaire vis-à-vis du prêteur à qui il recourt pour l’achat de semences, sa survie et toute dépense imprévue. Même quand la production est susceptible d’un haut degré de commercialisation, cela ne délivre pas le petit paysan de sa sujétion vis-à-vis du propriétaire terrien. Et comme celui-ci est généralement un commerçant qui vit dans la région, l’assujettissement politique se manifeste de façon directe. Les liens entre l’appareil politique de domination et le monde paysan s’établissent par ce moyen.

L’agriculteur moyen, propriétaire d’une surface économiquement rentable, n’échappe pas à la loi de la pauvreté paysanne et à l’assujettissement économique et politique ; il partage la faible productivité et travaille dans les mêmes conditions archaïques ; généralement il doit diviser sa terre en plusieurs exploitations minuscules, contracter avec des fermiers ou sous-fermiers et il est dépouillé par des intermédiaires et usuriers liés à l’appareil gouvernemental.

Ainsi, le mode de production féodale, les mécanismes d’exploitation de la paysannerie par les grands propriétaires fonciers transfèrent au secteur non productif et parasitaire, une partie considérable du produit de l’activité économique fondamentale de la nation. La paysannerie comme classe, subit l’exploitation, est contraint à une vie extrêmement pauvre, l’ignorance et la superstition. La surpopulation rurale, conséquence du faible développement des formes productives, prend chaque jour des proportions plus considérables. Des milliers de paysans, sans bien, sans terre, sans travail ou sous-employés, doivent survivre à la faim et la sous-alimentation. Cette armée d’hommes sans terre constitue plus de la moitié de la population paysanne adulte : quelque 800 mille hommes et femmes [[46]](#footnote-46).

[123]

À la faible utilisation des ressources humaines, il faut ajouter la sous-utilisation des ressources de la terre. Les terres cultivées représentent pourtant 600 000 mille hectares, les terres non cultivées et susceptibles de l'être, représentent aussi 600 000 hectares. Et cependant la grande pression démographique à la campagne, atteint une densité de 1.500 personnes par hectare de terre cultivée et de 182 personnes par km2 à l’échelle nationale.

L’existence de cette importante population rurale sans terre provient du retard de l’agriculture et de la stagnation du secteur industriel, incapable d’absorber la main d’œuvre rurale sans travail. Le système politique est constitué et se nourrit de cette structure agraire, déformée par ses contradictions internes.

Aussi la conditon sine qua non de la survie du système c’est la survie du régime rural dans ses structures actuelles. La relation causale régime agraire/système politique à un complément : système/structure.

Le système assure l'équilibre de l’infrastructure, du mode de production et des rapports sociaux semi-féodaux existants à la campagne. On parvient à cette « intégration » grâce aux instruments de pression économique, politique et idéologique dont disposent les secteurs dirigeants. Mais durant la dernière décade cette intégration a été compromise par la crise de la production agricole, déterminée par la détérioration du mode de production et aggravée par la baisse des prix des produits agricoles d’exportation.

La crise du système institutionnel haïtien, qui a trouvé son expression dans la dictature Duvaliériste, naquit de cette double conjoncture critique.

2. De la stagnation au recul économique.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Après la révolution nationale agraire anti-esclavagiste et anti-coloniale de 1789-1803, l’économie et la société haïtiennes sont rentrées dans une étape féodale. La nouvelle classe dirigeante était composée d’anciens esclaves affranchis de la société coloniale (mulâtres en général) et d’anciens esclaves insurgés (noirs dans leur majorité). Pour avoir été à la tête de la lutte de libération nationale, les membres de cette classe dirigeante conquirent le pouvoir politique, à leur profit.

En fait, ce pouvoir reposait sur la transformation des propriétés esclavagistes en propriétés féodales appartenant à la nouvelle classe dirigeante. Les « anciens affranchis » réussirent à agrandir leurs propriétés, et les anciens esclaves qui s’étaient [124] distingués dans la révolution comme chefs militaires obtinrent légalement de grandes étendues de terres. En même temps, l’État, en nationalisant une partie importante des terres coloniales, devint le plus grand propriétaire terrien du pays.

La question agraire, le nœud du problème national, déterminait le caractère du commerce extérieur, la gestion et la marche des finances publiques, les rapports entre les hommes et les classes au sein de la production et en dehors de celle-ci, dans les institutions politiques. Les grands propriétaires, qui dominaient aussi le commerce entre la campagne et la ville, devinrent des cadres de l’appareil de domination politique.

La propriété rurale était au centre des luttes constantes pour le pouvoir entre chefs et militaires. Leur force économique et leur statut social pouvaient mobiliser armes et paysans « de moitié » pour leurs aventures insurrectionnelles. Ces luttes pour la conquête du pouvoir, permettaient de nouvelles répartitions des terres de l’État et des latifundistes au profit des « caudillos » victorieux.

Au cours du XIXe siècle, les structures féodales mûrissaient et atteignaient leur plus haut niveau de développement.

La nouvelle classe dirigeante, cellle des latifundistes, put se renforcer en s’alliant aux commerçants et fonctionnaires de plus en plus nombreux. L’affluence des devises provenant de l’exportation, et les bénéfices tirés de l’importation des produits manufacturés, établirent une communauté d’intérêts entre la classe féodale et la bourgeoisie marchande.

L’âge d’or de l’Haïti Toma se situe aux alentours des années 1880-1890. L’exportation du café atteignit son plus haut niveau (36,910 tonnes), (aujourd’hui rêve irréalisable). Les prix sur les marchés du Hâvre et de Hambourg étaient élevés. Les commerçants étrangers établis dans les ports, la faible bourgeoisie nationale, les latifundistes possédant les grandes plantations de café réussirent à réaliser des profits considérables. Malheureusement ces ressources n’étaient pas destinées à une accumulation du capital pour moderniser l’agriculture ou développer l’industrie. Elles étaient exportées, par les consignataires installés dans les ports, vers leurs pays respectifs. La bourgeoisie et les latifundistes importaient des articles européens de luxe, et des armes pour équiper l’armée. Les groupes qui se succédaient au pouvoir s’empressaient de pilier les ressources publiques, et les prêteurs français, éternels créanciers du trésor public haïtien percevaient des intérêts fabuleux sur les prêts consentis.

Après un siècle d’évolution de l’Haïti indépendante, ces structures socio-économiques et politiques commencèrent à manifester une franche décomposition, sans qu’aient surgi de nouvelles structures capitalistes capables d’assurer le passage de la vieille société haïtienne à des formes modernes de production et d’organisation économique et sociale.

[125]

À la veille de l’occupation américaine les structures de production étaient déjà minées par leurs propres contradictions internes et par l’hémorragie de ressources résultant du paiement de la dette nationale, de l'importation des biens de première nécessité et du déséquilibre de la balance commerciale.

La tendance à la baisse de la production de café (plus de 90% des exportations) reflétait l’étendue de la crise agraire et ses conséquences sur le plan social et politique. Tandis qu’entre 1883 et 1893 les exportations de café atteignaient 37 mille tonnes par an, elles tombèrent à 29,870 tonnes la décade suivante.

Le baromètre politique se montra extrêmement sensible à ces importants déséquilibres au début du XXe siècle surtout.

La gravité de la crise agraire était déjà telle que les capitalistes nord-américains n’essayèrent pas de la freiner, en investissant par exemple dans la production du café, la denrée marchande par excellence. Leur principal effort fut de créer un secteur « d'économie de plantations », de promouvoir des propriétés capitalistes de caractère semi-colonial, consacrées à la culture de la canne à sucre, du sisal, des bananes et d’autres fruits.

Environ 120 mille hectares de terre furent loués ou concédés. L’affluence des dollars revivifia dans une certaine mesure l’organisme affaibli et difforme de la société féodale.

Un secteur capitaliste se manifesta dans le cadre de l’agriculture traditionnelle, avec l’apparition d'une classe d’ouvriers agricoles et l'utilisation de techniques modernes de production. Mais ce secteur moderne ne put mettre en marche l’ensemble de l’économie et ne réussit pas plus à stimuler la circulation monétaire et à promouvoir une économie de marché.

La structure agraire n’offrait pas à ce noyau capitaliste, les meilleures conditions de croissance. Le développement des plantations impliquait des bouleversements dans la répartition de la terre et l’expulsion de milliers de paysans (métayers, fermiers, petits propriétaires) de leur champ ou des latifundias.

Ces paysans expulsés ne pouvaient s’intégrer aux plantations ; surtout que celles-ci n'avaient pas donné naissance à des entreprises industrielles dérivées. Ils émigrèrent vers la République Dominicaine et Cuba, où ils constituèrent un secteur important de la force de travail occupée, dans les entreprises sucrières américaines installées dans ces pays [[47]](#footnote-47). Le capital américain ne réussit pas, en fin de compte, à briser les vieilles structures. Les latifundias continuèrent à être exploitées selon le mode féodal de production, c'est-à-dire par des propriétaires absentéistes utilisant la rente en produits. Les paysans [126] sans terre et les métayers demeurèrent improductifs ou faiblement productifs ; et se renforça le déséquilibre dans la distribution de la richesse agricole. L’agriculture resta marquée par les méthodes archaïques de culture, la non-utilisation de fertilisants et de semences et une productivité extrêmement basse. Le gros de la population se maintint dans le cadre de l’économie de subsistance. Comme toujours, quelques produits d’exportation stimulaient le processus de commercialisation dans l’agriculture, et certaines couches de la paysannerie spécialisées dans les activités d’achat et de vente, s’intégraient à l’économie mercantile, base de l’apparition du capitalisme dans l’agriculture.

Ces structures économiques restèrent intactes durant les trois décades postérieures à l’occupation. La hausse des prix des produits agricoles et des matières premières, due à la seconde guerre mondiale et l’après-guerre, assura une continuelle entrée de devises, un certain équilibre entre la production et la consommation. Mais une fois passée cette période, la crise des structures commença à se manifester, surtout à partir des années 1954-55. Les revenus de la production du café atteignaient en 1953, 43,6 millions de dollars. Ils descendirent à 22 millions en 1955, et à une moyenne de 25,5 durant la période de 1956 à 1960. La dépense publique se réduisit. La circulation monétaire et le pouvoir d’achat de la population se virent gravement affectés. Cette situation intensifia la lutte de la bourgeoisie, de l’oligarchie terrienne et de la classe moyenne pour une redistribution à leur profit d’un budget public chaque jour plus faible.

La violence même de cette lutte et ses conséquences immédiates compromirent tout effort que les classes dirigeantes auraient pu entreprendre afin de réduire la baisse de la production agricole. Et les prix des produits agricoles subissaient une chute inévitable sur le marché capitaliste mondial.

Dans ce contexte apparut un processus de régression économique sans précédent dans le cas d’une économie aussi arriérée et sous-développée que celle d’Haïti. Ce processus s’accéléra à partir de 1960-61. En 1950-55 la valeur globale moyenne des exportations atteignit le chiffre inhabituel de 50,3 millions de dollars. En 1955-60, cette moyenne descendit à 36 millions, pour aboutir à 35,5 millions dans les années 1965-67.

En se référant aux années 1962-1967, le Comité Interaméricain de l’Alliance pour le Progrès souligne la gravité de la détérioration économique : « En 1962 le produit national brut était de 338 millions de dollars ; en 1967 il était descendu à 329 millions. La production de café diminua en 1967 de 31% en comparaison de celle de 1960. La production de sucre baissa de 18%. Celle du sisal resta paralysée à la suite de la fermeture de [127] la plantation Dauphin (Mai 1967) due aux baisses des prix mondiaux [[48]](#footnote-48).

Dans les conditions d’un accroissement accéléré de la population (2,4 annuel), le revenu per capita est tombé de 67 dollars en 1962 à 62 dollars en 1967. Le montant des exportations, per capita, est passé de 8,2 à 7,1 dollars.

Le montant des dépenses budgétaires tomba de 32,8 millions de dollars en 1954-55 à une moyenne de 28,8 millions en 1955-60, pour atteindre 24,7 millions en 1960-65 et moins de 23 millions en 1965-67. Les revenus publics de 27,7 millions de dollars en 1960 passèrent de 23,7 millions en 1967. Ainsi la dépense publique par habitant de 4,5 dollars en 1962 atteignit moins de 4 dollars en 1967 [[49]](#footnote-49). Les salaires ont baissé en raison de l’augmentation des impôts. Le salaire minimum légal, resté depuis 1946 au même niveau rachitique de 70 cents par jour, a baissé en termes réels étant donné que, le niveau des prix est passé d’un indice de 100 en 1943 à 135 en 1967.

Ces faits montrent la profondeur de la crise. Haïti est réellement parvenue au point culminant de la crise de son système traditionnel, semi-féodal et semi-colonial.

3.- Du parasitisme, considéré comme système

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le gouvernement qui a dû assister, à l’effritement des structures et la concomitante baisse du niveau de vie d’une population déjà très pauvre, n’a eu d’autre alternative que de développer au maximum l’appareil répressif pour assurer la survie des structures, la soumission des masses et garantir le maximum de profit à l’entreprise de pillage des groupes dirigeants. Il est significatif, à cet égard, qu’en dépit de la crise économique nationale, la minorité au pouvoir multiplie ses privilèges. Pendant que la valeur des exportations se réduit, que les importations globales et la dépense publique diminuent, importation des articles de luxe augmente. Les revenus « non fiscaux » dont s’accaparent les milieux dirigeants représentent plus de 10 millions de dollars par an ; ceux de la Régie du tabac s’élèvent à 1,4 million par an. La Loterie Nationale, les entreprises de ciment, de sucre, d’huiles sont autant de sources de revenus particuliers. Le [128] Casino International de Port-au-Prince, centre de jeu qui attire les brigands des USA et des Caraïbes, rapporte à ses concessionnaires la bagatelle de 5 millions de dollars par an. (Newsweek, 28 mars 1968).

La nation entière supporte ce colonialisme qui se caractérise par le pillage économique, le dépouillement des paysans, de lourds impôts qui font courber le dos aux classes productrices. En Haïti 9/10 de la population, c’est-à-dire, les paysans, alimentent de leur sueur et de leur souffrance le dixième qui constitue la population urbaine. Ceci suffirait à définir le système économique et social haïtien, dans lequel la fraction de la population urbaine se consacrant au commerce, à l’administration et surtout à la politique profite de la surexploitation de la paysannerie. Cette forme de parasitisme économique acquiert la dimension d’une entreprise coloniale.

Ces traits, unis aux méthodes d’appropriation et à l’utilisation des biens pillés, illustrent le caractère du régime. Les classes dirigeantes ne se bornent pas à avoir une vie de seigneurs féodaux mais ils prétendent s’élever au niveau des bourgeoisies métropolitaines avec la possibilité de jouir de luxueuses automobiles dernier modèle, de pompeuses villas au mobilier importé, de voyages touristiques et surtout, de comptes en banque à l’étranger, en particulier en Suisse et aux États-Unis. La seule et unique motivation est le désir de jouir et de profiter de la richesse publique. Motivation épicurienne insatiable.

Le travail forcé constitue un élément de la domination coloniale et il s’est développé en Haïti sur la base du droit de coercition illimité qu’exercent les Tontons Macoutes ; coercition qui envahit tous les aspects de la vie, avec son complément de terreur, qui débouche, pour l’essentiel, sur l’esclavage et le pouvoir de vie ou de mort du maître colonial sur ses sujets.

Le schéma colonial semble peut-être exagéré pour caractériser le système de domination politique duvaliériste, surtout parce que le maître blanc, l’étranger qui l’impose, n’est pas visible. Dans sa démagogie, Duvalier s’est parfois présenté comme nationaliste, mais, comme tout l’appareil qui fonctionne sous ses ordres, Papa Doc n’a pas d’autre but que trouver un maître qui fasse d’Haïti un second Porto-Rico.

Les méthodes duvaliéristes sont essentiellement coloniales. « La violence coloniale - écrit Sartre - a non seulement pour but de maintenir en soumission les hommes soumis : mais elle vise à les déshumaniser... » À ce propos il ne faut pas oublier que la violence coloniale a été utilisée par les colonisateurs blancs non seulement contre les colonisés d’autres races-africains, asiatiques, indiens, américains-, mais aussi dans l’Ordre Nouveau hitlérien, contre des hommes de peau blanche : slaves, russes, latins. Mais ces blancs esclavagistes, les nazis Hitler et Goebbels n’eurent le privilège [129] exclusif de réduire en esclavage colonial des hommes de la même couleur de peau que la leur. Duvalier et ses TTM démontrent que la motivation coloniale, la soif de pillage est beaucoup plus forte que n’importe quelle communauté fondée sur la solidarité raciale.

D’autre part, on sait bien que tout en étant haïtiens, latino-américains, ou africains, les tyrans de cette trempe sont conscients que le temps du pillage passé, rien ne les attachera plus à leur pays d’origine. Leur destinée est la fuite en Europe, aux États-Unis, pour y passer le reste de leur vie et jouir des millions volés. Ils sont portés au pouvoir par des forces étrangères et une fois chassés du pouvoir leur destin est l’étranger. Ils agissent donc comme des colonisateurs étrangers...

En un peu plus d'une dizaine d’années, plusieurs nouveaux millionnaires ont surgi en Haïti. Des gens qui hier n’avaient aucune fortune disposent aujourd'hui de millions de dollars dans les banques étrangères. Les dépôts de Monsieur le Président Duvalier dans les banques suisses s’évaluent à 100 millions de dollars. Ceux d'Éloïs Maître, ancien boulanger, de Luckner Cambronne jusqu'en 1956 petit employé de banque, a plusieurs millions de dollars. Et, suivent Henri Siclait, Gesner Appolon, Francesca Saint Victor, Hervé Boyer, Gracia Jacques, ainsi que de nombreux autres illustres inconnus bénéficiaires de cette gigantesque opération de pillage. De nombreux autres dont le butin a été moins fabuleux ont accédé à une vie de luxe et de gaspillage, envoient leurs enfants étudier ou « bambocher » à l'étranger. Tout ceci dans une compétition de voracité qui illustre à un point extrême le caractère parasitaire du système politique haïtien et la violence du colonialisme interne imposé par l’élite sur la nation.

4. Renforcement de l'emprise impérialiste.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Quand commença l’ère duvaliériste, opéraient en Haïti, héritiers de l'occupation nord-américaine, quelques entreprises de services ou de biens manufacturés (compagnie d'éclairage électrique de Port-au-Prince et du Cap) firmes de distribution d'essence, et les compagnies Haytian American Sugar Co., et la Haytian American Development Corporation (plantation Dauphin) consacrées à la production et l’exportation respective du sucre et du sisal. Ces entreprises contrôlent aujourd'hui encore toute la production de sucre, les 9/10 de production de sisal et les 9/10 de l’énergie électrique. Jusqu’en 1958-59, les deux dernières fournissaient de plus de 20 à 25% de la valeur des exportations.

Le HASCO qui couvre 11,000 ha. de canne à sucre, s’est adaptée aux structures archaïques de l’agriculture haïtienne. [130] Elle achète la canne aux propriétaires terriens. Elle n’a pas favorisé la création des grandes infrastructures qui caractérisent les plantations de cannes en Amérique Centrale et à Cuba. Elle n'a pas non plus créé autour d’elle un important système de rapports de production capitaliste. Son influence s’est surtout exercée sur l’emploi (11 mille travailleurs par saison). Elle ne s'est pas non plus soucié de réinvestir ses gains - un million de dollars par an -, qui vont aux mains des actionnaires américains.

La plantation Dauphin, pour sa part, s’est organisée sur la base du travail salarié et est devenue la plus grande entreprise de son genre dans le monde (16 mille hectares), consacrée à la culture et au traitement de la fibre de sisal. Mais cette accumulation de capital n’avait pas plus d’impact sur l’économie nationale que celui provoqué par les salaires de quelques 8 mille manœuvres, payés au salaire minimum légal de 70 cents par jours et qui vivent dans d’abominables bidonvilles du Nord-Est. Les profits de cette entreprise prennent aussi le chemin de l’étranger.

Au début des années 50, quand s’installa une fabrique de ciment au capital français, les entreprises industrielles d’Haïti se bornaient à produire des biens alimentaires (boissons, vêtements, etc.) et des articles de consommation élémentaire. Et, comme activité fondamentale, mais au procédé technologique extrêmement simple, la préparation du café pour son exportation. La pénétration du capital étranger, surtout nord-américain, dans ces branches, avait un caractère sous-jacent.

Le capital étranger s’unissait à la bourgeoisie locale, lui concédait la représentation de firmes d’outre-mer, en conservant le contrôle de celles-ci, ou administrait directement quelques entreprises de distribution de produits importés (essence, automobiles).

En 1953, le montant du capital étranger investi en Haïti, était de 33 millions de dollars. Le président Magloire lui-même déclara avec orgueil, lors d’une visite aux États-Unis, que le capital étranger investi en Haïti rapportait 18% d’intérêts, exempts d’impôts...

Dans le domaine du renforcement de la pénétration impérialiste, l’ère duvaliériste allait dépasser tout ce qui avait pu exister, en affirmant la communauté d’intérêts du fascisme créole et de l’impérialisme, dans la recherche de profit maximum.

Fin 1957, quelques semaines après son accès au pouvoir, Duvalier fit ratifier par l’assemblée législative un contrat qui octroyait le monopole de l’importation du blé, de la production et de la distribution de la farine à la Caribbean Mills, Inc. Ce contrat, négocié par le précédent dictateur, le général Magloire, avait été considéré comme préjudiciable aux intérêts de vastes secteurs de la population, parce qu’on faisait la farine [131] avec du blé importé, qu’elle se vendait plus cher que celle qu’on importait et que sa production assurait un emploi seulement à une centaine d’ouvriers. En dépit de la clameur publique, les législateurs influencés par Duvalier lui-même, et par d’importants pots de vin approuvèrent le contrat.

Il s’agissait de la première concession du gouvernement au capital nord-américain. Suivait un nombre infini de « contrats » avec des entreprises et des citoyens américains, en vue de l’exploitation des ressources naturelles d’Haïti et du développement de ses industries. « La politique générale du gouvernement - dit Duvalier dans son message du 15 janvier au Congrès - est d’offrir techniquement et juridiquement aux investisseurs étrangers, la garantie de la sécurité maximum. » Cette politique est inhérente à la philosophie du duvaliérisme et des milieux politiques traditionnalistes d’Haïti, et part, de la prémisse que seul le capital étranger peut développer le pays, créer des industries, donner du travail aux citoyens. Il était donc nécessaire d’offrir toutes les garanties aux investisseurs. En plus de limiter l’activité syndicale, on accorde la franchise douanière aux nouvelles entreprises, en général de puissantes succursales de compagnies étrangères.

En pratiquant cette politique de « maximum de garanties », l’administration duvaliériste déclencha une véritable campagne pour attirer les investisseurs américains. Et toutes sortes de flibustiers de la finance, chacun d’entre eux avec un projet d’entreprise dans sa poche, commencèrent à envahir Haïti en quête d’or et fuyant le fisc des États-Unis.

En 1959 déjà, un grand nombre d’accords avaient été conclus entre le gouvernement et les capitalistes étrangers. Parmi ceux-ci, un contrat avec la Westinghouse pour l’installation d’une station de télévision avec le monopole de la vente des récepteurs en Haïti pendant 10 ans. Une autre compagnie baptisée du nom pompeux de Haytian Ressources Development Corp., obtint un contrat pour organiser à Port-au-Prince des courses de chevaux, de chiens et de divers véhicules... Le Haytian American Fisheries, The Caribbean Lobster, The Texas Murchisson, avec le monopole de l’exportation de fleurs, commencèrent à opérer...

Le 12 janvier 1960, dans son message au Congrès, le Président put soumettre à la ratification des législateurs, avec orgueil et satisfaction, un grand nombre de contrats avec des entreprises des U.S.A. [[50]](#footnote-50). Dans les premières années du duvaliérisme, le [132] journal officiel, « le Moniteur », publiait journellement des décrets accordant des contrats d’exclusivité aux entreprises étrangère pour les activités les plus diverses : administration du casino de Port-au-Prince, construction d’un supermarché, construction de chemins, de ponts, de centrales hydro-électriques, de l’aéroport du Cap-Haïtien, de la centrale hydro-électrique du fleuve Artibonite, de la plantation et de la centrale sucrière Anacaona...

La plupart de ces contrats ne parvinrent pas à être mis en œuvre. Certains furent officiellement annulés et donnés à d’autres concessionnaires. L’agitation politique et la propagande anti-duvaliériste, surtout après la Révolution Cubaine, inspiraient de la crainte aux hommes d’affaires, découragés aussi par les exigences des hauts fonctionnaires, qui réclamaient des prébendes importantes. La détérioration de la situation économique limitait les possibilités de bénéfices. Le concessionnaire restait soit un simple gangster, soit un maître chanteur qui refusait de payer comptant [[51]](#footnote-51).

Si ces contrats s’étaient concrétisés et si toutes les entreprises autorisées s’étaient installées dans le pays, Haïti serait à l’heure actuelle, totalement hypothéquée au capital étranger.

Duvalier montra son véritable visage de protecteur des intérêts américains en Haïti, position en accord avec sa politique vis-à-vis du gouvernement des USA, qui lui prêtait une aide économique, financière et militaire.

Dans cette atmosphère d’euphorie et sous des auspices aussi favorables, Duvalier, inaugura en 1959-60, ce qu’on appela « l’Année du Salut Économique ». Ensuite, sous la pression des circonstances, avec la réduction de l’affluence des capitaux publics et privés américains, le gouvernement commença à parler de « libération économique », et « d’effort national ». Mais cette démagogie ne suffisait pas à cacher la réalité brutale du renforcement de l’emprise impérialiste sur Haïti.

Pendant le régime duvaliériste, trois grandes entreprises ont commencé à fonctionner. Ce sont la Reynolds Haytian Mining, [133] filiale du trust international d’aluminium ; la Sedren, compagnie américano-canadienne qui exploite le minerai de cuivre, associée au trust américain Guggenheim, et la Haytian American Méat and Provisions Corporation (HAMPCO).

Bien que les deux compagnies minières aient obtenu leurs concessions avant le gouvernement de Duvalier, elles commencèrent leurs opérations en s’entourant des « garanties maximum » offertes par celui-ci. En 1965 leur production atteignait 427 mille tonnes et on prévoyait qu’en 1967-68 elle atteindrait 660 mille tonnes, bénéficiant de la franchise douanière. L’exploitation du minerai de cuivre, entreprise en 1960, produisait déjà en 1964, 18 mille tonnes.

Avec ces nouvelles marchandises d’exportation, Haïti, la nation la plus pauvre du continent, se situait au troisième rang des pays d’Amérique Latine producteurs d’aluminium, et au quatrième des producteurs de cuivre. La politique de pillage colonial amena les Américains à dépouiller Haïti de la viande de bœuf. Les exportations de viande faites par l’HAMPCO se chiffrent depuis 1964 une moyenne annuelle de 1,15 millions de dollars. Et cela, dans un pays qui dispose seulement de 600 mille têtes de bovins, de moyenne qualité, et dont 90% de la population ne mange pas de viande et ne consomme pas de lait.

En été 1965, l’HAMPCO fit une campagne d’achat de bétail dans le sud d’Haïti, profitant de la grande famine dont souffrait cette région. On payait jusqu’à 6 cents la livre de viande, qui était embarqué en quantité industrielle pour la Jamaïque et Porto Rico. Le bétail était menacé de disparition. Cette situation ne préoccupa absolument pas le gouvernement haïtien ; ce furent les Nations Unies et la FAO qui intervinrent pour arrêter ce pillage.

Avec l’apparition de la bauxite, du cuivre et de la viande sur la liste des produits d’exportation, la participation des compagnies américaines impérialistes installées dans le pays aux exportations passa de 1955 à 1963 de 18% à 40%, avec une tendance à la hausse. La quantité des exportations de produits agricoles - sucre, sisal- a diminué petit à petit, suivant la tendance générale de la production.

Pour ce qui est du café, (70% des exportations haïtiennes en 1950-55), il ne représente plus que 40%. En valeur absolue, la chute de la production entre 1960 et 1967 fut de 31% et les prix internationaux ont continué à descendre. Mais l’importance relative du café, détrôné par les exportations de type colonial diminue chaque jour. Or c’est le seul produit d’exportation cultivé individuellement par les paysans et la principale courroie de transmission entre le marché extérieur et l’économie intérieure.

On comprend donc que l’implantation impérialiste en Haïti atteigne des proportions épouvantables et le pillage des [134] matières premières soit fait dans des conditions typiquement coloniales. Le duvaliérisme est satisfait de jouer le rôle de fidèle gardien des intérêts yankees, intérêts qui à l’ombre des « garanties maximum » octroyées par le régime des TTM se sentent en parfaite sécurité, sûrs de n’avoir à affronter aucun problème syndical, de ne pas avoir à payer d’impôts, même dérisoires sur l’exploitation minière. En 1963, quand l’exportation de minerais atteignit 10 millions de dollars, la valeur totale des droits perçus par l’État haïtien fut de 240 mille dollars.

Le pacte entre Duvalier et l’Oncle Sam consacre la communauté d’intérêts des deux associés, qui s’affairent à piller la même victime. Cette communauté d’intérêts apparaît sous des formes encore plus concrètes quand on sait que Bobby Baker, à un certain moment administrateur d’intérêts de la femme de Lyndon Johnson, fut l’un des principaux promoteurs et actionnaires de la HAMPCO (société exportatrice de viande) par l’intermédiaire de la Texas Murchisson Co. et de la Caribbean Mill Corporation (productrice de farine). Le « lobby » de Duvalier aux U.S.A. est Irving Davidson, qui a des intérêts au Nicaragua et a maintenu des liens étroits avec le régime de Somoza, en dehors du fait d’être fournisseur d’armes au Moyen-Orient.

Ce qui précède donne une idée des liens importants existant entre le gouvernement de Duvalier et le monde des affaires des États-Unis. Connaissant l’aspect officiel de tels rapports, on voit avec encore plus de clarté à quel point la cause des TTM et celle de l’Oncle Sam en Haïti ont constitué une seule et même cause. Depuis l’époque déjà ancienne où Duvalier était fonctionnaire de l’administration américaine et boursier de l’Université de Michigan, il s’est révélé un homme de toute confiance. L’Oncle Sam lui a donné les pleins pouvoirs car il a démontré sa capacité à faire prospérer l’entreprise coloniale avec le minimum d’affrontement direct avec le maître blanc, entre les étrangers et les « autochtones ». La méthode n’est pas nouvelle. Elle est aussi ancienne que l’apparition du colonialisme sur la planète. En Haïti, elle a été utilisée aux temps de la colonisation française et de l’esclavage, quand les colons blancs déléguèrent leurs pouvoirs aux « commandeurs ». Le commandeur était noir, et son fouet inexorable faisait travailler et produire les noirs pour les blancs, les esclaves pour les maîtres coloniaux.

[135]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre VIII

CAUSES DE LA CONTINUITÉ  
DUVALIÉRISTE

Il ne suffit pas d’avoir soif pour faire jaillir la source.

Il est nécessaire de gratter la terre

jusqu’au plus profond de ses entrailles et de ses propres mains.

Rony Lescouflair, Poète emprisonné.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Seules les caractéristiques structurelles de la formation sociale haïtienne, bases objectives de la papadocratie, permettent d’expliquer et de comprendre le pourquoi de la continuité duvaliériste.

Les contradictions, les forces anti-structure et antisystème surgies de cette réalité sociale comme agents de transformation révolutionnaire ne parvinrent pas à modifier le statu quo. Et non seulement Duvalier garda le pouvoir jusqu’à la fin de ses jours, mais aussi son régime politique lui a survécu.

Mais en plus d’évoquer le contenu structurel, qui situe ce cas de transmission héréditaire du pouvoir au niveau de l’organisation sociale médiévale du pays, il y a lieu d’analyser certains phénomènes, nés non seulement de la dynamique sociale haïtienne, mais aussi du contexte historique caraïbéen et international et, en particulier, de la politique globale des États-Unis vis-à-vis de l’Amérique Latine. Ces phénomènes ont créé une conjoncture favorable au projet duvaliériste de maintenir la structure ainsi que le système politique et de sauvegarder l’intégrité de l’appareil de domination.

Parmi les faits qui ont exercé une influence sur le développement politique durant la période historique récente, il convient de souligner : la faillite de l’opposition traditionnelle, le surgissement des communistes comme force politique sur la [136] scène haïtienne et leur défaite dans leur première confrontation décisive avec le système, l’échec de la mutinerie des Garde-Côtes, l’appui politique et économique sans limite des États-Unis à Duvalier, le mouvement d'animation des affaires qui a porté l’oligarchie haïtienne à resserrer les rangs autour du duvaliérisme, raffermissant du même coup sa disposition à livrer le pays à l'impérialisme.

1. La faillite de l'opposition traditionnelle

[Retour au sommaire](#sommaire)

La crise du régime socio-économique haïtien se reflète non seulement dans le phénomène duvaliériste, mais aussi au sein des autres fractions des classes dirigeantes haïtiennes, qui forment l’opposition traditionnelle [[52]](#footnote-52). La composition, le comportement, l’inefficacité de cette opposition ont démontré qu’elle ne peut offrir aucune alternative. Dans le meilleur des cas, si elle pouvait renverser le régime des TTM, ce serait pour le remplacer par un gouvernement qui, tout en assurant le maintien du statu quo, serait dirigé par quelqu’un de moins sinistre. Un projet qui n’est, somme toute, guère différent de celui du néo-duvaliérisme.

L’une des réussites les plus évidentes de l’intervention nord-américaine de 1915-1934 a été l’unification des classes dirigeantes haïtiennes, dont les contradictions ou inimitiés ne se manifestèrent plus de façon ouverte et violente.

Aussi durant les quatre mandats présidentiels antérieurs à celui de Duvalier, il n’y eut pas d’opposition organisée. Les « désaccords » se résolvaient par l’offre d’un poste diplomatique à tel ou tel opposant. Et ceux qui se refusaient à collaborer, avaient la garantie d’une certaine immunité. Il y eut peu d’exilés.

Pendant la crise politique de 1956-57, de profondes fissures se manifestèrent au sein des classes dominantes. Le gouvernement de Papa Doc les « institutionnalisa » et les élargit en réprimant d’autres couches non duvaliéristes de ces secteurs. Une opposition se constitua dont les membres les plus actifs s’exilèrent ; parmi eux, Paul Magloire et les anciens fonctionnaires de son gouvernement, les ex-candidats à la présidence, Louis Déjoie et Daniel Fignolé ainsi que leurs « états-majors » respectifs, des partisans de l’ex-candidat Clément Jumelle, et de nombreux anciens officiers.

[137]

Ces politiciens étaient issus de la bourgeoisie commerçante, de la « bourgeoisie politicienne », ou encore des familles de propriétaires terriens, ou enfin de certaines couches de la petite bourgeoisie. Leurs rangs grossirent peu à peu grâce aux nombreux duvaliéristes qui désertaient ou étaient persécutés.

Pour réaliser ses plans, cette opposition faisait confiance aux promesses du Département d'État, qui voyait en elle un groupe de politiciens qu’il ne fallait pas abandonner. Elle eut le mérite historique de comprendre dès le début une vérité fondamentale : seule la violence peut combattre et renverser le régime des TTM. Aussi commença-t-elle à organiser des « expéditions » contre le régime.

La première eut lieu le 29 juillet 1958 sous le commandement de l’ex-capitaine Alix Pasquet, secondé par deux anciens officiers, Philippe Dominique et Henri Perpignan, et cinq aventuriers nord-américains [[53]](#footnote-53). Ils débarquèrent sur une plage déserte à quelque 60 kilomètres de Port-au-Prince. Après avoir neutralisé une patrouille venue inspecter leur embarcation, ils parvinrent à la capitale.

Leur connaissance parfaite des Casernes Dessalines leur permit de s’y introduire de nuit, de surprendre les sentinelles et de s’emparer de cette place forte séparée du palais par moins de cent mètres. Ils sommèrent alors Duvalier de se rendre. Le tyran, tenant compte du fait que les assaillants s’étaient rendus maîtres d’un point névralgique du périmètre de défense du palais, s’apprêtait à se réfugier à l’ambassade de Colombie. Mais quand il sut que ses adversaires n’étaient que huit, il décida de lancer ses forces contre eux. Ce premier affrontement de l’opposition traditionnelle avec le duvaliérisme fut aussi sa première grande défaite.

La seconde fut encore plus retentissante. Le 13 août 1959, une force d’invasion venue de Cuba en déjouant la surveillance des autorités de ce pays, débarqua dans le sud d’Haïti (Les Irois). Henry Fuentes, un aventurier algérien qui avait résidé en Haïti et s’était marié à une parente de Déjoie, dirigeait ce groupe composé d’une trentaine de jeunes, tous cubains, enthousiasmés par l’atmosphère révolutionnaire de leur pays. Les exilés haïtiens, surtout les partisans de Déjoie, leur avaient assuré qu’en débarquant en Haïti, leur expédition recevrait l’aide de centaines de paysans. Au dernier moment, ces exilés firent marche arrière... Le groupe arriva en terre haïtienne, sans lien avec le peuple, sans connaître le créole. Quand ces rebelles se rendirent compte qu’ils avaient été embarqués dans une mauvaise aventure, ils refusèrent de se battre, et furent exterminés. [138] Les rares survivants, amenés à Port-au-Prince comme « trophée de victoire » endurèrent les pires tortures.

Cette deuxième expédition témoignait aussi de la crise de l’opposition dirigée par les politiciens. Ne pouvant compter sur des partisans prêts à se battre, ces exilés, sans scrupules, pour récupérer le pouvoir perdu ou convoité, n'hésitaient pas à recourir aux services d’aventuriers étrangers.

Cette même « ligne tactique et stratégique » inspira, quelques années après, les fameuses expéditions de Léon Cantave, ancien chef de l’État-Major qui s’affirma à partir de 1963 comme chef de l’opposition traditionnelle et pion important de la politique de double jeu de Washington.

En République Dominicaine, des milliers de réfugiés haïtiens, appelés péjorativement congos, constituaient pour les politiciens en exil une masse susceptible d’être utilisée. Ces politiciens purent donc installer des camps où de jeunes fiers-à-bras et un bon nombre de congos commençaient à être entraînés au maniement des armes par quelques anciens officiers haïtiens. Le général Cantave put ainsi réaliser trois invasions du territoire haïtien, deux en août 1963 et une troisième en septembre 1964. Le Père Jean-Baptiste George et Monsieur Pierre Rigaud figurèrent comme représentants civils des forces d’invasion.

Cantave disposait à chaque fois d’arrières sûrs, d’armes et de munitions en abondance, d’un grand nombre d’anciens officiers de l’armée, au sein de laquelle ils maintenaient des contacts conspiratifs. De plus, il jouissait d’un grand prestige comme ex-chef d’état-major. Pourtant ses trois expéditions se terminèrent en défaites piteuses.

De nombreux facteurs expliquent ces échecs : infiltration d’agents duvaliéristes, trahison de certains officiers dominicains... Mais, cette fois encore, se manifestait surtout l’incapacité politique de cette opposition. Les anciens officiers ne se battirent point : ils manquaient de suffisante motivation. Les congos, mercenaires bon marché, utilisés comme chair à canon, trompés et abusés, ne pouvaient que se sentir en marge de toute cette affaire.

Des phénomènes similaires marquèrent l’expédition organisée en mai 1968 par la « Coalition Haïtienne des Forces Démocratiques » [[54]](#footnote-54).

Cette organisation naquit à New York en 1965, quand la politique de « double jeu » de Washington atteignait son apogée. [139] Elle avait à sa tête Raymond Alcide Joseph, personnage jusque-là inconnu dans les milieux politiques haïtiens, mais bien côté à Washington. Elle fut appuyée par un grand nombre de politiciens, d’anciens officiels du gouvernement duvaliériste et compta sur l’appui de certains jeunes, sans formation politique mais résolument anti-duvaliéristes. La C.I.A. lui fournit généreusement l’appui financier indispensable à son fonctionnement ainsi que l’accès à une chaîne de radio pour mener sa propagande à destination d’Haïti [[55]](#footnote-55). En outre, elle fut l’objet d’une véritable « promotion » publicitaire de la part de tous les organes d’information des États-Unis (agences de presse, stations de radio et de télévision, etc...). Elle mena une intense campagne anti-communiste, s’efforçant de tromper le peuple en confondant duvaliérisme et communisme. Selon sa propagande, Papa Doc, comptant avec l’appui des communistes, aurait toléré en échange l’existence des organisations clandestines.

La Coalition prétendit organiser l’action armée contre Duvalier. Au mois de mai 1968, des États-Unis et des Iles Bahamas, elle organisa une expédition qui constitua l’une des épisodes les plus épouvantables de la longue histoire de l’opposition traditionnelle haïtienne. Cette fois, les « congos » venaient des Bahamas, recrutés parmi les paysans réfugiés, qui moyennant de l’argent ou des promesses furent engagés comme mercenaires et embarqués dans une prétendue invasion qui avait toutes les caractéristiques d’une provocation organisée par la C.I.A..

Quelque trente hommes, bien équipés, débarquèrent d’un avion au Cap-Haïtien, la seconde ville du pays, tandis qu’un avion pirate « bombardait » les bâtiments stratégiques de la capitale incluant le palais. Mais ces bombes n’étaient que des tanks à essence et la seule à éclater fut une grenade... Et le groupe débarqué au Cap se débanda avant même de combattre. Les principaux chefs de l’opération purent regagner en toute sécurité leur base de départ.

Ce fut une victoire facile pour le gouvernement qui captura un avion B 25 et une importante quantité de munitions. Les prisonniers furent jugés par un tribunal militaire avec force publicité. Dans un geste « magnanime », le Président les gracia, comprenant qu’il s’agissait de simples instruments de la politique [140] du « double jeu » contre la gauche, qui émergeait en Haïti comme une force politique croissante.

À ce tableau, il convient d’ajouter, tout en les différenciant des antérieures, les épisodes de la lutte entreprise en 1964, par les groupes Forces Armées Révolutionnaires d’Haïti (FARH), à partir de la République Dominicaine et Jeune Haïti à New York. Ces groupes jouirent dès le début de la tolérance de la C.I.A [[56]](#footnote-56). et des secteurs militaristes dominicains. Plusieurs membres de Jeune Haïti avaient servi dans l’armée américaine ou avaient été dans les camps d’entraînement de la C.I.A.. Mais à la différence des politiciens traditionnels, certains membres de ces deux groupes de jeunes étaient animés de sentiments patriotiques et prêts à sacrifier leur vie. Jeune Haïti, avec à sa tête, Guslé Villedrouin, Jacques Wadestrandt et Gérard Brière s’était caractérisé en outre par l’incessante recherche d’une solution au problème haïtien et par une position idéologique ouverte aux préoccupations contemporaines. Ce groupe réalisa son débarquement dans le sud d’Haïti le 5 août 1964. Tout semble indiquer qu’il existait une certaine coordination préalable entre cette action et celle déclenchée peu avant par les FARH. Cependant, Jeune Haïti débarqua à 200 kilomètres du champ d’opération des FARH, alors que celles-ci, manquant entièrement de ravitaillement, durent se retirer en territoire dominicain sans avoir affronté les soldats duvaliéristes.

Les treize combattants de Jeune Haïti résistèrent pendant deux mois et demi aux assauts incessants de l’armée et luttèrent héroïquement, jusqu’à leur dernière cartouche. Onze tombèrent en combattant ; deux, faits prisionniers, furent fusillés publiquement à Port-au-Prince le 12 novembre 1964 [[57]](#footnote-57).

Comme on le voit, ces actions des FARH et de Jeune Haïti, se différenciaient de l’attitude opportuniste et fanfaronne des politiciens traditionnels. Cependant tous ces groupes politiques avaient en commun l’idée qu’il était possible de lutter contre Duvalier sans compter avec le peuple et les organisations révolutionnaires de l’intérieur. De toute façon, l’exploit des 13 hommes de Jeune Haïti restera comme une page ineffaçable d’héroïsme dans les annales de la lutte du peuple haïtien contre la dictature.

L’impuissance de l’opposition traditionnelle se manifesta aussi par son incapacité à parvenir à une alliance efficace, permanente et viable entre ses diverses factions. Celles-ci et leurs [141] différents chefs ont passé le temps à se disputer l’honneur douteux d’être les élus de Washington. Les pressions venues d’en haut n’ont pu venir à bout de ces querelles. Et la prétendue « Coalition », surgie en 1965 comme poulain de la C.I.A., n’en eut que le nom et ne réussit pas à unir les groupuscules ou « personnalités » qui auraient pu en faire une organisation unifiée de la droite.

De plus, malgré les appuis politiques dont elle disposait à l’intérieur du système politique avant et pendant le gouvernement de Duvalier, cette opposition n'a pas pu créer et mettre en place une organisation clandestine forte. La Coalition bénéficiait aussi, dans le cadre de la politique du double jeu, de la générosité des services secrets des États-Unis. C’est à partir des informations en provenance du Palais Présidentiel même et de ces services secrets qu’elle organisait sa propagande à Radio Vonvon.

Dans sa façon de poser la problématique haïtienne et de proposer des solutions, cette opposition a fait la preuve de son indigence. Si son seul but, à savoir le renversement de Duvalier pour prendre sa place, s’est révélé impossible à atteindre, malgré les grands moyens dont elle disposait, que dire de la tâche tellement complexe du développement et du progrès social en Haïti ? [[58]](#footnote-58)

La même thérapeutique, imposée par l’occupation nord-américaine, mais révisée et développée, alimente depuis un demi-siècle la démagogie des politiciens et constitue un « idéal » hors d’atteinte pour les plus honnêtes et les plus réformistes. Et, durant les trois dernières décades, cette thérapeutique empirique, dotée invariablement des plus vulgaires formules anticommunistes, constitue le suprême effort d’élaboration mentale de cette école politique, d’origine bourgeoise, féodale ou coloniale, à laquelle appartient Duvalier lui-même.

Et à partir de cette impuissance de la fraction anti­duvaliériste des classes dominantes à promouvoir un quelconque changement politico-social, le sort des classes dominantes et la survie du système s’identifièrent de plus en plus avec le gouvernement de Papa Doc. Une nouvelle alternative politique commença à se poser : soit Papa Doc, c’est-à-dire le système

[142]

semi-féodal et semi-colonial, soit la nouvelle opposition et son programme révolutionnaire.

Cette incapacité de l’opposition traditionnelle a encouragé le dictateur dans l’exécution de son projet de présidence à vie et impulsé la décision de Washington de jouer franc jeu avec le régime. Elle a aussi porté des fractions de plus en plus nombreuses de cette opposition et de la bourgeoisie, originellement antiduvaliériste, à se rallier au projet politique de Papa Doc et de sa clique.

2.-L'entrée en scène de l'opposition nouvelle.

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’apparition d’une gauche organisée et clandestine en Haïti a constitué un phénomène nouveau qui a élevé à un niveau jamais atteint la lutte des classes dans le pays et a transformé le contexte politique. Cette gauche a affronté le régime des T.T.M., en lui livrant une lutte quotidienne ; son existence même a bouleversé la logique des rapports entre les U.S.A. et Duvalier, et entre ce dernier et les autres secteurs dominants du pays. Même la politique, par trop visible, du Département d’État, de constituer une « coalition droitière anti-duvaliériste », de monter toute une stratégie interventionniste, ou de promouvoir un secteur de l’armée comme héritier éventuel du pouvoir, naquit directement de l’existence de cette force nouvelle, capable de surgir au milieu de la dégénérescence des secteurs dirigeants traditionnels, comme un facteur politique décisif. La tendance à soutenir le régime manifesté par la bourgeoisie haïtienne a la même origine.

Deux principales organisations ont formé cette nouvelle opposition : le Parti Union des Démocrates Aïtiens (PUDA) et le Parti d’Entente Populaire (PEP).

La première poursuivit l’œuvre entreprise par le Parti Populaire de Libération Nationale (PPLN), et, à partir des années 1960-61, manifesta une vie militante active et devint le principal promoteur de la grève des étudiants. En 1962-63, il réussit à sensibiliser certaines couches des classes moyennes et populaires dans un vaste mouvement anti-duvaliériste autour du journal Haïti Demain.

En juillet 1965, au cours d’exercices paramilitaires, qu’il organisait pour ses cadres, il y eut un coup de feu accidentel. Cet accident donna lieu à une répression brutale. Trois des dirigeants du Parti, les professeurs Mario Rameau, Toto Guichard et Jean Jacques Ambroise (l’un de ses fondateurs) de même que son épouse Lucette Ambroise furent arrêtés et torturés à mort. À la suite de la répression qui s’abattit sur de nombreux autres [143] cadres, le PPLN disparut pour renaître quelques mois plus tard sous le nom de PUDA.

Le PEP, pour sa part, fondé le 17 octobre 1959, par un éminent écrivain, le docteur Jacques Stephen Alexis, réussit à conquérir certaines positions dans le mouvement ouvrier et la paysannerie.

Au début de 1961, il fut fortement frappé par la répression et en avril 1961, il perdit son fondateur, le docteur Alexis, arrêté alors qu’il revenait clandestinement en Haïti. Dès lors des militants jeunes, décidés, surgis des rangs, prirent la relève.

Le PEP et le PUDA, dès leur naissance s’inspirèrent du marxisme et se déclarèrent marxistes-léninistes. Leur existence comme organisations parallèles fut antérieure aux divergences dans le mouvement communiste international et ne suivit pas la ligne de ce conflit.

Le PEP maintint des rapports avec le mouvement ouvrier et communiste international et participa à la conférence des 81 partis à Moscou en 1960. Ces deux partis (PEP-PUDA) participèrent à la Conférence Tricontinentale et à la Réunion de l’OLAS à la Havane, où ils manifestèrent leur accord sur la nécessité de la lutte armée en Haïti.

Les militants de ces partis étaient au début des jeunes issus des classes moyennes. Intellectuels et étudiants, influencés par un idéal humanitaire, qui se radicalisaient devant le spectacle de l’exploitation, du crime et de la corruption et grâce à une analyse scientifique de la réalité nationale en sont arrivés au communisme. Peu à peu, leur message toucha l’esprit et le cœur des secteurs populaires (chômeurs, ouvriers, paysans) qui ont l’estomac vide et portent une charge de mécontentement extrêmement explosive. Cependant ces partis, bien que conscients de la nécessité de se transformer en organisations de masse, demeurèrent des partis clandestins de cadres, formés surtout de jeunes.

Il est peu probable que durant toute leur évolution, la moyenne d’âge de leurs dirigeants (membres de Comité Central) ait dépassé vingt-huit ans. Ces dirigeants surent harmoniser le travail théorique, l’étude passionnée des textes, avec la pratique d’une lutte clandestine implacable, en vue de mobiliser les masses dans la lutte de libération. Ainsi est apparue une génération d’hommes entièrement nouveaux et inconnus jusqu’alors en Haïti, du type des résistants qui luttaient en Europe sous l’occupation nazie ; et de nombreux jeunes sans adhérer [144] aux principes du socialisme les ont suivis, se libérant de la terreur collective pour entrer dans la lutte [[59]](#footnote-59).

L’activité révolutionnaire de cette opposition s’étendit à différents niveaux, tous clandestins, dans les conditions créées par la terreur.

Partant de la trilogie classique « éducation, agitation, mobilisation », au début appliqué de façon restreinte, les communistes défiant la répression, réussirent à constituer leur appareil de sécurité et de propagande.

À la différence des politiciens de la vieille garde, cette nouvelle force fit preuve de capacité politique. Elle sut profiter des « facilités légales », lorsqu’elles existaient encore, pour travailler au sein de l’Union Nationale des Étudiants, de l’Union Intersyndicale, et pour livrer bataille à une époque où les « traditionnels » considéraient que toute activité politique était impossible. Elle parvint à structurer un mouvement organisé consacré aux tâches d’agitation, de propagande et d’éducation politique [[60]](#footnote-60).

Dès lors, les T.T.M. commencèrent à se nourrir, de préférence, de sang communiste, c’est-à-dire des révolutionnaires qui ne tombent pas au hasard des raffles, mais dans des actions accomplies en pleine conscience du danger et dans une perspective militante.

Dans une deuxième étape, les communistes se rendirent compte des limitations du schéma « éducation, agitation, mobilisation » dans les conditions du duvaliérisme. De là surgit l’effort pour trouver le chemin de la révolution haïtienne, la voie de la lutte armée.

La gauche commença à partir de 1967 à réaliser des actions militaires à objectifs limités (récupération d’armes, de munitions ou d’argent, châtiment de certains bourreaux) dans le cadre d’une tactique globale pour le déclenchement de la lutte [145] armée. Ces opérations de « marronnage révolutionnaire » eurent pour théâtre les régions du Cul-de-Sac, Léogane, Grande-Anse, les localités de Deschapelle, Limbé, Duvalierville et même la capitale. La plus spectaculaire de ces opérations qui mit en relief le degré de décision et d’organisation des communistes, se réalisa le 7 novembre 1967, date choisie en hommage au cinquantenaire de la révolution bolchévique. Un commando réalisa un hold-up contre la Banque Royale du Canada en plein centre de Port-au-Prince et s’empara de 76.000 dollars. Le coup déconcerta les autorités par son audace et sa perfection : les assaillants armés de mitraillettes, opérèrent sans masque, avec une précision consommée, sans tirer un coup de feu.

C’était le premier hold-up jamais réalisé en Haïti. Le gouvernement et les services de « désinformation » yankee, agissant par le biais de la station de radio Vonvon, se mirent d’accord pour faire croire que ce coup provenait d’un secteur des T.T.M. ou de gangsters étrangers. Il s’agissait de ne pas augmenter le prestige de la gauche, qui ne cessait de croître. La même attitude fut adoptée quand le 13 décembre, face à l’aéroport international de Port-au-Prince, le chef de la police secrète, Eloïs Maître fut grièvement blessé d’une rafale de mitraillettes. Ces actions contribuèrent à faire connaître à la population cette nouvelle force combative, stimulant ainsi les conditions subjectives de réveil des masses.

La gauche armée démontra aussi sa capacité d’analyser la réalité nationale, de rechercher la solution au drame du pays et de mettre en application une ligne d’action efficace.

Comme conséquence du profond sous-développement économique et culturel, les milieux les plus avancés de la pensée libérale ou révolutionnaire d’Haïti se sont caractérisés par leur retard idéologique. Après l’Analyse Schématique 1932-1934 de Jacques Roumain, le premier essai d’étude scientifique de la réalité sociale haïtienne, publié en 1934, il se passa un quart de siècle sans qu’on ne fit d’études sérieuses de la réalité nationale. Consciente de la nécessité de trouver dans la théorie « le phare qui éclaire le chemin », cette opposition marxiste comptant dans ces rangs certaines des figures les plus renommées de l’intelligentzia haïtienne, s’appliqua à « savoir pour pouvoir ».

Il n’y a jamais eu en Haïti une telle profusion - bien entendu clandestine - de littérature révolutionnaire, d’études sur des thèmes sociaux et nationaux comme dans les dix dernières années : on n’a jamais réalisé autant d’efforts pour analyser la réalité économique et trouver les solutions théoriques du « cas haïtien ». Les lignes de toute une stratégie de développement ont été ébauchées, sur la base de recherches sérieuses, par les théoriciens de cette nouvelle opposition.

Des concepts jamais employés jusque-là par les hommes d’État ou les techniciens haïtiens, commencent maintenant à être [146] utilisés comme éléments d’analyse de la réalité haïtienne et de la politique économique : réforme agraire, réforme du commerce extérieur, capitalisation de l’épargne, nationalisation des branches fondamentales de l’économie, constitution d’un secteur économique étatique comme moteur du développement économique général, recherche d’une formulation nationale et populaire aux problèmes d’éducation, de la santé et de l’organisation économique et sociale. Autant d’éléments programmatiques que l’opposition marxiste sut découvrir et à partir desquels elle élabore ses plans révolutionnaires.

Un véritable bond qualitatif théorique et idéologique a été fait dans les secteurs d’avant-garde avec les postulats tactiques et stratégiques suivants :

a) la lutte anti-dictatoriale ne peut se séparer de la lutte anti-féodale et anti-impérialiste, étant donné que les différentes étapes du processus révolutionnaire haïtien sont intégrés dans une réalité globale et structurée. Cependant le régime des T.T.M. constitue aujourd’hui un instrument d’oppression de la nation et lutter contre lui est la première phase de la mobilisation populaire ;

b) la lutte armée est la forme décisive de la lutte révolutionnaire dans les conditions haïtiennes. La gauche doit se préparer à la lutte armée et la base de préparation c’est le renforcement du travail politique clandestin ;

c) la lutte armée en Haïti doit correspondre de façon fondamentale à la conception de la « guerre du peuple », livrée par une armée populaire dans une perspective de longue durée et avec les montagnes comme principal champ d’opérations ;

d) cette armée populaire ne peut naître, dans un pays dont la population est à 90% rurale, que d’un vaste mouvement systématique d’agitation politique dans la campagne, de marronnage [[61]](#footnote-61), c’est-à-dire d’une rébellion paysanne basée sur la guérilla ;

e) la lutte du peuple contre Duvalier, pour le pain, le développement économique et la révolution culturelle se heurtera inévitablement à l’intervention nord-américaine sous toutes ses formes, et cela mobilisera toute la nation dans une lutte de libération nationale ;

f) la cause de la révolution haïtienne est organiquement liée à celle de la libération du peuple dominicain ; ce qui implique [147] une étroite collaboration, à tous les niveaux, des forces révolutionnaires des deux pays.

3. Les communistes perdent  
leur première grande bataille.

[Retour au sommaire](#sommaire)

En juillet 1968, les deux partis commencèrent des pourparlers en vue de leur fusion en une seule organisation. Les négociations conduisirent à la constitution, des mois après, du Parti Unifié des Communistes Haïtiens. La charte constitutive de ce parti, publiée par son organe Boukan (le bûcher), le 12 février 1969 dit entre autres :

« ... les tâches politiques essentielles de la révolution démocratique et nationale consistent à renverser la dictature duvaliériste et à prendre le pouvoir au nom du front uni de toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes dirigées par la classe ouvrière pour détruire le régime économique et social actuel et opérer les transformations essentielles de la révolution de libération nationale dans les domaines sociaux, économiques, politiques et culturels. »

« … Les transformations démocratiques et sociales visent à conquérir la pleine indépendance politique, à promouvoir le développement de nouveaux rapports de production. Ces transformations comprennent notamment la réforme agraire, la nationalisation de la propriété impérialiste étrangère, principalement nord-américaine : le monopole du commerce extérieur ; la suppression de la dette publique ; l’introduction de pratiques démocratiques dans la vie sociale ; la liquidation de l’analphabétisme ; etc... L’ensemble de ces mesures révolutionnaires et leur approfondissement subséquent se situent dans les perspectives de la marche vers le socialisme, dont la révolution démocratique et nationale constitue une étape obligatoire ».

« ... À la violence réactionnaire du macoutisme duvaliériste doit être opposée la violence organisée des classes en lutte pour son écrasement. La voie de la révolution haïtienne demeure la voie armée. Chacune des phases de ce processus, qui sera long, difficile et sanglant, combinera les méthodes de la lutte pacifique avec celles de la lutte armée, jusqu’à transformer ces dernières en forme principale. Cette voie désigne la campagne comme théâtre fondamental de la guerre populaire, avec la guérilla comme point d’appui principal. Puisque la violence macoutique s’exprime de façon permanente et généralisée, l’action de la résistance armée, tant à la campagne qu’à la ville, est juste et nécessaire à la création des conditions subjectives de la révolution. »

[148]

« ... Le maillon principal de toutes les tâches actuelles du PUCH est la préparation pour l'établissement de la guérilla. La formation des forces sociales, politiques et militaires de la guerre populaire et de la révolution nationale est obligatoire pour toutes les organisations du parti unifié, aussi bien sur le plan rural que sur le plan urbain, tant dans les zones propices à la guérilla que dans les autres régions ».

Cette fusion des forces révolutionnaires en un Parti unique, dont la ligne répondait aux revendications populaires, renforça le mouvement révolutionnaire et porta la lutte des classes en Haïti à un niveau remarquable. L’expérience et les bases organisationnelles des deux partis se conjuguaient pour promouvoir la lutte. Dès lors, tout paraissait indiquer que le processus de libération était en marche. Cette situation apparut avec plus de force quand le 26 mars, un groupe de partisans, formé surtout de paysans, occupa la localité de Cazalé, dans les contreforts de la chaîne des Matheux. Les guérilleros réunirent la population pour exposer les motifs de cette prise d’armes : lutte contre la misère et l’oppression. Le PUCH dans son journal Boukan lança à tous ses militants la consigne d’appui total à la rébellion, en accord avec la ligne politico-militaire du parti.

Le gouvernement se garda de faire de la publicité autour de ces faits, mais mobilisa les 500 hommes du bataillon tactique des Casernes Dessalines, sous le commandement du lieutenant Pierre Toussaint, spécialiste de la guerre anti-guérilla et de quelques « bérets verts » qui depuis des mois entraînaient discrètement ce bataillon, selon des informations publiées par le journal clandestin Voix du peuple en décembre 1968.

La guérilla était dirigée par l’instituteur rural Nefort Victomé, un ancien sergent du nom de Jérémie, Roger Méhu et Alix Lamaute [[62]](#footnote-62). Selon le rapport présenté à l’OEA par la Chancellerie haïtienne, les combats entre les guérilleros et l’armée durèrent 15 jours. Les rebelles furent encerclés au moment où ils allaient s’enfoncer dans la chaîne des Matheux. Douze d’entre eux moururent au combat, dix-sept furent blessés.

Malgré l’échec de la rébellion de Cazalé, la présence et l’action des communistes continuaient à se faire sentir à la capitale, au Cap-Haïtien et dans d’autres régions. Le 20 juin, au siège de l’OEA, le Ministre des Affaires Étrangères d’Haïti, René Chalmers, invoquant dans un pompeux discours le Traité de Rio de Janeiro d’Assistance Mutuelle, sollicita la convocation urgente de l’organisme consultatif afin de « prendre des mesures pour la défense commune et le maintien de la paix et la sécurité du continent ». Le gouvernement haïtien estimait que le [149] Conseil de l’OEA devrait qualifier comme « un acte d’agression externe » l’action des communistes haïtiens « dont l’objet primordial est de déraciner le gouvernement de Duvalier » [[63]](#footnote-63). Les déclarations de Charlmers exprimaient la grande préoccupation du gouvernement face à l’activité des communistes et constituaient en même temps un éloquent témoignage de la lutte de la gauche haïtienne contre le régime des T.T.M.

Le Conseil de l’OEA ne s’émut pas cependant et, parut ne pas prendre au sérieux la demande de convocation d’une réunion consultative. Déjà Washington, grâce à l’activité de ses agents en Haïti, avait appliqué la formule qui devait permettre au régime de Duvalier de se remettre de ses ennuis.

En effet, à partir du mois d’avril des bases communistes avaient commencé à « tomber » à la capitale et en province. La répression menée de main de maître venait révéler au gros de la population l’importance et la force acquise par l’organisation clandestine, permettant de mesurer en même temps l’esprit de décision des communistes.

En plus d’une fois, il arrivait que de puissants contingents de l’armée encerclaient certains quartiers, certaines maisons pour y arrêter des communistes qui, en règle générale, résistaient les armes à la main. Cette campagne atteignit son point culminant le 2 juillet, lorsque cinq membres du Comité Central du PUCH, surpris dans une maison de l’avenue Martin Luther King, furent tués ou faits prisonniers à la suite d’une bataille acharnée avec l’armée. [[64]](#footnote-64)

La répression atteignit la plupart des dirigeants du PUCH et un grand nombre de cadres, de militants et de sympathisants [150] dont la moitié fut fusillée sans jugement, mourut sous les tortures ou pourrit encore en prison.

Quelques mois après, le journal clandestin du PUCH Boukan dans un article consacré à la vérité sur la répression, révéla que cet exploit avait été exécuté par la C.I.A. dont l’un des agents, Frank Eyssalem, était parvenu à s’infiltrer dans la commission militaire du Parti. Les assesseurs de l’ambassade américaine et le major James Butler, Attaché militaire de cette mission, eurent connaissance non seulement des plans de l’opération de Cazalé, mais aussi des secrets les plus essentiels de l’organisation clandestine et purent lui porter un coup mortel. Les secteurs gouvernementaux et l’ambassade des U.S.A. en Haïti considérèrent cette opération comme une victoire décisive du duvaliérisme contre l’opposition.

En fait, le coup porté au PUCH constitue l’un des plus efficaces réalisés par la CIA contre des mouvements révolutionnaires latino-américains. Le Miami Herald rapportait, à ce propos, dans son numéro du 24 janvier 1973, qu’environ 200 communistes furent tués à cette occasion.

Cette victoire sur les communistes modifia le panorama politique et la dynamique de la lutte anti-duvaliériste. Duvalier se libéra de la force d’opposition la plus dangereuse. Le mouvement communiste perdit son avant-garde dirigeante, ouvrière et paysanne, cette intelligentzia révolutionnaire réunissant de nombreux universitaires marxistes. Beaucoup d’entre eux revenant d’Europe et d’Amérique Latine, avaient abandonné tout intellectualisme pour embrasser la cause prolétarienne. Leur projet de transformation sociale coïncidait avec les aspirations révolutionnaires de la nation. Le PUCH perdit aussi des pièces vitales de son appareil d’organisation politique, des cadres et des bases populaires formés durant des années d’efforts et initiés à la pratique de nouvelles formes d’action, de lutte et de pensée politique et qui constituaient le levain de la mobilisation des masses.

La répression frappa aussi certains éléments de l’armée et de l’administration publique (petits fonctionnaires, professeurs de lycées et d’écoles primaires ou du centre l’alphabétisation ONEC) [[65]](#footnote-65). Certains secteurs du clergé catholique furent poursuivis pour leur appartenance à une organisation de centre-gauche : [151] Haïti-Progrès. Duvalier put ainsi alléger le clergé catholique des prêtres qui n’acceptaient pas de se plier à la ligne de collaboration inconditionnelle adoptée par la hiérarchie épiscopale et qui du haut de la chaire et dans les collèges diffusaient un enseignement inspiré des nouveaux encycliques. Ces religieux de l’Ordre du Saint-Esprit furent expulsés du pays pour s’être - selon le décret d’expulsion - « attaqué dans leurs articles et leurs sermons aux principes de respect et d’obéissance qui sont la base même de la foi catholique ».

La propagande et la répression anti-communistes devinrent le suprême leitmotiv de la politique duvaliériste [[66]](#footnote-66). La presse et la radio ne cessèrent d’appeler la population à une lutte à mort contre ces « agents du communisme international », qui prétendaient détruire la famille haïtienne et les fondements de la civilisation chrétienne.

La présence communiste cessa pour un temps de se manifester en Haïti ; la participation populaire et le niveau de la lutte des classes qui commençaient à mobiliser la nation contre ses oppresseurs[152] enregistrèrent un recul net. Le flux des idées de gauche commença alors à s’étendre dans l’émigration, se cristallisant en une abondante littérature révolutionnaire et un nombre croissant de micro-organisations inspirées ou se réclamant du marxisme-léninisme. Certaines exaltent l’œuvre héroïque des communistes, d’autres, surtout des théoriciens gauchistes, commodément installés à l’étranger, attribuent au révisionnisme ou au « terrorisme excitatif » du PUCH la responsabilité de cet échec. Le bilan et la critique de la lutte des communistes durant le régime de Duvalier sont à faire[[67]](#footnote-67). On ne saurait cependant refuser d’admettre qu’ils sont ceux qui ont lutté avec le plus de ténacité contre la dictature, l’exploitation féodale et la domination impérialiste, en s’efforçant d’éduquer, d’organiser, et de guider les masses dans le combat pour la libération nationale.

4. La Pax duvaliériste.

[Retour au sommaire](#sommaire)

À partir de 1968, commencèrent à se produire certains phénomènes nouveaux dans le système de domination de la papadocratie et dans l’ambiance politique. À la capitale, le régime s’efforçait de masquer son caractère répressif. Les T.T.M. n’exhibaient plus cette présence ostensible de tueurs à gages qui les rendit célèbres. Au lieu de frapper de façon aveugle la population, la répression s’orientait surtout vers les « activistes »... Le surgissement d’une opposition populaire organisée et le désir d’améliorer son image à l’extérieur avaient amené le duvaliérisme à rechercher une certaine rationalisation de sa machine d’oppression.

Mais cette tentative répondait aussi à une autre finalité : celle de faciliter la réconciliation totale avec la bourgeoisie mulâtre. Cette bourgeoisie n’était pas duvaliériste au début, à cause de la crainte que lui inspirait le radicalisme verbal antimulâtre de certains partisans de Papa Doc, mais elle se rendit compte bien vite que ces « noiristes » de l’oligarchie ou des classes [153] moyennes noires n’aspiraient qu'à se sentir traités, grâce au pouvoir, en pairs et avoir accès à l’exclusif « Cercle Bellevue », aux petits clubs du Bois-Verna ou aux mulâtres inaccessibles d'antan. Elle s’aligna alors de plus en plus. Et Duvalier, qui avait recherché cette amitié, en offrant des cadeaux et des privilèges, comprit qu’il fallait mettre un frein au déchaînement des T.T.M., vu que l'ignorance de ces derniers rendaient victimes de leurs extorsions de fonds d’honorables commerçants, des fils de bourgeois.

Cette rectification assurait à l’élite traditionnelle tous ses privilèges d'hier et quelque chose de plus : étant donné que le pouvoir réprime toute sorte de grèves et de revendications ouvrières, que la corruption atteint des proportions sans bornes, la bourgeoisie pouvait augmenter ses bénéfices au moyen de la contrebande et de l’évasion fiscale sous l'ombre protectrice des T.T.M.

Ces circonstances profitaient encore davantage aux hommes d'affaires étrangers. Le climat des investissements s’améliorait.

Le fait que la machine de répression était moins visible inspirait davantage confiance. Stanley Peen, dans le Wall Street Journal du 6 juillet 1970, rapporte les propos d'un homme d'affaires américain : « il y a trois ans, on pouvait voir les tontons avec leur mitraillette. Aujourd'hui, pour les trouver, on doit les chercher par toute la ville ».

De plus, l’amélioration de l’image du régime à l'étranger rendait plus commode pour Washington une politique d'aide massive. En octobre 1968, le Secrétaire Général de l'OEA, Monsieur Galo Plaza, visita Haïti afin de discuter avec le gouvernement une formule d'aide sous le couvert de l'organisme inter-américain.

Ce cadre de perspectives prometteuses en 1968 se renforça durant l’année 1969 grâce aux brillants résultats de la campagne anti-communiste. La bourgeoisie, qui commençait à être inquiète, se sentit soulagée et en remerciant Papa Doc de cet exploit, se solidarisa totalement avec son régime.

Les secteurs gouvernementaux exprimaient leur satisfaction. Les touristes visitaient le pays. Les investisseurs étrangers offraient des commissions ou la possibilité d’être leur représentant ou leur associé. Le danger n'existait plus d'être abattu en pleine rue, comme ce fut le sort de quelques grands dignitaires du régime. Il n’y avait plus de couvre-feu ou de menaces de troubles. On pouvait sortir la nuit, fréquenter les night-clubs ou voyager à l'étranger pour dépenser l'argent volé.

Les rares « technocrates » qui existaient encore dans cet univers de médiocrité absolue, formulaient des plans de développement afin de les présenter dans les réunions de l’OEA dans le [154] but d’obtenir des prêts ou des « sommes non remboursables ». Ces fonctionnaires, ceux du Conseil National de Développement et de Planification (CONADEP) surtout, parlaient d’« orgueil », de « frontalier », et menaçaient parfois de se retirer des réunions de l'Alliance pour le Progrès si Haïti n’en recevait pas de l'aide. Monsieur Édouard Francisque, du Ministère des Finances, chef de la délégation haïtienne à la réunion du Sous-Comité de l’Alliance pour le Progrès, déclarait : « Habitués comme nous le sommes depuis des siècles à la félonie du monde et à la ruse des organisations internationales, il n’y a rien qui puisse maintenant nous surprendre, nous autres les nègres de la terre d’Haïti ». Et il présentait fièrement la liste des réalisations du gouvernement comme « preuve » de ce qu’Haïti méritait maintenant l'aide internationale.

Après dix ans de vaines tentatives, le gouvernement avait pu obtenir les crédits nécessaires au financement d’une centrale électrique sur le fleuve Artibonite et les travaux venaient d’être inaugurés par la compagnie italienne *Gruppo industrie electro meccaniche per impiante all Estero de Milan*, qui apportait les deux tiers des 4.9 millions de dollars du projet, le reste devant être couvert par le gouvernement. L’achèvement des travaux, prévus pour décembre 1970 allait mettre fin à une décade d’interminable « black-out » à la capitale.

Les duvaliéristes fêtaient aussi la réconciliation de la famille présidentielle, divisée à la suite des querelles de 1967, qui conduisirent à la condamnation à la peine capitale de Max Dominique, le beau fils du dictateur qui put partir, en fin de compte, en exil. L’ambiance était devenue cordiale, égayée par les fréquentes visites des « exilés de Madrid », les voyages fabuleux du playboy précoce Jean-Claude vers la Suisse, l’Italie ou la France. À l’occasion de chacun de ces départs ou arrivées, Papa Doc, retranché depuis des années dans son Palais, sans mettre le nez dehors, allait à l’aéroport pour saluer ces chers bénéficiaires de la fortune accumulée. Il sortait de temps en temps, toujours avec une forte escorte, pour faire des emplettes dans les magasins de luxe : c’était vraiment le triomphe de la « Révolution Duvaliériste ».

Ce moment fut troublé un instant par la rébellion des gardes-côtes. Le 24 avril 1970, à 14 heures 48 minutes, la capitale fut secouée par de fortes explosions provenant du port et des environs du Palais : il ne s’agissait pas d’une invasion cette fois. La marine s’était soulevée. Et le feu des canons de ses bateaux, durant plus de 24 heures, créa une situation de terreur dans les rangs duvaliéristes. Une aile du palais fut atteinte de même que le fort Lamentin. Et les trois avions T 28 de la force aérienne ne réussirent même pas à s’approcher des navires protégés par le feu des mitrailleuses.

[155]

Le Commandant Cayard envoya un ultimatum au Président en le sommant d’abandonner le pouvoir. Celui-ci ne disposait d’aucun moyen pour neutraliser les assaillants. II eut recours une fois de plus à Washington. L’ambassadeur haïtien à la Maison Blanche, Arthur Bonhomme, sollicita l’aide des États-Unis « contre l’agression des communistes » en réclamant des avions et manifesta le désir d’avoir une entrevue avec le président Nixon. La même démarche fut entreprise par le Ministre des Affaires Extérieures d'Haïti, à l’ambassade des U.S.A. à Port-au-Prince. Le gouvernement américain fit savoir qu’il « ne pouvait intervenir dans les affaires intérieures d’Haïti. » En effet, le soulèvement des gardes-côtes n’avait aucune perspective. Outre la maladresse de leur tir, les insurgés manquaient de munitions. Ils ne réussirent pas à profiter de l’effet de surprise pour effectuer un débarquement qui aurait permis peut-être l’adhésion au mouvement d’autres unités de l’armée.

Leur seul canon à longue portée s’étant enrayé, l’opération prit fin. Les trois bateaux, avec à leur bord 119 hommes dont 40 officiers, s’enfuirent, cherchant refuge aux États-Unis.

Ce qu’on croyait être un soulèvement n’était qu'un complot avorté. Peu avant cette triste aventure, quelques conspirateurs étaient découverts, puis arrêtés ; et Cayard qui faisait partie du complot, fut libéré. Se sentant menacé, il ordonna à l’équipage des garde-côtes de mettre les navires en marche, comme mesure de retraite. Les autres conspirateurs civils ou militaires restés à terre furent arrêtés ou durent demander asile auprès des ambassades étrangères.

C’était la première fois durant la longue ère duvaliériste que se produisait un soulèvement au sein des forces armées^ les tentatives antérieures ayant toutes été étouffées. On put vérifier une fois de plus que « tout soulèvement qui ne détruit pas un gouvernement, le fortifie ». Non seulement Duvalier purgea les rangs de l'armée et de ses partisans de tous ceux qu’il soupçonnait d’avoir trempé dans l’affaire, mais il élimina parmi ses proches ceux dont la loyauté ne lui semblait pas totale.

Il y eut un bon nombre d’arrestations : celle de Clémart Joseph-Charles, important homme d’affaires lié aux intérêts américains, et Rameau Estimé, Ministre de la Justice jusqu’au 24 avril. Le 4 mars 1971, une cour martiale jugeait 40 hommes, militaires et civils, accusés d’avoir participé au complot ; parmi eux, les colonels Kesner Blain et Jean Belotte, et une trentaine de sergents. Les coupables furent condamnés à mort. L’exécution de la sentence resta en suspens.

Grâce à cette répression et à la reconstitution de la marine avec des T.T.M. et des officiers surs, un éventuel obstacle aux plans de succession présidentielle fut éliminé. Cet échec et les informations recueillies sur l’affaire permirent de comprendre qu’au départ, dès 1969, les comploteurs comptaient sur une certaine [156] aide de la C.I.A., lorsque le danger communiste menaçait Papa Doc. Le soutien leur fut ensuite retiré. Cependant la machine conspirative ne put s'arrêter.

Passé cet épisode, ce fut l’apogée de la « pax duvaliériste » et Papa Doc, sentant sa mort proche commença à préparer sa succession. Au cours de cette étape, en plus des différents éléments politiques signalés (victoire sur la gauche, soutien de la bourgeoisie, purges de l’armée), il comptait avec l'appui de Washington et l’essor des investissements de capitaux nord-américains.

5.- Les recommandations de Rockefeller.

[Retour au sommaire](#sommaire)

En 1969 à la mi-novembre, Nelson Rockefeller, dans un rapport à la Sous-Commission du Sénat des États-Unis pour l’Amérique Latine, prônait la nécessité de « prêter une assistance économique au régime de Duvalier ». Des mois avant, au début de juin, M. Rockefeller, de passage en Haïti, avait reçu un accueil chaleureux de la population de Port-au-Prince ; accueil qui avait ému au plus haut point le gouverneur de New York qui déclara à cette occasion : « je suis heureux de visiter la nouvelle Haïti et le peuple haïtien qui m’a reçu avec un enthousiasme et une chaleur que je n’ai pas reçus dans les 15 pays visités au cours de ma mission ».

Cette réception avait été organisée de toutes pièces selon la méthode infaillible utilisée par Duvalier pour ses manifestations de masse : « charrier » manu militari des milliers de paysans à la capitale et intégrer à la foule des milliers de T.T.M. Mais monsieur Rockefeller, au terme de sa tournée mouvementée et pénible en Amérique Latine, était disposé à payer à prix d’or un tel enthousiasme. Il le fit savoir au dictateur haïtien en déplorant avec lui le faible montant de l’assistance américaine en Haïti et en lui promettant une aide plus substantielle. « L’accolade fraternelle » donnée par Rockefeller à Duvalier vint démontrer au monde que le dictateur, qui, malade, n’avait point paru en public depuis le 8 mai, était en pleine forme et que sa « santé politique » était excellente. L’opinion libérale des États-Unis eut honte de cette accolade. Le « Washington Post » critiqua la cordialité de Rockefeller envers un dictateur de cet acabit. Le « New York Times » de son côté écrivit le 4 juin en éditorial : « le docteur Duvalier peut vraiment tirer profit de cette photo (celle de l’accolade) qui prouve que les États-Unis ou, tout au moins, l’administration Nixon sont disposés à s’accommoder du plus tyrannique et du plus sanguinaire des dictateurs d’Amérique. »

[157]

Cette visite marqua le retour de la cordialité entre Washington et Port-au-Prince. Les exilés haïtiens aux États-Unis, qui jusque-là bénéficiaient d’une tolérance ouverte de la part de la C.I.A. et du Département d’État, s’en aperçurent immédiatement... Un des groupes dirigés par le colonel René Léon entreprit une « opération désespoir » en effectuant le 4 juin (à partir des Bahamas) un bombardement-surprise contre le Palais de Duvalier. Celui-ci en pleine hystérie anti-communiste s’affola et accusa le gouvernement cubain d’être à l’origine de cette attaque. L’ambassadeur d’Haïti à la Maison Blanche, le Pasteur Arthur Bonhomme, se présenta tout essouflé au Département d’État pour transmettre à M. Norman Warner, Chargé d’Affaires des Caraïbes, une demande officielle : le gouvernement haïtien, invoquant le Traité de Défense Mutuelle de Rio de Janeiro, sollicitait « la protection aérienne des États-Unis et mettait l’aéroport de Port-au-Prince à la disposition de la flotte aérienne de Guantanamo ».

Le lendemain, quand il fut établi que l’avion pirate était parti des Iles Bahamas, le Département d’État signifia au gouvernement haïtien son refus de lui accorder la protection aérienne réclamée. Mais le fait historique était établi, et Washington l’avait apprécié. Le Docteur Duvalier avait « avalé » cet « orgueil de nègre incompris » dont il se gargarisait en 1963. Dès lors, les recommandations de M. Rockefeller trouvèrent un écho plus favorable.

La nouvelle politique de Washington vis-à-vis de Duvalier, ébauchée par Johnson, précisée par Nixon, part de ce point de vue utilitaire et cynique qui caractérise les relations entre hommes d’affaires ou plus exactement entre gangsters : Duvalier vend, les États-Unis achètent. La politique américaine est anti­communiste et défend le statu quo. Les T.T.M. maintiennent leur domination, renforçant du même coup le statut semi-colonial par le meurtre et la terreur. Les G.I., la C.I.A. au Viet Nam, notamment à My Lai, ou contre la population noire des U.S.A. ont recours à ces mêmes méthodes. Logique de la violence, éthique du viol qui correspondent aux nécessités objectives de l’empire colonial en cette étape de crise.

Dans cette perspective, l’appui des U.S.A. au duvaliérisme n’a d’autre limite que la capacité du régime - vu son degré de pourriture - à en tirer profit.

Pour établir sur de nouvelles apparences cette politique d’appui total et tenant compte des incertitudes du futur, les États-Unis rappelèrent d’Haïti à la fin de 1969 (après la brillante opération anti-communiste) l’ambassadeur Claude Ross, qui avec le colonel James Butler, chef de la Mission Militaire de l’Ambassade, fut le grand apôtre de la coopération et l'ami tellement intime de Duvalier qu’il s’asseyait parfois, selon la presse haïtienne, sur le lit du Président.

[158]

Washington nomma alors ambassadeur à Port-au-Prince monsieur Clinton Knox, un noir, deuxième représentant de couleur des U.S.A. en Haïti, après plus d’un siècle de relations diplomatiques [[68]](#footnote-68).

Docteur en philosophie de Harvard, aristocrate du style de Sugar Ray Robinson et de ces fils de l’Oncle Tom qu’exaltait la revue Ebony durant les années quarante, monsieur Knox, qui avait été ambassadeur de son pays au Dahomey, découvrit la négritude avec Papa Doc ; il s’en enthousiasma et devint un partisan décidé du duvaliérisme, fervent défenseur de l’aide massive.

Cette nomination correspondait à un calcul machiavélique : comme “homme de couleur”, Knox pouvait pousser la coopération à son niveau le plus élevé. Et si les choses en Haïti se compliquaient au point que cette politique d’appui soit mise sur la sellette par l’opinion nationale et internationale, Washington pour masquer sa responsabilité pourrait attribuer à Knox la paternité de cette politique, alléguant des raisons d’affinité raciale. ?

L’aide prêtée par les U.S.A. aux exilés haïtiens fut suspendue ainsi que l’accès à la station de radio généreusement mise à leur disposition depuis 1966. La Coalition dut fermer ses portes et cesser la publication de son journal. Même l’appui à certains éléments de l’armée qui devraient constituer une force conspiratrice de rechange leur fut enlevé, comme on put le voir durant la mutinerie de Cayard.

La coopération sur le plan policier devint plus étroite que jamais. Etant donné que l’aide militaire officielle devait être autorisée par le Congrès, avec les implications politiques que l’on sait, cette assistance a été entourée de la plus grande discrétion.

Elle se manifeste au niveau des forces de police, avec bien entendu des livraisons d’armes et de munitions. La C.I.A. non seulement entraîne la police duvaliériste, mais participe directement à la défense du régime, comme on l’a vu durant la grande chasse anti-communiste de l’année 1969. Cette coopération s’exerce à l’étranger, en particulier à New York, Montréal, Miami, aux Bahamas. La preuve la plus flagrante de cette articulation apparut en mars 1969, quand la police américaine aux Iles Bahamas arrêta le révolutionnaire haïtien Jacques Saint-Amand, qui fut transféré à Miami pour y être interrogé. Après de longues séances d’interrogatoire agrémentées de pressions et de menaces pour le faire parler, il fut expédié en Haïti et assassiné par la police duvaliériste.

[159]

Avec la tolérance et la complicité de la police américaine, des agents duvaliéristes, les consuls Baboun, Maximilien, des contre-révolutionnaires cubains, et des membres de la Maffia, organisèrent systématiquement à Miami et à San Antonio, de la contrebande d’armes vers Haïti. Le journaliste américain, Andrew St-Georges, dans un long article de la revue américaine « True » (The Maffia Vs. The C.I.A., avril 1970) a signalé le rôle croissant et officiel de la Maffia dans la politique haïtienne. Elle bénéficie de toutes sortes de privilèges et selon le cas, contrecarre ou facilite le travail des Services Secrets Américains.

Un pas significatif vers la remise en vigueur de l’aide militaire officielle suspendue depuis 1963 a été fait au début de 1970, quand une délégation officielle de l'Office Interaméricain de Défense visita Haïti dans le but de trouver une formule appropriée pour institutionaliser cette assistance. Cependant, du fait de la dualité T.T.M. - Armée et de l’hostilité virtuelle entre ces deux corps, l’aide militaire officielle demeurait difficile, car c'est en principe l’armée qui devrait en être la bénéficiaire.

Les organismes officiels des États-Unis ont aussi accru leur aide. Jusqu'ici plusieurs douzaines d’agences religieuses et philanthropiques américaines ou canadiennes étaient chargées de la distribution subtile de l’assistance. La fondation CARE distribuait généreusement les excédents alimentaires, utilisant ainsi la nourriture comme forme de rétribution du travail pour la construction des routes. La HACHO (Haïtian American Community Help Organization) distribuait ad libitum des stérilets dans un programme élargi de contrôle des naissances à la campagne.

La Banque Interaméricaine fut chargée d’élaborer les plans d'aide conjointement avec le Comité de l’Alliance pour le Progrès. D’importantes valeurs « non remboursables » furent mises à la disposition du gouvernement d'Haïti pour des études techniques et deux prêts lui furent consentis : un de 5.1 millions en juin 1970 (système d’eau potable à Port-au-Prince), l’autre de 1.4 million (promotion agro-industrielle). Pour 1971 et 1972, des prêts de 8 et 10 millions sont prévus pour contrebalancer le déséquilibre de la balance des paiements.

Le 17 février 1965, le Ministre de la Défense des U.S.A., M. Mac Namara déclarait ; « nous recherchons avec le gouvernement d’Haïti un niveau minimum d'adaptation mutuelle ». Cette recherche conduisit Washington à abandonner la politique de « double jeu ». Et l’escalade de l'entente cordiale, commencée par Johnson, fut de plus en plus accentuée par Nixon.

Parmi les artisans de cette entente, à côté des ambassadeurs Ross et Knox, figure un mystérieux personnage, inconnu du public et que la presse ne mentionne jamais. Cet homme, le Dr. Elmer Laughling, ami intime de Duvalier depuis l'époque [160] où celui-ci travaillait à la mission sanitaire américaine, est un de ses « lobby », à Washington depuis 1957. Il a ses bureaux au palais et possède d'importants intérêts en Haïti, parmi lesquels la Caribbean Rice and Dore Industry.

Il a été un des promoteurs de l’« American Friends of Haïti », société constituée pour garantir l'appui américain et l'aide de l’Agence Internationale de Développement au régime de Duvalier. Le Viet Report de novembre-décembre 1966 signale à ce propos : « Ce groupe officiellement patroné par Lady Malcolm Douglas Hamilton, un vétéran des causes anti­communistes qui ressemblerait à première vue à un centre de réunion de vendeuses de pâtisserie, se consacre à protéger les faméliques haïtiens contre la menace de Castro.

Les animateurs du groupe sont W.L. Rice, directeur de l'Haytian Reynolds Mines (Rice devint célèbre, quand, comme Procureur des U.S.A., il essaya de promouvoir la loi antitrust contre l'Alcoa) ; F.E.Master, directeur de l’Haytian American Développent Corporation, propriétaire de l’industrie sucrière en Haïti et de la plantation Dauphin, la plus grande plantation de sisal du monde, qui possède, en outre, des intérêts financiers importants dans le pays, assure très souvent des avances financières au gouvernement, pour lui permettre de faire face à ses obligations ».

On comprend qu’avec des protecteurs de cette envergure le régime soit parvenu à surmonter les difficultés rencontrées dans ses relations avec les U.S.A. et qu’il ait apparu, surtout avec l’entrée des forces de la gauche sur la scène politique, comme un défenseur loyal des intérêts nord-américains en Haïti.

6.-La mini-danse des dollars.

[Retour au sommaire](#sommaire)

La « tranquillité » politique, les campagnes de publicité du gouvernement à l’extérieur et l’appui de Washington favorisèrent les investissements étrangers et le tourisme, ce qui se répercuta sur la situation économique.

Pendant les années 1967-1970, près de 100 compagnies étrangères - la plupart des U.S.A. - obtinrent le droit de s’installer en Haïti. Le montant de leurs investissements atteignit quelque 7 millions de dollars, placés dans les secteurs de montage d’appareils électroniques, perforatrices pour machines IBM, fabrication de vêtements et de balles de baseball, etc... Ces industries, tournées surtout vers l’exportation, nécessitant peu de capital fixe et recherchant une main-d’oeuvre bon marché créèrent près de 7.500 emplois. La production de bauxite augmenta de 80% au cours de l’année 1969, passant de 406.6 à 763.8 [161] mille tonnes. Les exportations de cuivre aussi augmentèrent sensiblement ; celles de l’or réalisées par la Gold Mine Inc. atteignirent de 3 à 5 millions de dollars.

Le nombre de touristes, d’une moyenne annuelle de 35.000 entre 1965 et 1967 atteignait 51.156 en 1968 et près de 60.000 en 1969 (moyenne 1960-62 85.000). Il en résultait une entrée moyenne annuelle de 3.9 millions de dollars. Le montant des transferts effectués par les émigrés (Canada, États-Unis, Bahamas, Europe et Afrique) à leur famille atteignit 13 millions de dollars en 1969. Cette même année, le gouvernement investit 6 millions de dollars dans la construction du système hydro­électrique de Péligre et de la route du sud. Le Fonds Monétaire International, par un Stand By Agreement signé en juin 1970, avalisa la Banque Nationale et les négoces du secteur privé pour un montant de $ 2.2 millions. La circulation monétaire enregistra une nette animation.

Selon l’Economic Survey of Latin America (1969), le produit national brut haïtien qui enregistrait un accroissement annuel de 1.5% entre 1965 et 1967 augmenta de 2.5%, passant de 366 à 376 millions de dollars. Cet accroissement se limitait à des secteurs réduits de l’activité économique.

En profitaient : les entrepreneurs étrangers, la bourgeoisie haïtienne inféodée à ces secteurs, les propriétaires d’établissements touristiques, le commerce d’importation et les potentats du gouvernement engagés dans toutes sortes de transactions frauduleuses. La First National City Bank décida d’installer une succursale à Port-au-Prince.

De plus, ce dynamisme n’était que superficiel. Il n'arrivait pas à modifier la courbe descendante de l’économie globale et à freiner la crise structurelle. Celle-ci, devenant plus grave que jamais, amenuisait de plus en plus le niveau de vie de la population, entraînant des secteurs de plus en plus larges vers la famine et l’inanition. À la fin de 1970, des milliers de paysans de la région du Nord-Est furent affectés par la sécheresse et la disette, et bon nombre d'entre eux moururent de faim. Les exportations de café continuaient à baisser et la production agricole dans son ensemble à se dégrader. Cette réalité ressort de l’analyse des indices de la production agricole, publiée par le US Department of Agriculture, Economie Research Divisions in « *The indices of Agricultural Production for the Western Hemisphere*. »

[162]

*Haïti : indices de production*

*Base 1957-59 =100*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
| Production agricole | 87 | 85 | 84 | 81 |
| Production pour l'agriculture et l’élevage | 85 | 83 | 81 | 80 |
| Production pour l'agriculture et l’élevage per capita | 71 | 67 | 64 | 62 |
| Production (de denrées alimentaires | 94 | 89 | 86 | 89 |
| Production de denrées alimentaires per capita | 79 | 72 | 68 | 69 |

Le mouvement d'investissement revêtait, en fait, un caractère très artificiel. Il était suscité par un régime de privilèges et de facilités fiscales qui allait à l'encontre du développement et surtout par la corruption généralisée existant dans les hautes sphères gouvernementales et qui s’exprimait dans la pratique par l’octroi de concessions à tout prix aux hommes d’affaires étrangers.

Grâce à cette politique, des membres éminents de la maffia des États-Unis vinrent installer des hôtels, des maisons de prostitution et de jeu en Haïti. Le Casino International fut donné en concession à Mike Mc Leany, un aventurier au passé lourdement chargé et qui dirigeait un casino à Cuba du temps de Batista. Quelques entreprises de « Quick Money » arrivèrent des États-Unis et de Puerto Rico, avec peu de capital, pour profiter de la main-d’œuvre bon marché et fabriqué des pièces de rechange, des articles finis ou semi-finis, exportables sous franchise douanière. Des concessions royales furent octroyées.

La J.G. White Corporation (compagnie nord-américaine, ayant un lourd dossier en Haïti depuis les années 40) revenait avec un contrat de 3 millions de dollars pour moderniser les quais de Port-au-Prince. D'autres compagnies américaines ou canadiennes, telles la Haïtian Mining Corporation, la Cerro Corporation, la International Halliwell Ltd, la Strauss Exploration Inc., la Sheraton Mining Corporation, obtinrent des privilèges en vue d'effectuer des prospections dans plusieurs régions du pays et exploiter les ressources minières.

Le journal « 2 novembre », (juillet 1971), citant le « Engineering and Mining Journal », écrivait qu’un groupe de businessmen américains de la « Haïti Minerai Corporation » » allait investir 50 millions de dollars pour l’exploitation d’une nouvelle mine de bauxite et la construction d’un complexe d’aluminium dans une région qui dispose d’une réserve de 25 millions de tonnes de bauxite. D’autre part, une compagnie canado-suisse, la « Chaîne Touristique des Caraïbes » recevait pour 99 ans une concession de 4.000 kilomètres de côtes haïtiennes pour l’exploitation de leurs ressources en eau, hydrocarbure et minerais.

[163]

La plus scandaleuse de ces opérations fut la vente de l’île de la Tortue à la compagnie Dupont Carribean Incorporated Freeport Authority. Ce dernier acte de « l’irréductible nationaliste » Duvalier est son testament politique et un témoignage de la voracité des entreprises impérialistes dans les zones dominées. Le contrat de concession signé le 4 décembre 1970 et publié dans le journal officiel, Le Moniteur, deux semaines avant l’annonce de la mort du dictateur, concède l’île (de 180 Km2 à la Dupont Carribbean Inc. représentée par M. Don Pierson, de Eastland, Texas, pour 99 ans, avec autorité exclusive et inaliénable de décider, administrer et garantir l’ordre sur ce territoire. La transaction, réalisée par l’intermédiaire de la Banque de Développement de la République d’Haïti, concède, entre autres, les privilèges suivants à la D.C. Inc. :

a) L’exonération absolue de toute taxe de quelque nature que ce soit, étendue à tout concessionnaire ou détenteur de permis d’opérer, technicien étranger, résident étranger, touriste, établi dans la région concernée.

b) Le droit d’opérer dans tous les domaines industriels et commerciaux possibles et d’effectuer les travaux nécessaires à la captation des eaux et à l’extraction des matériaux de construction et un droit d’option préalable sur l’exploitation de toutes les autres ressources du sous-sol.

c) Un droit d'option exclusif à l’expiraton du contrat (de 99 ans) pour un contrat d’une nouvelle période de 99 ans. L'État haïtien, pour sa part, renonce à tous droits d’expropriation ou de nationalisation directe dans la région concernée et recevra une compensation pour chaque carreau exploité (1 carreau = 1.29 hectare) correspondant au barême suivant : jusqu’à un investissement de 500.000 dollars. 4 dollars ; jusqu’à un investissement de 750.00 dollars, 2 dollars ; jusqu’à un investissement de 1.000.00, 1 dollar ; jusqu’à 1.500.000, 0,5 dollar.

Une fois atteint ce taux d’investissement « l'usage, la possession et la jouissance complète et absolue di) terrain sont accordés à la DC Inc, sans autres restrictions que celles mentionnées dans la convention. » En fonction de ces compensations, jusqu’à 500.000 dollars investis sur la superficie, par exemple de 200 has., soit 155 carreaux, la DC. Inc paiera 620 dollars de droit au gouvernement haïtien. (Le contrat ne précise pas si le paiement est mensuel, annuel ou temporaire.) Une fois atteint l’investissement optimal 1.500.000 dollars qui confère la possession de l’île entière (superficie maximale exploitable, 18.000 has.) les droits seront de 0.5 dollar par carreau, c’est-à-dire 9.000 dollars par an.

L’entreprise concessionnaire se présente comme une société exclusivement commerciale dont le but est de « faciliter le développement rapide d’une zone inexploitée au profit de la [164] République d'Haïti, du gouvernement et du peuple haïtiens ». Mais les conditions mêmes du contrat montrent que l'entreprise opérera plutôt au profit de ses actionnaires et de sa clientèle exclusive, comme enclave coloniale typique [[69]](#footnote-69).

D'autre part, il y a tout lieu de penser que derrière cette apparence d’entreprise privée et économique se cachent des motivations de caractère stratégique. Le contrat stipule que la DC Inc. n’accordera aucune licence, concession ou permis à une entreprise contrôlée à la connaissance par un gouvernement communiste et s’engage à ne conclure aucun accord avec un gouvernement communiste. Mais en même temps la DC Inc. à le pouvoir absolu de négocier avec des tiers y compris de céder ses droits à un tiers. Le statut juridique de l’île de la Tortue rejoint donc celui du Canal de Panama.

Il faut se rappeler que la concession du Canal de Panama fut octroyée en 1894 à une compagnie privée nord-américaine qui, dix ans plus tard, vendit ses droits au gouvernement des États-Unis. Or, on connaît trop bien le lien étroit qui existe entre les grandes firmes et le complexe industriel et militaire impérialiste. Au moment opportun, la Dupont Carribbean Freeport Authority pourra céder ses droits sur l’île de la Tortue au gouvernement américain.

L’île de la Tortue a constitué depuis les temps de la flibuste un point d'importance stratégique. Située à 100 Kms environ de Cuba, elle contrôle le Canal du Vent (entre Haïti et Cuba) et la route du Canal de Panama. Or la mainmise américaine sur la base cubaine de Guantanamo expire à la fin du siècle. Même si dans le cadre d’une stratégie globale, (comme on l'a souvent répété) ces bases ne correspondent plus aux nécessités de la guerre moderne, elles ne perdent pourtant pas aujourd’hui leur importance dans les Caraïbes et comme tête de point pour d’éventuelles interventions militaires dans cette région. Ainsi, il est bien plus probable qu’au lieu de donner naissance à une île touristique, paradis du farniente, qui ne serait d’ailleurs d’aucun profit pour le peuple haïtien ou le budget du gouvernement, cette concession ouvre la voie à l’installation d’une base militaire des États-Unis en territoire haïtien. Elle se convertirait ainsi en un boulet de forçat pour maintenir Haïti - avec des chaînes, de faux brillants, voire par la force - dans l’orbite impérialiste et son système de dépendance.

Par cette aliénation évidente du territoire et de la souveraineté nationale, Duvalier s’est défini comme le mandataire le plus apatride de l’histoire haïtienne, réalisant ce qu’aucun, même les moins intransigeants de ses prédécesseurs, n’avait osé [165] faire depuis plus d’un siècle que les U.S.A. n’ont cessé de faire alterner pressions, offres, ingérences politiques pour obtenir la cession du Môle St-Nicolas en vue de l’installation d’une base navale.

Si cette opération avait eu lieu au XIX siècle, il n’y aurait plus qu’à se lamenter sur l’irresponsabilité de celui qui l’aurait réalisée et à attendre le délai inexorable. Mais dans ce dernier tiers du XXe siècle, après que la nation égyptienne eût récupéré Suez, quand Cuba révolutionnaire réclame Guantanamo, quand le peuple et même le gouvernement de Panama posent le problème de la révision du statu quo de la zone du Canal, quand la revendication à la souveraineté nationale demeure le leitmotiv le plus puissant de la lutte des peuples du Tiers Monde, la concession de l’île de la Tortue à l’impérialisme nord-américain, constitue une preuve irréfutable du rôle joué par le duvaliérisme, entièrement au service des forces étrangères de domination.

En conclusion, plusieurs facteurs s’étaient conjugués, sur le plan interne et international, pour rendre le régime plus fort que jamais : faillite de l’opposition traditionnelle, danger communiste conjuré, appui politique des États-Unis, réconciliation avec la bourgeoisie, animation du monde des affaires. La conjoncture s’avérait donc favorable aux rêves de pérennité du Président à vie.

Déjà, dans son message du 2 janvier 1970, Duvalier avait salué dans la nouvelle année « le début de la révolution économique au terme de plus d’une décennie de révolution politique ». Et, en effet, il avait atteint pleinement son but, celui de garder le pouvoir le plus longtemps possible. Sa « révolution économique » conçue dans le dessein de « faire d’Haïti un second Puerto Rico » était visiblement en marche. Seule la santé du dictateur commençait à décliner.

La nécessité s’imposait de préserver l’intégrité de la « révolution duvaliériste ». Cet impératif coïncidait avec la politique des États-Unis qui ont intérêt à maintenir l’ordre en Haïti et dans la région des Caraïbes.

Faisant montre, une fois de plus, du réalisme politique et du cynisme qui l’ont toujours caractérisé, Duvalier n’hésita pas à recourir à la solution dynastique, la seule susceptible - selon la logique du système - de maintenir intact, dans l’immédiat, son appareil politique et de sauvegarder la continuité de cette entreprise d’oppression.

[166]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre IX

LE BÂTARD DE  
LA PAPADOCRATIE

Certains personnages historiques se produisent deux fois, une fois comme tragédie, l’autre fois comme farce...

Karl Marx

[Retour au sommaire](#sommaire)

Papa Doc, politicien et dictateur, fut un produit de la société haïtienne dans la phase la plus aiguë de la crise des structures et du système politique traditionnel ; d’une société marquée historiquement par la violence des conflits politiques et des processus de lutte des classes.

Pour évaluer la signification du phénomène Duvalier, il faudrait, sans aucun doute, une plus grande perspective historique, permettant d’embrasser sa totalité multidimensionnelle et de définir à quelle nouvelle étape ou tendance il a correspondu. Dans une approximation préliminaire, il est intéressant d’évoquer ce jugement d’un chercheur haïtien, Leslie Manigat, l’un des brillants représentants de l’intellectualité libérale, réformiste et technocrate, issu des classes moyennes, qui s’est situé, au début, dans la ligne idéologico-politique du duvaliérisme et qui prit par la suite ses distances. « Le rôle historique de la papadocratie - écrit Leslie Manigat - aura été, sur le plan collectif, la dépolitisation des forces traditionnelles, la mise à nu des contradictions du système traditionnel portées à l’absurde par le régime, l’insertion des masses paysannes dans le mouvement politique sans éducation ni conscience politique véritables, un certain brassage social au sommet par la montée de quelques secteurs sociaux modestes au cercle des privilégiés de la fortune et de la politique, l’hypothèque de l’avenir économique national au profit de l’étranger et l’évidence que Duvalier lui-même, à [167] défaut d’avoir été un réparateur ou même un justicier, a été pour beaucoup un révélateur des maux structurels d’Haïti dont la gravité est illustrée par l’exode de nos cerveaux et d’une partie alarmante de ses forces vives, laissant sans encadrement politique compétent suffisant et sans stimulant efficace un potentiel humain, pourtant riche en virtualités, de 5 millions d’habitants, le pays réel. [[70]](#footnote-70) »

Dans une vision plus rigoureuse, qui apprécie le phénomène dans son contexte global, la papadocratie apparaît comme une tentative de rénovation de l’ordre socio-politique en Haïti par la promotion de nouvelles formes, mécanismes et agents de domination permettant d’assurer la survie du système. En conséquence, elle a élargi l’élite du pouvoir traditionnel noire et mulâtre, en y introduisant des éléments issus de la petite-bourgeoisie noire, commerçante et foncière, s’efforçant de créer une solidarité de classe, économique et politique entre ces anciens et nouveaux secteurs dominants ; elle a amplifié les bases sociales de l’État et du bureaucratisme avec des éléments issus des couches historiquement marginalisées du lumpen et des classes moyennes ; créé de nouvelles normes, méthodes et instruments de coercition fondés sur l’exercice illimité de la violence ; rénové l’idéologie traditionnelle par l’exaltation de la motivation culturelle noiriste comme justification du droit et la capacité de la nouvelle élite à participer aux privilèges du pouvoir ; conçu comme exécuteur de cet ordre nouveau un centre de décision exclusif et tyrannique, utilisant un appareil d’État de type corporatif, oppressif et terroriste qui a broyé les institutions et les groupes de pression et en s’appuyant sur les forces de domination étrangère, leur offrant en contrepartie des conditions optimales pour le renforcement de leur emprise économique et politique sur le pays.

De par la dialectique historique, l’entreprise duvaliériste a rendu plus aiguës les contradictions socio-politiques au sein de la société haïtienne. Elle a élargi le fossé entre la nation et les classes dominantes (noires et mulâtres), alliées à l’impérialisme nord-américain, ce qui a démontré d’une part la mystification de l’idéologie de couleur, par laquelle les nouveaux maîtres noirs ont prétendu s’identifier aux aspirations de justice des masses, d’autre part et surtout, l’incapacité du système à assurer la « stabilité socio-politique » et le progrès national, malgré la brutalité de ses formes de domination.

1.- Le néo-duvaliérisme : système politique.

[Retour au sommaire](#sommaire)

À partir de cette évaluation de la papadocratie, il est possible d’expliquer l’avènement du fils et la viabilité d’un acte aussi [168] arbitraire, bien que l'héritier, par ses capacités intellectuelles et politiques, paraissait condamné à un règne éphémère.

Il convient de souligner, en premier lieu, les difficultés auxquelles se heurte l'analyse de cette forme de gouvernement. Le système politique, centré sur le pouvoir de type personnel de Papa Doc, a subi un changement formel évident. « Son Excellence le Président à Vie », Jean-Claude Duvalier, nouvelle figure représentative du régime, ne remplit pas, comme feu son père, la fonction de « centre de pouvoir et de décision » propre à son statut, statut défini par les pratiques présidentielles en Haïti et surtout par l'omnipotence de jure et de facto du Docteur Duvalier. Cette dichotomie perte à rechercher le centre du pouvoir et de la représentativité du système dans la personne de l'actuel président et à orienter toute analyse sur ce personnage, par analogie ou contraste avec son géniteur, afin de déceler ce qu'il signifie ou nie dans la mémoire sociale haïtienne ou dans l’ordre récent de la papadocratie ; tentation d’autant plus grande depuis que l'information traitant d’Haïti est considérée à ce niveau par les agences de presse internationales.

L’absence de toute correspondance entre le statut et la fonction présidentiels rend impérieux de découvrir les forces qui détiennent réellement le pouvoir. Ces structures de pouvoir centralisées et subordonnées à Papa Doc paraissaient incohérentes et sans vie propre. Aussi est-il difficile d’évaluer aujourd’hui la force de chacune des structures dans la constellation des pouvoirs politiques qui garantissent la survie du régime, l’intérêt des forces internes et externes du système étant de dissimuler le plus possible la réalité du pouvoir et de feindre la représentativité fonctionnelle de la formule dynastique afin de la légitimer.

Cette configuration complexe du duvaliérisme actuel (où se retrouve le passé) impose un double niveau d’analyse : d'une part, la définition du personnage-président qui oblige à recourir à certains détails qu’il est impossible d’omettre s’agissant de l’univers médiéval de la politique haïtienne, d’autre part la recherche, au-delà de la scène formelle, des traits fondamentaux du pouvoir néo-duvaliériste.

Né le 3 juillet 1951, Jean-Claude Duvalier avait six ans quand son père accéda à la Présidence. Vivant dans l’ambiance du luxe, d’intrigues et de violences de palais, il fut initié très vite au maniement des armes. Il fréquentait encore l’école primaire en 1963 quand il fut l’objet d’une tentative de rapt organisé par Clément Barbot, alors chef des Tontons Macoutes.

Durant ses études secondaires au Collège Saint-Louis de Gonzague, institution religieuse fréquentée exclusivement par l’élite bourgeoise, il se montra un élève médiocre. Inscrit à la Faculté de Droit de Port-au-Prince en octobre 1970, il était, deux mois après, « successeur désigné ».

[169]

Sa réputation de playboy naquit durant ses années de lycée. Au volant de ses luxueuses voitures de course, il allait faire la noce en compagnie des officiers d’ordonnance, des jeunes gens de l'élite mulâtre ou de la crème des duvaliéristes.

Même après sa désignation et son installation à la tête du gouvernement, cette belle vie continua. Un témoignage du journaliste William Ryan de la A.P. du 23 Août 1971 relate que « le junior apparaît souvent sur les plages, jouant allègrement dans l’eau, entouré de petites amies qui l’adorent ». Ses aventures galantes, sa passion pour les voitures de course, les motocyclettes et les canots à moteur suscitent en Haïti d’innombrables anecdotes.

Pour sa part, Terry Johnson King, de la section latino-américaine du Miami News évoque plutôt une image pantagruélique du jeune président : « J’ai rencontré Jean-Claude plusieurs fois, écrit-il, quand tout jeune, il assistait en compagnie de ses sœurs aux réceptions du palais auxquelles les journalistes en visite étaient occasionnellement invités. Il était là. Un garçon gros et gras, une sorte de figurant au fond de la salle, affublé d’un costume de lin blanc, comme un personnage de Somerset Maugham, qui, sans se soucier le moins du monde de la pompe et du cérémonial, fonçait bon premier sur le caviar ».

Dans ses fonctions d’exécutif, Duvalier-Fils représente, d’après l’opinion unanime en Haïti, un volumineux pantin, tiraillé entre les recommandations pre-mortem de son Papa Doc, les exigences de l’intrigante Marie-Denise, les adulations des courtisans de toutes sortes et les injonctions des collaborateurs de sa mère. Il obéit, en définitive, à cette dernière, qui à son tour se laisse mener par la préoccupation de maintenir intact l’héritage du père.

Les haïtiens et les journalistes étrangers qui ont visité récemment le royaume de Duvalier sont d’accord pour dire que si le président fantoche devait un jour se trouver seul à un microphone, il n’hésiterait pas à se réfugier dans une ambassade d’un pays ami. Mais avant d’accepter de jouer ce rôle, le personnage trop balourd a reçu l’assurance qu’on ne l’obligerait jamais à y penser. Il continue donc à se réunir avec les jeunes gens de son âge pour mener la « dolce vita ». Sa seule fonction publique est de poser pour la presse les jours de fête et lors des cérémonies officielles, lire péniblement les discours qu’on lui prépare et remplir, comme d’ailleurs la plupart de ses collaborateurs, le rôle d’histrion de cette sanglante comédie dénoncée par Gra- ham Greene. Son père a pensé et agi pour lui. Ses tuteurs expérimentés continuent à en faire autant [[71]](#footnote-71).

[170]

Duvalier-fils et le système qu’il personnifie reposent donc sur deux grandes structures : celle du pouvoir politico-civil et la forme militaire et paramilitaire de répression.

La structure du pouvoir civilo-politique se projette au sein de l’actuel régime dans la personne de Madame Duvalier qui en constitue la charpente et s’appuie sur une clique de vieux serviteurs inconditionnels de Papa Doc comme les Siclait, Blanchet, Désinor, Biamby, etc. Son représentant le plus typique a été sans aucun doute Luckner Cambronne, qui depuis 1957 occupa des postes de contrôle stratégique du gouvernement de Duvalier-père, de la charge de Secrétaire Privé du président à celle de Chef de la Police Secrète qu’il détenait à la mort du Dictateur.

Par son ambition, son absence totale de scrupules, son comportement de serviteur inconditionnel et aussi son audace, il a pu assurer le contrôle de la machine politique et répressive au moment difficile de la disparition de Papa Doc. Précisément en sa qualité « d’homme fort », et étant le favori de Madame Duvalier, il parvint à monopoliser un tel pouvoir et tant de bonnes affaires qu’il semblait menacer « l’unité de la famille duvaliériste » et porter ombrage à Duvalier-Fils. Ses relations avec l’ambassadeur Knox se détériorèrent du fait même de cette situation et des réticences des organismes internationaux à octroyer au régime de Duvalier une aide massive que pourrait facilement détourner vers les banques suisses cet insatiable personnage. À la mi-novembre 1972, Monsieur Cambronne dut se réfugier avec sa famille à l’ambassade de Colombie. Le Consul Général d’Haïti à New York, l’inconditionnel Roger Lafontant, fut rappelé aussitôt en Haïti pour occuper la place vacante au Ministère de l’intérieur. Malgré la réputation d’homme habile et sans scrupules que lui a valu sa trahison de la grève des étudiants en 1960, il se révéla vite incapable de faire face aux multiples difficultés nées des conflits au sein de l’appareil gouvernemental et fut remercié de ses services deux mois après. Son remplaçant, Breton Nazaire, connu pour sa médiocrité, parviendra difficilement à remplir le vide laissé par Cambronne dans la famille duvaliériste et dans le fonctionnement même du système. De toute façon, l’appareil politique est fortifié par une décade et demie d’expérience.

[171]

La machine de la répression, qui durant le régime de Duvalier-Père a donné lieu au binôme Armée-Tontons Macoutes, a évolué vers une véritable symbiose au sommet, une sorte de junte personnifiée par les généraux Claude Raymond, Gracia Jacques, Breton Claude et le chef de la Police Secrète, Luc Désir. Claude Raymond, chef d’État-Major de l’Armée, filleul du dictateur défunt, ex-chef de la Garde Présidentielle, bien que militaire de formation, a toujours manifesté une solidarité d'intérêts et une fidélité toute filiale à son parrain. Ses affaires connues lui rapportent 20.000 dollars par mois. Les chefs respectifs de la Garde Présidentielle et des Casernes Dessalines, Gracia Jacques et Breton Claude, anciens soldats incultes et balourds, du style des vieux commandants du 19e siècle, sont encore plus représentatifs du rôle de « chiens de garde ». Ils disposent d’un pouvoir réel et contrôlent des postes militaires stratégiques. Ces positions de commande satisfont leurs ambitions, et leur incapacité politique bien connue garantit leur loyauté. Il en est de même pour Luc Désir, autre création de Papa Doc, et pièce importante de l’appareil macoute depuis 1957, disposant de la force de frappe la mieux exercée en matière de répression policière et de détection de conspirations.

Cette situation se retrouve à divers niveaux dans les forces armées et assure l’unité, pour le moins apparente, du binôme Armée-Macoute. Et la constitution d’un corps d’élite de répression, « Les Léopards », avec des éléments issus des TTM, s’efforce de susciter une fusion plus organique et technico-opérative et de renforcer le pouvoir militaire au bénéfice des hauts gradés les plus loyaux au statu quo.

La solution dynastique repose donc sur ces deux « structures de pouvoir » : la machine politique et l’appareil de répression, intimement liés aux structures externes de domination. L’omniprésente force de terreur non seulement a pulvérisé les institutions politiques traditionnelles mais a surtout modelé le comportement de la grande masse de citoyens et a été intériorisée psycho-socialement.

Les membres de la vieille machine politique et répressive sont logiquement solidaires de la solution dynastique et incapable de contester sa légitimité. Cette solution a neutralisé les conflits éventuels, les rivalités des factions et les ambitions des prétendants au pouvoir, leur assurant immunité et continuité de leurs privilèges. Duvalier-fils, un peu comme le roi Ubu, constitue l’élément d’équilibre sans aucun poids politique : il n’est que le symbole caricatural de la continuité duvaliériste.

2.- Le tandem bourgeoisie-impérialisme

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les forces politiques soutenant le statu quo garantissent aussi le système socio-économique en fonction de la coïncidence [172] d’intérêts des forces de domination politique et économique, tant sur le plan interne que sur le plan externe.

La bourgeoisie (mulâtre et noire) et les entrepreneurs étrangers avaient réalisé d’excellentes affaires sous le manteau du duvaliérisme. Aussi, l’initiative du dictateur de laisser le pouvoir à son fils leur parut-elle géniale. Cet adolescent gaspilleur, amant de la bonne vie, des night-clubs élégants et des filles de cette bourgeoisie, avait grandi parmi des amitiés aristocratiques et n’était pas considéré comme un « aigri » comme son père et n’avait aucune raison de s’identifier à cette négritude qui avait valu à ce dernier la réputation d’anti-mulâtre. Quel choix pouvait être plus heureux, somme toute ? L’intronisation du Junior fut reçue avec joie. Un représentant de cette aristocratie déclara : « Si les exilés organisent des invasions pour troubler l’ordre, je prendrai le fusil d’un tonton macoute pour marcher personnellement contre ces apatrides ». Au cours d’une visite d’allégeance au nouveau mandataire, à la tête d’une délégation de commerçants et d’industriels, le Président de la Chambre de Commerce, Monsieur Raymond Roy, un mulâtre de bonne souche, déclara : « J’ai l’insigne honneur d’introduire devant vous, comme je le fis il y a 14 ans devant votre père, une classe dont l’office, vieux de 167 ans, est de porter sur ses épaules l’économie totale d’un pays (sic). Permettez, Excellence, qu’une fois de plus comme en ce temps avec votre père, que j’aie le privilège, en des visites répétées et suggestives, de vous introduire dans les sanctuaires inconnus de travail, où vit un puissant et complet Code de Travail dominé par l’ombre gigantesque du Leader François Duvalier. » (sic) Le millionnaire Michael Madsen, un danois pur-sang, dont la famille possède en Haïti, depuis près d’un siècle, une des plus importantes usines de préparation et d’exportation de café, renouvelait à Duvalier fils, le même « serment solennel » fait des années avant à Duvalier père, « de se mettre inconditionnellement au service de son gouvernement et de son pays ». Grâce à la paix instaurée par votre père - s’exclama Monsieur Madsen - grâce à la continuité magistralement assumée par vous-même et avec une étroite collaboration entre le secteur privé et le secteur public, nous avons tous la ferme conviction que nous pouvons faire quelque chose de grand et de beau... Conscients de nos responsabilités et de nos devoirs, nous allons, coudes serrés, travailler à la plus grande gloire de votre Excellence, qui est aussi la gloire de notre Patrie, afin que l’Haïti de Duvalier, soit plus que jamais, la vraie Perle des Antilles ».

La grande bourgeoisie blanche, mulâtre et noire, les Elias Cassis, Georges Léger, Mews, Baboun, Sabala, en toute responsabilité renouvelèrent leurs assurances de solidarité au régime, ennemi des droits syndicaux, garant de cette paix qui leur a procuré de plus grandes richesses.

[173]

La haute hiérarchie ecclésiastique acclama aussi la continuité. Loin de se repentir de s’être agenouillée devant Duvalier père, elle baisa, avec enthousiasme, les pieds de Duvalier fils. L’Archevêque de Port-au-Prince, Monseigneur Wolf Ligondé, dans son sermon au Te Deum et la messe d’Actions de Grâces célébrée à l’occasion de la consécration du nouveau chef d’État, déclara : « Vous savez que votre autorité est une participation à l’autorité divine... Chef d’État, vous n’êtes pas un simple délégué de la communauté, Excellence, mais son guide, à la poursuite de ses fins les plus hautes. Vous avez compris que Dieu est le maître Suprême et que le Chef, appelé à conduire le peuple, accomplit, en définitive, l’œuvre de Dieu... »

...Les années que nous vivrons avec votre accession à la première Magistrature de l’État, constitueront une période spéciale de l’Histoire de notre pays. Car, pour la première fois depuis le jour glorieux de l’indépendance, le Pouvoir est confié à la Jeunesse. » Et s’adressant aux Cambronne, Luc Désir, Gracia Jacques et autres bourreaux du peuple, le Prélat ajouta : « Chers collaborateurs et conseillers du Président de la République, j’admire votre compétence, votre délicatesse d’âme et votre désintéressement. Je suis convaincu que vous saurez vous hausser à la grandeur de l’Histoire qui s’écrit chaque jour par votre abnégation, votre dévouement, votre sens de la justice, votre amour de la Patrie... » Cette épître du représentant de l’Église Catholique en Haïti ne saurait être plus éloquente sur la complicité et l’impudence des hautes sphères du Clergé. Ces prélats, nommés par Duvalier, avec la tolérance du Vatican, ne cessent d’être des suppôts éhontés de ce régime d’oppression.

Pour les États-Unis, la « solution SUCCESSION » quoique gênante, à cause de la « démocratie représentative » et du « système panaméricain », assurait plus de stabilité et de contrôle que n’importe quelle autre formule de « duvaliérisme sans Duvalier ». La transition s’est réalisée sans un coup de feu, sans un manifestant, ouvrier ou étudiant dans les rues, sans aucun affrontement entre les factions rivales, sans les effusions de sang prévues par les observateurs et surtout, sans menaces aux privilèges et aux intérêts des U.S.A. La solution dynastique avait évité à la diplomatie nord-américaine (et surtout à l’administration Nixon) les difficultés de l’éventuelle mise en place d’une nouvelle équipe de fondés de pouvoir, et mérite suprême, elle lui avait épargné la possible « nécessité » d’une intervention militaire à quelques mois des élections présidentielles américaines (1972).

Ceci explique la ferveur avec laquelle l’Ambassadeur des États-Unis en Haïti appuya le nouveau régime. Dès le lendemain de la mort de Papa Doc, Monsieur Knox, au cours d’une conférence de presse, insista sur la nécessité pour les États-Unis [174] d’aider la nouvelle administration et annonça qu’il avait déjà sollicité de son gouvernement une aide de 750,000 dollars à titre d’urgence. Cette déclaration provoqua un certain malaise : le Département d’État dut informer dans les 48 heures suivantes, par l’intermédiaire de son porte-parole Charles Bryan, que « les déclarations de l’Ambassadeur Knox revêtaient un caractère personnel et ne reflétaient pas le point de vue du gouvernement des États-Unis ».

Monsieur Knox acquit une influence de plus en plus décisive à Port-au-Prince et devint l’éminence grise de la politique haïtienne. Son appui au régime se fit de plus en plus décisif.

Cette attitude correspondait à la ligne du Département d’État, du Pentagone et de la C.I.A.. (représenté en Haïti par le colonel Joseph Edouard Roy, attaché militaire de l’ambassade américaine). Déjà le 30 avril, une semaine après les obsèques du dictateur, alors que la tension persistait dans le pays, la marine américaine continuait à en patrouiller les côtes, le porte-avion Guadalcanal arrivait à Port-au-Prince en « visite de courtoisie ». Le but de cette visite ne pouvait être plus clair : rien n’avait changé dans la politique des États-Unis vis-à-vis d’Haïti. La presse fit remarquer - avec orgueil - qu’il s’agissait de la 37ème visite en 18 mois d’un navire de guerre des États-Unis.

Le 29 Mai 1971, la Fédération des Étudiants Haïtiens aux États-Unis dénonçait dans un document la présence en Haïti d’une mission secrète d’assesseurs techniques yankees chargée d’entraîner les forces duvaliéristes. Entre autres personnes figuraient dans cette mission : le Major Edward Gordon, le capitaine Evans, les lieutenants Maxwell et Griffit, le sergent MacKennie (de la Marine Corps) et Jean Dufour, un mercenaire européen [[72]](#footnote-72). Et quelques mois après, commentant la parade du 18 novembre, jour des Forces Armées duvaliéristes, The Guardian de Londres, dans un article de Greg Chamberlain intitulé « Les troupes haïtiennes armées et entraînées directement par les États-Unis », faisait remarquer que les militaires américains ont choisi ce jour pour manifester leur retour dans l’île. La parade militaire organisée à Port-au-Prince à cette occasion était présidée par Jean Claude-Duvalier, l’ambassadeur des États-Unis, Monsieur Clinton Knox, et Chuck Neale, un ex-officier de la marine des États-Unis, vétéran du Vietnam et de Corée, qui dirige l’entraînement des Léopards. En effet, un accord secret avait été signé des mois auparavant avec une firme Drivée de Miami dénommée Aerotrade pour assurer l’entraînement et l’équipement des troupes duvaliéristes [[73]](#footnote-73). Au terme de cet accord, [175] l’Aerotrade fournissait du matériel de guerre au régime haïtien et des instructeurs rompus aux techniques de guérilla et des pilotes-instructeurs pour avions de chasse T.C. et DC3.

La livraison de ce matériel s’est faite, bien entendu, avec permis d’exportation délivré par les autorités compétentes d’Haïti qui occupe à l’aéroport de Miami le même hangar que l’Aerotrade.

L’officialisation de l’assistance militaire franchit un nouveau pas. Le lendemain de la parade présidée par le triumvirat Knox-Duvalier-Neale, le 19 Novembre, débarqua en Haïti une mission officielle de l’Organisation Interaméricaine de Défense dirigée par la plus haute autorité de cet organisme, le Général Eugène B. Le Bailly. Le discours de réception que Duvalier-fils lut à cette occasion fut un plaidoyer en faveur d’une « harmonisation des systèmes de défense continentale axée sur un équipement militaire uniforme et adéquat, pour défendre le continent face aux appels réitérés à la violence et aux armes, en vue de la prise du pouvoir par les forces communistes. » Peu après, le 27 décembre, la revue « The News » annonçait que le gouvernement haïtien était en pourparlers avec Washington pour l’achat d’un certain nombre d’hélicoptères. Ces engins furent livrés au début de 1972. Le journal El Caribe, porte-parole officiel du gouvernement de Balaguer, exprima la préoccupation des autorités dominicaines face à ces livraisons d’armes, susceptibles de « provoquer une véritable course aux armements dans l’île ».

Les relations entre l’Oncle Sam et le bâtard de la papadocratie devenaient ainsi des plus chaleureuses. Et cette cordialité fait écho au sein de la constellation servile. À la suite d’une visite effectuée le 4 juin par une délégation du Comité de l’Alliance pour le Progrès, conduite par Carlos Sanz de Santa Maria, président de cet organisme, la Banque Interaméricaine de Développement décida de l’octroi d’une « assistance élargie » à Haïti [[74]](#footnote-74). Le 4 janvier, cette assistance se concrétisa par deux prêts [176] d’un montant de 1.8 million de dollars pour le financement de certains projets de développement et une aide technique, non remboursable, de 240 mille dollars. Le Fonds Monétaire International, pour sa part, mettait à la disposition du gouvernement une valeur de 2.014.000 dollars comme couverture monétaire pour maintenir la parité de la gourde avec le dollar.

À la fin du mois de Novembre, sur l’insistante initiative du chancelier Gonzalo Facio, de Costa Rica, homme de confiance de Washington, le gouvernement costaricain rétablissait avec Haïti les relations diplomatiques qui étaient rompues depuis 1963. Peu après, le gouvernement de Rafael Caldera de Vénézuéla en fit autant..

En décembre, une délégation présidée par Monsieur Cambronne était reçue en grande pompe à Santo-Domingo et le président Balaguer décorait l’homme fort d’Haïti de l’ordre Juan Pablo Duarte, la plus haute distinction dominicaine. Le 10 Mars, arriva à Port-au-Prince le président de Nicaragua, Luis Somoza (fils du dictateur Anastasio Somoza), venu rendre hommage à son jumeau politique, héritier comme lui d’une dynastie sanglante... Le duvaliérisme faisait vraiment peau neuve.

Une importante délégation haïtienne, présidée par « l’éternel » Cambronne, visitait Washington vers le milieu du mois de Mars 1972 ; elle fut reçue avec cordialité par le Secrétaire d’État William Rogers et l’Assistant du Secrétaire de la Défense, Warren Nutter. À cette occasion, Tad Szulc, du New York Times, révélait de Washington que le gouvernement des États-Unis venait de remettre 6 bateaux garde-côtes d’un coût de 1.2 million de dollars à la Marine haïtienne. Il soulignait d’autre part que depuis quelque temps, l’assistant du Département d’État auprès du Congrès, Monsieur David M. Abshire avait notifié au président du Sous-Comité du Sénat pour les Relations Étrangères, le Sénateur William Cuemorhead, que le Département d’État avait autorisé la compagnie privée Aerotrade à effectuer de « modestes ventes d’armes au gouvernement haïtien ».

Donc, l’appui des États-Unis au régime se base sur une attitude calculée de soutien à un gouvernement terroriste qui foule aux pieds les droits les plus élémentaires de la personne humaine [177] et qui, de par son essence, ne saurait qu’aggraver inexorablement les maux de la communauté haïtienne.

3.- Modernisation de l'appareil répressif  
et pseudo-libéralisation

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le régime de Duvalier-fils jouit donc d’une certaine viabilité, grâce à ses 14 années de vie « extra-utérine », à la force de son appareil d’oppression maintenu intact et à l’appui de la bourgeoisie et de l’impérialisme. Pour assurer sa survie, il s’avérait impérieux de moderniser sa structure répressive, de feindre une certaine « libéralisation » et d’accentuer sa servilité vis-à-vis des maîtres étrangers.

L’entreprise de rénovation commença quelques semaines après la mort de Duvalier, avec l’augmentation des soldes des contingents de l’armée (10 dollars par mois). Cette mesure tendait à calmer le mécontentement au sein de l’armée et les tensions entre cette institution et les Tontons Macoutes. Les mesures suivantes répondaient à des impératifs multiples :

a) obéir, même partiellement, aux injonctions des États-Unis, qui, depuis 1963 exigeaient, comme condition de toute aide massive, la dissolution du corps de Tontons Macoutes ou sa refonte en un organisme fonctionnant sous les ordres de l’armée.

b) alléger l’ambiance du palais de certains personnages incontrôlables au niveau régional et liés à la personne de Papa Doc et susceptibles de créer des problèmes. Certains d’entre eux paraissaient trop « grossiers » dans l’atmosphère aristocratisante dont rêvaient Marie-Denise, « la distinguée ambassadrice », à Paris, et les « noirs fins » tels que les Raymond, les Cinéas...

Alors furent congédiés : Zacharie Delva, chef des Tontons macoutes de l’Artibonite, homosexuel excentrique, aux manières « frustes », prêtre vaudou omnipotent depuis 1957 ; l’odieuse Madame Max Adolphe, cheftaine du contingent féminin des TTM, les fameuses fillettes Lalo, et pendant longtemps responsable de la garnison de Fort-Dimanche ; Astrel Benjamin, cacique de la région des Cayes et Louis Durand, responsable du Cap-Haïtien.

Le corps des TTM demeurait aussi terrible qu’avant mais moins ostensiblement. En vue de la modernisation et pour obéir aux instructions nord-américaines, on procédait à une nouvelle structuration des forces armées duvaliéristes. Le 25 Mai 1971, le Ministre de l’intérieur et de la Défense Nationale, Luckner Cambronne, présenta à la Chambre Législative un projet d’augmentation des effectifs de l’armée ; il insistait sur l’importance d’une telle mesure face « aux tentatives d’infiltration du Communisme International. »

[178]

Le projet de loi, adopté à l’unanimité, disposait de la création d’un corps spécial « Les Léopards » de 567 hommes devant être dotés d’armes modernes et entraînés aux techniques de l’anti-guerilla... Peu après, on annonçait la constitution d’un corps de réservistes de 40 000 hommes.

Ces dispositions permettaient d’intégrer les éléments les plus sûrs des TTM dans un corps régulier et encadré par l’armée et les assesseurs nord-américains. La masse des TTM entrait ainsi dans un cadre légal qui ne dérangeait pas l’hégémonie formelle de l’armée « gardienne de l’ordre ». Il en résulta théoriquement une grande délimitation des fonctions répressives et une fusion au sommet entre l’armée et les Tontons Macoutes.

L’armée se raffermit, l’institutionnalisation des TTM et les liens de dépendance personnelle des cadres-macoutes, des Léopards et de certains personnages (Gracia Jacques, Breton Claude et Luc Désir) renforçaient les positions de ces derniers.

La pseudo-libéralisation commença peu après la mort de Papa Doc, quand Duvalier-fils, au cours d’une conférence de presse, offrit des garanties « pour le retour au pays de tous les exilés ». Bien entendu, cette offre ne s’étendait pas « aux agents du communisme international »... et pour l’apprenti-dictateur qui promettait peu de temps avant son accession au pouvoir « de gouverner avec la même énergie que son père », tout opposant pouvait être communiste... En somme les promesses pour le retour ne garantissaient rien à personne. Ainsi le comprirent tous les exilés.

Feignant l’ouverture, la propagande duvaliériste aux États-Unis s’efforça de construire de toutes pièces un « leader » de l’opposition. Elle choisit un certain Antoine Colas qui se déclara « candidat à la présidence » et commença à organiser à New-York des meetings auxquels était invitée la nombreuse colonie haïtienne de cette ville. Quelques semaines plus tard, au milieu d’une grande campagne de publicité assurée par des agences de presse des États-Unis, « l’important dirigeant en exil » arrivait en Haïti, profitant de « l’amnistie offerte par le nouveau gouvernement ». Il se démasqua du même coup comme agent du gouvernement. L’effet publicitaire était atteint et à l’étranger on crut que le régime permettait le retour des exilés [[75]](#footnote-75). La libéralisation demeure une marchandise d’exportation distribuée par les agences de publicité du gouvernement, quelques journalistes étrangers à la solde du plus offrant, impressionnés par le cynisme camouflé et l’obséquiosité de l’actuel [179] gouvernement. Celui-ci, d’ailleurs, avec l’aide complaisante du gouvernement américain, déploie une activité diplomatique fébrile pour améliorer son image à l’extérieur, afin de faciliter la normalisation des relations internationales et les plans d’aide, etc.

Dans cet effort de légitimisation, des étrangers de tous poils sont invités en Haïti, tous frais payés, afin d’être présentés par les journaux et la radio comme « preuves » de l’appui international du gouvernement. Parmi ces personnages exotiques, qui invariablement rendent hommage à Papa Doc et à son « illustre » rejeton, figurent des individus racolés par les services diplomatiques duvaliéristes, comme le leader noir américain Roy INIS, Directeur du Congrès pour l’égalité raciale aux États-Unis (CORE). L’un des grands succès de cette politique fut l’arrivée en Haïti de Cassius Clay, le boxeur noir américain de renommée mondiale : visites arrangées par l’ineffable Monsieur Knox, qui s’efforce de cette façon de justifier la protection qu’il accorde au bâtard de la papadocratie.

La nature des moyens mis en œuvre par cette campagne fut dévoilée lors de la « fameuse affaire de parrainage » par Jean-Claude Duvalier d'un groupe d’étudiants mexicains [[76]](#footnote-76).

Sur le plan interne, la prétendue libéralisation marche de pair avec la manœuvre technocratique : un Conseil d’assesseurs techniques à la Présidence fixe désormais la politique gouvernementale. Le Conseil National de Planification (CONADEP) est promu au rang d’organisme d’État. Quelques diplômés d’universités étrangères ont accédé au cabinet ministériel. Il s’agit de mériter l’aide étrangère, en donnant l’impression qu’il existe plus d’efficacité dans l’administration et que les pratiques chaotiques de Papa Doc qui conférait à chaque tonton macoute un pouvoir de décision sans appel en marge de toute hiérarchie fonctionnelle et administrative ont été supprimées.

[180]

Cependant l’appareil bureaucratique est tellement pourri, la corruption si fortement ancrée, l’incompétence si généralisée que rien ne peut être changé dans le cadre de la continuité duvaliériste. Et ce n’est pas non plus le souci du gang au pouvoir, obsédé par l’enrichissement.

4.- Une politique économique  
de vente aux enchères

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les nouvelles mesures économiques sont, en définitive, inspirées par la même politique de corruption et de mise à l’encan du territoire national.

Le salaire minimum des ouvriers fut augmenté de 3 gourdes et demie ($.70) à 5 gourdes par jour (l dollar), afin de démontrer la sollicitude des héritiers de Papa Doc envers la classe ouvrière. Mais les entreprises les plus liées au pouvoir s’abstinrent de payer ce salaire minimum, moyennant des pots de vin, congédiant à leur gré une partie de leur personnel ou les faisant travailler 10 à 15 heures par jour.

Une loi sur le divorce ultra-rapide fut adoptée pour attirer les touristes. Des agences de recrutement pour candidats au divorce sont établies à New York, Miami et Montréal. Il s’agit d’une affaire privée du groupe d’affaires Cambronne, Claude Raymond et son frère, le chancelier Adrien Raymond, les frères Cinéas. Pour chaque divorce, il faut payer 500 dollars et l’opération est achevée en moins de 24 heures.

De nombreuses affaires, plus scandaleuses les unes que les autres, démontrent qu’il n’y a de changement que vers le pire.

Certaines universités nord-américaines n’ont pas hésité à négocier des propositions macabres : elles assureraient la modernisation de l’École de Médecine de Port-au-Prince et en contrepartie recevraient d’Haïti des cadavres destinés aux travaux pratiques d’anatomie de leurs étudiants. Le gouvernement sauta sur l’affaire, y voyant un marché sûr pour la nombreuse production de cadavres de la machine d’oppression. Ou encore : l’exportation du plasma sanguin à destination des États-Unis par la firme Hemo Caribbean, commanditée par un agent de change new- yorkais, Joseph B. Gorinstein, travaillant pour le compte des laboratoires Amour Pharmaceutical, Cutter et Dow Chemical.

Six tonnes de plasma congelé sont ainsi exportées mensuellement avec un bénéfice net de 5.000 dollars la tonne [[77]](#footnote-77).

[181]

Ainsi le cycle du génocide fasciste et colonial est bouclé : aux stérilets imposés par les organismes « humanitaires » des États-Unis, à la mortalité infantile, la sous-alimentation, la maladie endémique, la répression macoutique, s’ajoute maintenant l’action d’un nouveau type de vampirisme.

Le trafic de la drogue fut promu au rang d’affaires officielles. La clique duvaliériste et d’illustres membres de la Maffia, en assurent la liaison entre l’Europe, Haïti et les États-Unis.

En septembre 1971, le sieur André Labat, citoyen français résidant en Haïti, fut arrêté à Paris alors qu’il était en possession d’un lot d’héroïne. Il avait été chargé antérieurement de la frappe d’une émission de monnaie en or à l’effigie de Papa Doc et possédait dans le pays une fabrique de vêtements.

Les recherches de l’Interpol l’amenèrent à localiser le centre de distribution de la « marchandise » dans les hautes sphères duvaliéristes. À la même époque, la Police de Miami arrêtait le Consul d’Haïti dans cette ville, impliqué, lui aussi, dans une affaire de marijuana.

Ainsi la politique du gouvernement est motivée exclusivement par l’enrichissement personnel. Pour y parvenir, il accepte l’aide technique de la Maffia, des flibustiers de la finance et des grandes corporations d’outre-mer qui profitent de la corruption et de l’ignorance des responsables pour obtenir des concessions léonines. Par exemple, la Wendell Philips Company Inc. (20 janvier 1972) obtient le monopole, pour une durée de 35 ans, de toutes les ressources pétrolières et énergétiques du territoire d’Haïti avec sa plateforme maritime, soit une superficie de 91,000 km2, équivalant à plus de trois fois la surface du pays. Le concessionnaire s’engage à investir 1.5 million durant les 30 premiers mois, à partir de la signature du contrat et d’investir un total de 20.5 millions au bout de 15 ans.

La clef de voûte de cette politique est la combinaison de la servilité et de la mendicité, soit la prostitution à bas prix [[78]](#footnote-78). Une grande concentration de la richesse s’opère au profit de la bourgeoisie traditionnelle et de la clique duvaliériste au pouvoir. La paupérisation des masses populaires et des classes moyennes s’accentue, la coercition idéologique se renforce en vue de justifier l’absurde dynastie imposée au pays et de maintenir le joug duvaliériste tandis que se fortifient la domination impérialiste sur l’économie et l’influence des États-Unis sur les décisions politiques.

[182]

Cette forme d’oppression de classe dans une société dépendante pré-capitaliste et sous-développée est intrinsèquement liée à la crise du système capitaliste mondial et en particulier à celle de la domination des États-Unis en Amérique Latine. La crise se manifeste au sein de cette hégémonie par le déséquilibre de la balance des paiements, la stagnation de la production, l’accentuation du chômage, le marasme économique, les problèmes monétaires et l’inflation malgré les stimulants de l’économie de guerre, depuis l’escalade du Vietnam. Il en résulte une montée de la lutte des classes, du non-conformisme des noirs, des étudiants et d’autres secteurs.

En Amérique Latine et dans la périphérie, cette crise a donné lieu à un processus accentué de décapitalisation provoqué par la détérioration des termes de l’échange et du montant élevé des transferts de dividendes et des intérêts du capital étranger, par une croissance lente du produit brut et même sa stagnation (alors que le population augmente à un rythme accéléré) par une plus grande concentration des revenus et par la misère des masses.

Cette articulation entre la crise de l’impérialisme et celles des formations socio-économiques dépendantes donnent aux formes de domination de classe un caractère terroriste et fasciste, catégorie définie et croissante en Amérique Latine et surtout dans les sociétés où les contradictions socio-politiques se présentent avec le plus de force, manifeste ou potentielle. Dans d’autres pays, même lorsque le phénomène ne prend pas le caractère de « forme d’oppression de classe », il surgit comme formule de réserve et de tendance politique.

En Haïti, l’oppression duvaliériste apparaît comme une sorte de fascisme de sous-développement qui survit à Papa-Doc et renforce l’organisation socio-politique et les bases structurelles qui ont donné lieu à la papadocratie. C’est dû à la décomposition des structures socio-économiques et politiques, au caractère colonial de la dépendance et par conséquent, à la profondeur du sous-développement qui maintient le pays dans un état moyenâgeux. Le fascisme duvaliériste, forme d’oppression de classe à l’intérieur d’une société sous-développée dépendante du capitalisme, est intimement liée à la crise du système de domination de l’impérialisme nord-américain en Amérique Latine. En fait, c’est la forme adoptée par l’oppression impérialiste en Haïti.

[183]

**Radiographie d’une dictature.  
Haïti et Duvalier**

Chapitre X

LES PERSPECTIVES :  
RÉVOLUTION OU FAMINE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans l’histoire récente de l’Amérique Latine, la transmission héréditaire du pouvoir n’est pas un phénomène insolite[[79]](#footnote-79). On l’a vu pratiqué par les régimes de Somoza au Nicaragua et de Trujillo en République Dominicaine : dans l’un et l’autre cas, de vieilles dictatures, mises en place par les nord-américains vers les années trente, au terme de leur occupation militaire de ces deux pays.

En effet, le Général Somoza, mort assassiné en 1956, fut remplacé par son fils Luis. Et en République Dominicaine, à la disparition de Trujillo, victime lui aussi d’un attentat, son fils Ramfis lui succéda. Celui-ci ne resta que six mois au pouvoir, mais la dynastie des Somoza, elle, a su se maintenir jusqu’à nos jours. Ces antécédents aident à mieux saisir les nuances particulières de la succession de Jean-Claude Duvalier comme Président à Vie.

Le successeur du Général Somoza, colonel diplômé de West Point avait, pour épauler son ambition, une garde nationale [184] toute puissante et moderne et une structure socio-politique conditionnée par trente années de dictature. Les masses populaires n’étaient pas organisées ni mobilisées en vue de la conquête d’objectifs démocratiques ; aucune contradiction importante ne se manifestait au sein des classes dirigeantes nicaraguayennes, et, entre l’impérialisme et la continuité gouvernementale, les intérêts coïncidaient parfaitement. Si bien que l’on réussit à imposer cette dynastie, à coup de manœuvres politiques et démagogiques, moyennant quelques concessions et simulacres d’élections démocratiques.

En République Dominicaine, Ramfis Trujillo, militaire formé également aux États-Unis, s’appuyait sur un appareil militaire moderne extrêmement puissant et sur une structure socio-politique modelée par 31 ans de dictature. Cependant, dans le contexte historique immédiatement postérieur à la Révolution Cubaine, avait grandi la conscience politique du peuple dominicain, qui se mobilisa contre cette imposture.

Exaspérées par l’action populaire, les contradictions entre le trujillisme et l’impérialisme se firent plus profondes ; les manœuvres pour faire admettre la succession s’en trouvèrent passablement compromises, et une mise en question du système trujilliste encore en fonction commença à se manifester avec Bosch en 1963, puis lors de l’insurrection d’avril 1965.

Il est certain qu’en Haïti l’appareil d’oppression a manqué de l’homogénéité et de la modernisation dont il bénéficia au Nicaragua ou en République Dominicaine ; mais il n’est pas moins vrai qu’il s’est manifesté avec un caractère plus sauvage. Pour les raisons déjà étudiées, les manœuvrés dynastiques se firent sans se heurter à des mobilisations de masses ou à une opposition organisée, et sur un fond de parfaite union entre les intérêts des États-Unis, de la bourgeoisie et du duvaliérisme.

Au sein même de l’appareil couvent de fortes contradictions et des conflits latents entre TTM et Armée, clan X contre groupe Z, secteur Dominique contre clan Cambronne, vieux chiens fidèles de « Maman Simone » et jeunes chiens rampants liés à Jean-Claude. Jusqu’ici, ces antagonismes évoluent dans le sens de certains changements dans l’indice de dominance des uns plutôt que des autres et non d’une quelconque mise en question. D’ailleurs, ces antagonismes ne s’avèrent pas assez aigus pour perturber la continuité du régime. Les États-Unis, conscients que ces antagonismes sont le talon d’Achille de la transmission du pouvoir, ont tout fait pour les amortir. De plus, ces rivalités « interclans » sont moins puissantes que le conflit fondamental qui oppose la nation à ses bourreaux. La dette de sang que ceux-ci ont contractée envers le peuple joue comme force de cohésion, créant une solidarité pareille à celle qui unit les membres de la Mafia. L’appareil de terreur lui-même, rationalisé par les services techniques et par l’intérêt politique des États-Unis, peut écraser toute action de « désolidarisation ». On [185] le vit en août 1971, quand éclata la première crise interne du régime, obligeant Marie-Denise Duvalier et le colonel Dominique à s’exiler. Il en fut de même en novembre 1972, quant le tout-puissant Cambronne dut se réfugier à l’Ambassade de Colombie pour ne pas être broyé par la machine.

Il est évident que Duvalier-Fils ne possède ni la préparation, ni l’expérience du pouvoir, ni la capacité de commandement des colonels Somoza et Ramfils. Dans l’univers d'ambition effrénée et de coups-bas où Papa Doc évoluait, comme un magicien, et dont il était le personnage principal, Baby-Doc n’arrive à être qu’un symbole. Cependant, la conjoncture sur le plan local et caribéen paraît nettement favorable au régime. Et dans ce contexte, il n’est pas à exclure que le « fils du tigre », puisse s’entraîner dans la pratique et atteindre son modèle. En fait dans le cadre du système duvaliériste, point n'est besoin d'être grand clerc pour savoir exercer l'autorité.

Ainsi donc, il ne peut se produire de changement à court terme dans l'institution politique haïtienne que s'il se développe au préalable un climat d'agitation, d'insécurité, de mobilisation politique : conditions essentielles pour que s'exaspèrent les rivalités qui existent à différents niveaux, que se déclenchent des mécanismes de rupture et que surgissent de nouveaux intérêts conjoncturels pour l'impérialisme.

Dans une perspective historique plus ample et sur la base de l’analyse de l’échiquier des forces politiques, la destruction du duvaliérisme implique la lutte violente des masses contre la violence des oppresseurs.

1. Les forces politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Un panorama des tendances et forces politiques en lutte ou susceptibles de se mobiliser contre le duvaliérisme (et d'activer les processus socio-politiques) permettra d’évaluer les possibilités de changement à court et à long terme.

En Haïti, le peuple attendait la disparition de Duvalier comme la fin d’un cauchemar. La dynastie qui lui a été imposée a surpris et déconcerté, provoquant une indignation étouffée par le poids de la terreur. Dans une certaine mesure, c’était la personne même de Duvalier qui inspirait la terreur. Papa Doc n’étant plus, certains couches de la population, à cause de leur impuissance et leur bas niveau politique, ont eu tendance à accueillir l’événement du fils, de la propagande et de libéralisation avec l’illusion que les choses pourraient changer quelque peu.

La désillusion a été rapide, car la structure répressive demeurait intact et au moindre signe de désaccord, elle se révélait [186] aussi sauvage qu’avant. Mais la seule disparition de Duvalier la - terreur contribuait subjectivement à créer un climat propice à un certain affaiblissement de cette peur.

Et puis, les conditions objectives du mécontentement non seulement n’avaient guère diminué, mais elles devenaient de plus en plus évidentes. Aussi les couches populaires et moyennes ne manquaient pas de les sentir dans leur propre chair. La clique duvaliériste renforcée par les jeunes collègues et amis de la nouvelle équipe, faisait étalage de luxe et de gaspillage dans l’euphorie de la continuité. La bourgeoisie mulâtre et noire et les fractions aisées de la petite bourgeoisie profitaient du maintien de la paix pour réaliser d’excellentes affaires, grâce aux bas salaires et à la surenchère des prix, tandis que l’inflation, la chèreté de la vie, la famine prenaient des dimensions catastrophiques et que la mainmise des hommes d’affaires, pasteurs et « touristes » étrangers devenait une donnée concrète de la vie quotidienne, car le blanc, s’introduisant partout, achetait des terres, concertait avec les autorités la dépossession des paysans et l’exploitation des ouvriers. Le terrorisme gouvernemental continuait.

Dans ces conditions, le régime de « Gros Michelin » apparut comme tout aussi oppressif que celui du Père... et même plus enclin à vendre le pays, morceau par morceau, aux impérialistes étrangers. Alors, la résistance populaire commença à se manifester.

En décembre 1971, éclata une grève des chauffeurs de Carrefour, suivie peu après par un mouvement revendicatif des ouvriers du Ciment d’Haïti, et de la Centrale Hydroélectrique de Péligre. À la même époque, des paysans de l’Artibonite se dressèrent contre les dépossessions entreprises par le propriétaire foncier Salim Attié. Dix-neuf d’entre eux furent assassinés. En janvier 1973, à Léogâne, plusieurs centaines de paysans pauvres et de « deux moitié » affrontent un détachement de soldats venus procéder, au bénéfice d’un propriétaire foncier macoute, Joël Georges, au déguerpissement des occupants de l’habitation Marie-Jeanne Fougère qui s’étend sur environ 400 hectares. Joël Georges et deux soldats restèrent sur le terrain. Des renforts militaires, envoyés de la capitale, réprimèrent violemment la révolte paysanne procédant à des exécutions sommaires et à de nombreuses arrestations.

Des groupes d’activistes et de patriotes, de toutes tendances, s’organisèrent et leurs efforts se firent sentir. Le Parti Unifié des Communistes, en janvier 1972, publia à nouveau son Journal Boukan, réaffirmant la décision des communistes de lutter jusqu’à la victoire. BOUKAN annonça qu’à Port-au-Prince, dans la nuit du 16 janvier, un commando du Parti avait exécuté un TTM du nom d’Hubert Desroches. En juin, le PUCH publia un texte préliminaire de critique et d’autocritique de son action révolutionnaire signalant les erreurs théoriques, organisationnelles [187] et pratiques qui devaient permettre à l'ennemi de porter un si grand coup à la lutte révolutionnaire du peuple haïtien. Le PUCH fit état de sa décision d'étudier à fond ses erreurs et de mettre tout en œuvre pour faire avancer la lutte révolutionnaire sur la base du respect rigoureux des principes du marxisme-léninisme et de la ligne politique du Parti.

Durant l'année 1972, l’action de certains groupes politiques se fit sentir avec l’éclatement de plusieurs bombes à Port-au-Prince, en particulier un secteur non identifié réalisa le rapt d'un enfant du Ministre Lebert Jean-Pierre. Les autorités rendirent Jean-Robert Lhérisson responsable du coup ; il fut arrêté et torturé. Peu après, le gouvernement dénonça un « complot des vieux » monté par l'ex-député Léonce Jean et procéda à de nombreuses arrestations ; parmi les détenus, l'ex-colonel Oswald Hyppolyte et sa femme, l’ex-colonel Alcindor, l’ex-capitaine Bazelais et Jean Bernadel, directeur de la Banque Royale du Canada à Port-au-Prince.

Grâce à cette prise de conscience, la terreur paralysante diminue : les langues se délient, la population commence à parler, à exprimer son mécontentement sous les formes les plus diverses, contre la hausse des prix, la misère et l’exploitation. Le carnaval des fleurs de juillet 1972 se convertit en satire populaire de la liaison qui, d’après la rumeur publique, existait entre Cambronne et Madame Duvalier. De même, la vente de l’île de la Tortue suscita une indignation patriotique qui s’exprima sous mille et une formes, une fois l’opinion publique haïtienne alertée de cette honteuse concession, selon le N.Y. Times du 12 mars 1972, par les émissions en créole de Radio Moscou et Radio La Havane. Les critiques, rumeurs et commentaires défavorables de la population amenèrent certains secteurs du gouvernement à reprendre les négociations et à changer les termes de la concession, qui fut ramenée de 99 à 25 ans. Ce changement et les conflits subséquents entre le gouvernement et la compagnie culminèrent en mars 1973 dans la résiliation du contrat. L’exportation de plasma sanguin dut être suspendue pour les mêmes causes.

La présence militante de cette opposition se manifesta publiquement le 21 janvier 1973, quand un commando révolutionnaire séquestra l’Ambassadeur et le Consul des U.S.A. en Haïti, Messieurs Clinton Knox et Ward Christiansen, exigeant en échange de la liberté de ces diplomates, l’élargissement de 31 prisonniers politiques, la plupart des communistes écroués en 1969 et une rançon d’un million de dollars. Après 20 heures de suspense et de négociations entre le Département d’État, le gouvernement haïtien et les auteurs de ce coup d’éclat, douze prisonniers politiques furent libérés et un avion mis à la disposition des ravisseurs pour les conduire à Mexico. Cette opération audacieuse causa la plus vive émotion dans le pays.

[188]

Du fait même de la complicité existant entre les U.S.A. et le régime, ces actions antidictatoriales dues à l'éveil de la conscience populaire tendent à revêtir un caractère anti­impérialiste. Et bien entendu, à divers niveaux, des combattants de toutes les nuances de la pensée antiduvaliériste, démocratique et révolutionnaire stimulent et organisent le mécontentement populaire.

À l'étranger, comme nous l’avons vu, l’opposition traditionnelle, renforcée au départ par l’aide américaine a évolué en sens inverse des relations Washington-Duvalier. La période « d'adaptation mutuelle » entre le maintien du statu quo et l'intérêt politique des U.S.A. entraîne l’affaiblissement de cette opposition qui n’arrive pas cependant à comprendre que Duvalier (père ou fils) soit plus apprécié de Washington que n’importe quel illustre démocrate inconditionnel ou d’habiles « politiciens-feinteurs », candidats à la présidence. Face à cette constatation, certains se sont tus, d’autres s’agitent vainement pour essayer de rappeler leur présence et quelques autres tout simplement travaillent pour la CIA.

La masse des émigrés découvre à peine la nécessité de participer à la vie politique. Il s’agit de groupes nombreux, longtemps restés en sommeil sous l’effet du mieux-être que leur offrait la société de consommation, et des mystifications répandues par les politiciens traditionnels et les tenants du « double-jeu ». Ils sont 250.000 rien qu’à New York, des milliers dans d’autres villes des U.S.A. et du Canada, et quelques noyaux en Amérique Latine, en Europe et en Afrique. La transmission du pouvoir les a soudain ébranlés, a éveillé leur sensibilité au drame national les portant à une certaine mobilisation [[80]](#footnote-80).

Un nouveau classement politique et idéologique s’est opéré. Les vieux politiciens perdent toute base d’appui, et ce qui est plus notable, une partie de la jeunesse se radicalise sous l’influence des idées socialistes, des mouvements noirs américains, et du non-conformisme de la jeunesse américaine. Divers groupes culturels, politiques, association de jeunes ou de femmes ont surgi aux États-Unis et à Montréal, disposés à apporter leur quote-part à la lutte de libération.

L’effort unitaire de divers groupes et personnalités libéraux et de droite a amené (mars-avril 1971) la constitution de la Résistance Haïtienne, alliance anti-duvaliériste siégeant à Montréal, présidé à un certain moment par le Docteur Louis Roy, puis par un comité formé de Hubert Carré, Marcel [189] Bonny, Alphonse Lahens, Grégoire Dauphin et l’ex-commandant des Garde-Côtes, Octave Cayard. Ce comité publie le Journal « La Résistance Haïtienne » et a réalisé un effort de regroupement des secteurs anti-duvaliéristes traditionnels [[81]](#footnote-81) et de dénonciation de la dictature néo-duvaliériste.

Le Mouvement Révolutionnaire du 12 novembre dirigé par l’ex-officier François Benoit, un des participants les plus actifs de la Résistance, s’est séparé de cette dernière pour s’unir au Rassemblement Démocratique Haïtien et à l’Union Patriotique au sein d’un Rassemblement des Forces Progressistes Haïtiennes. Le Rassemblement publie à New York son Journal « Réalités Haïtiennes ».

Il existe en outre de nombreux groupuscules tournant autour de diverses personnalités qui ambitionnent la présidence : entre autres le MOP (Mouvement d’Organisation du Pays) réuni autour de la personnalité de l’ex-candidat à la présidence Daniel Fignolé, qui dans la solitude de l’exil a publié pendant des années son journal Construction.

Vu le haut degré de protection américaine dont bénéficie le régime haïtien, les possibilités d’action la plus résolue de ces groupes se trouvent réduites, et il n’est point question qu’ils puissent effectuer des expéditions militaires comme avant.

Quant aux secteurs de gauche à l’étranger, leur croissance en nombre et en présence politique se traduit par une profusion de publications anti-duvaliéristes, anti-impérialistes et pro­socialistes. Ce sont des groupes aux orientations différentes, inspirés soit par le marxisme, soit par l’intellectualisme de gauche, qui reflètent, dans une certaine mesure, les divergences et les conflits actuels du socialisme mondial.

Le Parti Unifié des Communistes Haïtiens s'est peu manifesté dans l'exil, à cause des revers subis dans le pays et de son orientation vers une clandestinité calculée et la concentration de toutes ses ressources sur le front principal de lutte : le territoire national.

Sa tâche a consisté à dénoncer le régime duvaliériste ainsi que les agissements de l'impérialisme en Haïti et à jeter les bases d'un front de toutes les forces démocratiques contre la dictature, pour la constitution l’un gouvernement démocratique et national.

D’autre part, le Parti des Travailleurs Haïtiens a fait son apparition comme secteur politique militant dans l’exil. Fondé [190] en 1966 à Bruxelles par quelques anciens militants du P.P.L.N. et du P.E.P. en désaccord avec la ligne respective de ces organisations, qu’ils jugeaient pacifistes, orthodoxes et révisionnistes, ce parti s’est proclamé marxiste-léniniste, se réclamant de la pensée du Président Mao. Il publia, dès sa naissance, trois numéros de son journal Manchette et exerça une certaine influence dans les milieux d’étudiants haïtiens en Europe. En principe, il se fixait pour tâche de préparer et de déclencher la lutte armée dans les délais les plus courts. Mais peu après, il cessa de se manifester, face à l’essor et à l’unification du mouvement révolutionnaire sur le territoire haïtien.

Après la répression anti-communiste de 1969, il fit son apparition de nouveau, toujours à l’étranger, critiquant violemment les erreurs et la ligne du PUCH le procès du % révisionnistes » du mouvement révolutionnaire haïtien, de ceux-là mêmes qui luttent sur le territoire national.

Depuis, le P.T.H. s’est divisé en divers mini-groupes, certains ultra-gauchistes, révolutionnaires de la phrase, d’autres en dépit de leur vision particulière des problèmes de la révolution, sont disposés à faire avancer la lutte de libération nationale. Il est difficile d’évaluer dans quelle mesure cette prise de position coïncide avec un effort réel d’implantation sur le terrain fondamental de lutte. Cependant, l’hostilité systématique qu’il a manifesté au PUCH (l’organisation qui a le plus contribué à la lutte révolutionnaire du peuple haïtien), a non seulement jeté une grande confusion au sein des secteurs patriotiques de l’émigration mais elle a affaibli objectivement les bases de l’unité des forces en lutte contre la dictature et l’impérialisme.

Il existe, de plus, le Mouvement d ’Action Patriotique créé à Montréal en 1971 par des activistes de la gauche indépendante, du PUCH et du PTH. Ce mouvement s’est développé en constituant aux États-Unis et en Europe des groupes d’Action Patriotique animés par des éléments anti-impérialistes et socialisants, et par des militants du PTH. Un de ses journaux, Le Patriote Haïtien, publié à New-York, bénéficie d’une certaine audience à l’étranger : il exprime une idéologie anti-impérialiste, en faveur des projets de transformation démocratique et révolutionnaire en Haïti. D’autres organisations ou secteurs (de tendances anti-impérialistes ou démocrates-chrétiens) s’efforcent de participer à la politisation des masses de l’émigration. Ces groupes sont susceptibles d’apporter un appui au mouvement de l’intérieur. Une tendance unitaire se fait jour en leur sein. Elle s’est exprimée en février 1973 par la constitution à New York du Comité de Défense des Droits du Peuple Haïtien (KODDPA) réunissant divers groupements patriotiques.

[191]

Un fait est certain : aucun secteur de l’opposition ne dispose de la force suffisante pour renverser le régime. La nécessité s’impose de réunir toutes les tendances politiques dans un vaste front anti-dictatorial de nature à mobiliser de larges secteurs de la population, sur la base de leurs revendications immédiates, contre l’oppression et la misère, pour un gouvernement démocratique et national. De nombreuses catégories sociales seraient prêtes à appuyer un tel front. En particulier, cette partie de la jeunesse indignée par la farce imposée au peuple et consciente de l’incompétence et de la corruption du gang au pouvoir ; les fractions de la « classe moyenne » patriotiques et démocratiques qui se rendent compte que la nation est prisonnière de la force et de la bêtise d’une bande de gangsters réalisant des affaires fabuleuses tandis que grandit la misère du peuple ; ce sont les noirs et les mulâtres instruits, fortement blessés dans leur sentiment national, honteux de voir « la première république noire du monde » dans une situation aussi infâmante ; certains secteurs ci-devant duvaliéristes, humiliés, déçus, repentis, qui sentent qu’ils ont été bafoués par la démagogie de la « révolution duvaliériste » ; les couches les plus lucides de la bourgeoisie qui se sentent menacées par cette situation instable ; les secteurs les plus sains de l’armée, animés de sentiments patriotiques, et surtout la masse affamée et exploitée de la population qui voit le régime se maintenir aussi dur et violent que sous le règne de Papa Doc, n’opérant que les ajustements strictement nécessaires (du point de vue du système et de l’impérialisme) à la prolongation du statu quo. Il va essayer de moderniser ses méthodes, de modifier sa façade en faisant des élections [[82]](#footnote-82), de renforcer ou de diminuer la répression selon la conjoncture et de resserrer les liens de dépendance vis-à-vis du centre de l’hégémonie ; n’importe quel personnage peut être utilisé dans ce but : si Jean-Claude ne fonctionne plus dans ce rôle, ou s’il venait à disparaître, ce serait « l’homme fort » Cambronne réhabilité, le général Raymond, le colonel Brunet ou tout autre élu de l’Ambassade américaine réunis dans une junte militaire. Ici le statu quo s’identifie avec le système comme au Paraguay avec Stroessner, au Nicaragua avec Somoza, au Brésil avec les généraux. En Haïti la différence provient... de ce que la crise est arrivée à un tel degré de pourriture qu’elle a rongé les institutions du pouvoir. Aussi est-il devenu beaucoup plus difficile de la conjurer ou de freiner le mûrissement des conditions objectives de la révolution.

La perspective émancipatrice prend la dimension d’une lutte globale contre le système. Elle implique la nécessité de combiner toutes les formes de lutte pour politiser et pour organiser [192] le peuple en vue du combat violent contre un système pour lequel la violence est historiquement essentielle aussi bien dans la dynamique interne de la domination de classe que dans celle de l'oppression impérialiste.

Il existe aussi la possibilité que l’exaspération des conflits et des contradictions de l'appareil gouvernemental serve de catalyseur à l'entrée des masses sur la scène politique. Il pourrait s’agir, par exemple, d’un conflit ouvert d’intérêts au sein des gangsters au pouvoir, susceptible d ’affaiblir si non de briser la structure du pouvoir duvaliériste, et de favoriser, dans un premier temps, la conquête de quelques libertés démocratiques, et des progrès dans l’éducation, dans la prise de conscience et dans l’organisation politique des masses.

Un changement de ce genre, même s’il ne manifestait aucune volonté de modifier le système et le statut de dépendance, devrait se heurter à l’appui que prêtent les U.S.A. au continuisme, à leur ingérence considérable, y compris leur intervention militaire.

En supposant qu’elle ne soit pas étouffée, cette brèche antidictatoriale et l’ouverture démocratique qui en sortiraient du fait même de la maturité des contradictions sociales, seraient probablement capitalisées par un type de gouvernement fort, de droite (comme le régime Balaguer à Santo-Domingo) ; à moins que cette ouverture ne s’appuie sur la participation décidée des masses dans le processus politique. Mais les expériences du populiste Fignolé en 1957, de Juan Bosch en 1963 en République Dominicaine, des constitutionnalistes dominicains en 1965 ont démontré, au-delà de leur popularité, que dans les Caraïbes, tout gouvernement populaire, nationaliste et même démocratique trouve en face de lui l’action des oligarchies et l’interventionnisme sous une forme ou sous une autre. Dans ces circonstances, seule la mobilisation des masses armées, l’habileté des dirigeants, et une grande solidarité de l’Amérique Latine et des forces démocratiques du monde peuvent garantir l’exercice de la souveraineté haïtienne et démanteler les projets interventionnistes.

En résumé, que l’oppression duvaliériste se manifeste comme la forme de domination impérialiste sur Haïti, que surgisse un régime néo-dictatorial ou un gouvernement nationaliste et progressiste, le chemin de l’incorporation des masses au projet de transformer les structures passe presque inexorablement par la violence.

Quant aux perspectives économiques, elles paraissent se résumer dans l’alternative : révolution ou famine.

[193]

On sait trop bien qu’Haïti est aujourd'hui la nation au plus faible développement d’Amérique Latine et une des plus déprimées du monde [[83]](#footnote-83). Le solde de la décennie 1960-1970 se traduit par une détérioration globale de la situation économique qui place Haïti dans la catégorie des « sociétés en régression ».

Comment freiner ce processus et lancer le développement économique, c’est-à-dire, augmenter le produit brut et le produit par tête ? Est-il possible d’appliquer une politique de développement ? Le processus de dégradation n'est-il pas irréversible dans le cadre structurel existant ? Quelle peut-être la ligne générale d’une politique de transformation économico-sociale qui libérerait la nation des obstacles à son développement et la mettrait sur la voie du progrès accéléré ?

Pour répondre à ces questions difficiles, il faut d’abord souligner ce fait objectif : les classes dominantes haïtiennes n’ont pas même atteint cette étape du « développementisme » qui caractérise, depuis la fin de la guerre, les gouvernements de certains pays, y compris les moins développés d’Amérique Latine, comme la République Dominicaine ou les nations d’Amérique Centrale. Le comportement des groupes dominants haïtiens, mûs uniquement par la volonté de s’enrichir, est imprégné d’une mentalité parasitaire qui élève la routine, l’inefficacité et la corruption au rang de normes de gouvernement.

Il est inconcevable que cette philosophie du pouvoir née des structures socio-économiques régnantes puisse disparaître par miracle, ou par volontarisme ou par « auto-sacrifice », ou sous les effets modernisateurs du capital et des conseillers étrangers. Pour autant que l’influence du centre hégémonique permette de rationaliser certains modèles d’administration et de comportement économique, il ne lui sera jamais possible de modifier cette philosophie du pouvoir traditionnel.

Plutôt, pour gonfler ses profits, elle s'en accommode, s’y adapte. Même si s’imposait le moule innovateur, les facteurs modernisateurs apportés de l’extérieur (capitaux, distribution des salaires, croissance de la production, augmentation des exportations) devraient atteindre des volumes énormes pour neutraliser le processus de dégénérescence et faire démarrer le classique développement inégal et dépendant. Selon cette perspective, il faudrait des milliards de dollars pour porter l’économie haïtienne au stade de développement agricole et infrastructurel de sa voisine la République Dominicaine, ou pour égaler le niveau de revenus par tête des nations sous-développées d’Amérique Centrale (Guatemala, Honduras, etc...). Cela ne signifierait pas résoudre, même de loin, la problématique complexe du développement.

[194]

Au cours de ces dernières années s’est dessinée une ligne de développement qui paraît vouloir reprendre le modèle de Porto Rico. À sa réalisation concourent hommes d’affaires et planificateurs étrangers, bourgeois, intermédiaires et entrepreneurs locaux, technocrates et politiciens duvaliéristes. À ce propos, un important article d’un groupe d’études soulignait dans la revue Nouvelle Optique, les caractéristiques les plus marquantes de cette politique [[84]](#footnote-84).

a) La prolifération des industries légères d’assemblage qui bénéficient d’exemptions fiscales, de main-d’œuvre bon marché, surtout féminine et produisant, pour le marché américain, avec des frais peu élevés. Entre 1967 et 1972, se sont installés 25 entreprises haïtiennes de ce type employant 4,500 ouvriers et pour 1972, on recense environ 150 entreprises américaines ou de copropriété haïtienne employant quelque 10,000 ouvriers.

b) Augmentation de la valeur relative des exportations de biens « manufacturés » par rapport à l’ensemble des exportations et augmentation en valeur totale des exportations de 32 millions de dollars en 1967 à 47.1 en 1971.

c) Expansion de la circulation monétaire, exprimée entre autres par le fait que durant ces 3 dernières années, 5 succursales de banques étrangères se sont établies dans le pays : ce sont la First National City Bank de New York ; la Bank of Nova Scotia ; First National Bank of Boston, un consortium qui sous le nom de Banque de l'Union Haïtienne réunira la Banque Canadienne Nationale, el Banco Popular de la Republica Dominicana et des capitalistes haïtiens, dirigés par le millionnaire jamaïcano-haïtien Oswald Brandt. Bientôt s’installera la Banque Nationale de Paris et éventuellement, la Chase Manattan Bank.

d) Certains investissements massifs dans des « complexes intégrés de type enclave ». Le projet Fort Dauphin dans la région de Fort Liberté prévoit un investissement de 60 millions de dollars pour la construction d’un dépôt de pétrole brut avec une capacité d’opération de 10 millions de barils par jour, la production de sulfures destinées à la côte Est des U.S.A.[[85]](#footnote-85), l’aménagement d’un aéroport et des facilités portuaires. Sont prévus aussi des complexes d’aménagement touristiques conçus par de grandes entreprises internationales spécialisées.

[195]

Ces données révèlent une tendance croissante à la pénétration impérialiste et au développement du capitalisme dépendant en Haïti. L’installation des entreprises de sous-traitance, produisant des articles manufacturés moyennant de faibles investissements de capital fixe, l’utilisation abondante de main-d’œuvre bon marché, rentrerait donc dans ce projet d’industrialisation style Hong Kong et Taiwan, conçu à partir du fait qu’Haïti constitue actuellement un des pays au monde où la main-d’œuvre est meilleur marché, et la libre entreprise soulagée de tout mouvement syndical ou revendicatif [[86]](#footnote-86).

Si ces projets parvenaient à se concrétiser, ils produiraient des effets de modernisation notoire avec augmentation des exportations, élargissement du marché interne et croissance numérique du prolétariat. Mais les effets seraient catastrophiques pour la nation haïtienne et, en particulier, pour les masses populaires. L’exploitation éhontée de la main-d’œuvre, la congélation des salaires, la hausse du coût de la vie seraient accompagnées de déformations fondamentales dans les structures économiques et sociales produisant une plus grande aliénation de l’indépendance nationale. Il est cependant probable que ce modèle portoricain ne soit en définitive qu'une poule aux œufs d’or. La crise agraire en Haïti est tellement profonde qu’une stratégie de ce genre ne parviendra pas à absorber un excédent de force de travail (évalué à peu près d’un million de chômeurs ou de sous-employés), à contrecarrer les tendances du sous-développement et à servir de moteur à un développement même de loin comparable à celui de Porto-Rico. De plus, le régime actuel ne remplit guère les conditions technocratiques suffisantes pour être un « fondé de pouvoir » efficace. C’est une clique d’ignorants. Et, Haïti dans son niveau actuel de sous-développement ne possède ni les conditions économiques (infrastructure, marché intérieur) ni les conditions de stabilité politique pour attirer de gros volumes d’investissements politiques. L’économie américaine, en situation de crise, peut moins que jamais réaliser des investissements en dehors des lois du marché. Cette crise amène, comme on le sait, certaines compagnies à déplacer leurs activités vers la périphérie pour tenter de faire baisser leurs coûts de production grâce à une main-d’œuvre bon marché, ou à vouloir mettre la main sur les réserves minières haïtiennes gardées jusqu’ici comme réserves [196] stratégiques [[87]](#footnote-87). Ces investissements, cependant, ne sauraient changer de manière substantielle les conditions économiques qui régissent Haïti. Dans le cadre du système actuel, cette « stratégie » donnera lieu à des « enclaves coloniales » ou à des pôles de modernisation et de dépendance accrue. En aucun cas elle ne servira de base solide à un développement national équilibré.

2. La révolution : nécessité historique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ainsi, la perspective de développement de l’intérieur et pour l’intérieur se révèle être la plus réaliste, et la seule qui garantisse l’avenir. Cette entreprise, à cause de sa complexité et de son envergure, ne peut se concevoir, et encore moins réussir, sans mobiliser la majorité de la population, et sans tenir compte des conditions concrètes et particulières du pays, de ses ressources limitées mais aussi de ses grandes réserves humaines et naturelles : réserves humaines constituées par une main-d’œuvre laborieuse et nombreuse, par des cadres techniques de qualité, aujourd’hui « gaspillés » par le système et obligés de prêter leurs services à l’étranger ; réserves naturelles inutilisées par l’agriculture, et immenses potentialités minières.

Dans cette perspective, il est indispensable de détruire la base socio-économique qui soutient le système et qui a donné lieu au phénomène du sous-développement tel qu’il se présente aujourd’hui dans sa dimension tragique.

Dès 1965, dans mon livre L’Économie Haïtienne et sa voie de développement et au cours du symposium « Culture et Développement en Haïti », organisé par l’Université de Montréal en mai 1970, j'ai souligné que cette transformation implique « la destruction de deux grandes structures étroitement liées qui sont les éléments constituants du système : la structure interne précapitaliste, et la structure créée par la dépendance qui toutes deux se projettent dans le système politique, c’est-à-dire, dans la superstructure duvaliériste. Toute entreprise de développement économique passe par la destruction du duvaliérisme, expression actuelle du système socio-économique, semi-féodal dépendant et qui est l’obstacle immédiat à toute politique de développement ». « Cette tâche immédiate est inévitablement liée à la liquidation du système de colonialisme interne, de parasitisme, de corruption [197] institutionnalisée, de subordination aux forces étrangères, tel qu'il a existé avant Duvalier dans la pratique du pouvoir en Haïti. Les prémisses indispensables à la destruction des bases du sous-développement, et à une politique de réformes structurelles fondamentales sont les suivantes :

a) l’intégration des masses à l’entreprise de développement ;

b) la nationalisation du commerce extérieur, pour créer l'accumulation de capital qui financera le développement ;

c) une réforme agraire qui détruise les formes anti­économiques de production agricole (petite et grande propriété de la terre, économie de plantation) et qui facilite de nouvelles formes d’organisation, principalement de type coopératif et socialiste ;

d) la nationalisation, ou selon le cas, la réglementation des entreprises étrangères installées en Haïti ;

e) la réforme fiscale visant à capitaliser l’épargne nationale ;

f) la promotion d’un secteur public de production industrielle et agricole, comme moteur du développement économique.

Ces réformes fondamentales coïncident avec le projet des secteurs les plus lucides et révolutionnaires du pays qui visent la constitution d’un État démocratique, national et populaire. Elles s’intègrent dans un projet non-capitaliste de développement, dirigé vers le socialisme : seule perspective possible de développement d’Haïti [[88]](#footnote-88).

Pour mener à bien cette tâche, le peuple haïtien a démontré au long de son histoire des qualités de persévérance et d’endurance que la pénurie qui a marqué toute son existence n’a cessé de stimuler. Il lui a fallu gratter la terre pour la faire produire, se serrer la ceinture et lutter contre la faim, apprendre à tirer profit des plus minces possibilités. Que ce peuple, dans les conditions d’oppression et d’aliénation que des siècles de vie coloniale et néo-coloniale lui ont imposées, ait pu survivre, créer une nation, une culture et conserver sa personnalité, constitue une preuve exceptionnelle de sa vitalité [[89]](#footnote-89).

[198]

Cette créativité a frappé maints anthropologues et sociologues, tels que James Leyburn, Rémy Bastien, Alfred Métraux, Sidney Mintz. Elle s’exprime dans des formes originales d’organisation sociale, de coopération dans le travail, d’expression linguistique, religieuse ou artistique, que la communauté haïtienne a modelées au cours de sa brève existence de « peuple nouveau », comme le nomme l’anthropologue brésilien Darcy Ribeiro, peuple coupé de ses racines primitives indiennes, africaines, européennes et élevé dans le creuset de la praxis historique. Aujourd’hui, pour que puisse fructifier ce capital humain, il est indispensable qu’il se libère du blocus structurel et institutionnel.

L’histoire même de la formation de la nation haïtienne démontre les grandes potentialités de notre peuple. Les esclaves noirs qui se révoltèrent en 1791 contre l’esclavage colonial après deux siècles d’oppression arrivèrent à vaincre l’armée la plus puissante de l’époque : celle de Napoléon Bonaparte à l’apogée de sa gloire. La révolution haïtienne de 1791 - 1804 a été dans l'histoire la première rébellion d’esclaves triomphante, et constitue un précédent lumineux aux luttes de libération nationale ; ce fut du même coup le premier Dien Bien Phu de l'histoire, la première défaite d’une puissance impériale-capitaliste, occidentale et blanche, face à un peuple colonisé. Le corps expéditionnaire français, avec les meilleurs soldats d’Europe, vétérans des campagnes napoléoniennes, dut se rendre à l’armée de libération haïtienne, composée d'esclaves et conduite par le noir Dessalines.

De même que les conditions objectives créées par le régime esclavagiste et l’enfer colonial transformèrent une masse d’esclaves en « forgeurs de patrie », de même les conditions d’exploitation établies pendant un siècle et demi de féodalisme et de semi-colonialisme, exaspérées par un régime terroriste qui impose aux haïtiens un véritable esclavage, forment des prémisses objectives suffisantes pour un éclatement social d’une envergure telle qu’il ouvrirait la voie à la révolution nationale, la conquête de la vraie indépendance et la construction d’une nation socialiste.

En définitive, le futur d’Haïti est hypothéqué par la nécessité de la violence populaire. Dans le cas où le Duvaliérisme parviendrait à se maintenir encore quelque temps et où durerait la communauté d’intérêts entre le fascisme créole et l'impérialisme, tout changement réel est inconcevable sans la participation des masses au processus de libération.... Le duvaliérisme s’est conservé grâce à l’appui des U.S.A., sans lequel on n’aurait pas pu imaginer la formule dynastique qui lui a été imposée. Washington fournit également au régime actuel une aide économique, militaire et une caution au niveau de la politique internationale : c’est une attitude franche d’ingérence pour maintenir cette Pax duvaliériste (garantie du business [199] américain en Haïti) qui est le moyen d’assurer l’ordre dans les Caraïbes.

À ce stade de la crise de leur système hégémonique et à cause de leur politique impérialiste, de leurs intérêts de grande puissance, les États-Unis se sentent à tel point solidaires de ce régime qu’ils interpréteraient le moindre changement (sauf s’ils l’avaient eux-mêmes provoqué) comme une attaque. Telle est la logique des relations entre les États-Unis et l’Amérique Latine et surtout de la politique nord-américaine dans la zone des Caraïbes définie par l’histoire, par l’existence d’une Cuba socialiste et par les réalités géo-politiques actuelles, enserrée dans le phénomène de l’impérialisme et de pentagonisme contemporain.

Il n’est d’ailleurs pas superflu de rappeler que l’hostilité et le mépris ont été une constante de l’attitude nord-américaine envers le peuple haïtien. Les États-Unis mirent 60 ans à reconnaître l’indépendance haïtienne et à établir des relations diplomatiques avec Haïti. Pendant l’occupation, le gouvernement de Washington veilla systématiquement à ce que les « marines » fussent originaires du Sud des U.S.A., parce que leur longue habitude des noirs les habiliterait à savoir traiter ceux d’Haïti.

L’ex-Secrétaire d’État Dean Rusk déclara lors d’une conférence de presse ; « Haïti est une porcherie, ça ne nous intéresse pas ». Néanmoins, depuis déjà un certain temps (1965), John Plank « spécialiste de l’Amérique Latine et des Caraïbes », plaidait pour une intervention préventive en Haïti. Et en 1969, le « Center for Interamerican Relations » traçait dans un rapport confidentiel (US Policy on Haïti, Draft 26.3.1969) toute une stratégie interventionniste ayant pour but de sauvegarder le système et l’hégémonie des États-Unis en Haïti. Depuis lors, toute la politique de Washington vis-à-vis du régime haïtien semble suivre littéralement la ligue de l’intervention préventive.

Tout cela nous porte à conclure que la Pax duvaliériste en Haïti est partie intégrante de la *Pax impérialiste*, basée ici sur la délégation de pouvoir à ses proconsuls créoles. De là vient que toute rupture de l’ordre duvaliériste pouvant constituer une menace pour ce système attirera l’intervention, sous une forme ou sous une autre : l’uniforme des marines ou le déguisement de l’OEA.

C’est une perspective véritablement dramatique pour un pays comme Haïti que de ne pouvoir assumer l’impératif d’une rénovation sociale qu’à travers un possible affrontement avec une puissance étrangère, et donc, de nouveaux sacrifices et de nouvelles souffrances. Mais comme « l’humanité ne se pose que les problèmes qu’elle peut résoudre », aucun problème social n’est insoluble quand il se trouve placé dans le sens de la nécessité historique et de l’action consciente des hommes. Et le peuple haïtien, placé devant l’alternative faim ou révolution, choisira de changer son destin.

[200]

Et même si à travers l'analyse objective de la réalité sociologique haïtienne le socialisme apparaît comme la seule voie possible du développement, même si le projet socialiste devait amputer les intérêts impérialistes des États-Unis, la révolution haïtienne, dans son essence et dans son but, sera d'abord une entreprise nationale de libération et de transformation structurale axée sur le développement intégral et le progrès d'une nation « super sous-développée ». Objectivement, on commence la longue marche vers la conquête de la dignité et de la liberté.

Pour le moment, les aspirations du mouvement patriotique et révolutionnaire haïtien s’identifiant aux revendications immédiates de la nation sont :

- Déraciner la dynastie des TTM, dont l'existence est une honte pour la nation et installer un gouvernement démocratique qui garantisse à tous les haïtiens l'égalité de droits et soit capable de résoudre les problèmes les plus urgents du pays. -Promouvoir le développement économique par une organisation de la vie socio-économique en accord avec les exigences d'une production plus grande et d'une distribution des richesses plus juste et plus rationnelle.

- Mettre un terme à l'exploitation éhontée des entreprises impérialistes et récupérer les richesses du pays pour les mettre au service de l’augmentation de la richesse nationale, la création d’une agriculture et une industrie moderne capables d’assurer des emplois et une amélioration notable du niveau de vie de la population.

- Créer les conditions qui permettent de freiner l’hémorragie de techniciens, médecins, ingénieurs, infirmières et enseignants, d’intégrer ces techniciens à l’entreprise de construction nationale et de mobiliser toutes les ressources humaines du pays dans une perspective de reconstruction nationale.

- Sortir Haïti de la nuit médiévale pour qu’elle cesse d’être l’une des nations les moins développées du monde, connue seulement pour sa misère, ses zombis, son vaudou, ses Tontons Macoutes, son Papa Doc, son Baby Doc et les mille et une choses exotiques qui semblent valider la vieille thèse de l’incapacité du Noir à se gouverner.

Revendications légitimes, que n’importe quel peuple de la planète vivant dans une situation identique soutiendrait avec la même détermination. Aujourd’hui en Haïti les secteurs les plus sains et les plus lucides plaident pour des changements fondamentaux propres à la survie et le progrès de cinq millions d’êtres humains.

[201]

**Radiographie d’une dictature. Haïti et Duvalier**

BIBLIOGRAPHIE  
SÉLECTIVE

***Ouvrages généraux***

[Retour au sommaire](#sommaire)

Diederich, Bernard ; et Burt, Al., *Papa Doc et les Tontons Macoutes*. Paris, Albin Michel, 1971.

Duvalier François, *Face au Peuple et à l’histoire*. Édition Sid., Imprimerie de 1’État, Port-au-Prince, 1966.

Frères du Monde : *Haïti enchainée*. No. 43-44, Bordeaux, 1966.

Manigat, Leslie F., *Haiti of the Sixties, Object of International Concern*, The Washington Center of Foreign Policy Research, Washington, D.C.

Roc, Gesner, *Haïti : Tournant après Duvalier ?.* Montréal, Ed. J.J. Acaau, 1968.

Rotberg, Robert, *Haiti, The Politics of Squalor*, Boston, Houghton Mifflin, Co., 1971.

***Journaux :***

*Construction*, Mouvement d’Organisation du Pays (MOP), Directeur Daniel Fignolé, février 1965-1972.

*Jeune Haïti*, Organisation Jeune Haïti, Avril, 1963-Avril, 1965.

*Lambi*. Organe de la lutte révolutionnaire du peuple haïtien Février 1968 - Juillet 1971.

*Le Combattant Haïtien*, Coalition Haïtienne des Forces Démocratiques, Juillet 1965 - Octobre, 1969.

*Libérasion*, journal pati de liberasion national (Publié en créole), Fait suite à Demokrasi. journal pati ini dé demokrat aisyn, nos. 1-5, 1959 - déc. 1968.

*Ralliement*, Organisation Extérieure du Front Démocratique Unifié (OREFH) no. 1-37, Sept. 1962 - Jan. 1967.

*Voix du Peuple*, Organe du Parti d’Entente Populaire d’Haïti, 1-80, Mai 1961-Dec. 1968. Mimeo Clandestine, Haïti.

*Tribune des Étudiants*, (Section Europe), Juin 1964, Mars - Avril, 1969.

[202]

***chapitre I***

*Analyse de la situation haïtienne*, (Publié par le P.P.L.N., Février, 1962).

Beghin, Yvan, et Al., *L’alimentation et la nutrition en Haïti*, Presses Universitaires de France, Publications de l’I.E.D.E.S., Paris, 1970.

Bonhomme, Colbert, *Révolution et Contre Révolution en Haïti de 1946 à 1947*, Imprimerie de l’État, 1957.

Célestin, Clément, *Compilations pour l’histoire*, 4 volumes, Imprimerie N.A. Théodore, Port-au-Prince, 1957-1960.

Commission Internationale de Juristes, *Bulletin No. 25*, Genève, Mars 1966.

Denis, Lorimer et Duvalier, François, [*Le problème de la lutte de classes à travers l’histoire d’Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Duvalier_Francois/Probleme_des_classes_Haiti/Probleme_des_classes_Haiti.html), Collection Les Griots, Port-au-Prince, 1958.

Diedrich, Bernard, *op. cit*., Chap. 4-10.

Jean-Pierre Audain, Julio. *Espanola, Saint-Domingue*, Haïti, Mexico, 1961.

Martin, Bettie, « Toward the Haïtian Revolution », *The National Guardian*, 4-7, Mai, 1968.

***chapitre II***

Bellegarde, Dantès, [*La Résistance Haïtienne*](http://classiques.uqac.ca/classiques/bellegarde_dantes/resistance_haitienne/resistance_haitienne.html), Edit. Beauchemin, Montréal, 1963.

Castor, Suzy, *La Ocupacion Norteamericana de Haïti y sus consecuencias (1915-1934)*, Siglo XXI Editores, Mexico, 1971.

Lightfoot, Claude, The Haïtian and Cuban Revolutions - A Contrast », *Political Affairs*, June, 1971.

Link, Arthur S., *La Politica de Estados Unidos en América Latina 1913-1916*, Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1960.

Leyburn, James, *The Haïtian People*, New Haven, Yale University Press, 1966.

Manigat, Leslie F., « La substitution de la prépondérance américaine à la Prépondérance Française en Haïti au début du XXe Siècle : La Conjoncture de 1910-1911 », *Revue d’Histoire Moderne et Contemporaine*, XIV, Paris, 1967.

Millspaugh, Arthur C., *Haiti Under American Control 1915-1930*, World Peacee Foundation, Boston, Mass, 1931.

Montague, Ludwell Lee. *Haïti and the United States, 1714-1938*, Durham, North Carolina, Duke University Press, 1940.

Parti d’Entente Populaire, *Manifeste et programme de la Nouvelle Indépendance*, Port-au-Prince, 1963, mimeo.

Paul, Edmond, *Études Politiques, Aperçu d’un Plan de Gouvernement*, Bernard et Cie. Éditeurs, Paris, 1891-1892.

Roumain, Jacques, [*Analyse Schématique 1932-1934*](http://classiques.uqac.ca/classiques/roumain_jacques/analyse_schematique/analyse_schematique.html), Éditions Avant-Garde, mimeo., Port-au-Prince, 1963.

Schmidt, Hans R. Jr., *The United States Occupation of Haïti 1915-1934*, University Press, 1971.

Tinois (pseudonyme) Brisson, Gérald, *Fondements économiques de la Situation Révolutionnaire de 1946*.

***chapitre III***

Bastien, Rémy, « The Role of the Intellectual in Haïtian Plural Society », *Annals of the New York Academy of Sciences*, LXXXIII, 1960.

Carrénard, Harry, « l'Éducation des Adultes en Haïti », *Conjonction*, Port-au-Prince, Avril, 1967.

CONADEP, *Le Démarrage*, Port-au-Prince, 1963.

Dépestre, René., « Une nouvelle identité culturelle pour Haïti » *Revue Tricontinental*, No. 11.

\_\_\_\_\_, « Les métamorphoses de la Négritude en Amérique », *Présence Africaine*, Mars-Avril, 1969. No. 75, 3e.Trimestre, 1970.

Efron, Edith, « The New Movement in Haiti », *Caribbean Quarterly*, IV., Janvier, 1955.

Gaillard, Roger, *La destinée de Carl Brouard*, Port-au-Prince, 1966.

Legrand et Levantin, (pseudonymes de Gérald Brisson et Raymond Jean-François), *Fondements de l’Entente Populaire en Haïti*, 1965.

[203]

Ministère des Relations Extérieures, *Bulletin Mensuel Destiné exclusivement aux Chefs de Missions Diplomatiques et Consulaires*, Nouvelle Série No. 1 et 2 Port-au-Prince, Mimeo, Septembre, 1965.

Pierre-Charles, Gérard « Sobre la problemàtica del Negro en las Sociedades Dépend.entes : El Caso de Haiti », *Revista de la Casa de las Américas La Habana*, No. 67, 1971.

Piquion, René, *La Négritude*, Imprimerie de l’État, Port-au-Prince, 1961.

Poté Colé, Agriculture *Development Plan for the Northern Department*, Mimeo.

Price Mars, Jean, [*Ainsi Parla l’Oncle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151754), Imprimerie de Compiégne, Paris 1928 Roc, G, op. cit, Chap II

***chapitre IV***

Auberge, *Bulletin du Syndicat des Employés d’Hotels, bars et restaurants,* A 73., Hiver, 1958 - Nov. 1962.

Duvalier, François, *Mémoires d’un leader du Tiers Monde*, Hachette Paris 1969. Chapts. II-V.

Espaillat, Arturo. *Les dessous d’une Dictature*, Calmant-Lévy Éditeur, Paris, 1966.

*Informations Catholiques Internationales*, Paris, 15, XII, 1960.

*Le Travailleur*, Union Intersyndicale d’Haïti, Mai 1959 à Nov. 1962 no. 1 - 8 Dec. 1962, Nov. 1963.

\_\_\_\_\_, Le Mouvement Syndical en Haïti, *Ralliement*, Fév.-Mars 1964.

Roc, Gesner, *op. cit*., cap. V.

Secrétariat d’État de la Coordination et de l'information,

\_\_\_\_\_, La Mission des Délégués du Saint Siège en Haïti, *Bulletin*, vol. III, no. 33, 19 août 1966.

Visages d’une Église. *Frères du Monde, Haïti Enchainée*, no. 43-44, Bordeaux 1966.

***chapitre V***

*Avant-garde*, Organe théorique du Parti D’Entente Populaire.

Bastien, Rémy, *Vudoun and Politics in Haïti*, I.C.R., Studies Institute for Cross and Cultural Research, Washington, D.C., 1966.

Fourcand, Jean M., *Catéchisme de la Révolution*, Imprimerie de l’État, Port-au-Prince, 1964.

Lévèque, Karl, L'Interpellation Mystique dans le Diseurs Duvaliériste, *Nouvelle Optique*, no. 4, 1971, pp. 5-32.

RISM, *Research and Resources of Haiti*, Richard Schaedel, Ed. N.Y., 1970.

Roc, *op. cit*., p. 65 et ss

***chapitre VI***

Bosch, Juan, *Saint-Domingue, Crise de la Démocratie en Amérique* Latine, Édition Cujas, Paris, 1966.

Diderick & Burt, *op. cit*., Chapts. 11, 12 ; 13, 14 and 16.

Heinl, Robert Debs, Jr., *Are we Ready to Intervene in Haïti*?—, *The Reporter*,....... XXIV, 2, June, 1966.

\_\_\_\_\_, Haiti : Next Mess in the Caribbean, *The Atlantic Monthly*, CCXX, Novembre, 1967.

Logan, W. Rayford & Needler, Martin C., *Haïti : Political System of Latin America*, Chapt. VIII, Van Norstrand Political Science Series, Princetown, 1965.

Plank, John N., Neighborly Relations in the Caribbean, In : A. Curtis Wilgus Ed., *The Caribbean : Its Hemisphere Role*, Gainesville, 1967, pp. 161-170.

*Schlesinger, Arthur, Los* Mil Dias del Presidente Kennedy.

Shereff, Ruth, « The Long Arm of Intervention Playing Catch with Haïti », *Viet Report*, November-December, 1966.

Yost, Israël and Melo, Hector, -Founding the empire : US Foreing Aid—, *Nacla Newletter*, vol. IV, no 2, Avril, 1970, p. 5

[204]

***chapitre VII***

Brisson, Gérald, *Les Relations Agraires dans l’Haïti Contemporaine*.

Casimir, Jean, Aperçu sur la Structure Économique d’Haïti, *América Latina*, VII - VIII, 1964-1965.

*Coumbite*, no 4, Juin, 1971.

C.I.A.P., *El Caso de Haïti, 19 de Enero de 1968*, Union Panamericana, Washington, D.C.

*El esfuerzo Interno y las Necesidades de Financiamiento Externo para el desarollo de Haïti*, Union Panamericana, Washington, D.C., 1968.

F.A.C. Enquêtes... *op. cit*., vol. V.

Institut Haïtien de Statistiques, *Guide Economique d’Haïti*, Imprimerie de l’État, Port-au-Prince, 1964.

Moral, Paul, *L'Économie Haïtienne*, Imprimerie de l’État, Port-au-Prince, 1959.

*Le Paysan Haïtien, Étude sur la vie rurale en Haïti*. Éditions Maisonneuve et Larose, Paris, C.I.T. Annuaire Statistique, Genève, 1961.

Rotberg, *op. cit*., Chapts., VIII and IX.

***chapitre VIII***

Charlmers, René, *Mémorandum du Gouvernement d’Haïti au Conseil de l ’O.E.A. pour étudier la sollicitude de convocation urgente de l’organisme de consultation*, Mai, 1969, Mimeo.

CIAP, *El esfuerzo interno y las necesidades de finnciamiento externo para el desarrollo de Haïti*, Washington, D.C., 4 Mars 1970.

CEPAL. *Economic Survey of Latin America*, 1969.

Département des Cultes, *Communiqué*, 16 Août 1969.

Diderick & Burt, *op. cit*., Chapts 15-21.

Francisque, Edouard, “Déclaration” à la Réunion du Sous-Comité de l’Alliance pour le Progrès sur Haïti 18-24 Juin 1970, in CIAP, *Final Report of the CIAP Subcomite in Haïti*, Washington, D.C. 29 juin, 1970.

Grove, Gene, “The CIA, FBI & CBS Bom in Mission Impossible”, *Scanlan’s MONTHLY*, Mars, 1970.

Guillaume, Saintigene, “Hacia la nueva independencia de Haïti, *Revista International*, no. 3, Mars, 1968.

Klaidman, Stephen, “Anti-Duvalier Struggle Pressed at command Post in Hotel Here”, *The New York Times*, 4 Juin 1968.

Parti d’Entente Populaire, *Voies tactiques vers la nouvelle Indépendance*, Éditions Avant-Garde, Port-au-Prince, Mai, 1967.

Peen, Stanley, “Papa Doc’s Fiefdom”, *The Wall Street Journal*, 6 Juillet 1970.

Redsons, Victor, *Genèse des Rapports Sociaux en Haïti*, Norman Béthume Ed., Paris, 1970. Publié par le P.T.H.

St.Georges, Andrew, “The Mafia vs The CIA”, *True*, April 1970.

***JOURNAUX***:

*Boukan, Parti Unifié des communistes haïtiens*, nos. 1-5, Février 1969 — Février 1972.

*Haïti Observateur*, nos 1-34, Juillet 1971 à Avril, 1972, N.Y.

*Kako*, Montréal, nos 1-2 Février-Mars, 1972.

*Le Nouveau Monde*, Port-au-Prince.

*Le Patriote Haïtien*, Mouvement Haïtien d’Action Patriotique, nos. 1-11, 1971- 1972.

*Réalités Haïtiennes*, New York. Vol. I no. 1 — Vol. II, 8 Avril, 1971 à Avril, 1972.

[205]

***chapitres IX et X***

Alexandre Marc. “Haïti : crise de structures et crise de conjoncture”, *Nouvelle Optique*. Janvier, 1971, Vol. 1. no. 1, Montréal.

Center for Interamerican Relations, N.Y., U.S. *Policy on* *Haïti*, Draft 3.26.69.

Charlmers, René, *Mémorandum*.

Dos Santos Theotonio, *Socialismo o Fascismo Dilema Latinoamericano*, Ed. Prensa Latinoam ericana, Santiago, Chile, 1969.

Hector, Cary, “*Fascisme et Sous-développement’’*. Comunicacion al Coloquio Dominicano Haïtiano de Ciencias Sociales, Universidad Nacional Auto- noma de Mexico, Juillet, 1971.

Fallaci, Orriani, “Haïti, La gran incognita”, *Ahora*, 9 Août, Santo Domingo 1971.

*Le Nouveau Monde*, 30 Avril 1971, 7 Juin 1971.

Manigat, Leslie F., *Statu quo en Haïti, La Technique du Livre*, Paris, 1971.

Plank, John, “The Caribbean : Intervention When and How”, *Foreign Affairs*, Octobre, 1965.

Pierre, Guy, “Bilan Economique du Duvaliérisme, *Nouvelle Optique*, vol. 1, no 4, 1971, pp. 39-49.

Pierre-Charles, Gérard, “Interprétaiton des Faits et Perspectives du Développement Économique d’Haïti”, Communication au Symposium Culture et Développement, Université de Montréal, May, 1970. Publié sous le titre de : “Haïti : Hambre o Revolucion”, Problemas del Desarrollo, Revista Latino-Americana de Economia, no. 7, Mexico, 1971.

Pierre-Charles, Gérard, “Le Néofascisme en Amérique Latine”, *Africasia*, Paris, nos. 14-15 ; 10 17 Mai, 1970.

1. Le 6 avril 1968, Duvalier déclara, au cours d’une entrevue spéciale au journaliste Jean MAILLE de Trevanges, de l’A.F.P. : « J’ai personnellement donné l’ordre de faire feu au peloton qui exécuta les officiers conspirateurs, le 8 juin dernier. [↑](#footnote-ref-1)
2. En fait, il s’agissait d’un violent accrochage entre les forces de la dictature et deux révolutionnaires retranchés dans une maison. Au cours de cet accrochage furent tués un officier de l’armée, le Capitaine Hervé MAGLOIRE, de nombreux agents répressifs, ainsi que le Dr. Adrien SANSARICQ, dirigeant communiste rentré clandestinement en Haïti. L’autre occupant de la maison, Jacqueline VOLEL BRISSON, épouse du Leader communiste Gérald BRISSON, fut faite prisonnière. [↑](#footnote-ref-2)
3. Selon les informations publiées postérieurement par « Boukan », Organe du P.U.C.H., en mars 1970, 17 des révolutionnaires portés victimes de l’opéra­tion avaient été détenus antérieurement et froidement assassinés. La même source dénonça à l’origine de cette répression systématique, l'intervention di­recte de la « Central Intelligence Agency » des États-Unis qui réussit à infiltrer un de ses agents, Frank EYSSALEM, au sein du P.U.C.H. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cette campagne de solidarité fut amorcée durant la Conférence consultative des Partis Communistes et ouvriers qui eut lieu à Moscou en juin 1970. Dès sa session inaugurale, la Conférence se dressa contre les massacres et persécutions des communistes haïtiens et demanda à toutes les organisations révolutionnaires de manifester leur appui à la lutte du peuple haïtien. Le Parti Communiste Dominicain (PCD) et le Parti Communiste de l’Union Soviétique organisèrent de nombreuses manifestations et des meetings de solidarité avec Haïti et envoyèrent des messages au gouvernement haïtien, réclamant le respect de la vie et la libération des communistes arrêtés. Le Chancelier Haïtien Charlmers dans une session spéciale du conseil de 1’0 .E.A., convoquée pour dénoncer l’ingérence du communisme international dans les affaires d'Haïti (20 juin) exhiba le texte de ces messages en guise de preuve d’un « complot communiste » contre Haïti. [↑](#footnote-ref-4)
5. Un article de Jérémiah O. LEARY, correspondant au journal « Evening Star » de Washington révéla que le Président Dominicain Joaquin BALAGUER, avait envoyé un message personnel à Duvalier pour l’informer de l’entrée en Haïti du groupe Baptiste. Le « Miami Hérald », intimement lié à la section de la C.I.A. chargée des affaires haïtiennes, annonça dans un entrefilet de Don Bon- ning du 9 février que les frères Baptiste avaient été capturés et se trouvaient dans les geôles du Fort-Dimanche. [↑](#footnote-ref-5)
6. Chiffre inférieur à celui du « suffrage unanime » reçu 7 ans avant, le 22 juin 1964, quand DUVALIER se proclama à vie par un plébiscite qui lui assura 2.800.000 voix. Cette fois encore, c’était un défi non pas à l’opinion nationale ou internationale habituées à ces prestidigitations légalistes, mais aux règles les plus élémentaires de l'arithmétique électorale dans un pays de 5 millions d’habitants, desquels plus de 50% ont moins de 20 ans. Le registre électoral du Guatémala, pays comptant la même population qu’Haïti enregistrait durant cette même année, 1.010.000 électeurs. [↑](#footnote-ref-6)
7. Le roman « [*Gouverneurs de la Rosée*](http://classiques.uqac.ca/classiques/roumain_jacques/gouverneurs_de_la_rosee/gouverneurs_de_la_rosee.html)» publié par Roumain en 1944 est le fruit de cette époque et constitue un des chef-d’œuvres de la littérature haïtienne. Il a été traduit en une vingtaine de langues. [↑](#footnote-ref-7)
8. Pendant la campagne électorale tous les progressistes du pays, même les plus lucides se laissèrent gagner par la fièvre électorale. L’appareil d’État que les politiciens se disputaient âprement, n'exerçait aucune répression anti­démocratique systématisée. Pourtant, rares furent ceux qui haussèrent la voix dans une attitude réellement patriotique ou révolutionnaire. Même les illustres « marxistes » qui en 1946 parlaient bien fort du socialisme et se lançaient contre la bourgeoisie et l’impérialisme avaient chacun leur candidat. Seule une poignée de jeunes révolutionnaires essayèrent de s’engager comme une force ouvrière autonome. Mais leur tentative fut noyée dans le tumulte [↑](#footnote-ref-8)
9. La même année, deux frères de l’ex-candidat à la présidence, Clément Jumelle furent assassinés en pleine rue par les agents de Barbot. L’ex-candidat eut à peine le temps de se réfugier à l'ambassade Cuba où il arriva malade. Il devait mourir peu après. Ses funérailles donnèrent lieu à une démonstration de barbarie. Pour éviter que les jumellistes profitent de l’occasion pour organiser une manifestation anti-gouvernementale, les officiers de l’armée dirigée par le major Beauvoir firent irruption dans le cortège funèbre et le dispersèrent avec violence. Ils s’emparèrent du cercueil et le mirent dans une voiture de la police. [↑](#footnote-ref-9)
10. En Haïti, on appelle Haïti Toma l’époque antérieure à l’occupation nord-américaine, quand les vieilles traditions de conspirations, intrigues, caciquisme, sagesse politicienne, bravoure avaient toute leur force et leur authenticité. [↑](#footnote-ref-10)
11. Dans les premiers temps, temps de la dictature, un certain Rôde, allemand aux étranges manières et au passé douteux, joua le rôle de « conseiller spécial » en matière d’organisation politique et de structuration de l’appareil répressif. Il avait accès au Palais jour et nuit, et fut le premier conseiller technique du corps des TTM. [↑](#footnote-ref-11)
12. Depuis 1959, on a supprimé la pratique des procès criminels devant les tribunaux. Les crimes commis par des individus possédant ou non la carte de « macoutes » ne font pas l’objet d’un jugement, quel qu’en soit le mobile, ils sont d’emblée classés « politiques » et on ne prend même pas la peine d’enquêter. [↑](#footnote-ref-12)
13. « Grand nég » expression créole Signifie potentat. [↑](#footnote-ref-13)
14. « Bulletin bimensuel du ministère des Affaires Étrangères, destiné exclusivement aux chefs des missions diplomatiques ou consulaires ». Nouvelle série no. 2 Port-au-Prince, p. 5-6. [↑](#footnote-ref-14)
15. le terme spéculateur désigne en Haïti les gros intermédiaires de l’achat et vente du café, qui sont aussi généralement des latifundistes et d'importants caciques régionaux. [↑](#footnote-ref-15)
16. Idéal ouvertement exprimé par Duvalier dans sa première conférence de presse, peu de jours après son ascension au pouvoir. [↑](#footnote-ref-16)
17. L’essence, par exemple, qui se vendait 43 c. de dollars le gallon, en 1957, avait monté à 60 cents en 1966, soit une augmentation de 30 à 40% sur le prix établi par les compagnies de distribution Esso, Texaco et Shell. [↑](#footnote-ref-17)
18. On ne doit pas oublier que, contrairement aux vieux dictateurs militaires ignorants d’Amérique Latine, Duvalier, dans sa trajectoire, a été un intellectuel, un médecin, un ethnologue animé de certaines préoccupations scientifiques, et qu’il a fait la démonstration de son intelligence, tout au moins dans la manière de neutraliser les complots et les manœuvres de son micro-monde. Peut-être la conscience de son échec le porta â penser à la Présidence à Vie comme moyen de remettre à plus tard le fatal bilan et d’élever des monuments à « l’ère duvaliériste ». [↑](#footnote-ref-18)
19. 1nstallé en Haïti depuis déjà trois décades, il possède de nombreuses usines dans le pays et est devenu l’un des capitalistes importants des Caraïbes, avec des intérêts en Jamaïque, à Porto-Rico, aux Iles Bahamas. Il fut arrêté en Juin 1968, sous l’inculpation d’avoir financé une opération anti-duvaliériste. [↑](#footnote-ref-19)
20. Le Chef Suprême lui-même s’est référé plus d’une fois dans ses discours aux « Tontons Macoutes ». Le 4 Avril 1964 il s’écria, faisant allusion à leur efficacité militaire : « J’aime la sauvagerie de mes Tontons Macoutes ». [↑](#footnote-ref-20)
21. L’UIH réclamait la libération du dirigeant syndical Rodolphe Moise, emprisonné pour ses activités anti-duvaliéristes. Elle se solidarisa avec les étudiants en grève en Novembre 1960 et exigea des réformes à la législation du travail. [↑](#footnote-ref-21)
22. Ils restèrent deux ans en prison, sans comparaître devant un tribunal. Ils furent mis en liberté quand, sur l’intervention de l’organisation Internationale du Travail, Duvalier se souvint qu’il était le « Protecteur de la classe ouvrière ». [↑](#footnote-ref-22)
23. Ceci engendra un courant irrésistible de départs pour l’étranger. De nombreux étudiants devinrent à New-York, Montréal, Paris ou Mexico, des assimilés » victimes des facilités et de la façade des grandes villes. [↑](#footnote-ref-23)
24. Estrada Cabrera a inspiré à Miguel Angel Asturias, son roman : Monsieur Le Président, qui reflète quelques unes des caractéristiques du long règne du dictateur guatémaltèque.. [↑](#footnote-ref-24)
25. Ce surnom de Duvalier est utilisé aussi bien en Haïti qu’à l’étranger pour désigner le président à vie d’Haïti et est employé tant par les partisans du dictateur que par ses ennemis les plus acharnés. [↑](#footnote-ref-25)
26. En 1964, la rumeur que Duvalier allait se proclamer Empereur, circula à Port-au-Prince. Tout semble indiquer que ce ne fut pas la crainte du ridicule qui l’en dissuada mais plutôt celle de voir considérer l’établissement d’un empire en Haïti, comme « incompatible avec le Système Interaméricain » Se référant à madame Duvalier il déclara en une occasion : « Dans le cas de la mort de Duvalier, la Marie-Jeanne qui est à mes côtés continuera à être dans le Palais National ». [↑](#footnote-ref-26)
27. « Le Vaudou - écrit le docteur Price-Mars dans son étude « [*Ainsi parla l'Oncle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151754)» - est une religion très primitive, formée en partie de croyances en la toute Puissance d’être spirituels - dieux, démons, âmes désincarnées - en partie des croyances en la sorcellerie et la magie ». Le Vaudou vient des rites et des croyances africaines, surtout du Dahomey, rapportés à Saint-Domingue par les esclaves. Il a reçu d’importantes influences de la religion catholique à laquelle il a emprunté de nombreux symboles qui sont venus s’intégrer à un profond syncrétisme.

    Probablement 80% de la population haïtienne pratique ou partage ses croyances et superstitions, ce qui fait du Vaudou la religion nationale des haïtiens, bien que le catholicisme en soit la religion officielle. C’est une source culturelle intarissable, inutilisée jusqu’à présent, d’une grande valeur dans les domaines de la pharmacologie, l’hypnose, la médecine curative, la musique, la peinture, la danse, l’art du roman, etc... [↑](#footnote-ref-27)
28. En 1963, commença à circuler la rumeur selon laquelle monsieur le Président avait atteint l’étape de l’impuissance sexuelle, de là son comportement criminel. Quand cette rumeur lui parvint par l’intermédiaire de son efficace service d'information, le dictateur se sentit obligé d'en faire un démenti public. Dans un discours diffusé par la radio et la télévision, il s’éleva énergiquement contre une telle calomnie, œuvres de ses ennemis, et se référa dans les termes les plus réalistes à « Madame » Duvalier, qui était à ses côtés pour faire foi de l'ignominie de ce mensonge. C’est à cette même époque que Ydigoras Fuentes, dictateur du Guatémala, (mais beaucoup plus discret) pour montrer qu’il se sentait encore jeune, sautait à la corde sur les écrans de la télévision. [↑](#footnote-ref-28)
29. L'opposition populaire a essayé de neutraliser cette puissance avec les moyens propres au cérémonial vaudouiste : en profanant le temple. Et cela eut sur Duvalier l’effet d'une bombe psychologique. Des heures après la profanation, il eut un infarctus... Son insistance à vouloir changer les couleurs du drapeau national est aussi très significative. La première tentative en 1958, fut repoussée par l’opinion publique, mais en 1964, une fois celle-ci totalement bâillonnée il réussit à imposer le nouveau drapeau noir et rouge, avec une conque marine et une pintade au centre. Le peuple vit dans ce changement une attitude mystique du Président et lui attribua une signification magique. Officiellement, on expliqua que le changement était une décision du Président-historien destinée à réparer une erreur historique qui durait depuis 160 ans. [↑](#footnote-ref-29)
30. La rivalité entre le clan Foucard et celui de Dominique tous deux gendres du Président fit que le premier attribua au second la responsabilité de l’affaire des bombes au printemps 1967. Il existe aussi le clan Blanchet, opposé au clan Catalogne, tous deux idéologues du duvaliérisme, et des dizaines d’autres clans, à des niveaux différents qui rivalisent d’intrigues, de zèle et de calomnie. [↑](#footnote-ref-30)
31. Cette pratique suit rigoureusement une règle de Machiavel qui échoue rarement : « le prince qui rend un autre puissant, travaille à sa propre perte ». [↑](#footnote-ref-31)
32. En 1970, il perdit la faveur de Duvalier. Il fut écroué et ses biens séquestrés [↑](#footnote-ref-32)
33. Le récit de cette singulière audience au Palais nous fut fait par l’un de ces dirigeants ouvriers, qui quelques mois plus tard, put quitter le pays avec toute sa famille. [↑](#footnote-ref-33)
34. Le terme « fascisme » est utilisé couramment et parfois de façon abusive dans le vocabulaire politique latino-américain pour désigner l’arbitraire et le piétinement systématique de la constitution et des droits humains par certains régimes politiques. Ici, le terme est proposé comme catégorie de définition et d'analyse du système politique instaure en des moments historiques donnés, par certains gouvernements, dans certains pays. L’additif « créole » veut suggérer le caractère dépendant de ces sociétés et de ces états. Les structures et les conjonctures qui donnent naissance à ce fascisme s’insèrent dans le cadre du système hégémonique du capitalisme mondial.

    Ce fascisme d’ailleurs s’inspire du modèle original conçu et appliqué dans l’Italie mussolinienne ou l’Allemagne nazie comme forme d'oppression de classe dans les conditions de crise du capitalisme monopolistique. Le fascisme créole lui, apparaît comme forme d'oppression de classe dans des sociétés de capitalisme sous-développé et dépendant de l’impérialisme monial. Ces différences de contenu correspondent cependant à des similitudes de formes. L’un et l’autre modèles constituent des génotypes où se retrouvent des phénotypes caractériels : a) contexte de crise socio-économique et politique et crainte du communisme ou de la révolution ; b) forme d'organisation et de pouvoir politique - corporativiste, collaboration de classes anti-juridisme, hypertrophie de la police politique ; c) idéologie inspirée du nationalisme, de l’élitisme, du culte de la race...

    Dans le cas spécifique de la papadocratie, ces éléments se retrouvent avec une netteté surprenante, avec la toile de fond du danger castriste. De plus, Duvalier, particulièrement épris des œuvres doctrinaires et des biographies du Führer semble s'en être inspiré, il eut à dire un jour : « Hitler fut un grand homme, incompris comme moi. » [↑](#footnote-ref-34)
35. Mr. Talamas, appartenait à la colonie arabe de Port-au-Prince. Il avait participé à la vie sociale et politique du pays et fut arrêté pour ses activités anti-duvaliéristes la nuit du 29septembre 1957. Seulement quand le consulat des États-Unis intervint en sa faveur, les autorises surent que Talamas était nord-américain : elles donnèrent l’assurance au consul qu’il serait traite correctement ». Mais peu après, il succombait sous les tortures. [↑](#footnote-ref-35)
36. Ce souci d’équiper et d’entraîner les forces militaires duvaliéristes se manifesta à tous les niveaux. De nombreux officiers reçurent des bourses pour les États-Unis. En 1958, lorsque le porte-avion Forrestal, le plus important de la flotte américaine arriva à Port au Prince pour une visite de courtoisie son équipage fit un singulier cadeau à la police de la capitale : plusieurs centaines de matraques spécialement fabriquées dans les ateliers du porte-avion. [↑](#footnote-ref-36)
37. Selon une dépêche de l’Associated Press du 7 avril 1961, à Port-au-Prince, le député démocrate Victor L. Anfuso, de New York, annonça qu’au cours de sa visité en Haïti, Duvalier personnellement lui avait manifesté sa décision de ratifier avec l’administration Kennedy cette offre faite antérieurement au gouvernement Eisenhower. [↑](#footnote-ref-37)
38. L’un des cas les plus fameux fut celui d’un homme d’affaires mystérieux, du Koweït, le Sheik Mohamed Fahed, qui arriva en Haïti, en août 1964. Il reçut des concessions illimitées (pétrole, pétrochimies, outillages) et devint un personnage officiel. Peu de mois après il disparut, en laissant derrière lui une traînée de scandales. [↑](#footnote-ref-38)
39. Quand le complot échoua, de nombreux officiers de l'armée poursuivis par les TTM se réfugièrent à l'ambassade du Brésil. Ils y arrivèrent cachés dans les coffres de plusieurs automobiles de l'ambassade nord-américaine. [↑](#footnote-ref-39)
40. Le combattant anti-duvaliériste Gérard Lafontant, fut membre de l’État-Major de Caamano. La figure la plus, remarquable, symbole de l’unité dominicano-haïtienne dans la lutte pour la souveraineté de toute l’île, fut sans nulle doute le poète Jacques Viau, commandant de la Brigade des combattants haïtiano-dominicains. Il mourut le 15 juin 1965, après l’attaque surprise des Marines, en plein armistice, contre Ciudad Nueva, bastion des constitutionalistes dominicains. Un obus yankee qui éclata dans le bâtiment où Jacques Viau écrivait ses immortels poèmes, coupa les deux jambes du combattant. [↑](#footnote-ref-40)
41. Dans un mémorandum présenté au Comité Interaméricain de l'Alliance pour le Progrès, en mars 1966, le gouvernement haïtien, après avoir signalé l’inconsistance de l’aide reçue, déclara avec emphase que le « futur historien se souviendra que l’ALPRO a refusé d’aider la Première République Noire du Continent Américain. » [↑](#footnote-ref-41)
42. En septembre 1960, le président de Guinée, Sékou Touré, le leader nationaliste africain, fut invité à visiter Port-au-Prince. Pendant son escale à New York, à l’occasion d'une session extraordinaire des Nations Unies à laquelle assistèrent de nombreux chefs d’État, Sekou Touré reçut aussi une invitation pour visiter Cuba. Il décida de planifier ses visites dans les Caraïbes : d’abord Cuba et ensuite Haïti. Mais au moment de quitter New York l’ambassadeur d'Haïti à 1'0.N.U. lui fit savoir que le gouvernement de Port-au-Prince avait décidé d'annuler l'invitation. La cause de cette mesure, contraire à toutes les règles diplomatiques, était évidente : un rappel à l’ordre de Washington, par ce que le leader africain allait voir Fidel Castro. En Haïti, le peuple s’apprêtait déjà à recevoir Sékou Touré avec l’enthousiasme que sucitaient ses positions nationalistes. 2. - L’empereur d’Éthiopie, Hailé Sélassié, arriva en Haïti pour une visite de cinq jours, mais malgré les honneurs qui lui furent faits, le « Lion de Judas » interrompit soudainement sa visite le second jour sans expliquer ce changement. [↑](#footnote-ref-42)
43. L’empereur d’Éthiopie, Hailé Sélassié, arriva en Haïti pour une visite de cinq jours, mais malgré les honneurs qui lui furent faits, le « Lion de Judas » interrompit soudainement sa visite le second jour sans expliquer ce changement. [↑](#footnote-ref-43)
44. Heinl fait remarquer que selon le gouvernement des USA, le programme CARE se chiffre à seulement 165.00 dollars, selon un fonctionnaire du CARE il atteignait 750 mille. La BID a concédé à Haïti en 1966, 1.3 millions sans intérêt, valeur provenant d’un fonds spécial de la banque. Notons que les U.S.A. contribuent pour 5/7 à la masse financière de cette banque. [↑](#footnote-ref-44)
45. Dès 1964, le Comité de l’Alliance pour le Progrès décida de chercher une plateforme d’entente avec le gouvernement haïtien, afin de lui donner une aide substantielle susceptible de sauver l’économie du pays du désastre. Ce prêt ne fut pas rendu effectif, principalement parce que le « gouvernement haïtien n’appliqua pas « les mesures administratives et politiques adéquates pour purifier l'atmosphère et obtenir la plus grande efficacité du programme ». [↑](#footnote-ref-45)
46. Sous l’appellation de « Travailleurs non rémunérés, on dénombre 703 963 personnes, parmi la population active de 1 453 891 (en 1950). Annuaire Statistique de VOIT. Genève 1961. [↑](#footnote-ref-46)
47. Avec ta sueur et le sang de milliers de coupeurs de canne-à-sucre haïtiens, le capital cubano-américain put accumuler plus de richesses, élargir son infrastructure et exporter des millions de dollars aux États-Unis. [↑](#footnote-ref-47)
48. Le rapport du CIAP dit : « les années 65/66/67 ont été un pas de plus dans la tendance permanente à la détérioration de l’économie agricole du pays. À partir d’un indice de 100 en 1957-59, la production agricole a baissé à 90 et 87 pour les années 1965-67 et à 71 en 1967 ». 2.- Pour bien apprécier la signification de ces chiffres il est à noter, par exemple, que l’Université Nationale de Mexico a un budget équivalent à plus de 40 millions de dollars (1967). Le budget du Guatémala, avec une population de 4,7 millions d’habitants, est de 230 millions de dollars, et celui de la République Dominicaine dépasse 200 millions. [↑](#footnote-ref-48)
49. Pour bien apprécier la signification de ces chiffres il est à noter, par exemple, que l’Université Nationale de Mexico a un budget équivalent à plus de 40 millions de dollars (1967). Le budget du Guatémala, avec une population de 4,7 millions d’habitants, est de 230 millions de dollars, et celui de la République Dominicaine dépasse 200 millions. [↑](#footnote-ref-49)
50. Avec la Lester Sugard Refining Co. pour rétablissement d’une centrale sucrière. Avec la M.C.I. Hollman pour l’exploration 1’exploitation du pétrole, du gaz naturel et d’hydrocarbures dans le Nord du pays. L’Agricultural Entreprise obtint un contrat pour l’exploitation des palmiers. Le Haytian American Méat and Provisions Company, le monopole de l’abatage du bétail et du développement du cheptel. Paul Burke, l’exploitation du pétrole et du gaz naturel dans le sud de l’Ile de LaGonâve. L'Hailex Oïl Corporation, l’exploitation des minerais dans la zone située entre les latitudes 18 et 19°. La Citadel Manufacturing Company, la fabrique des cordes de sisal. Joseph F. Dryer Jr., les industries dérivées du kénaf. Charles J. Russhon la création de centres touristiques. La Haytian Tourist and Development Corporation, l'ouverture et l’exploitation d’un casino dans la ville du Cap-Haïtien. La Texaco, la construction d’une station d’autobus interurbains à Port-au-Prince. La Haytian Manufacturing and Spenalty Co., l’installation d'une fabrique de transformation du cacao. La Standard Commercial Tobacco (filiale d’Haïti), la culture, l'industrialisation et l'exportation du tabac. [↑](#footnote-ref-50)
51. L’un des cas les plus fameux fut celui d'un homme d'affaire mystérieux, du Koweit, le Sheik Mohamed Fahed, qui arriva en Haïti, en août 1964. Il reçut des parts illimitées (pétrole, pétrochimies, outillages) et il devint un personnage officiel. Peu de mois après il disparut, en laissant derrière lui une traînée de scandales. [↑](#footnote-ref-51)
52. Le terme « traditionnel » est d'utilisation récente. Son entrée dans le vocabulaire politique haïtien date de 1962-63, quand la « nouvelle opposition » d’inspiration marxiste commença à se manifester comme une force politique en lutte non seulement contre Duvalier mais aussi contre le système. [↑](#footnote-ref-52)
53. Arthur Payne et Dany Jones, assistant-shériffs de Miami, Lee Kersten, ancien forçat, Bob Mickey et Joe D. Wlaker. Le même jour, à Miami, 17 hommes qui devaient prêter main forte à Pasquet furent arrêtés dans un avion chargé de munitions. [↑](#footnote-ref-53)
54. Déjà en janvier 1967 une force d’invasion en partance pour Haïti fut arrêtée à Miami. Le père Jean Baptiste Georges ancien ministre de Duvalier, et Roland Masferrer, ancien sénateur cubain et homme de mains de Batista, dirigeaient le groupe de quelque 50 hommes (dont 40 contre-révolutionnaires cubains) prétendaient renverser Duvalier et utiliser Haïti comme tête de pont contre Fidel Castro. [↑](#footnote-ref-54)
55. Cette station « The New York World Wide- (WRUL) comme en Haïti comme radio Vonvon, propriété de la C.I.A. est l’équivalent pour l’Amérique Latine de Radio Europe libre. Elle participa antérieurement à quelques opérations politiques délicates, comme celle de Castillo Armas au Guatémala (1953). Selon Stephen Klaidman (The New York Times, 4 juin 1968) le coût du programme était de trois mille dollars par mois. Stanley Peen affirme que la Coalition recevait 5.000 dollars par mois. (Wall Street Journal, 6 juillet 1970. Stanley Peen « Papa Doc’s Freedom »). Et Rotberg, dans son livre The Politics of Squalor fixe à 60.000 dollars annuel le budget de la Coalition Op. Cit. p. 357. [↑](#footnote-ref-55)
56. Certains pensèrent ingénument pouvoir tromper la C.I.A. [↑](#footnote-ref-56)
57. Ces deux guérilleros, Louis Drouin et Marcel Numa, furent fusillés au cimetière de Port-au-Prince, après un simulacre de jugement secret par une cour martiale. A l’occasion de cette exécution, tous les employés publics furent obligés de faire acte de présence, et les directeurs d’école durent amener des gosses, en discipline, assister à cette cérémonie macabre. Cet acte de barbarie est peint avec un réalisme violent dans le film « Les Comédiens ». [↑](#footnote-ref-57)
58. Devant cette question, le schéma théorique traditionnel se résume par ces points :

    - Établir un gouvernement honnête et sans corruption

    - Promouvoir la mise en place des techniciens aux postes de responsabilité

    - Rétablir le fonctionnement de la « démocratie représentative », en redonnant à l'armée son rôle traditionnel

    - Offrir le maximum de conditions favorables à l’investissement de capitaux nord-américains

    - Établir des liens de dépendance étroite avec les États-Unis, dans le cadre des accords d’aide bilatérale et multilatérale comme ceux qui ont été promis par l’Alliance pour le Progrès. [↑](#footnote-ref-58)
59. L’affaire Riobey démontra, dès 1963, la volonté de lutte de certains jeunes, mus par le sens patriotique. En août 1963 un groupe prépara un assaut de la caserne de Pétionville, comme première étape d’un mouvement insurrectionnel. L’attaque échoua en raison de l'inexpérience des assaillants qui purent cependant se disperser dans les montagnes voisines. Hector Riobey -20 ans -, qui dirigeait l’opération, L’armée tortura sa mère et la transporta au pied de la colline pour forcer le jeune Riobey à se rendre. Dans une imploration pathétique, la mère menacée de mort, lui demanda de se rendre, mais le héros combattit jusqu’à la dernière cartouche. [↑](#footnote-ref-59)
60. Le PUDA et le PEP ont publié clandestinement quasi sans discontinuer depuis 1960 leurs journaux « *Libération*», « *Demokrasi*» et « *Voix du peuple*», journaux de formation et de propagande avec des informations provenant des coins les plus reculés du pays. L’édition et la distribution de ces journaux, chaque mois, en des milliers d’exemplaires, est le résultat d’un travail d’organisation que les politiciens traditionnels n’ont jamais été capables d’imaginer. [↑](#footnote-ref-60)
61. Au cours de la lutte contre l’esclavage et le système colonial, les esclaves en fuite, appelés « nègres marrons », cachés dans les hauteurs inaccessibles des montagnes, descendaient dans les plaines pour piller les plantations, semant ainsi l’esprit de rébellion. Ce furent les initiateurs de la lutte qui aboutit à l’indépendance. Pendant l’Occupation Américaine, des groupes de paysans révoltés firent leur apparition dans les montagnes du Nord et constituèrent le ferment de la lutte armée des Cacos de Charlemagne PERALTE. [↑](#footnote-ref-61)
62. Méhu et Lamaute avaient abandonné leurs études - le premier en Colombie où il étudiait l’agronomie, le second son doctorat en sociologie en Allemagne Fédérale pour retourner en Haïti clandestinement et adhérer à la lutte. [↑](#footnote-ref-62)
63. René Chalmers : Mémorandum du gouvernement d’Haïti au Conseil de l’OEA pour étudier la demande de convocation d’urgence de l’organisme de consultation. [↑](#footnote-ref-63)
64. Au terme de ce combat, pour ne pas tomber aux mains des duvaliéristes, Daniel Sansaricq, l’un des occupants de la maison, se suicida. Daniel était le dernier survivant de la famille Sansaricq assassinée à Jérémie. Son frère Adrien, médecin de profession, ami et compagnon du Che Guevara durant l’expédition de celui-ci en Afrique, était mort quelques semaines avant à Boutilliers. Les autres occupants de la maison, grièvement blessés, furent arrêtés. Il s’agissait de Gérald Brisson, 32 ans, intellectuel légendaire et homme d’action, pionnier du communisme haïtien, qui avait enthousiasmé l’imagination populaire au point d'être surnommé « Fantomas » ; Jacques Jeannot, ex-séminariste, issu d’une famille de classe moyenne très connue ; Gérard Wadestrandt. architecte qui après des études à Mexico, était retourné clandestinement en Haïti et Nicler Casseus, dirigeant d’origine populaire aguerri dans la lutte clandestine. [↑](#footnote-ref-64)
65. Les rares à être libérés, dans un geste de magnanimité » du Président de la République, durent exprimer publiquement leurs remerciements à Monsieur Duvalier. Tel fut le cas du Secrétaire général du PUCH, Joseph Roney, dont le non apparut peu après, (et quelques mois après il fut arrêté de nouveau et enfermé au Fort Dimanche), dans la presse officielle comme auteur d’articles faisant l'apologie de « L’honorable Docteur Duvalier ». Toutes ces manœuvres prétendaient cacher l’horrible massacre et tromper l’opinion quant à l’origine de cette répression par trop systématique et efficace pour être l’œuvre des seuls T.T.M. [↑](#footnote-ref-65)
66. Le décret anti-communiste du 28 avril stipulait :

    « Considérant l’incompatibilité radicale des doctrines d’importation, notamment le marxisme-léninisme, avec l'ordre social, politique et économique haïtien qui ne peut puiser ses facteurs de progrès que dans son ethnie et sa culture propre ;

    « ... Considérant les dangers que les doctrines communistes généralement quelconques représentent pour l’ordre social haïtien tel qu’il s’est constitué et tel qu’il est consacré par les lois en vigueur ;

    « ... Considérant que les actes de gangstérisme et de terrorisme perpétrés à Port-au-Prince, dans la zone commerciale, à l’aéroport international François Duvalier, à Cazalé, à Boutilliers, à Bizoton, à Delmas, à la Rue Férou et sur d’autres points du territoire national, sont la preuve tangible que les éléments sus-désignés sont passé de la « phase d’endoctrinement » à la « phase d’exécution » selon la terminologie tactique du marxisme-léninisme ; » La Chambre Législative a voté la loi suivante :

    Art. 1.- Sont déclarés crimes contre la sûreté de l’État les activités communistes sous quelque forme que ce soit : toute profession de foi communiste verbale ou écrite, publique ou privée ; toute propagation des doctrines communistes ou anarchistes par conférences, discours, causeries, lectures, réunions publiques ou privées ; par tracts, placards, périodiques, revues, journaux, brochures, livres, images, toutes correspondances écrites ou verbales avec des associations, soit locales, soit étrangères ou avec des personnes qui s’adonnent à la diffusion des idées communistes ou anarchistes ; de même que le fait de recevoir, de recueillir ou de fournir des fonds destinés directement à la propagation des dites idées.

    Art. 2. -Seront déclarés coupables des mêmes crimes tous ceux qui à titre quelconque : librairie, propriétaire ou gérant d’imprimerie, propriétaire, gérant ou locataire de maison d’habitation ; ministre du culte, missionnaire, prédicateur, professeur, instituteurs, etc. auront suggéré ou facilité leur exécution, hébergé ou prêté assistance à leurs auteurs.

    Art. 4. Seront punis de la peine de mort les auteurs et les complices des crimes ci-dessus prévus, leurs biens meubles et immeubles seront confisqués et vendus au profit de l’État. » [↑](#footnote-ref-66)
67. Les communistes ont payé un impressionnant tribut de vies humaines dans leurs efforts en vue de forger leur appareil clandestin, d’acquérir une expérience de lutte, de gagner la confiance et la sympathie du peuple. Toutes ces choses éclatèrent au grand jour en 1968 - 69 quand ils démontrèrent qu’ils constituaient l’avantgarde de l’opposition au duvaliérisme et de la lutte de libération nationale. Il faut évoquer les noms suivants qui symbolisent en Haïti la lutte des communistes contre la dictature, soit parce qu’ils sont ceux d’intellectuels militants (Jacques S.Alexis, Jean Jacques Ambroise, Emmanuel Calixte, Rony Lescoutlair, Guy Lominy, Henry Claude Daniel, Alix Lamaute) ou de jeunes gens très connus arrêtés en public ou encore issus de familles elles-mêmes connues (Yvon Piverger, Michel Corvington, Jean Robert Désir. Thomas Charles, Wiener Jean-Pierre, Yves Michel, Joël Liautaud, Lionel Loubeau), soit parce que la gauche a exalté leur figure de militants anonymes (Georges Florestan, Charles Adrien Georges, Lhérisson Dorval). Ces derniers ouvriers, paysans, éléments de la petite bourgeoisie, fils du peuple ont été légion. Le bilan des années soixante doit être d’environ 500 victimes. [↑](#footnote-ref-67)
68. Son prédécesseur, nommé en 1890, fut un mulâtre M. Douglas qui était parvenu à traverser la ligne et à se marier à une blanche ; même durant l’occupation, jamais Washington ne pensa se faire représenter en Haïti par un noir. [↑](#footnote-ref-68)
69. Le caractère colonialiste de l'entreprise est avoué dans le paragraphe 4 du contrat qui déclare que la compagnie emploiera de préférence pour ses travaux des personnes indigènes. [↑](#footnote-ref-69)
70. Manigat, Leslie, « Statu quo en Haïti », *La technique du Livre*, Paris, 1971 [↑](#footnote-ref-70)
71. Oriani Fallaci, journaliste italienne dans un reportage paru dans la revue dominicaine « Ahora » (août 1971) rapporte un incident des plus significatifs. Désireuse d'avoir une entrevue avec le président, elle avait remis à M. de Catalogne, alors chef des relations publiques du Palais, un questionnaire de 22 points où figuraient entre autres questions : Que pensez-vous de Fidel Castro ? de la guerre du Vietnam ? Comment définiriez-vous la liberté ? la démocratie ? Pensez- vous pouvoir gouverner à 19 ans ? De Catalogne lui retourna le questionnaire peu avant l’heure prévue pour la rencontre. Mais quelle ne fut la surprise de la journaliste, en examinant le questionnaire, de constater qu’aucune de ces questions n’y figurait. On lui avait remis un nouveau questionnaire sans l’avertir « Vous êtes autorisé à formuler ces questions et nulle autre ». Au moment de l’interview, elle s’en plaignit au président. Celui-ci ouvrit de grands yeux et regarda, déconcerté, ses collaborateurs présents comme pour leur demander : Que faire ? En fin de compte, il prit la feuille des questions et réponses et commença à lire comme un automate. Le reporter Fernando Alcala de la télévision mexicaine fit en janvier 1972 une expérience similaire. Son questionnaire resta trois jours à la présidence et on lui demanda formellement de ne pas intervertir l’ordre des questions afin de ne pas embarrasser le président-lecteur. [↑](#footnote-ref-71)
72. Le « Nouveau Monde » du 11 août 1971 confirmant implicitement cette présence faisait savoir que le capitaine Alban, du corps d’aviation, avait péri au cours d’une mission quand son avion heurta celui de son instructeur. [↑](#footnote-ref-72)
73. L’appui américain au duvaliérisme opère sans masque, démontrant de plus cette recherche constante de nouvelles tactiques et de méthodes de domination qui caractérise l’impérialisme américain. Des firmes privées servent de couverture à la C.I.A. pour assurer, dans certains cas, l’aide qui ne peut être fournie officiellement sans susciter l’opposition des législateurs et de l’opinion publique ainsi que les indiscrétions de la presse des États-Unis. [↑](#footnote-ref-73)
74. Déjà le 15 août 1971, en information spéciale, signée par Benjamin Welles, le New York Times annonçait cette politique d’appui sans réserve du gouvernement nord-américain ; « Les États-Unis se préparent à améliorer leurs relations avec Haïti et à mettre un terme aux neuf ans d’ostracisme qui lui avait été imposé par le gouvernement John F. Kennedy.

    Le Département d’État, informe-t-on, se propose d'accéder dans les deux prochaines semaines à la demande haïtienne pour que deux groupes de techniciens et conseillers américains. » américains aident à organiser les douanes et les services postaux de ce pays. Les salaires de ces conseillers et leurs dépenses ne seront pas assurés par des fonds

    Selon d’autres indices, les États-Unis peuvent éventuellement autoriser l’achat par Haïti d’armes légères et l’équipement pour les deux nouveaux bataillons de « léopards » constitués à partir de cette milice rurale sans discipline et livrée à elle-même, connue sous le nom de « Volontaires de la Sécurité Nationale » (dit Tontons Macoutes) L’article poursuivit : « L’intérêt de Washington d’améliorer ses relations avec Haïti, qui est un des 23 membres actifs de l’O.E.A., grandit en même temps qu’augmente la crainte que les sanctions imposées à Cuba en 1964 pourraient être levées. Selon certains informateurs d’ici, les U.S.A. qui s’opposent officiellement au retrait de ces sanctions, voudraient compter avec l’aide d’Haïti.

    Selon d’autres sources, continuait le New York Times, le plan de gouvernement s’appuie aussi sur les recommandations de Clinton Knox, l’ambassadeur américain en Haïti, Mr Knox a assuré que le terrorisme en Haïti a cessé depuis la mort du président François Duvalier. »

    Le correspondant du New York Times en Haïti, Allan Riding, pour sa part, dans un câble du 20 août 1971, faisait observer : « selon les diplomates européens à Port-au-Prince, l’ambassade américaine ici a repris son influence, perdue aux temps de Papa Doc... Et le Président Nixon est disposé à écouter le conseil de son ambassadeur Knox, selon lequel il est possible d’aider Haïti, parce que le pays se transforme et que les conditions de terreur et d’oppression tendent à disparaître. [↑](#footnote-ref-74)
75. Certains éléments non exilés, simples réfugiés, qui s’avisèrent d’aller visiter leur famille en Haïti, furent arrêtés ou portés disparus. Le seul cas connu d’exilé repenti fut celui de l’ex-colonel Daniel Beauvoir, homme de main du régime durant dix ans, parti en exil en 1967. Il fut absous après avoir écrit une lettre au président à vie, dans laquelle il confessait « n’avoir pas brûlé ce qu’il a adoré ». [↑](#footnote-ref-75)
76. Le 20 octobre 1971, le journal Nouveau Monde annonça en éditorial qu’une promotion sortante d’étudiants en médecine de l’Université de Mexico avait choisi comme parrain de promotion le Président Jean-Claude Duvalier, et que ce dernier désignait pour le représenter à la cérémonie de remise des diplômes les Ministres de Relations Extérieures et de l’information, Messieurs Adrien Raymond et Fritz Cinéas.

    Ce choix fut qualifié par l’organe duvaliériste « comme la manifestation de l’appui des jeunesses du monde ». Cet article, reproduit par la presse mexicaine, déclencha une violente indignation surtout dans les milieux étudiants, intellectuels et médicaux. On sut alors qu’une poignée d’étudiants (31 au total) d’une promotion de 1400, s’étaient laissés embobiner par des agents duvaliéristes qui leur offraient en contrepartie une splendide réception de fin d’études à l’Hôtel Sheraton de Mexico et un voyage en Haïti, tous frais payés, pour eux, leurs parents et leurs amis.

    Les manifestations contre le Chancelier haïtien et la délégation qui l’accompagnait prirent une telle ampleur à l’Université et dans la presse qu’elles mirent le gouvernement mexicain dans une situation délicate. Le Chancelier haïtien fut prié de vider les lieux, tandis que des manifestations de rue dénonçaient la dictature duvaliériste, exigeant la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement haïtien. [↑](#footnote-ref-76)
77. Le centre désigné, situé à la rue des Remparts, au cœur des quartiers les plus populaires de Port-au-Prince, voit défiler de 6h3O du matin à 22 heures, chaque jour, 350 chômeurs en quête de 3 dollars par litre de sang que leur paient les « sangsues ». Le plasma est prélevé sur le champ avec ses protéines, sels minéraux, globuline, anticorps, etc.., le sang est ensuite réinfusé dans les veines des donneurs, ce qui leur permet de revenir tous les sept jours, creusant ainsi leur tombe. [↑](#footnote-ref-77)
78. L’économiste du régime, Édouard Francisque, dans une réunion du Comité de l’Alliance pour le Progrès, présentait l’argumentation suivante en quémandant une aide américaine. « J’avais utilisé le mot « humanitaire ». Monsieur le représentant de la F.A.O. a également répété ce mot pour dire qu’on pourrait accorder à Haïti une aide sur le strict plan humanitaire ; il a parlé de don qu’on pourrait faire simplement et purement à un pays qui se trouve sur la voie de la [↑](#footnote-ref-78)
79. Dans sa mégalomanie, le dictateur haïtien a rappelé le lointain exemple d’Auguste, en oubliant que Caligula avait voulu nommer son cheval empereur. La presse haïtienne, dans un acte de sublimation monarchique et anachronique, rappela de son côté au moment de l’intronisation de l’héritier que : « St-Louis gouverna la France à l’âge de 26 ans et resta roi 30 ans ; que Louis XIII fut roi à 19 ans et eut un règne de 35 ans ; qu’à 16 ans Louis XIV était roi et le resta 61 ans ; et qu’Henri VII d’Angleterre monta sur le trône à 18 ans, pour 30 ans. [↑](#footnote-ref-79)
80. Pour la première fois depuis qu’a commencé l'exode, ils ont organisé de grandes manifestations contre la perpétuation du régime et la politique des U.S.A. à l’égard d’Haïti. À New York, des milliers d’Haïtiens défilèrent dans les rues en janvier 1971 et devant l’ONU à l’annonce des manœuvres pour établir la dynastie, puis à la mort de Duvalier ; à Washington, ils manifestèrent devant l'OEA ; à Montréal devant le Consultât d’Haïti. [↑](#footnote-ref-80)
81. Un de ces secteurs, celui de Raymond Joseph publie à New York, depuis lors le journal « Haïti Observateur » à caractère commercial et de tendance conservatrice, devenu au sein de l’émigration le principal organe d’information, de colportage de rumeurs et de dénonciation du gouvernement de Duvalier-Fils. [↑](#footnote-ref-81)
82. Suivant ces instructions afin de donner, au niveau international, un semblant de légitimité au régime, des élections législatives furent organisées le 11 février 1973 en Haïti. 300 candidats, tous duvaliéristes, se présentèrent à cette farce électorale. La population refusa d’y prendre part. Et 58 députés, triés sur le volet vinrent constituer la nouvelle « chambre croupion ». [↑](#footnote-ref-82)
83. La réunion de L’UNCTAD II, tenue à Lima (Pérou) en 1971, classa Haïti comme le pays d’Amérique Latine et l’un des 10 pays du monde (avec 6 d’Afrique et 3 d’Asie) au plus faible développement. UNCTAD III, Santiago de Chile. mars-avril 1972, renouvela ce diagnostic. [↑](#footnote-ref-83)
84. « Haïti : Porto-Rico 2 ? Notes sur la conjoncture économique », Nouvelle Optique. Recherches haïtiennes et caribéennes, no. 8, octobre-décembre 1972, pp. 1-15. [↑](#footnote-ref-84)
85. Selon The Journal of Commerce (24 octobre 1972), le projet permet d’éviter l’installation de dépôts de ce genre dans les régions très peuples de l’Est des États-Unis et d’éviter ainsi la pollution des côtes. Haïti remplit donc aussi la fonction de réserve anti-contamination. [↑](#footnote-ref-85)
86. Dans un article de son journal « The Federationist » (janvier 1973), dont le directeur est Georges Meany, la Centrale ouvrière américaine A.F.L.-C.l.O. dénonce cette politique de certaines entreprises américaines consistant à s’installer en Haïti. Les campagnes publicitaires dans ce sens sont faites avec consigne de « bas salaires et absence totale de grèves ». Cette politique patronnée par le Département de Commerce des U.S.A., constitue selon la A.F.L.-C.l.O. Le plan le plus récent conçu par les entreprises multinationales pour certains pays de l’Amérique Latine. [↑](#footnote-ref-86)
87. Selon le Journal « 12 novembre », l’expert américain Georges Bator de l’Université de Colorado estime qu’Haïti dispose d'exceptionnelles réserves de bauxite, de cuivre, d'importants gisements de charbon, d'or et de pétrole. On pourrait, selon cet expert, y développer sur une « base multinationale » un complexe industriel de 7 milliards de dollars. [↑](#footnote-ref-87)
88. Les éléments de politique économique ici signalés sont conçus dans un plan global de développement, et impliquent des changements radicaux dans les institutions devant transformer même le comportement psychologique de l’haïtien en tant qu’être social, citoyen, producteur et consommateur. Cette stratégie de développement a été tracée par l’auteur, dès 1965, dans son livre déjà cité. [↑](#footnote-ref-88)
89. Ces possibilités se manifestent avec une force singulière chez l’haïtien qui sort de l'ambiance sociale et politique de sa communauté. Hier coupeur de canne à Cuba et aujourd’hui à Saint-Domingue, ouvrier journalier aux îles Bahamas, médecin ou ingénieur installé dans les grands centres d’Amérique du Nord ou d’Europe, technicien ou professeur en Afrique, étudiant dans les universités étrangères, l’émigré haïtien se caractérise par sa créativité et sa capacité d’adaptation. Cette richesse humaine suffit à montrer que l’obstacle fondamental est d’ordre structural, social et politique. [↑](#footnote-ref-89)